Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du lundi 6 mars 2017
à 19 h

Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce
6400, avenue de Monkland

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance.

10.02 Ordre du jour

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de la séance ordinaire du 6 mars 2017 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

10.03 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 13 février 2017, à 19 h.

10.04 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de commentaires du maire et des conseillers.

10.05 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions et de demandes du public.

10.06 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil.

10.07 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Correspondance.

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1175946001

Accorder à IGF Axiom inc. un contrat de 1 013 935,78 $, taxes incluses (Contrat no 1) et à SNC-Lavalin inc. un contrat de 1 116 378,51 $, taxes incluses (Contrat no 2), pour des services professionnels pour la surveillance des contrats de construction (2017-2019) - (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-013 - Approuver deux projets de conventions à cette fin.

20.02 Appel d'offres public

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1174921001

Accorder à Les Entreprises Ventec inc. le contrat au montant de 1 111 848,49 $ pour la réalisation des travaux d'aménagement de deux placettes multifonctionnelles aux parcs de Kent et de Notre-Dame-de-Grâce (LEGS du 375ieme de Montréal) et autoriser une dépense à cette fin de 1 132 543,99 $, incluant toutes les taxes applicables dont 186 826,99 $, net de taxes, du surplus libre de l'arrondissement, (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-16-AOP-DAI-048.

20.03 Appel d'offres public

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1172703002

Accorder à Néolect inc. le contrat pour les travaux d'électricité de la Place de Vimy du Parc Notre-Dame-de-Grâce, autoriser une dépense à cette fin de 136 908,49$, incluant toutes les taxes applicables (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-DA-019.

20.04 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1177202002

Autoriser la signature de trois (3) contrats de services pour l'entretien sanitaire, l'accueil et le soutien à l'organisation des locaux dans trois (3) installations prêtées aux Loisirs sportifs CDN-NDG pour une période d'un an et octroyer une dépense totale de 846 428 $, taxes incluses si applicables.

20.05 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1177202007

Accorder une subvention non récurrente, d'une valeur approximative de 4 000 $ à l'Association de hockey mineur NDG et à l'Association régionale de hockey de Montréal, sous forme de gratuité de prêt de matériel et d'installations relativement à l'utilisation de l'Aréna Doug Harvey afin d'y présenter le tournoi de la Coupe Dodge volet masculin du 19 au 23 avril 2017.

20.06 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1177202009

Accorder une contribution financière non récurrente de 9 500 $ (taxes comprises, si applicables) à l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) pour soutenir la réalisation d'activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement.

20.07 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1175265007

Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 10 300 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur	
Communauté hellénique du Grand Montréal 5777, av. Wilderton Montréal (Qiuébec) H3S 2V7 a/s M. Nicholas T. Pagonis Président	Aider l'organisation pour ses festivités lors de la Fête nationale de la Grèce qui se dérouleront les 25 et 26 mars 2017.	TOTAL **:** Russell Copeman Lionel Perez Magda Popeanu	**1 000 $** 400 $ 200 $ 400 $
L'Envol des femmes / Women on the Rise 6870, rue de Terrebonne Montréal (Québec) H4B 1C5 a/s Mme Grace Campbell Directrice générale	Pour aider le centre à concevoir un site internet qui lui servira pour sa collecte de fonds afin de continuer d'offrir des services, des ateliers et des programmes d'entraide et de soutien aux femmes et enfants 0-5 ans.	TOTAL **:** Russell Copeman Peter McQueen Jeremy Searle	**650 $** 400 $ 150 $ 100 $
Association des infirmières et infirmiers philippins du Québec AIIPQ inc. (FNAQ) 5850, av. Monkland, #101 Montréal (Québec) H4A 1 a/s Mme Corazon Diaz Abdon Présidente	Afin de souligner le 25e anniversaire de l'Association et la Semaine internationale des infirmières et infirmiers.	TOTAL **:** Russell Copeman Lionel Perez Marvin Rotrand	**500 $** 167 $ 167 $ 166 $
Corporation des Juifs espagnols et portugais Shearith Israel de Montréal 4894, av. Saint-Kevin Montréal (Québec) H3W 1P2 a/s M. James Archibald Président	Pour aider à l'organisation des activités qui souligneront le 250e anniversaire de l'existence de la Corporation en 2018.	TOTAL **:** Lionel Perez Marvin Rotrand	**400 $** 200 $ 200 $
Conseil communautaire NDG 5964, av. Notre-Dame-de-Grâce, #204 Montréal (Québec) QC H4A 1N1 a/s Mme Halah Al-Ubaidi Directrice générale	Pour aider à l'organisation de la Table interculturelle de NDG qui a eu lieu le 4 février 2017.	**TOTAL :** Jeremy Searle	**250 $** 250 $
Conseil communautaire NDG 5964, av. Notre-Dame-de-Grâce, #204 Montréal (Québec) QC H4A 1N1 a/s Mme Halah Al-Ubaidi Directrice générale	Afin d'apporter un soutien à la célébration du Nouvel An lunaire 2017 qui a eu lieu le samedi 4 février 2017 à l'église Saint Philip's Anglican.	**TOTAL :** Russell Copeman Peter McQueen Jeremy Searle	**400 $** 100 $ 100 $ 200 $
Dépôt alimentaire Notre-Dame-de-Grâce 2146, av. de Marlowe Montréal (Québec) H4A 3L5 a/s M. Daniel Rotman Directeur général	Pour cultiver des fruits et légumes pour le Dépôt alimentaire Notre-Dame-de-Grâce dans le Parc de la Confédération.	**TOTAL :** Jeremy Searle Peter McQueen	**6 000 $** 5 500 $ 500 $

Projet Genèse 4735, chemin de la Côte-Sainte-Catherine Montréal (Québec) H3W 1M1 a/s M. Michael Chervin Directeur général	Afin de permettre à cet organisme à poursuivre sa mission, particulièrement son travail de défense pour les démunis dans le domaine de l'habitation.	**TOTAL : 800 $** Russell Copeman 200 $ Marvin Rotrand 200 $ Lionel Perez 200 $ Magda Popeanu 200 $
Société québécoise d'ensemble-claviers 4397, avenue Coolbrook Montréal (Québec) H4A 3G1 a/s Irina Krasnyanskaya Directrice artistique	Société québécoise d'ensemble-claviers pour ses activités dans le cadre de la 5e l'édition de les « Saisons Russes de Montréal 2017 » de la Ville de Montréal dont le concert d'ouverture se déroulera au Centre culturel de NDG le 11 mai 2017.	**TOTAL : 300 $** Magda Popeanu 150 $ Peter McQueen 150 $

20.08 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1177202005

Autoriser la signature d'un avenant à la convention de contribution financière intervenue entre l'arrondissement et Prévention Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (CA17 170010) pour la consolidation du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM) pour l'année 2017, et autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 5 124 $, incluant toutes les taxes si applicables.

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1172703001

Octroyer une subvention de 10 000 $ à l'Association des gens d'affaires de Côte-des-Neiges pour la mise en place d'un plan de communications pour informer les commerçants de la création d'une Société de développement commercial.

20.10 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CA *Direction des travaux publics* - 1177551003

Accorder, à la SOCENV, un contrat de services pour l'aménagement de ruelles vertes dans l'arrondissement, autoriser une dépense à cette fin d'au plus 35 000,00 $, toutes taxes incluses, et approuver un projet de convention à cette fin.

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction des travaux publics* - 1177551002

Accepter l'offre du conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2017 dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal.

30.02 Administration - Déplacements / Frais de séjour et de représentation

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1175265006

Autoriser une dépense maximale de 4 000 $ (taxes incluses) pour la participation de Russell Copeman, maire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et de Marvin Rotrand, conseiller de la Ville pour le district de Snowdon, à titre de représentants de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, au Congrès annuel de la Fédération canadienne des municipalités 2017 qui se déroulera à Ottawa, Ontario du 1er au 4 juin 2017.

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1177202001

Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévu pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 6 mars 2017 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

40.02 Règlement - Adoption

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1167135003

Adopter, avec changement, le Règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Expérience Côte-des-Neiges», telle que décrite au plan joint comme Annexe A, aux fins de la constitution d'une société de développement commercial.

40.03 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1163779004

Donner un avis de motion et adopter, tel que soumis, le projet de règlement modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) notamment afin de modifier certains paramètres de zonage pour les institutions scolaires, puis mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

40.04 Règlement - Urbanisme

CM *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1173558005

Adopter, en vertu de l'article 89,4 de la *Charte de la Ville de Montréal*, un Règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 087 021 du cadastre du Québec à des fins d'un centre d'hébergement collectif pour des personnes ayant des besoins particuliers.

40.05 Urbanisme - Demande de dérogation à l'interdiction de convertir un immeuble en copropriété divise

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1176863001

Accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 6800 à 6802, rue Légaré conformément au *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11).

40.06 Urbanisme - Démolition / Transformation

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1163558036

Soumettre un appel de la décision du comité de démolition relativement à une demande de démolition de l'immeuble situé aux 6255-6257, chemin Deacon (demande de permis 3001117977) et son programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.

40.07 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1173558006

Approbation des plans en vertu du titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), pour l'émission du permis de transformation visant la modification des dimensions d'une fenêtre pour l'ajout d'une porte d'issue et l'installation d'une rampe d'accès, au 2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine - secteur à normes B - demande de permis 3001267733.

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1177135001

Renouveler le mandat de Khalil Diop, à titre de membre titulaire du Comité consultatif d'urbanisme, et les mandats de Jean Dufresne, Isabelle Dumas, Alexie Baillargeon-Fournelle et Mark Calce, à titre de membres suppléants, pour la période du 6 mars 2017 au 6 mars 2019.

60 – Information

60.01 Dépôt

CM *Direction des travaux publics* - 1177413001

Recevoir le bilan sur l'application du *Règlement sur l'utilisation des pesticides* R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2016.

60.02 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1174535002

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 janvier 2017.

65 – Avis de motion des conseillers

65.01 Avis de motion des conseillers

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1174570006

Motion pour la création d'un Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

70 – Autres sujets

70.01 Propositions / Requêtes des conseillers

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1174570002

Confirmer la participation de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce à l'événement « Une heure pour la terre 2017 » qui aura lieu le samedi 25 mars 2017 de 20 h 30 à 21 h 30.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.03

2017/03/06 19:00

Unité administrative responsable	Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
Niveau décisionnel proposé	Conseil d'arrondissement
Sommet	-
Contrat de ville	-
Projet	-
Objet	Approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 13 février 2017 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

Il est recommandé :

Que le procès-verbal de la séance ordinaire du 13 février 2017 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce soit approuvé tel que soumis aux membres du conseil avant la présente séance et versé aux archives de l'arrondissement.

Signataire:

Geneviève REEVES

_____

Secrétaire d'arrondissement

Division du greffe
Direction des services administratifs et du greffe
Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le lundi 13 février 2017 à 19 h au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges à Montréal, sous la présidence de monsieur le maire Russell Copeman**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;
Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Jeremy Searle, conseiller du district de Loyola.

ainsi que :

Stéphane Plante, directeur de l'arrondissement;
Denis Gendron, directeur des services administratifs et du greffe;
Sylvia-Anne Duplantie, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
Pierre Boutin, directeur des travaux publics;
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, monsieur le maire de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte à 19 h.

_____

CA17 170027

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Magda Popeanu

D'approuver l'ordre du jour de la séance ordinaire du 13 février 2017 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame de Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.02

_____

CA17 170028

APPROBATION - PROCÈS-VERBAL

Il est proposé par Marvin Rotrand



appuyé par Magda Popeanu

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 16 janvier 2017 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.03

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DU MAIRE ET DES CONSEILLERS

- Russell Copeman

Annonce le dépôt d'une requête en vue de la formation d'une société de développement commercial sur le chemin de la Côte-des-Neiges.

Annonce qu'un poste de conseiller en planification de développement économique sera créé à l'arrondissement.

Dépose un rapport des interventions au 3360, rue Goyer, ainsi qu'une annexe des statistiques 2016 des inspections en matière de salubrité, puis réitère que depuis son arrivée à la mairie, il souhaite une application rigoureuse du *Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements* (03-096).

Souligne sa participation à l'initiative d'une journée « portes ouvertes » dans les mosquées de Montréal.

- Jeremy Searle

Déplore la dépense de 300 M$ pour les festivités du 375e anniversaire de Montréal, ainsi que la distribution de macarons à tous les employés de la Ville.

Remercie les services, plus particulièrement M. Pascal Trottier, d'interdire le stationnement entre 6 h 30 et 18 h 30 sur le boulevard Décarie côté est, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Sherbrooke.

- Magda Popeanu

Affiche avec grande fierté un symbole lié à la journée de la persévérance scolaire et fait appel à ses collègues pour le dépôt d'une motion à être transmise au Réseau Réussite Montréal.

Déplore l'état des logements au 3600 rue Goyer et estime que la Ville a tous les pouvoirs nécessaires afin de régler le problème d'insalubrité, mais qu'il faut une volonté politique et une volonté du propriétaire de corriger la situation.

Souligne qu'en matière de développement économique, Montréal a terminé au dernier rang sur 121 villes canadiennes de 2014 à 2016.

Annonce la mise en place de l'initiative de Défi PME MTL.

- Peter McQueen

Indique que des résidents ont subi une coupure d'eau pendant 2 jours en raison des travaux du Ministère des Transports du Québec (MTQ) pour les constructions de l'échangeur Turcot, déplore le manque de collaboration du MTQ et remercie les services pour la résolution du problème.

Souligne les enjeux du déneigement et remercie les services pour leur travail en ce sens sur la piste cyclable du boulevard De Maisonneuve.

Indique que le déneigement des trottoirs n'est pas efficace, et que certains résidents et camions de déneigement mettent illégalement la neige sur le domaine public. Demande si un côté de rue sera entièrement déneigé avant le repos forcé des travailleurs.

Annonce que la STM tiendra des séances de consultation publique relatives à la seconde entrée au métro Vendôme.

- Marvin Rotrand

Souligne la tenue en janvier de deux consultations publiques : l'une quant aux améliorations à venir au parc De La Savane et l'autre pour discuter des nouveaux espaces verts qui seront aménagés dans Le Triangle, et remercie particulièrement Mme Sylvia-Anne Duplantie.

Relance les citoyens afin qu'ils transmettent des suggestions de noms pour les

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

nouveaux parcs dans Le Triangle.

Rappelle avoir rencontré des citoyens afin de discuter d'améliorations le long de l'avenue Van Horne et annonce que des projets en ce sens ont été approuvés pour 2018.

Indique avoir soulevé au conseil municipal l'importance d'augmenter la puissance de l'aéroport de Montréal et constate qu'il y a de plus en plus de vols internationaux directs vers les marchés émergeants.

Annonce que sa motion suggérant que Montréal pose sa candidature pour la foire universelle de 2025 a été retirée malgré l'enthousiasme du public, puisqu'il n'a pas obtenu le nombre nécessaire de votes au conseil municipal.

Rappelle que la date limite de soumission de demandes financières pour des projets dans le cadre du 375e anniversaire est en mars.

PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Noms des personnes	Sujets
• Marie-Jean Cournoyer	À titre d'administratrice du CPE St-Justine, déplore les délais d'avancement du projet de développement du CPE.
• Warlie Basbacio	Souhaite que la Ville fournisse des bacs à vidange et à compost dans son quartier.
• Daniel Savard	Souligne que les diverses demandes de la Ville font exploser le budget du CPE St-Justine et demande s'il n'est pas exagéré de requérir autant de précisions.
• Claire Abraham	Fait état d'un appartement de l'avenue Linton qui fait l'objet de multiples problèmes depuis plusieurs années, demande qu'il y ait des résultats concrets dans un délai raisonnable suite aux interventions des inspecteurs et si la Ville pourrait remplacer la serrure de la porte d'entrée en lieu et place du propriétaire.
• Jean-Yves Bilodeau	À titre de représentant du club Vélo-Boulot de l'entreprise CAE, demande quand est prévu l'aménagement d'une piste cyclable sur toute la longueur du boulevard Cavendish.
• Sylvia Maruta	Déplore que suite au dépôt d'une pétition, les services n'interdissent pas le stationnement public du côté du terre-plein sur l'avenue Linton entre le chemin de la Côte-des-Neiges et l'avenue Decelles.
• Lara Eid	À titre de trésorière du conseil d'administration du CPE St-Justine, demande pourquoi il faut à nouveau passer au comité consultatif d'urbanisme et que faire pour que ce projet d'intérêt communautaire avance. Demande comment les voisins ont eu accès à certains documents de la Ville.
• Gabriel Mainville	Demande ce qu'est la Table de concertation de la lutte contre la pauvreté.
• Kevin Copps	À titre de membre de l'Association des piétons et cyclistes de NDG, rappelle les tragédies humaines qui se sont produites et demande au CA d'indiquer les mesures qui seront prises pour assurer la sécurité des citoyens, notamment dans les ruelles.
• Raj Basdeo	Souhaite s'assurer de l'achèvement du déneigement avant que les travailleurs ne prennent leur congé obligatoire.
• Jean Côté	Demande si le nombre de bâtiments vacants dans l'arrondissement est connu et si ces données peuvent être rendues publiques. Demande si des budgets de surveillance seront alloués afin d'empêcher la détérioration des bâtiments vacants et encourager leur réutilisation.
• Hossein Pourshafiey	Dans le cadre du redéveloppement de la rue St-Jacques, déplore que la Ville n'ait pas encore donné suite à ses appels et à sa demande d'étude d'un projet immobilier.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

- Mathieu Fortier — En lien avec le projet du CPE St-Justine, fait part de la déception quant aux problèmes rencontrés, lesquels ont occasionné des retards.

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

- Jeremy Searle — Dans le contexte du montant de 300 M$ alloué aux célébrations du 375e anniversaire, souhaite obtenir un comparatif et demande en moyenne quels sont les frais pour refaire un 1 km de rue et 1 km de trottoir.

  - *M. Plante indique qu'en moyenne, pour refaire le planage et le pavage d'une rue, incluant les trottoirs, les frais sont de l'ordre de 750 000 $ par kilomètre.*

- Peter McQueen — Demande s'il est possible de donner des amendes à quelqu'un qui déneige et bloque le trottoir.

  - *M. Plante indique que pour donner une contravention à une personne qui déneige sur le domaine public, il faut prendre celle-ci en flagrant délit. En conséquence, il est très difficile de distribuer de telles amendes et croit qu'il faut plutôt faire appel au civisme des résidents.*
  - *M. Copeman ajoute que l'arrondissement a changé ses styles de permis, lequel arbore maintenant un flocon de neige et doit être affiché dans la fenêtre de manière très visible. Il estime qu'il faut publiciser la nécessité d'obtenir un tel permis.*
  - *À la demande de M. McQueen, M. Copeman indique qu'il est nécessaire pour les détenteurs d'un tel permis de l'afficher à leur fenêtre. En ce qui concerne les conducteurs de camions de déneigement privés, une copie du permis devrait leur être remise, laquelle doit être conservée lors du déneigement.*

CORRESPONDANCE

Mme Geneviève Reeves dépose la correspondance reçue de commerçants de l'avenue Monkland concernant les festivals de l'avenue Monkland de 2013 à 2016.

CA17 170029

OFFRE AU CONSEIL MUNICIPAL - TRAVAUX - RÉSEAU ROUTIER ARTÉRIEL

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Russell Copeman

De demander au conseil municipal, en vertu de l'article 85, alinéa 2, de la *Charte de la Ville de Montréal*, que l'arrondissement prenne en charge la fourniture de certains services pour la coordination et la réalisation des travaux sur des rues du réseau routier artériel, soit le réaménagement et l'installation de feux de circulation

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

à l’intersection Jean-Talon et Victoria, et l’installation de feux de circulation à l’intersection Victoria et Paré.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12.01 1173558004

_____

CA17 170030

DOCUMENT DE PLANIFICATION DE L'ÎLOT DE MAISONNEUVE

Il est proposé par Russell Copeman

appuyé par Peter McQueen

D’approuver le document de planification de l'îlot De Maisonneuve réalisé par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, daté du 1er décembre 2016.

De mandater la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises afin d'assurer le suivi de la mise en oeuvre des actions proposées.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12.02 1171378001

_____

CA17 170031

PERMIS SPÉCIAUX - GARDE DE CHIENS DE TYPE PITBULL

Il est proposé par Russell Copeman

appuyé par Magda Popeanu

D’accepter l’offre du conseil de ville de prendre en charge la délivrance des permis spéciaux de garde de chiens de type Pitbull, entre le 2 décembre 2016 et le 1er juin 2017 conformément à l’article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

Le maire Russell Copeman, les conseillers Marvin Rotrand, Peter McQueen et la conseillère Magda Popeanu votent en faveur de la proposition.

Le conseiller Jeremy Searle vote contre la proposition.



_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

12.03 1165284005

_____

M. Russell Copeman quitte la salle, M. Marvin Rotrand prend la relève à titre de président de la séance.

_____

CA17 170032

CONTRAT - EXCAVATION PATRICE COUTURE INC. - PARC TRENHOLME

Il est proposé par Jeremy Searle

appuyé par Peter McQueen

D'accorder à la firme Excavation Patrice Couture Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 241 964,89 $ (taxes et contingences incluses) pour la réaliser les travaux du projet de la phase 1 au parc Trenholme (0158-000) - Démolition de la pataugeoire et de préparation des sols, aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-16-AOP-DAI-025;

D'autoriser une dépense à cette fin de 250 044,89 $ comprenant les contingences au montant de 31 560,64 $ taxes incluses, les incidences au montant de 8 080,00 $ taxes incluses et tous les frais accessoires le cas échéant;

D'imputer la dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La dépense sera assumée par l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et par le corporatif dans le cadre du programme aquatique de Montréal (PAM, Volet mise aux normes - subvention de l'année 2016).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.01 1165956001

_____

CA17 170033

CONTRAT - CONSTRUCTION MORIVAL LIMITÉE - PATAUGEOIRE ET PAVILLON DES BAIGNEURS - PARC TRENHOLME

Il est proposé par Jeremy Searle

appuyé par Peter McQueen

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

D’accorder au seul soumissionnaire, la firme Construction Morival Limitée, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat au montant de 830 711,74 $ (taxes et contingences incluses) pour la réaliser les travaux du projet de la phase 2 au parc Trenholme (0158-000) - Mise aux normes de la pataugeoire et construction d'un nouveau pavillon des baigneurs avec salle de filtration, aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-16-AOP-DAI-003;

D'autoriser une dépense à cette fin de 855 711,74 $ comprenant les contingences au montant de 108 353,70 $ taxes incluses, les incidences au montant de 25 000,00 $ taxes incluses et tous les frais accessoires le cas échéant;

D'imputer une dépense après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La dépense sera assumée par l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et par le corporatif dans le cadre du programme aquatique de Montréal (PAM, subvention de l'année 2016).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.02 1165956002

CA17 170034

PROLONGATION DE CONTRAT - D.C. EXCAVATION INC.

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Marvin Rotrand

D'autoriser la prolongation du contrat conclu avec D.C. Excavation inc. pour l'année 2017, aux mêmes termes et conditions, pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, et autoriser une dépense à cette fin de 151 861 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public 13-12588.

D'autoriser une dépense à cette fin de 151 861 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant;

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, le cas échéant, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.03 1177291001

CA17 170035

RÉSILIATION DE CONTRAT - QUALIVAC INC.

Il est proposé par Jeremy Searle



appuyé par Magda Popeanu

De résilier le contrat accordé à Qualivac inc, par la résolution CA16 170121, pour les travaux de nettoyage de puisards, de drains de puisards, de paniers récupérateurs et de chambre de vannes incluant le transport et l'élimination des résidus dans l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2017, octroyé à la suite de l'appel d'offres public numéro 16-15029.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.04 1167291007

CA17 170036

CONTRAT - CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES - TABLE RONDE PAUVRETÉ

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Magda Popeanu

De reporter l'étude de ce dossier jusqu'au retour de M. Russell Copeman à titre de président de la séance.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.05 1175265003

CA17 170037

ENTENTE DE DÉVELOPPEMENT - LES DÉVELOPPEMENTS ARMSTRONG INC.

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser la signature d'une entente de développement à intervenir entre la Ville de Montréal et Les Développements Armstrong inc. visant entre autres à permettre la constitution de deux servitudes et l'établissement de balises d'aménagement des sentiers piétonniers s'y rapportant pour la propriété sise au 6911, boulevard Décarie.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.06 1173558003



M. Russell Copeman est de retour et reprend son rôle de président de la séance.

CA17 170038

CONTRAT - CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES - TABLE RONDE PAUVRETÉ

Il est proposé par Russell Copeman

appuyé par Magda Popeanu

D'accorder à la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges un contrat au montant de 181 741 $, toutes taxes incluses, pour la coordination des travaux de la Table ronde sur la réduction de la pauvreté dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.05 1175265003

CA17 170039

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES NON RÉCURRENTES - 17 ORGANISMES

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 8 450 $;

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Le Théâtre du Vaisson d'Or 5218, avenue De Gaspé, #4 Montréal (Québec) H2T 2A2 a/s M. Vincent Côté Directeur administratif	Afin de venir en aide pour la présentation du spectable « Vénus à la Fourrure » présentée en février.	**TOTAL : 450 $** Russell Copeman 100 $ Magda Popeanu 350 $



Association Bangladesh Greater Noakhali 6420, av. Victoria, #216 Montréal (Québec) a/s M. Hossain Belait Président	Afin d'aider à la réussite de ses activités socio-communautaires et humanitaires de l'Association.	**TOTAL :** Marvin Rotrand Lionel Perez Magda Popeanu	**300 $** 100 $ 100 $ 100 $
Association des ressortissants de la Grenade de Montréal/ *Grenada Nationals Association of Montreal* *GNAM inc.* C.P. 271, Station Snowdon Montréal (Québec) H3X 3T4 a/s Mme Karen Parke Présidente	Afin d'aider à l'organisation des activités dans le cadre du 14e Carnaval annuel d'hiver dans le parc Benny qui aura lieu en février 2017.	**TOTAL :** Russell Copeman Marvin Rotrand	**300 $** 150 $ 150 $
Fédération de netball amateur du Québec 4545, avenue Pierre-De Coubertin Case postale 1000, succursale M Montréal (Québec) H1V 3R2 a/s Mme Avice Roberts-Joseph Présidente	Pour la participation de 2 équipes au 43e championnat annuel canadien en Ontario au mois de mai 2017.	**TOTAL :** Russell Copeman Lionel Perez Marvin Rotrand Peter McQueen	**550 $** 150 $ 150 $ 150 $ 100 $
Les Doyens Philippins unis du Québec/ United Filipinos Seniors of Quebec Inc. 6666 avenue Clanranald Montréal (Québec) H3X 2T6 a/s Warlie Basbacio Présidente	Pour aider au soutien des programmes adaptés à aux besoins de l'organisme.	**TOTAL :** Russell Copeman Marvin Rotrand Lionel Perez	**1 000 $** 333 $ 334 $ 333 $
Association Soninkara Kafo 4741, av. Barclay, #1 Montréal (Québec) H3W 1C8 a/s M. Hamidou Gakou Président	Afin d'aider cette association à poursuivre sa mission auprès des ressortissants ouest-Africains à développer l'entraide et la solidarité de la culture soninké en sol canadien en organisant des activités socio-culturelles.	**TOTAL :** Russell Copeman Lionel Perez	**250 $** 150 $ 100 $
Balconfête/*Porchfest* a/s Mme Aurora Robinson et Mme Sara Ring Fiduciaire : Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Bureau 204 Montréal (Québec) H4A 1N1 a/s Mme Halah Al-Ubaidi Directrice générale	Afin d'aider à l'organisation des activités du Festival Balconfête/*Porchfest.*	**TOTAL :** Russell Copeman Peter McQueen	**500 $** 250 $ 250 $
Fondation Musique de l'École secondaire Saint-Luc 6300 ch. de la Côte-Saint-Luc Montréal (Québec) H3X2H4 a/s Maryse Tremblay Directrice a/s Mary Zarif Enseignante	Afin de soutenir les activités pour le Forum des jeunes scientifiques qui aura lieu le 10 février 2017 auquel participeront les élèves des 4e et 5e secondaires de l'École secondaire Saint-Luc.	**TOTAL :** Jeremy Searle	**100 $** 100 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Communauté Sépharade unifiée du Québec 1, Carré Cummings, #216 Montréal (Québec) H3W 1M6 a/s M. Robert Abitbol Président	Pour le Festival Sefarad de Montréal qui aura lieu le 25 novembre 2017 au 10 décembre 2017.	**TOTAL :** Russell Copeman Lionel Perez	**700 $** 300 $ 400 $
L'Envol des femmes / Women on the Rise 6870, rue de Terrebonne Montréal (Québec) H4B 1C5 a/s Grace Campbell Directrice générale	Pour aider cet organisme à poursuivre sa mission.	**TOTAL :** Russell Copeman Peter McQueen Magda Popeanu	**700 $** 350 $ 150 $ 200 $
Académie de Karaté Alexandru Sorin 3333 Boul Cavendish #275 Montréal (Québec) H4B 2M5 a/s Alexandru Sorin Président	Afin d'aider des athlètes aux qualifications dans l'équipe du Québec et représenter notre arrondissement au Championnat du Canada du 24 au 26 février 2017.	**TOTAL :** Russell Copeman	**150 $** 150 $
Association des ressortissants des marchés A.L.M.A. Canada inc. / Associazione Regionale Dei Marchighiani A.L.M.A. Canada Inc. 5537 Upper Lachine Montréal (Québec) H4A 2A5 a/s Camilio D'Alesio Président	Pour autoriser une dépense pour les frais de publicité à paraître dans l'annuaire 2016-2017 au printemps 2017.	TOTAL **:** Russell Copeman Peter McQueen	**400 $** 200 $ 200 $
Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes de Montréal 671, av. Ogilvy Montréal (Québec) H3N 1N4 a/s Luciana Perciballi Présidente Âge d'Or St-Raymond 5575, rue Saint-Jacques, #1 Montréal (Québec) H4A 2E5	Afin d'aider à l'organisation d'activités culturelles des membres du club de l'Âge d'Or St-Raymond.	TOTAL **:** Russell Copeman Peter McQueen	**500 $** 250 $ 250 $
Centre l'Entre-toit 6177 rue Saint-Jacques Montréal (Québec) H4B 1T7 a/s Pierre Lord Directeur général	Afin d'aider cet organisme à poursuivre sa mission de réinsertion sociale pour des personnes adultes aux prises avec des problèmes de santé mentale pouvant s'accompagner de démêlés judiciaires.	TOTAL **:** Russell Copeman Peter McQueen Magda Popeanu	**350 $** 100 $ 150 $ 100 $
Conseil communautaire NDG 5964, av. Notre-Dame-de-Grâce, #204 Montréal (Québec) QC H4A 1N1 a/s Halah Al-Ubaidi Directrice générale	Pour aider à l'organisation de la Table interculturelle de NDG qui a lieu le 4 février 2017.	TOTAL **:** Peter McQueen	**250 $** 250 $
Club de basketball Marquis Montréal 5803, av. Wentworth Côte Saint-Luc (Québec) H4W 2S5 Case postale 255 Succursale Côte-Saint-Luc Montréal (Québec) H4V 2Y4	Afin de permettre à un groupe de jeunes joueurs de basketball d'élite de bien représenter notre arrondissement dans plusieurs tournois locaux et régionaux.	**TOTAL :** Russell Copeman Marvin Rotrand Lionel Perez	**1 500 $** 500 $ 500 $ 500 $



a/s M. Edgardo (Ed) Tupaz
Président

Femmes du monde à Côte-des-Neiges 6767, ch. de la Côte-des-Neiges, #597 Montréal (Québec) H3S 2T6	Afin d'aider à souligner les 20 années d'existence de ce centre qui offre des services d'entraide à l'ensemble des femmes de notre arrondissement.	**TOTAL :** Russell Copeman Magda Popeanu	**450 $** 150 $ 300 $

a/s Anne-Marie-Webb
Coordonnatrice

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.07 1175265005

CA17 170040

CONVENTION - SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES (SOCENV) - GESTION DES BIENS LORS D'ÉVICTIONS

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Marvin Rotrand

D'approuver la signature d'une convention entre l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et la Société Environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) pour réaliser un projet visant une gestion humanitaire et environnementale des biens disposés en bordure de rue lors d'une éviction, du 1er janvier au 31 décembre 2017;

D'octroyer une contribution financière de 105 393,71 $ et de constituer une réserve de 19 545,75 $ (taxes incluses) pour les évictions dépassant le nombre initialement prévu (100);

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.08 1164795002

CA17 170041

CONTRIBUTION FINANCIÈRE NON RÉCURRENTE - CINÉMA NGD

Il est proposé par Russell Copeman

appuyé par Peter McQueen

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

D'autoriser la signature d'une convention à intervenir entre l'arrondissement et Cinéma NDG;

D'autoriser le versement à cet organisme d'une contribution financière de 14 791,86 $, laquelle correspond aux montants déboursés pour acquitter les honoraires professionnels et les frais de location d'équipement pour la production d'un rapport à la suite de l'inspection détaillée des façades de l'ancien Théâtre Empress situé au 5550-5564, rue Sherbrooke Ouest;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.09 1174570005

_____

CA17 170042

CONTRIBUTION FINANCIÈRE NON RÉCURRENTE - PLAYMAS MONTREAL

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Russell Copeman

D'octroyer une contribution financière de 7 000 $, toutes taxes comprises si applicables, à l'organisme Association culturelle Playmas Montreal pour la réalisation d'un événement qui se tiendra le 5 mars 2017 dans le cadre du 375e de Montréal.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.10 1177202006

_____

CA17 170043

PRR-1-2017 - PRR-2-2017 - PPR-3-2017 - PRR-4-2017 - LISTE DES RUES

Il est proposé par Russell Copeman

appuyé par Marvin Rotrand

D'approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » le PRR-1- 2017, le PRR-2- 2017, le PPR-3-2017 et le PRR-4- 2017», les listes des



rues visées par les travaux de réfections des chaussées et des trottoirs sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.01 1175153001

_____

CA17 170044

PCPR-2017 - LISTE DES RUES

Il est proposé par Russell Copeman

appuyé par Marvin Rotrand

D'approuver, dans le cadre du « Programme complémentaire de planage-revêtement PCPR-2017 (rues locales) » la liste des rues visées par les travaux de réfections de chaussées pour l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.02 1175153002

_____

CA17 170045

ORDONNANCES - ÉVÉNEMENTS - FÉVRIER 2017

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Marvin Rotrand

D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 13 février 2017 » joint au sommaire décisionnel;

D'édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1177202004



CA17 170046

AVIS DE MOTION - RÈGLEMENT RCA17 17277

ATTENDU QUE l'article 458.1 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) prévoit que le « conseil peut faire des règlements pour définir les limites d'une zone commerciale à l'intérieur de laquelle peut être formé un seul district commercial »;

ATTENDU QUE le conseil municipal lors de son assemblée du 25 août 2003 a adopté le *Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissements de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial* (03-108);

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement a adopté le *Règlement sur les sociétés de développement commercial* RCA04 17047 et le *Règlement modifiant le Règlement sur les sociétés de développement commercial* RCA17 17275;

Monsieur Russell Copeman donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Expérience Côte-des-Neiges», telle que décrite au plan joint comme Annexe A, aux fins de la constitution d'une société de développement commercial.

Un débat s'engage.

40.02 1167135003

CA17 170047

PIIA - 5025 ET 5055, RUE JEAN-TALON OUEST

CONSIDÉRANT que les travaux proposés, visant la construction d'un immeuble de 12 étages, sont conformes aux critères 51, 53 et 56 du PP-73, aux articles 29, 30, 32 et 668 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et aux objectifs du *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal*;

CONSIDÉRANT que le conseil d'arrondissement a pris connaissance de l'avis favorable prononcé par le Comité consultatif d'urbanisme, lors de la séance du 14 décembre 2016;

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Russell Copeman

D'approuver les travaux proposés aux documents numérotés A-107, A-108, A-201, A-202, A-203 et A-204 signés par Éric Huot, architecte, estampillés le 20 janvier 2017 et annexés au dossier et faisant l'objet de la demande de permis de

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

transformation 3001146690, pour lequel l'approbation du conseil est requise, en vertu du titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), article 665.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1163558033

_____

CA17 170048

ADOPTION DU RÈGLEMENT RCA17 17276

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Russell Copeman

D'adopter, tel que soumis, le Règlement RCA17 17276 modifiant le *Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (R.R.V.M., c. C-5) afin notamment d'assurer la sécurité des piétons et des automobilistes aux intersections et de permettre une surhauteur dans les cours latérale et arrière, sous réserve de certaines conditions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.04 1161462003

_____

CA17 170049

RÉSOLUTION APPROUVANT LE PROJET PARTICULIER PP-95

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter la résolution modifiée approuvant le projet particulier PP-95 visant à autoriser la démolition de bâtiments, des opérations cadastrales ainsi que la construction, la transformation et l'occupation visant un projet de développement mixte au 6911 et 6875-6877, boulevard Décarie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION



1. La présente résolution s'applique au territoire identifié sur le plan de l’annexe A intitulée « Territoire d’application » jointe à la présente résolution.

Ce territoire est composé des emplacements 1 et 2 qui sont également illustrés sur le plan joint à cette annexe.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition de tous les bâtiments existants sur l’emplacement 2 identifié sur le plan joint en annexe A à la présente résolution, les opérations cadastrales de subdivision ainsi que la construction, la transformation et l'occupation d’un développement mixte sont autorisées conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

À cette fin, il est notamment permis de déroger :

1° aux articles 12 et 15 du Règlement sur les opérations cadastrales à l’égard de l’arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M., c. O-1);

2° aux articles 5, 8, 10, 11, 21, 21.1, 22**,** 34, 38, 40, 49, 71, 75, 75.1, 81, 87, 123, 162, 166, 171, 347, 350, 351, 413, 414, 452.1, 529, 540, 560, 586 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) ainsi qu'aux dispositions de la section IV du chapitre II du titre II et à celles du chapitre VI du titre II de ce règlement;

3° à l'article 6 du Règlement sur les clôtures et les haies à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M. c. C-5).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s’appliquer.

CHAPITRE III
DISPOSITIONS APPLICABLES À LA DÉMOLITION DES BÂTIMENTS SITUÉS SUR L’EMPLACEMENT 2

3. Une demande de certificat d’autorisation de démolition visant les bâtiments identifiés en bleu sur l’emplacement 2 identifié sur le plan joint en annexe A à la présente résolution doit être déposée auprès de la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises dans les 48 mois suivants l’adoption de la présente résolution.

Si ce délai n'est pas respecté, les autorisations prévues à la présente résolution deviennent nulles et sans effet.

4. Un plan de gestion des matériaux issus de la démolition doit accompagner la demande de certificat d’autorisation de démolition. Ce plan doit indiquer la nature et la quantité des matériaux qui devront être réutilisés dans la cadre de la construction des futurs bâtiments ainsi que les mesures de protection environnementale afin d’éviter l’expansion des contaminants dans l’environnement sur l’emplacement 2 identifié sur le plan joint en annexe A à la présente résolution.

5. Dans les 24 mois suivants la date de la délivrance du certificat de démolition, l’emplacement 2 identifié sur le plan joint en annexe A à la présente résolution doit :

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU SECRÉTAIRE

1° être débarrassé de tous les débris de constructions, à l'exception des matériaux qui doivent être réutilisés pour la construction selon le plan de gestion des matériaux issus de la démolition;

2° être nivelé de manière à éviter l'accumulation d'eau.

6. Un permis de construction pour un nouveau bâtiment ne peut être délivré si les conditions énoncées à l'article 4 et au paragraphe 1° de l'article 5 ne sont pas respectées.

7. Une garantie monétaire de 1 000 000 $ doit être fournie préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition afin d'assurer le respect des conditions énoncées aux articles 4 et 5.

La garantie doit être maintenue en vigueur jusqu'à l'exécution entière des conditions de démolition prévues à la présente résolution, sans quoi les autorisations faisant l'objet de la présente résolution deviennent nulles et sans effets.

CHAPITRE IV
CONDITIONS APPLICABLES AUX OPÉRATIONS CADASTRALES

8. L'opération cadastrale requise afin de modifier la configuration du lot identifié sur l'emplacement 1 sur le plan joint en annexe A à la présente résolution peut entraîner un taux d'implantation du terrain inférieur à 35 % ainsi qu'en une densité inférieure à 1.

9. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable à l'emplacement 1 identifié sur le plan de l'annexe A, une opération cadastrale visant à modifier les limites du lot identifié sur l'emplacement 1 sur le plan joint en annexe A à la présente résolution en vue de favoriser le prolongement de l'avenue Trans Island et des travaux d'aménagement relatif à un stationnement est autorisée conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

10. La première demande d'approbation d'opération cadastrale visant les lots identifiés sur l'emplacement 2 sur le plan joint en annexe A à la présente résolution doit être déposée au plus tard lors du dépôt de la première demande de permis de construction visant cet emplacement.

11. La cession pour fins de parc qui doit être faite à la Ville de Montréal en vertu du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) doit être offerte sous la forme d'un terrain.

La localisation de ce terrain doit correspondre à celle indiquée à l'annexe B sous « Cession pour fins de parc ».

12. La localisation des espaces destinés à être des rues publiques doit correspondre à celle indiquée à l'annexe B sous le terme « Cession pour fins de rues ».

CHAPITRE V
DISPOSITIONS APPLICABLES À L'EMPLACEMENT 1

13. Le présent chapitre s'applique à l'emplacement 1 identifié sur le plan de l'annexe A de la présente résolution.



14. Pour les fins de l’aménagement d’une aire de stationnement, la limite de propriété longeant l'avenue Trans Island prolongée est considérée être une limite arrière et les murs faisant face à cette voie publique ne sont pas considérés être des façades.

L’agrandissement de l’aire de stationnement est autorisé du côté de l’avenue Trans Island et à cette fin aucun dégagement n’est requis entre le stationnement et le bâtiment sis au 6875 à 6877, boulevard Décarie.

15. Les dispositions du présent chapitre cessent de s’appliquer si le bâtiment construit sur le lot 2 385 047 est démoli.

CHAPITRE VI
DISPOSITIONS APPLICABLES À L’EMPLACEMENT 2

16. Le présent chapitre s'applique à l’emplacement 2 identifié sur le plan joint en annexe A à la présente résolution.

17. La construction, la transformation, l’occupation de bâtiments, l’installation d’enseignes, l’aménagement des espaces libres et l'aménagement d'un mur anticollision sont autorisés conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

18. Une demande complète de permis de construction, visant les bâtiments 5, 6 et 8 identifiés sur le plan joint en annexe B à la présente résolution, doit avoir été déposée auprès de la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises dans les 72 mois suivant l’adoption de la présente résolution. Si ce délai n'est pas respecté, les autorisations prévues au présent chapitre deviennent nulles et sans effet.

SECTION I
CONDITIONS SPÉCIFIQUES À CHACUN DES BÂTIMENTS

19. La grille de spécifications qui suit expose les principaux paramètres réglementaires spécifiques à chacun des bâtiments de référence identifiés à l’annexe B. L’autorisation identifiée par un X, un chiffre ou un autre élément graphique au tableau permet d’associer chacun des paramètres réglementaires inscrits sur les lignes de la première colonne avec le bâtiment correspondant à la colonne où celui-ci est inscrit.

Un « X » indique une autorisation de l’usage dans l’ensemble du bâtiment. Un chiffre signifie que l’usage en référence n’y est permis qu’à ce niveau ou s’il est suivi d’un « + », il est permis à ce niveau et aux niveaux lui étant supérieurs. Le chiffre « -1 » indique le premier niveau sous le rez-de-chaussée.

	b. 1	**b. 2**	**b. 3**	**b. 4**	**b. 5**	**b. 6**	**b. 7**	**b. 8**
Usages permis								
Catégorie d’usage H.7	X	X						6+
Catégorie d’usage H.7. dont au moins 15% des logements possédant une superficie de plancher d’au moins 90m², calculé à l’intérieur des murs.			X	X	3+	3+		
Catégorie d’usage C.4. Est spécifiquement exclu l’usage véhicules automobiles (location, vente)							X	X
Catégorie d’usage C.2. Sont spécifiquement exclus les usages : carburant et pièces et accessoires d’automobiles (vente)					1,2	1,2	X	X
Épicerie d’un maximum de 3 000 m²					1,2			

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Restaurant (d'un maximum de 300m²)					1,2	1,2		
Activités communautaires et socioculturelles (max. de 200 m²)	-1,1	-1,1	-1,1	-1,1				
Garderie	-1,1	-1,1	-1,1, 2	-1,1	1, 2	1, 2		
	b. 1	**b. 2**	**b. 3**	**b. 4**	**b. 5**	**b. 6**	**b. 7**	**b. 8**
Hauteur								
En étage : minimum / maximum	4/6	4/6	6/ 12	6/ 12	6/ 10	6/ 10	8/ 12	8/ 12
En mètre : maximum hors tout	25	25	51	51	46	46	55	53
	b. 1	**b. 2**	**b. 3**	**b. 4**	**b. 5**	**b. 6**	**b. 7**	**b. 8**
Taux d'implantation et densité								
Taux d'implantation maximal.	50%	55%	50%	50%	80%	90%	75%	75%
Densité minimale / maximale.	1/3	1/ 3,5	1/5	1/ 5,5	1/5	1/6	1/6	1/6
	b. 1	**b. 2**	**b. 3**	**b. 4**	**b. 5**	**b. 6**	**b. 7**	**b. 8**
Alignement de construction								
Le chiffre indique le recul minimal en mètre.								
· Rue Mackenzie	5	5	4	4				
· Avenue Mountain Sights	4	4						
· Avenue Trans Island		3		3			3	3
· Avenue Westbury			4					
· Avenue de Courtrai					3	3	3	
· Boulevard Décarie							4	4
	b. 1	**b. 2**	**b. 3**	**b. 4**	**b. 5**	**b. 6**	**b. 7**	**b. 8**
Marges								
Le chiffre indique le recul minimal en mètre.								
· Marge entre l'emprise de la voie ferrée et les 2 premiers niveaux					3	3	3	
· Marge entre l'emprise de la voie ferrée et les étages supérieurs au 2e niveau					9,5	9,5	9,5	
· Marge opposée à la rue Mackenzie	3	3	3	3				
· Marge latérale entre les bâtiments 3 et 4			10	10				
· Marge latérale par rapport à l'emplacement 1 (annexe A)								8
· Marge opposée à l'avenue Mountain Sights	5							

20. La catégorie d'usages la plus intense associée à un bâtiment en vertu de l'article 19 représente pour ce bâtiment la catégorie d'usages principale.

21. Dans le cas du bâtiment 3, seul l'usage garderie peut se retrouver au même niveau qu'un logement.

22. Malgré l'article 19, la hauteur maximale en étage des bâtiments 5 et 6 est de 11 étages afin de permettre l'insertion d'un plancher intermédiaire additionnel destiné à l'aménagement d'un stationnement pour véhicules, entre le plancher du 1er niveau et le plafond du 2e niveau.

Ce plancher intermédiaire ne peut occuper plus de 60 % de la surface du plancher du 1er niveau de l'un de ces bâtiments et la surface de ce plancher combinée pour les bâtiments 5 et 6 ne peut excéder 40% de la surface totale des planchers du 1er niveau de ces bâtiments.



Ce plancher intermédiaire n'est pas considéré comme une mezzanine.

23. Chaque niveau résidentiel situé dans les bâtiments 5, 6 et 8 doit inclure un corridor servant d'espace tampon entre les logements et l'autoroute Décarie ou la voie ferrée.

Deux logements par niveau pour chaque bâtiment peuvent en être exemptés si des mesures d'apaisement du bruit approuvées conformément aux critères applicables de la section VI du chapitre VI de la présente résolution sont mises en place.

24. Une construction hors toit, abritant un espace commun dédié à l'ensemble des occupants et distinct du local et de l'usage du niveau inférieur, est autorisée sur les toits des bâtiments 3, 4, 5 et 6 aux conditions suivantes :

1° cette construction ne doit pas être utilisée comme un logement;

2° cette construction respecte la superficie et les retraits exigés à l'article 22 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276);

3° cette construction ne dépasse pas une hauteur de 5 m depuis la membrane du toit où elle se trouve et respecte les hauteurs prescrites à l'article 19 de la présente résolution.

25. Les toits localisés sur le dessus du deuxième niveau des bâtiments 5, 6 et 7 doivent être aménagés sur une proportion d'au moins 75 % de leur surface.

Aux fins du calcul de cette surface, la portion de toit comprise entre la limite de terrain adjacente à la voie ferrée et les murs les plus rapprochés des niveaux supérieurs au 2^{e} étage ne sont pas comptabilisés et ne requièrent pas les aménagements spécifiés au présent article.

Les parties aménagées doivent comprendre des aires destinées à la détente ou le divertissement pour les occupants, tel un espace aménagé avec des végétaux, une terrasse, un patio, un bassin d'eau ou une pergola.

SECTION II
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DES COURS ET DES TOITS

26. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un professionnel en ce domaine, comprenant notamment un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des végétaux qui seront plantés sur le terrain faisant l'objet du permis de construction.

27. Une garantie monétaire d'un montant à déterminer par le conseil d'arrondissement sera exigée lors d'une demande de permis de construction, afin d'assurer la réalisation des aménagements paysagers proposés. Cette garantie devra demeurer en vigueur jusqu'à la réalisation complète des travaux d'aménagement paysager approuvés.

28. Les travaux d'aménagement paysager doivent être réalisés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction autorisés par le permis de construction délivré.

29. Aucun équipement de type transformateur sur socle (TSS) ne doit être visible depuis une voie ou un espace public.



30. Un équipement mécanique installé sur un toit doit être dissimulé par un écran architectural.

Un écran n'est cependant pas requis si l'équipement mécanique est conçu pour s'intégrer à son milieu et s'il répond aux critères d'appréciation applicables prévus à la section VI du chapitre VI de la présente résolution.

31. Tout élément technique tel une chambre annexe ou un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment.

32. Lorsque des équipements destinés à la collecte des ordures ou des matières recyclables sont temporairement déposés à l'extérieur, en vue d'une collecte, un espace spécifique doit leur être dédié.

SECTION III
STATIONNEMENT ET AIRE DE CHARGEMENT

33. Aucune unité de chargement extérieure n'est autorisée sur l'emplacement 2 identifié sur le plan joint en annexe A à la présente résolution.

34. Un accès à une aire de stationnement ou à une aire de chargement ne peut être aménagé de manière à faire directement face à un espace dédié à un parc.

35. L'unité de chargement requise pour le bâtiment 6 illustrée sur le plan joint en annexe B à la présente résolution peut être localisée dans les bâtiments 5 ou 7.

36. Aucun stationnement extérieur n'est autorisé sur l'emplacement 2 identifié sur le plan joint en annexe A à la présente résolution.

37. Un stationnement intérieur hors sol peut être aménagé pour les bâtiments 5, 6 et 7 illustrés sur le plan joint en annexe B à la présente résolution.

Ce stationnement doit être aménagé entre le plancher du 1er niveau et le plafond de 2^{e} niveau et respecter une distance d'au moins 10 mètres du plan de la façade de l'avenue de Courtrai.

38. Un ratio de stationnement correspondant à 1 unité pour 4 logements est autorisé pour les bâtiments 1 et 2 illustrés sur le plan joint en annexe B à la présente résolution.

39. Un ratio de stationnement correspondant à 1 unité par 50 m^2 de superficie de plancher est autorisé pour un usage bureau situé dans les bâtiments 5, 6 et 7 illustrés sur le plan joint en annexe B à la présente résolution.

40. Pour les bâtiments 3, 4, 5, 6, 7 et 8 sur le plan joint en annexe B à la présente résolution, au moins 2 % des unités de stationnement doivent comporter une installation de recharge électrique pour véhicule.

41. Aucun abri temporaire pour automobiles ou autre n'est autorisé sur l'emplacement 2 identifié sur le plan joint en annexe A à la présente résolution.

SECTION IV
AFFICHAGE

42. Les enseignes au sol ne sont pas autorisées sur l'emplacement 2 identifié sur le plan joint en annexe A à la présente résolution.



43. Une enseigne éclairée artificiellement par translucidité grâce à une source de lumière placée à l'intérieur d'un boîtier et dotée d'une paroi translucide n'est pas autorisée, sauf si elle est formée de lettres détachées ou de symboles graphiques. L'utilisation du tube néon exposé n'est pas autorisée.

44. Pour chaque établissement ayant une superficie de plancher de plus de 200 m², situé dans les bâtiments 5 et 6, une enseigne à plat identifiant cet établissement peut être apposée sur le bâtiment 7. Elle doit être positionnée sur le premier ou le second niveau de ce bâtiment et uniquement sur une façade donnant directement sur le boulevard Décarie ou sur le mur donnant du côté de la voie ferrée. Une telle enseigne n'est pas considérée comme une enseigne publicitaire. Sa superficie ne peut excéder 10 m² et n'est pas comptabilisée dans le quota d'enseigne permis pour l'établissement auquel l'enseigne se rapporte.

45. Au plus deux enseignes posées à plat, destinées à l'usage hôtel dans le bâtiment 8 et localisées au-dessus du dernier étage ou au dernier étage, peuvent atteindre une superficie ne dépassant pas 50 m² sans toutefois que l'une d'entre elles n'excède une superficie supérieure à 30 m². Ces enseignes ne doivent pas être installées sur une façade donnant sur l'avenue Trans Island.

SECTION V
CONDITIONS SPÉCIFIQUES ET MESURES DE MITIGATION

46. Pour les bâtiments 5, 6 et 7, des plans et devis présentant les mesures de protection contre les collisions et les déraillements doivent être déposés au soutien d'une demande d'un permis de construction.

Ces plans et devis doivent être conformes à l'annexe F du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et intégrer des recommandations issues du rapport intitulé « Étude de viabilité pour un nouvel aménagement en bordure d'une voie ferrée située au 6911 Décarie, Montréal, Québec » joint en annexe C à la présente résolution.

47. Un mur anticollision, indépendant de la structure des bâtiments et agissant comme barrière physique entre la voie ferrée et les bâtiments 5, 6 et 7 doit être implanté entre la limite d'emprise de la voie ferrée et ces bâtiments.

Ce mur doit être localisé dans les 3 premiers mètres de la limite de propriété de ces bâtiments et peut dépasser une hauteur de 2 m.

48. Pour les bâtiments d'une hauteur égale ou supérieure à 23 mètres ou supérieure à 6 étages, une étude détaillée des impacts éoliens et des mesures de mitigation de ces impacts éoliens doit accompagner la demande de permis de construction.

Un écran technique, s'assimilant à une clôture, destiné à contrer les effets du vent au sol pour les bâtiments 5 et 6, peut avoir une hauteur atteignant 2 mètres si sa présence est justifiée par la recommandation d'un expert de ce domaine. Cet écran doit faire l'objet d'une étude d'intégration et d'une approbation du comité consultatif d'urbanisme en fonction des objectifs et critères de la section VI du chapitre VI de la présente résolution.

49. Des plans et devis relatifs aux mesures de protection contre le bruit et les vibrations doivent être déposés au soutien d'une demande d'un permis de construction afin de respecter les dispositions des articles 122.10 à 122.14 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et intégrant les recommandations issues du rapport intitulé «



Étude de viabilité pour un nouvel aménagement en bordure d'une voie ferrée situé au 6911 Décarie, Montréal, Québec », jointe en annexe C à la présente résolution.

SECTION VI
OBJECTIFS ET CRITÈRES

50. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction ou de transformation impliquant une nouvelle construction, un agrandissement de plus de 100 m² ou une modification de l'apparence extérieure incluant l'installation ou la modification d'une enseigne, de l'implantation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, les objectifs et critères de la présente section s'appliquent en plus de ceux prévus au chapitre III du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

51. **Objectif 1** :
Créer un ensemble architectural et paysager d'une facture contemporaine, tout en commémorant le passé industriel du site et demeurant sensible aux impacts qu'il aura avec les différentes composantes de son milieu.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° s'assurer que les caractéristiques architecturales permettent de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;

2° tendre à respecter l'implantation des bâtiments illustrée sur le plan de l'annexe B de la présente résolution;

3° favoriser une composition volumétrique caractérisée par une modulation dans les hauteurs afin de lire plusieurs composantes, chacune possédant un volume distinct;

4° atténuer l'effet de masse, notamment par une utilisation judicieuse des matériaux, des ouvertures et des terrasses;

5° privilégier l'usage de caractéristiques architecturales et une composition volumétrique permettant de percevoir les bâtiments implantés sur le boulevard Décarie comme un point de repère dans son environnement;

6° traiter distinctement les accès en fonction des différentes activités situées dans le bâtiment;

7° privilégier une hauteur du rez-de-chaussée plus importante que celle des étages;

8° s'assurer que le plan de façade des rez-de-chaussée des bâtiments donnant directement sur l'avenue De Courtrai contribue favorablement à l'animation de la rue;

9° privilégier, notamment pour les bâtiments 5 et 6, une composition architecturale et l'usage de matériaux en mesure de créer une résonnance par rapport au passé industriel du site;

10° traiter tous les murs visibles d'un lieu public comme des façades principales, incluant les murs donnant du côté de la voie ferrée;

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU SECRÉTAIRE

11° privilégier un concept architectural permettant de profiter des vues d'intérêts, notamment vers le mont Royal;

12° démontrer que le choix des matériaux vise un haut niveau de durabilité;

13° privilégier l'usage de toits plats, aménagés de façon soignée et plus particulièrement ceux offrant une visibilité depuis un autre bâtiment.

14° privilégier l'utilisation de matériaux de revêtement d'un toit et d'un mur extérieur réfléchissant la chaleur et la lumière d'une manière diffuse, en favorisant l'utilisation de végétaux sur les toits, notamment ceux accessibles aux occupants;

15° minimiser l'impact des équipements techniques et mécaniques situés sur un toit notamment si un toit offre une vue depuis un autre bâtiment.

16° le traitement, la localisation et les dimensions des enseignes doivent s'harmoniser avec l'architecture des bâtiments sur lesquels elles sont installées et doivent contribuer à leur mise en valeur;

17° favoriser, pour les bâtiments d'usage habitation, un niveau de rez-de-chaussée près du niveau de la rue de façon à favoriser une bonne relation avec celle-ci;

18° assurer une accessibilité universelle pour les aménagements extérieurs des bâtiments d'usage commercial;

19° assurer une cohabitation harmonieuse par rapport aux immeubles résidentiels adjacents aux bâtiments 1 et 2 identifiés sur le plan joint en annexe B à la présente résolution.

52. **Objectif 2** :

Créer un milieu de vie et des espaces de qualité et à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les interactions entre les différents usagers de ces espaces.

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° favoriser la plantation d'arbres à grand déploiement ainsi que la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux, en lien avec les activités non résidentielles;

2° privilégier une implantation des bâtiments favorisant la création de couloirs visuels continus le long des voies de circulation De Courtrai, Mackenzie et Mountain Sights;

3° favoriser une utilisation généreuse de végétaux sur les toits du 2e niveau des bâtiments 5, 6 et 7 identifiés sur le plan joint en annexe B à la présente résolution;

4° privilégier, le long de l'avenue De Courtrai, un aménagement dans l'esprit du prolongement d'un parc;

5° favoriser un aménagement le long de l'avenue De Courtrai permettant la plantation d'arbres à grand déploiement de manière à atténuer les



impacts éoliens ou l'aménagement d'écrans éoliens pouvant assumer le même rôle, ces derniers devant être conçus et positionnés de manière à ne pas cloisonner les espaces et s'intégrant de par leur forme et leurs matériaux aux bâtiments et au paysage urbain où ils s'insèrent;

6° privilégier, entre les bâtiments 3 et 4 identifiés sur le plan joint en annexe B à la présente résolution, des aménagements favorisant une animation du passage piéton, notamment par des aménagements riverains décloisonnant ce passage;

7° favoriser un aménagement d'ensemble qui permet de mettre en valeur le parc situé au centre du projet et illustré sur le plan joint en annexe B à la présente résolution;

8° tendre à positionner les équipements mécaniques de manière à ne pas nuire à l'utilisation des toits par les occupants;

9° favoriser l'aménagement de stationnement pour vélo de manière sécuritaire et facilement accessible;

10° favoriser un aménagement paysager dense afin de diminuer la visibilité d'un équipement de type transformateur sur socle (TSS).

53. **Objectif 3** :

Optimiser l'effet de cohérence dans l'ensemble du concept d'aménagement du site

Le critère permettant d'atteindre cet objectif est :

1° respecter le caractère général et les composantes du concept original proposé par le concepteur du projet, dans le document intitulé « Armstrong critères de design, Final juillet 2016, réalisé par l'Atelier Christian Thiffault », joint en annexe D à la présente résolution.

54. **Objectif 4** :

Créer un milieu de vie où la quiétude et la sécurité des usagers sont prises en compte.

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° optimiser la réduction de l'impact des vibrations générées par le passage des trains par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que : la composition ou la profondeur des fondations du mur d'impact, l'utilisation de matériaux de type résilient (élastomère) sur la surface des fondations et tout autre moyen.

2° optimiser la réduction de l'impact du bruit généré par l'autoroute et le passage des trains par les mesures les plus appropriées telles l'usage de verre double vitrage spécifique, une insonorisation précise de l'enveloppe extérieure ainsi qu'un pourcentage de fenestration bien calibré, une répartition et une organisation spatiale astucieuse des logements, des coursives pleines, un isolant phonique appliqué en sous-face de balcons et des logements ayant un minimum de chambres donnant sur les façades exposées.

3° privilégier la présence d'un corridor agissant à titre d'espace tampon pour tous les logements donnant directement du côté du boulevard Décarie ou de la voie ferrée, ou si impossible, privilégier des espaces communs. Si un logement possède une façade sur le



boulevard Décarie ou sur la voie ferrée, les chambres à coucher ne devraient pas se trouver de ce côté de l'immeuble.

55. À défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) s'appliquent.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

ANNEXE B
PLAN INTITULÉ « CONCEPT GÉNÉRAL DU DÉCOUPAGE CADASTRAL DES PROPRIÉTÉS, SUR LE TERRITOIRE D'APPLICATION »

ANNEXE C
Étude de viabilité pour un nouvel aménagement en bordure d'une voie ferrée situé au 6911 Décarie, Montréal, Québec

ANNEXE D
DOCUMENT INTITULÉ **« Armstrong critères de design, Final juillet 2016, réalisé par l'Atelier Christian Thiffault. »**

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.05 1160415004

CA17 170050

DÉROGATION À L'INTERDICTION DE CONVERTIR - 2627-2629, AVENUE DE SOISSONS

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Russell Copeman

D'accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 2627 - 2629, avenue de Soissons, conformément au *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.06 1166863005

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

CA17 170051

SECOND PROJET DE RÉSOLUTION - PROJET PARTICULIER PP-96

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Russell Copeman

D'approuver l'adoption d'un second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-96 visant à autoriser l'usage « épicerie (café) », en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au bâtiment situé au 3300, avenue Troie.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation applicable au territoire décrit à l'article 1, l'occupation du bâtiment situé au 3300, avenue Troie, est autorisée aux conditions prévues à la présente résolution.

À cette fin, il est notamment permis de déroger aux articles 123, 162, 437 et 447 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276).

CHAPITRE III
CONDITIONS

3. En plus des usages déjà autorisés, l'usage « épicerie (café) » est également autorisé dans le local identifié comme « café » dans le document intitulé « Onyx Condominiums » préparé par la firme Neuf Architect(e)s en date du 29 novembre 2016 et joint en annexe A à la présente résolution.

4. La cuisson d'aliments est interdite dans le local décrit à l'article 3.

5. La superficie de plancher dédiée à l'usage « épicerie (café) » doit être d'au plus 150 mètres carrés.

6. Une enseigne conforme aux dispositions du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) applicable au secteur d'usages autorisant la catégorie d'usages principale C.2 est autorisée.

7. Aucune enseigne relative à l'usage « épicerie (café) » n'est permise sur une façade donnant du côté de l'avenue Troie et en cour avant donnant du côté de l'avenue Troie et son prolongement jusqu'à l'avenue Decelles.

8. La superficie de la terrasse rattachée à l'usage « épicerie (café) » doit être d'au plus 35 mètres carrés.

9. Aucune terrasse ne doit être aménagée dans la cour avant donnant sur l'avenue Troie ou dans son prolongement jusqu'à l'avenue Decelles.



ANNEXE A
Document intitulé « Onyx Condominiums » préparé par la firme Neuf Architect(e)s en date du 29 novembre 2016.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.07 1163558035

CA17 170052

DÉPÔT - RAPPORTS DÉCISIONNELS - DÉCEMBRE 2016

M. Russell Copeman dépose les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 décembre 2016.

60.01 1174535001

CA17 170053

DÉPÔT - CERTIFICAT DES RÉSULTATS - REGISTRE RÈGLEMENT D'EMPRUNT RCA16 17273

M. Russell Copeman dépose, au nom de la secrétaire d'arrondissement, le certificat des résultats à la suite de la tenue d'un registre concernant le *Règlement RCA16 17273 autorisant un emprunt de 497 000$ pour la réalisation de mesures d'apaisement de la circulation.*

60.02 1174570001

L'ordre du jour étant épuisé, monsieur le maire déclare la séance close.

La séance est levée à 21 h 58.

_____	_____
Russell Copeman	Geneviève Reeves
Le maire d'arrondissement	La secrétaire d'arrondissement

Les résolutions CA17170027 à CA17 170053 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1175946001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à IGF Axiom inc. un contrat de 1 013 935,78 $, taxes incluses (Contrat no 1) et à SNC-Lavalin inc. un contrat de 1 116 378,51 $, taxes incluses (Contrat no 2), pour des services professionnels pour la surveillance des contrats de construction (2017-2019) - (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-013 - Approuver deux projets de conventions à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'accorder à IGF Axiom inc. un contrat de 1 013 935,78 $, taxes incluses (Contrat n^{o} 1), et à SNC-Lavalin inc. un contrat de 1 116 378,51 $, taxes incluses (Contrat n^{o} 2), ces firmes ayant obtenu les plus hauts pointages, pour des services professionnels pour la surveillance des contrats de construction (2017-2019), aux prix et aux conditions de leur soumission, conformément à l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-17-AOP-TP-013;

D'approuver deux projets de convention à cette fin;

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-27 13:13

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1175946001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à IGF Axiom inc. un contrat de 1 013 935,78 $, taxes incluses (Contrat no 1) et à SNC-Lavalin inc. un contrat de 1 116 378,51 $, taxes incluses (Contrat no 2), pour des services professionnels pour la surveillance des contrats de construction (2017-2019) - (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-013 - Approuver deux projets de conventions à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement dispose annuellement d'un budget pour l'amélioration de son infrastructure de voirie et le réaménagement de ses rues et trottoirs. Pour ce faire, l'arrondissement organise un programme de réfection routière. Le programme comprend des travaux de planage et de pavage de chaussées, de réfection de trottoirs, de réaménagement géométrique, de construction de saillies et de dos-d'âne.
Étant donné le contexte climatique, nous avons 5 à 6 mois pour réaliser nos travaux, donc, plusieurs projets se dérouleront simultanément. La Division des études techniques ne détient pas les ressources nécessaires pour faire le suivi de plusieurs projets en même temps. Ainsi, elle utilisera les services de deux firmes de génie-conseil qui devront assurer la surveillance d'au moins 5 chantiers simultanément pour combler nos besoins en surveillance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA16 170250 (6 septembre 2016) Octroyer un contrat de services professionnels à IGF Axiom inc. pour la surveillance des contrats de construction (2016-2018) pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour une somme maximale de 302 650,13 $, taxes incluses - Appel d'offres public CDN-NDG-16-AOP-TP-042 (5 soumissionnaires) - Approbation d'un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

L'appel d'offres a été lancé le 23 janvier 2017 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 8 février 2017.
Au total, cinq (5) firmes ont déposé une proposition pour l'évaluation par un comité de sélection :
· IGF Axiom inc.
· SNC-Lavalin inc.
· Axor experts-conseils inc.
· CIMA+ s.e.n.c.

· WSP Canada inc.

De ces cinq (5) propositions, cinq (5) se sont qualifiées techniquement. Un comité de sélection a été organisé pour l'analyse des soumissions conformément aux directives de la Division du greffe. Cette analyse a démontré que, lors du comité de sélection tenu le 21 février 2017 (voir la grille d'évaluation et de pondération dans la section des pièces jointes), la firme IGF Axiom inc. a obtenu le meilleur pointage final pour le contrat no1 et que la firme SNC-Lavalin inc. a obtenu le meilleur pointage final pour le contrat no2 . C'est pourquoi la Direction des travaux publics recommande au conseil d'arrondissement d'octroyer le contrat de services professionnels à IGF Axiom inc. pour le contrat no1, et à SNC-Lavalin inc. pour le contrat no2, afin d'obtenir les services professionnels requis pour la fourniture de services de surveillance dans le cadre du programme d'investissement en voirie de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

Soumissionnaires	Prix total (taxes incluses) contrat no1	Pointage final contrat no1	Prix total (taxes incluses) contrat no2	Pointage final contrat no2
IGF Axiom inc.	**1 013 935,78 $**	**1.22**	-Gagnant du contrat no1-	
SNC-Lavalin inc.	1 322 499,94 $	1.00	**1 116 378,51 $**	**1.19**
Axor experts-conseils inc	1 332 847,69 $	0.93	1 171 336,56 $	1.06
CIMA+ s.e.n.c.	1 476 566,44 $	0.83	1 332 042,86 $	0.92
WSP Canada inc.	1 386 943,43 $	0.88	1 251 456,89 $	0.97
Coût moyen des soumissions conformes	1 306 558,66 $		1 217 803,71 $	
Écart entre la moyenne et la soumission ayant obtenu le meilleur pointage final ($)	292 622,88 $		101 425,20 $	
Écart entre la moyenne et la soumission ayant obtenu le meilleur pointage final (%)	22,40%		8,33 %	
Estimation de l'arrondissement	1 189 272,66 $		1 073 535,95 $	
Écart entre l'estimation de l'arrondissement et la soumission ayant obtenu le meilleur pointage final ($)	175 336, 88$		-42 842,56 $	
Écart entre l'estimation de l'arrondissement et la soumission ayant obtenu le meilleur pointage final (%)	14,74%		-3,99 %	

La Direction des travaux publics recommande donc d'octroyer le contrat no1 à IGF Axiom inc. au montant de 1 013 935.78 $ et le contrat no2 à SNC-Lavalin inc. au montant de 1 116 378,51 $.

JUSTIFICATION

La firme IGF Axiom inc. a son attestation de l'autorité des marchés financiers (AMF).
Date d'émission de la lettre d'autorisation de l'Autorité des marchés financiers : 21 février 2014.
Date de validité de la lettre d'autorisation de l'Autorité des marchés financiers : 20 février 2017.

L'autorisation serait donc échue, mais par contre, après vérification sur le site de l'AMF, elle aurait été renouvelée.

La firme SNC-Lavalin inc. a son attestation de l’autorité des marchés financiers (AMF).

Date d'émission de la lettre d'autorisation de l'Autorité des marchés financiers : 4 février 2014.
Date de validité de la lettre d'autorisation de l'Autorité des marchés financiers : 3 février 2017.

L'autorisation serait donc échue, mais par contre, après vérification sur le site de l'AMF, elle aurait été renouvelée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sur demande pour des services professionnels de surveillance qui ne vise que l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Les différents mandats seront confiés à l'aide de bons de commande dont les crédits proviendront des budgets identifiés par chacun des requérants (ville centre et/ ou arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce). Une imputation distincte sera faite pour chaque demande de service faite auprès de la firme.
Chacun des mandats confiés aux firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes-cadres. Les crédits sont prévus au budget PTI ou au budget de fonctionnement de la ville centre et de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Un montant de 1 013 935,78 $, taxes incluses, attribué à la firme retenue pour le contrat no1, ainsi qu'un montant de 1 116 378.51 $, taxes incluses, attribué à la firme retenue pour le contrat no2, permettront de couvrir les mandats de surveillance pour nos travaux. Les mandats seront confiés à la pièce, selon les besoins. Dans chaque cas, la firme devra présenter une proposition en conformité avec les exigences du devis technique et des prix soumis au bordereau des prix. La Division des études techniques s’assurera de la disponibilité des crédits et du suivi de l’enveloppe budgétaire. Advenant que des crédits supplémentaires soient dégagés pour la réalisation des travaux, la Division des études techniques pourrait alors recommander à l’arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce d’augmenter l’enveloppe budgétaire de la firme afin de compléter leur service. Dans cette éventualité, les dispositions prévues au présent appel d’offres s’appliqueront.

Bien que l'entente-cadre soit basée sur deux (2) ans, l'utilisation de l'entente n'est pas limitée par un montant annuel, l'arrondissement peut utiliser les services de la firme selon les besoins qui se présentent. L’arrondissement, avec l’entente de l’adjudicataire, pourra faire une extension du contrat au-delà des 2 ans de disponibilité exigés. L’arrondissement se réserve le droit de mettre à terme le contrat avant les 2 ans prévus.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Surveillance des travaux débutant à partir du printemps 2017.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat au CA : 3 mars 2017
Début du mandat : avril 2017
Fin du mandat : mars 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leur connaissance, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Katerine ROWAN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Hélène BROUSSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon TAILLEFER
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-5669
Télécop. : 514 872-0918

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-22

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1175946001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à IGF Axiom inc. un contrat de 1 013 935,78 $, taxes incluses (Contrat no 1) et à SNC-Lavalin inc. un contrat de 1 116 378,51 $, taxes incluses (Contrat no 2), pour des services professionnels pour la surveillance des contrats de construction (2017-2019) - (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-013 - Approuver deux projets de conventions à cette fin.

Prix contrat no1 :

CDN-NDG-17-AOP-TP-013 - Contrat no1 - IGF Axiom (Prix).pdf

Lettre de l'AMF contrat no1:

CDN-NDG-17-AOP-TP-013 - Lettre AMF - IGF Axiom.pdf

Prix contrat no2 :

CDN-NDG-17-AOP-TP-013 - Contrat no2 - SNC-Lavalin.pdf

Lettre de l'AMF contrat no2 - SNC-Lavalin:

CDN-NDG-17-AOP-TP-013 - Lettre AMF - SNC-Lavalin.pdf

Grille d'évaluation et de pondération des soumissions:

Grille d'évaluation et de pondération des soumissions conformes - services professionnels CONTRAT 1 ET 2.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon TAILLEFER
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-5669
Télécop. : 514 872-0918

Montréal

Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce Direction des travaux publics 2140, avenue Madison, 3e étage Montréal (Québec) H4B 2T4	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau des prix	Appel d'offres public N° CDN-NDG-17-AOP-TP-013 services professionnels

S.P - SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA SURVEILLANCE DES CONTRATS DE CONSTRUCTION (2017-2019)
Bordereau de soumission

Description

Montant de la proposition Contrat n°1

881 875,00 $

Taxe sur les produits et services (5 %) : 44 093,75 $

Taxe de vente provinciale (9,975 %) : 87 967,03 $

TOTAL : 1 013 935,78 $

Informations complémentaires

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2 – contrat n°1 ».

Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission

Identification du soumissionnaire
Nom de la compagnie

IGF axiom inc.

Adresse
7140, rue Albert-Einstein, bureau 220

Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Montréal	H4S 2C1	514 645-3443	450 688-9879

Nom de la personne responsable (en majuscules)
ÉRICK FRIGON, DIRECTEUR INGÉNIERIE

Signature du responsable	Date Jour	Mois	Année
	07	02	2017

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 20 juin 2016

IGF AXIOM INC.
À l'attention de : Monsieur Rodrigue Rouleau
4125, DES LAURENTIDES (A-15) E
LAVAL (QC) H7L 5W5

N° de client : 2700035832
N° de décision : 2014-CPSM-1011499

Objet : ***Loi sur les contrats des organismes publics*** **– Changement de** IGF VIGILANCE INC. à IGF AXIOM INC.

Monsieur,

Pour donner suite votre lettre datée du 4 mai 2016 et informant l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») du changement de nom IGF VIGILANCE INC. à IGF AXIOM INC.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise à qui l'Autorité a délivré une autorisation est dorénavant IGF AXIOM INC. Nous comprenons que le numéro de NEQ de l'entreprise autorisée (1147455431) demeure inchangé et que l'ensemble des informations contenues à IGF VIGILANCE INC., autorisée le 21 février 2014 sont maintenant à jour.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise IGF VIGILANCE INC. a été modifié pour IGF AXIOM INC. au Registre des entreprises autorisées. Ce changement paraîtra au Registre des entreprises autorisées sur le site Web de l'Autorité dès sa mise à jour. Vous pourrez le consulter au http://www.lautorite.qc.ca/fr/registre-lcop-autre.html

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Hélène au 1 877 525-0337 poste 4843.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La Direction des contrats publics
et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 22 novembre 2016

IGF AXIOM INC.
4125, DES LAURENTIDES (A-15) E
LAVAL QC H7L 5W5

Objet : Accusé de réception - Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics)

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics) ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700035832
N° de demande :	1631242058

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Montréal

Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce Direction des travaux publics 2140, avenue Madison, 3e étage Montréal (Québec) H4B 2T4	SECTION IV FORMULAIRES DE SOUMISSION Bordereau des prix	Appel d'offres public N° CDN-NDG-17-AOP-TP-013 services professionnels

S.P - SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA SURVEILLANCE DES CONTRATS DE CONSTRUCTION (2017-2019)
Bordereau de soumission

Description

Montant de la proposition Contrat n°2

970 975,00 $

Taxe sur les produits et services (5 %) : 48 548,75 $

Taxe de vente provinciale (9,975 %) : 96 854,76 $

TOTAL : 1 116 378,51 $

Informations complémentaires

Veuillez insérer ce document dans l'« Enveloppe n°2 – contrat n°2 ».

Important :

Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission

Identification du soumissionnaire
Nom de la compagnie

SNC-Lavalin inc.

Adresse
455, boul. René-Lévesque Ouest

Ville	Code postal	Téléphone	Télécopieur
Montréal	H2Z 1Z3	514-393-1000	514-393-0156

Nom de la personne responsable (en majuscules)
ÉMILE HANNA, ING., M.SC.A.

Signature du responsable	Date Jour	Mois	Année
	8	février	2017

Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadiens

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

DÉCISION N° : 2014-CPSM-0003

Québec, le 4 février 2014

SNC-Lavalin inc.
À l'attention de : Monsieur Réjean Goulet
455, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1Z3

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n° 2014-CPSM-0003 n° d'identification de l'Autorité : 2700007364

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ÉNERCIBLE
- ÉNERGIE/POWER, DIVISION DE SNC- LAVALIN INC.
- GROUPE FUTUR TURCOT
- INDUSTRIEL, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN AFRI-FOOD, DIV. OF SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN AGRO, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN CAPITAL, DIVISION DE SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU, DIVISION DE SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER, DIVISION OF SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION OF SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN INC., DIVISION GTS
- SNC-LAVALIN PHARMA, DIV. DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN RISQUE & ASSURANCE, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN, DIVISION ENVIRONNEMENT ET EAU
- SNC-LAVALIN, ENVIRONMENT AND WATER DIVISION

une autorisation de contracter/sous contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). SNC-Lavalin inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

© SNC-Lavalin Inc. 2016. Tous droit réservés. Confidentiel.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 4 novembre 2016

SNC-LAVALIN INC.
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL QC H2Z 1Z3

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700007364
N° de demande :	1631180665
N° de confirmation de paiement :	000205798872

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

© SNC-Lavalin Inc. 2016. Tous droit réservés. Confidentiel.

GRILLE D'ÉVALUATION ET DE PONDÉRATION DES SOUMISSIONS CONFORMES
SERVICES PROFESSIONNELS

Mandat : **Acquisition de services professionnels pour la surveillance des contrats de construction (2017-2019)**	**Numéro : CDN-NDG-17-AOP-TP-013** **CONTRAT N°1 et N°2**

PARTIE 1

ÉVALUATION DE CHAQUE PROPOSITION		WSP CANADA INC.		AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.		IGF AXIOM INC.		SNC-LAVALIN INC		CIMA+ S.E.N.C.	
CRITÈRES	Nombre maximal de points attribués	Cote (0 à 100 %)	Pointage	Cote (0 à 100 %)	Pointage	Cote (0 à 100 %)	Pointage	Cote (0 à 100 %)	Pointage	Cote (0 à 100 %)	Pointage
Présentation générale de l'offre	**5**	**80**	**4**	**80**	**4**	**70**	**3.5**	**80**	**4**	**80**	**4**
Compréhension du mandat et de la problématique – qualité de l'approche proposée	**25**	**76**	**19**	**84**	**21**	**76**	**19**	**84**	**21**	**70**	**17.5**
Expérience de la firme dans des projets de complexité et de budget similaires	**10**	**70**	**7**	**80**	**8**	**60**	**6**	**80**	**8**	**80**	**8**
Qualifications du chargé de projet pour des projets de complexité et de budget similaires	**25**	**72**	**18**	**72**	**18**	**70**	**17.5**	**84**	**21**	**80**	**20**
Qualifications de l'équipe de travail et/ou des sous-contractants pour des projets de complexité et de budget similaires	**25**	**70**	**17.5**	**70**	**17.5**	**80**	**20**	**88**	**22**	**70**	**17.5**
Capacité de production et échéancier	**10**	**70**	**7**	**60**	**6**	**80**	**8**	**70**	**7**	**60**	**6**
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE	**100**	**72.5/100**		**74.5/100**		**74/100**		**83/100**		**73/100**	

Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**

CONTRAT N°1

PARTIE 2					
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL	**WSP CANADA INC.**	**AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.**	**IGF AXIOM INC.**	**SNC-LAVALIN INC**	**CIMA+ S.E.N.C.**
Prix soumis (Uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)	**1 386 943,43 $**	**1 332 847,69 $**	**1 013 935,78 $**	**1 322 499,94 $**	**1 476 566,44 $**
Établissement du pointage final Application de la formule : **(Pointage intérimaire + 50) x 10 000** **Prix**	**0,88**	**0,93**	**1,22**	**1,00**	**0,83**
Rang et adjudicataire	**4**	**3**	**1**	**2**	**5**

CONTRAT N°2

PARTIE 2					
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL	**WSP CANADA INC.**	**AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.**	**IGF AXIOM INC.**	**SNC-LAVALIN INC**	**CIMA+ S.E.N.C.**
Prix soumis (Uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)	**1 251 456,89 $**	**1 171 336,56 $**	**N/A (Adjudicataire du contrat n°1)**	**1 116 378,51 $**	**1 332 042,86 $**
Établissement du pointage final Application de la formule : **(Pointage intérimaire + 50) x 10 000** **Prix**	**0,97**	**1,06**	**N/A**	**1,19**	**0,92**
Rang et adjudicataire	**3**	**2**	**N/A**	**1**	**4**

Convention de services professionnels IGF Axiom inc. - Contrat no1



CDN-NDG-17-AOP-TP-013 - IGF Axiom (contrat no1) - Convention de services professionnels.doc

Convention de services professionnels SNC-Lavalin inc. - Contrat no2



CDN-NDG-17-AOP-TP-013 - SNC-Lavalin (contrat no2) - Convention de services professionnels.doc

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représenté par maître Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 15.01 du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de l'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA0417044);

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

IGF Axiom inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 7140, rue Albert-Einstein, bureau 220, Montréal, Québec, H4S 2C1, agissant et représentée par Érick Frigon dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 1415 57819 RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1019 494132 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur de la Direction des travaux publics ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 23 janvier 2017 relatifs à l'acquisition de services professionnels – contrat no1;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 8 février 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement, à fournir des services professionnels dans le cadre du programme d'investissement en voirie de l'arrondissement.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville, en conformité de l'échéancier spécifié à l'annexe A.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

6.11 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les rapports de surveillance de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **UN MILLION TREIZE MILLE NEUF CENT TRENTE-CINQ DOLLARS ET SOIXANTE-DIX-HUIT SOUS (1 013 935.78 $)**, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : le Contractant doit soumettre une facture mensuelle détaillée. Elle sera honorée dans les trente (30) jours suivant son approbation.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Me Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 20

IGF Axiom inc.

Par : _____

Érick Frigon, ing.

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représenté par maître Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 15.01 du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de l'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA0417044);

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

SNC-Lavalin inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 455, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H4S 2C1, agissant et représentée par Émile Hanna dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 134298132
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1014851123

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur de la Direction des travaux publics ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 23 janvier 2017 relatifs à l'acquisition de services professionnels – contrat no2;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 8 février 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement, à fournir des services professionnels dans le cadre du programme d'investissement en voirie de l'arrondissement.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville, en conformité de l'échéancier spécifié à l'annexe A.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

6.11 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les rapports de surveillance de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **UN MILLION CENT SEIZE MILLE TROIS CENT SOIXANTE-DIX-HUIT DOLLARS ET CINQUANTE ET UN SOUS (1 116 378.51 $)**, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : le Contractant doit soumettre une facture mensuelle détaillée. Elle sera honorée dans les trente (30) jours suivant son approbation.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Me Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 20

SNC-Lavalin inc.

Par : _____

Émile Hanna, ing. M.SC.A.

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175946001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Accorder à IGF Axiom inc. un contrat de 1 013 935,78 $, taxes incluses (Contrat no 1) et à SNC-Lavalin inc. un contrat de 1 116 378,51 $, taxes incluses (Contrat no 2), pour des services professionnels pour la surveillance des contrats de construction (2017-2019) - (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-013 - Approuver deux projets de conventions à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions CDN-NDG-17-AOP-TP-013.pdf

Intervention GDD - CDN-NDG-17-AOP-TP-013 CONTRAT 2.pdf

Intervention GDD - CDN-NDG-17-AOP-TP-013 CONTRAT 1.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Katerine ROWAN
secrétaire-recherchiste
Tél : 514 872-9492

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe
Tél: 514 868-4358

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Denis GENDRON
Directeur
Tél : (514) 872-8436

Division : Direction des services administratifs et du greffe

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **Appel d'offres : CDN-NDG-17-AOP-TP-013**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste PGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	Garantie de soumission	Lettre d'engagement (Formulaire 2)	Commentaire	Conformité
SNC-LAVALIN INC.	1142775999	OK	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA		OK
CIMA+ S.E.N.C.	3340563140	OK	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA		OK
IGF AXIOM INC.	1147455431	OK	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA		OK
WSP CANADA INC.	1148357057	OK	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA		OK
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1168297498	OK	OK	NA	NA	NA	NA	NA	NA		OK

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Liste du contentieux (Version du **2016-07-02**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2017-02-08.**
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2017-02-08.**
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-17-AOP-TP-013 — No du GDD : 1175946001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la surveillance des contrats de construction (2017-2019)

Type d'adjudication : Au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage - CONTRAT N°2

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 23 - 1 - 2017 — Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Ouverture originalement prévue le : 8 - 2 - 2017 — Date du dernier addenda émis : 2 - 2 - 2017

Ouverture faite le : 8 - 2 - 2017 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 50%

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0%

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 8 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Pointage final	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-LAVALIN INC.	1.19	1 116 378,51 $	√	
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1.06	1 171 336,56 $		
WSP CANADA INC.	0.97	1 251 456,89 $		
CIMA +	0.92	1 332 042,86 $		
IGF AXIOM INC.	Non admissible	Non admissible		

Information additionnelle

Les enveloppes de prix ont été ouvertes suite à la rencontre du Comité de sélection, soit le 21 février 2017.
Toutes les soumissions ont obtenu la note minimale de 70 % requise. Il est à noter que l'enveloppe de prix de IGF Axiom inc. pour le contrat n°2 n'a pas été ouverte, puisque cette entreprise a obtenu le plus haut pointage final pour le contrat n°1 et est en conséquence non admissible au contrat n°2.

Préparé par : Katerine Rowan — Le 21 - 2 - 2017

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-17-AOP-TP-013 — No du GDD : 1175946001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la surveillance des contrats de construction (2017-2019)

Type d'adjudication : Au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage - CONTRAT N°1

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 23 - 1 - 2017 — Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Ouverture originalement prévue le : 8 - 2 - 2017 — Date du dernier addenda émis : 2 - 2 - 2017

Ouverture faite le : 8 - 2 - 2017 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 50%

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0%

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 8 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Pointage final	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
IGF AXIOM INC.	1.22	1 013 935,78 $	√	1
SNC-LAVALIN INC.	1.00	1 322 499,94 $		
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	0.93	1 332 847,69 $		
WSP CANADA INC.	0.88	1 386 943,43 $		
CIMA +	0.83	1 476 566,44 $		

Information additionnelle

Les enveloppes de prix ont été ouvertes suite à la rencontre du Comité de sélection, soit le 21 février 2017.
Toutes les soumissions ont obtenu la note minimale de 70 % requise.

Préparé par : Katerine Rowan — Le 21 - 2 - 2017

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1174921001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder à Les Entreprises Ventec inc. le contrat au montant de 1 111 848,49 $ pour la réalisation des travaux d'aménagement de deux placettes multifonctionnelles aux parcs de Kent et de Notre-Dame-de-Grâce (LEGS du 375ieme de Montréal) et autoriser une dépense à cette fin de 1 132 543,99 $, incluant toutes les taxes applicables dont 186 826,99 $, net de taxes, du surplus libre de l'arrondissement, (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-16-AOP-DAI-048.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Les Entreprises Ventec inc. le contrat au montant de 1 111 848,49 $ pour la réalisation des travaux d'aménagement de deux placettes multifonctionnelles aux parcs de Kent et de Notre-Dame-de-Grâce (LEGS du 375ieme de Montréal) au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-16-AOP-DAI-048;

D'autoriser une dépense à cette fin de 967 035,00$, avant taxes, pour un total de 1 132 543,99 $, taxes incluses, comprenant les contingences au montant de 145 023,71 $ taxes incluses et les incidences au montant de 20 695,50 $, taxes incluses. De ce montant, un financement de 847 336,63 $ net de ristourne proviendra du Service de la concertation des arrondissements et un montant jusqu'à concurrence de 186 826,99 $, net de ristourne proviendra du surplus libre de l'arrondissement et sera affecté au projet du leg du 375e.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-03-02 13:56

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1174921001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder à Les Entreprises Ventec inc. le contrat au montant de 1 111 848,49 $ pour la réalisation des travaux d'aménagement de deux placettes multifonctionnelles aux parcs de Kent et de Notre-Dame-de-Grâce (LEGS du 375ieme de Montréal) et autoriser une dépense à cette fin de 1 132 543,99 $, incluant toutes les taxes applicables dont 186 826,99 $, net de taxes, du surplus libre de l'arrondissement, (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN -NDG-16-AOP-DAI-048.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Legs du 375e de Montréal, le présent dossier vise l'octroi d'un contrat de construction pour la réalisation des travaux du projet «Aménagement de deux placettes multifonctionnelles aux parcs de Kent et de Notre-Dame-de-Grâce ».
Dans le cadre des préparatifs entourant le 375e anniversaire de Montréal, la Ville désire s'assurer que ces célébrations laisseront des traces dans tous les arrondissements de Montréal. Une somme de 15 millions de dollars a donc été réservée au programme triennal d'immobilisation 2015-2017 pour la réalisation, par les arrondissements, de projets à l'échelle locale.

Dans sa volonté de concrétiser ce projet de Legs du 375^{e}, l'arrondissement CDN–NDG a fait appel à la collaboration citoyenne ainsi qu'à celle des deux universités qui se retrouvent sur son territoire *(Université de Montréal et Concordia)* . Plusieurs charrettes d'idéation et de consultations ont donc eu lieu pour déterminer et consolider la nature des projets à réaliser en arrondissement et qui pourraient représenter un héritage culturel et immobilier significatif à léguer aux générations futures. De plus, une équipe professionnelle pluridisciplinaire a été engagée par l'arrondissement et ayant pour objectif la préparation des plans et devis pour la réalisation des travaux.

Étant composé de deux grands quartiers, l'arrondissement offre des caractéristiques spécifiques qui ont mené à planifier la réalisation de deux projets dont chacun sera localisé dans un des parcs importants de chacun des deux quartiers. Le parc de Kent a été sélectionné pour recevoir le projet du quartier de Côte-des-Neiges alors que le parc de Notre-Dame-de-Grâce a été sélectionné pour recevoir celui du quartier Notre-Dame-de-Grâce.

Les deux projets se présentent comme suit :

Au parc de Notre-Dame-de-Grâce :

- Amélioration de la placette multifonctionnelle existante;
- Divers aménagements extérieurs.

Au parc de Kent :

- Aménagement d'une placette multifonctionnelle pouvant accueillir différentes activités culturelles et communautaires;
- Divers aménagements extérieurs.

Par le présent dossier, l'arrondissement désire retenir les servies de l'entrepreneur général ayant soumis le plus bas prix conforme dans le cadre de l'appel d'offres public CDN-NDG-16 -AOP-DAI-048 visant la réalisation des travaux de construction des deux projets.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 170188 - le 27 juin 2016: Accorder à Morency Perrault architectes s.e.n.c.r.l., ayant obtenu le plus haut pointage, le contrat au montant de 144 191,30 $, taxes incluses, pour la préparation des plans et devis dans le cadre du projet d'aménagement de deux placettes multifonctionnelles et construction d'un toit aux parcs de Kent et de Notre-Dame-de-Grâce (LEGS du 375^{ieme} de Montréal), aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-16-AOP-DAI-027 et d'approuver un projet de convention à cette fin. D'autoriser une dépense à cette fin de 167 186,30 $, taxes incluses, comprenant, les contingences au montant de 13 108,30 $, taxes incluses, et les incidences au montant de 22 995,00 $, taxes incluses.
CM15 1243 - Assemblée ordinaire du lundi 26 octobre 2015 - Séance tenue le 27 octobre 2015 : Accorder un soutien financier de 20 815 455 $ à la Société des célébrations du 375^{e} anniversaire de Montréal, pour les années 2016 et 2017 afin de développer et déployer la programmation des célébrations prévue tout au long de 2017 - Autoriser un virement de 4 184 545 $ aux 19 arrondissements selon une répartition équitable établie par la Société des célébrations du 375^{e} anniversaire de Montréal, afin de financier les projets de quartier.

CE15 1907 - Séance ordinaire du mercredi 21 octobre 2015 : Accorder un soutien financier de 20 815 455 $ à la Société des célébrations du 375^{e} anniversaire de Montréal, pour les années 2016 et 2017, afin de développer et de déployer la programmation des célébrations prévue tout au long de 2017.

CE15 0670 - 15 avril 2015 : Approuver les projets de legs des arrondissements dans le cadre du 375e anniversaire de la Ville de Montréal et les conditions s'y rattachant, tel que décrit dans le tableau joint au présent dossier décisionnel.

CM15 0224 - 24 février 2015 : Adopter un règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer des projets d'immobilisations qui seront réalisés par les arrondissements dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal.

DESCRIPTION

Pour permettre l'octroi du présent contrat de travaux, la Direction des services administratifs et du greffe a procédé, le 16 janvier 2017, à la publication, sur SEAO, de l'appel d'offres public **CDN–NDG-16-AOP-DAI-048**. Deux addenda ont été émis durant la période de publication de l'appel d'offres public. Le délai de validité des soumissions est de 120 jours.
La firme adjudicataire aura à fournir les services suivants :

· fourniture des matériaux et de la main-d'œuvre spécialisée pour la réalisation des travaux des constructions des deux placettes multifonctionnelles;
· travaux de protection des lieux;
· travaux civils et de drainage;
· autres travaux et garanties selon les plans et devis.

JUSTIFICATION

15 firmes ont prix possession du document d'appel d'offres. Quatre soumissions ont été reçues par l'arrondissement ce qui représente 26% du nombre des preneurs de dossier d'appel d'offres.
Les résultats des soumissions sont présentés dans le tableau suivant :

Soumissionnaire	Prix de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total de la soumission incluant les contingences (taxes incluses)	Conformité
Les Entreprises Ventec inc.	**966 824,78$**	**145 023,71 $**	**1 111 848,49$**	**OUI**
LV Construction	1 367 777,77 $	205 166,67 $	1 572 944,44 $	**OUI**
Aménagement Sud-Ouest	1 592 487,68 $	238 873,15 $	1 831 360,83 $	**OUI**
Les Terrassements MultiPaysages inc.	1 017 726,08 $	152 658,91 $	1 170 384,99 $	**OUI**

Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*	1 421 634,69 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	27.86 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	719 512,34 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	64,71 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	181 114,10 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	19,46 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	58 536,50 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	5,26 %

Prix de base :

La firme Les Entreprises Ventec inc., plus bas soumissionnaire, a présenté un prix total de 1 111 848,99 $, incluant les contingences et toutes les taxes applicables. Sa soumission est jugée conforme.

Contingences :

Une provision, égale à **quinze (15) %** de la soumission de base, de **145 023,71 $**, taxes incluses, est prévue au bordereau de soumission. Conditionnellement à l'approbation préalable de l'arrondissement et des professionnels, cette provision sera utilisée pour couvrir tout ajout ou modification au contrat, lorsque ces travaux sont justifiés durant le chantier.

Incidences :

Une provision, égale à **20 695,50 $**, taxes incluses, est prévue au présent contrat. Cette provision sera utilisée pour couvrir tous les services de tests de laboratoire pour la compaction des sols, la qualité de béton et autre.

Estimation:

L'estimé des travaux nous étant soumis par les concepteurs est de **890 267, 62 $**, incluant une provision de contingences égale à **10%** du montant de base et les toutes taxes applicables. Sur la base de **10%** de contingences, la plus basse soumission conforme est de **19,46%** plus élevée que l'estimation des concepteurs. Après analyse, les différences des coûts entre l'estimation et la plus basse soumission se matérialisent fortement dans les volets de structure et d'aménagement de pavé qui, de notre avis, sont influencés par la complexité des motifs à réaliser et par les conditions d'hiver. À noter également que le fait de ne recevoir que quatre soumissions pour un projet de telle envergure nous démontre que les conditions actuelles du marché ne semblent pas encourager la compétitivité pour certains types de contrats publics.

La Direction des services administratifs et du greffe recommande l'octroi du présent contrat de travaux à la firme Les entreprises Ventec inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour un montant total de **1 111 848,49$**, incluant les contingences et toutes les taxes applicables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total à autoriser pour le présent contrat est de **1 132 543,99$**, incluant les contingences, les incidences et toutes les taxes applicables.
Le montant net, montant imputable moins la ristourne de TPS et TVQ, est de **1 034 163,62 $**.

Le Service de la concertation des arrondissements assume les dépenses du projet du Legs du 375e de Montréal jusqu'à concurrence de **1 000 000 $**, net de taxes. La ville centre a déjà financé à 100% le contrat de services professionnels avec la firme Morency Perrault architectes inc. (CA16 170188 - le 27 juin 2016) pour un montant de 152 663,37$ net de ristourne.

Donc, pour ce contrat, le Service de la concertation des arrondissements financera un montant de 847 336,63$ net de ristourne et l'arrondissement financera, à même le surplus libre d'arrondissement, 186 826,99$ net de ristourne.

Toutefois, une des conditions imposées lors de l'approbation des projets de legs des arrondissements dans le cadre du 375e anniversaire de la Ville de Montréal (GDD 1154631003) est qu'aucune dépense ne sera remboursée par le Service de la concertation des arrondissements au delà de 2017.

Les informations relatives au règlement d'emprunt, aux codes d'imputations et au numéro du sous projet sont indiquées dans les interventions du Service de la concertation des

arrondissements et de la direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

Note importante: Il est important de mentionner que le fait d'opter pour la réalisation de deux projets dans les deux quartiers composant l'arrondissement augmenterait les coûts de services professionnels, des divers tests et des travaux.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les sections normalisées de protection de l'environnement et de développement durable de la Ville de Montréal ont été jointes au devis de construction. Une attention très particulière sera donc portée à tous les éléments existants dans les deux parcs, comme les espaces verts, les arbres, les plantations et autres installations. Le projet sera réalisé selon les exigences de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent projet permettra:

- l'amélioration de la placette existante du parc Notre-Dame-de-Grâce en lui conférant un aspect culturel pouvant répondre aux différentes demandes des groupes communautaires et de l'arrondissement.;
- la construction d'une nouvelle placette multifonctionnelle au parc de Kent ayant pour but d'encourager et d'ancrer l'activité culturelle dans ce parc. Cette installation aura pour but principal de répondre aux différentes demandes des groupes communautaires et de l'arrondissement.et d'encourager toute activité culturelle dans ce quartier;

Par la réalisation du présent projet, l'offre de service en matière culturelle sera substantiellement améliorée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En plus de l'implication de services de communication de la Ville centre dans la diffusion de l'information de tous les projets du Legs du 375e de Montréal, la division des communications de l'arrondissement assurera également le suivi relatif au volet de la communication des informations aux citoyens et aux groupes concernés quant à la date de disponibilité et de l'utilisation des installations.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le 6 mars 2017 - Octroi du contrat de travaux de construction;
Avril 2017 - Début des travaux de construction;
Juin 2017 - Fin des travaux et acceptation provisoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la Politique municipale d'attribution des contrats. La Politique de gestion contractuelle, en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes, a été incluse au devis. Les règles d'adjudication des contrats de construction ont été respectées.
L'autorisation de l'AMF n'est pas requise pour de tels types de contrats.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Katerine ROWAN)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Daniel BOUGIE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Marie-Claude OUELLET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Michel THERRIEN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Caroline RICHARD, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Geneviève DORVAL-DOUVILLE, Service de la concertation des arrondissements

Lecture :

Michel THERRIEN, 27 février 2017
Geneviève DORVAL-DOUVILLE, 24 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar BENSACI
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-9783
Télécop. : 514-868-4562

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Denis GENDRON
Directeur

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1174921001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder à Les Entreprises Ventec inc. le contrat au montant de 1 111 848,49 $ pour la réalisation des travaux d'aménagement de deux placettes multifonctionnelles aux parcs de Kent et de Notre-Dame-de-Grâce (LEGS du 375ieme de Montréal) et autoriser une dépense à cette fin de 1 132 543,99 $, incluant toutes les taxes applicables dont 186 826,99 $, net de taxes, du surplus libre de l'arrondissement, (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-16-AOP-DAI-048.

FDC-RecommVENTEC-Legs Global.pdf
FDC-RecommVENTEC.pdf
Soumission - Les entreprises Ventec inc..pdf
Attestation Revenu Québec-Ventec.pdf
Récapitulatif PV.pdf
RÉSULTATS.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar BENSACI
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-9783
Télécop. : 514-868-4562

Projet : **LEGS du 375e de Montréal - Aménagement de deux placettes multifonctionnelles aux parcs de Kent de Notre-Dame-de-Grâce**

Dépense totale du projet du Legs du 375e de Montréal - Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat TRAVAUX:						
	Travaux forfaitaires	**%**	**$**			
	Prix forfaitaire	100,0%	**840 900,00**	**42 045,00**	**83 879,78**	**966 824,78**
	Réabilitation des sols					
	Divers - Autres trav.					
	Sous-total :	100,0%	**840 900,00**	**42 045,00**	**83 879,78**	**966 824,78**
	Contingences TRAVAUX	15,0%	126 135,00	6 306,75	12 581,97	145 023,72
Incidences :	Dépenses générales-TRAVAUX		18 000,00	900,00	1 795,50	20 695,50
	Total - Contrat Travaux :		**985 035,00**	**49 251,75**	**98 257,24**	**1 132 543,99**
Contrat Services Professionnels:						
	Travaux forfaitaires	**%**	**$**			
	Prix forfaitaire	100,0%	**114 010,00**	**5 700,50**	**11 372,50**	**131 083,00**
	Sous-total :	100,0%	**114 010,00**	**5 700,50**	**11 372,50**	**131 083,00**
	Contingences SP	10,0%	11 401,00	**570,05**	1 137,25	13 108,30
	Total - Contrat SP :		**125 411,00**	**6 270,55**	**12 509,75**	**144 191,30**
Incidences :	Dépenses générales-SP		**20 000,00**	**1 000,00**	**1 995,00**	**22 995,00**
	Total - Contrat SP :		**145 411,00**	**7 270,55**	**14 504,75**	**167 186,30**
	Total contrat SP+TRAVAUX		**1 130 446,00**	**56 522,30**	**112 761,99**	**1 299 730,29**
Ristournes :	Tps	100,00%		**56 522,30**		56 522,30
	Tvq	50,0%			**56 380,99**	56 380,99
	Coût net après ristoune					**1 186 826,99**
	Budget Legs 375e Central					**1 000 000,00**
	Montant à autosier par l'arrondissement CDN-NDG					**186 826,99**

2017-02-23

Préparé par : Amar Bensaci

Projet : **LEGS du 375e de Montréal - Aménagement de deux placettes multifonctionnelles aux parcs de Kent de Notre-Dame-de-Grâce**

TRAVAUX: Les Entreprises Ventec inc.

Appel d'offres public n°: CDN-NDG-16-AOP-DAI-048

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat :	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Prix forfaitaire	100,0%	**840 900,00**	**42 045,00**	**83 879,78**	**966 824,78**
	Réabilitation des sols					
	Divers - Autres trav.					
	Sous-total :	100,0%	**840 900,00**	**42 045,00**	**83 879,78**	**966 824,78**
	Contingences	15,0%	126 135,00	6 306,75	12 581,97	145 023,72
	Total - Contrat :		**967 035,00**	**48 351,75**	**96 461,74**	**1 111 848,49**
Incidences :	Dépenses générales		18 000,00	900,00	1 795,50	20 695,50
	Coût des travaux		**985 035,00**	**49 251,75**	**98 257,24**	**1 132 543,99**
Ristournes :	Tps	100,00%				49 251,75
	Tvq	50,0%				49 128,62
	Coût net après ristoune					**1 034 163,62**

Préparé par : Amar Bensaci
2017-02-23

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : CDNNDG16AOPDAI048

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	5160, boul. Décarie, bureau Accès Montréal, #100, RDC, Montréal, Québec, H3X 2H9 , avant 11 h
16	1	2017	17	2	2017	

Aménagement de deux placettes multifonctionnelles aux parcs de Kent et de Notre-Dame-de-Grâce
CDN-NDG-16-AOP-DAI-048

Description et sommaire de soumission		Montant
(5) = Prix forfaitaire (total de la page 4)	(5)	840 900.00 $
(6) = Contingences 15% du total de case (4)	(6)	126 135.00 $
Montant total avant taxes :	(7)	967 035.00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	(8)	48 351.75 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	(9)	96 461.74 $
Montant total :	(10)	1 111 848.49 $

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 114 566 8878

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Les entreprises Ventec inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

5600, rue Notre-Dame Ouest, Montréal (Québec) H4C 1V1

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 514-932-5600		
DOMENICO ANTONIO SCIROCCO, CHARGÉ DE PROJETS	Télécopieur : 514-932-8972		
	Courriel : info@ventecinc.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	17	Février	2017

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2015-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à :

LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.
5600, RUE NOTRE-DAME O, PORTE 104
MONTREAL (QUEBEC) H4C 1V1

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1145668878

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro de l'attestation : 515100-KKCF-0354243
Date et heure de délivrance de l'attestation : 24 janvier 2017 à 15 h 30 min 7 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 30 avril 2017

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse **www.revenuquebec.ca**.

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-16-AOP-DAI-048

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **vendredi 17 février** à **11 heures.**

Sont présents :

• Katerine Rowan	Secrétaire d'arrondissement substitut	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Amar Bensaci	Gestionnaire immobilier	Aménagement des parcs – actifs immobiliers
• Brigitte Lemay	Gestionnaire immobilier	Aménagement des parcs – actifs immobiliers

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-16-AOP-DAI-048** - **Aménagement de deux placettes multifonctionnelles aux parcs de Kent et de Notre-Dame-de-Grâce** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement substitut de la division du greffe.

Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX**
AMÉNAGEMENTS SUD-OUEST (9114-5698 QUÉBEC INC.)	1 831 360,83 $
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.	1 170 384,99 $
LV CONSTRUCTION	1 572 944,44 $
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	1 111 848,49 $

L'appel d'offres public de l'aménagement des parcs – actifs immobiliers a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 16 janvier 2017.

La secrétaire d'arrondissement substitut transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à l'aménagement des parcs – actifs immobiliers, pour étude et rapport.

Katerine Rowan, avocate
Secrétaire d'arrondissement substitut
Division du greffe

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSULTAT DE SOUMISSION PUBLIQUE
Date de publication : 16 janvier 2017
Date d'ouverture : 17 février 2017

SOUMISSION CDN-NDG-16-AOP-DAI-048

Aménagement de deux placettes multifonctionnelles aux parcs de Kent et de Notre-Dame-de-Grâce

SOUMISSIONS		
1	AMÉNAGEMENTS SUD-OUEST (9114-5698 QUÉBEC INC.)	1 831 360,83 $
2	LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.	1 170 384,99 $
3	LV CONSTRUCTION	1 572 944,44 $
4	LES ENTREPRISES VENTEC INC.	1 111 848,49 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	AMÉNAGEMENT PAVATECH ARTHIER CONSTRUCTION (2633-2312 QUÉBEC INC.)
2	AMÉNAGEMENTS SUD-OUEST (9114-5698 QUÉBEC INC.)
3	BAU-QUÉBEC LTÉE
4	LE GROUPE VESPO
5	LE PAYSAGISTE CBL INC.
6	LES CONSTRUCTIONS HYDROSPEC INC.
7	LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
8	LES ENTREPRISES J. PICCIONI INC.
9	LES ENTREPRISES VENTEC INC.
10	LES PAVAGES ET TERRASSEMENTS ST-BRUNO INC.
11	LV CONSTRUCTION
12	MEIKOR INC.
13	RAMCOR CONSTRUCTION INC.
14	TERRASSEMENT AHUNTSIC INC. (1965)
15	LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.

Préparé le 17 février 2017

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1174921001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder à Les Entreprises Ventec inc. le contrat au montant de 1 111 848,49 $ pour la réalisation des travaux d'aménagement de deux placettes multifonctionnelles aux parcs de Kent et de Notre-Dame-de-Grâce (LEGS du 375ieme de Montréal) et autoriser une dépense à cette fin de 1 132 543,99 $, incluant toutes les taxes applicables dont 186 826,99 $, net de taxes, du surplus libre de l'arrondissement, (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-16-AOP-DAI-048.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions CDN-NDG-16-AOP-DAI-048.pdf

Intervention - CDN-NDG-16-AOP-DAI-048.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Katerine ROWAN
secrétaire-recherchiste
Tél : 514 872-9492

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe
Tél: 514 868-4358

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-27

Denis GENDRON
Directeur
Tél : (514) 872-8436

Division : Direction des services administratifs et du greffe

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-16-AOP-DAI-048**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste PGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
AMÉNAGEMENTS SUD-OUEST (9114-5698 QUÉBEC INC.)	1160680998	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		OK
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.	1140382590	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		OK
LV CONSTRUCTION	1140658478	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		OK
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	1145668878	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		OK

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2017-02-17**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2017-02-17**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2017-02-17**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-16-AOP-DAI-048

No du GDD : 1174921001

Titre de l'appel d'offres : Aménagements de deux placettes multifonctionnelles aux parcs de Kent et de Notre-Dame-de-Grâce

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 1 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 17 - 2 - 2017

Ouverture faite le : 17 - 2 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 10 - 2 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 31 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 27%

Nbre de soumissions rejetées :

% de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

	Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
	AMÉNAGEMENTS SUD-OUEST (9114-5698 QUÉBEC INC.)	1 831 360,83 $		
	LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.	1 170 384,99 $		
	LV CONSTRUCTION	1 572 944,44 $		
	LES ENTREPRISES VENTEC INC.	1 111 848,49 $		

Information additionnelle

Les montants soumis incluent 15 % de contingences.

Préparé par : Katerine Rowan

Le 17 - 2 - 2017

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1174921001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder à Les Entreprises Ventec inc. le contrat au montant de 1 111 848,49 $ pour la réalisation des travaux d'aménagement de deux placettes multifonctionnelles aux parcs de Kent et de Notre-Dame-de-Grâce (LEGS du 375ieme de Montréal) et autoriser une dépense à cette fin de 1 132 543,99 $, incluant toutes les taxes applicables dont 186 826,99 $, net de taxes, du surplus libre de l'arrondissement, (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-16-AOP-DAI-048.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1174921001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-02

Denis GENDRON
Directeur

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1174921001

Calcul des dépenses totales

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Contrat travaux - Les Entreprises Ventec	840 900.00 $	42 045.00 $	83 879.78 $	966 824.78 $	83 984.89 $	882 839.89 $
Contingences (15%)	126 135.00 $	6 306.75 $	12 581.96 $	145 023.71 $	12 597.73 $	132 425.98 $
Sous-total du contrat	**967 035.00 $**	**48 351.75 $**	**96 461.74 $**	**1 111 848.49 $**	**96 582.62 $**	**1 015 265.87 $**
Incidences (1,86%)	18 000.00 $	900.00 $	1 795.50 $	20 695.50 $	1 797.75 $	18 897.75 $
Sous-total incidences	**18 000.00 $**	**900.00 $**	**1 795.50 $**	**20 695.50 $**	**1 797.75 $**	**18 897.75 $**
Total	**985 035.00 $**	**49 251.75 $**	**98 257.24 $**	**1 132 543.99 $**	**98 380.37 $**	**1 034 163.62 $**

Financement de la ville centre - 81,93%

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Contrat travaux - Les Entreprises Ventec	688 987.08 $	34 449.35 $	68 726.46 $	792 162.89 $	68 812.58 $	723 350.31 $
Contingences (15%)	103 348.06 $	5 167.40 $	10 308.97 $	118 824.43 $	10 321.89 $	108 502.55 $
Incidences (1,86%)	14 748.21 $	737.41 $	1 471.13 $	16 956.75 $	1 472.98 $	15 483.77 $
Total	**807 083.35 $**	**40 354.16 $**	**80 506.56 $**	**927 944.08 $**	**80 607.44 $**	**847 336.63 $**

Financement de arrondissement - 18,07%

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Contrat travaux - Les Entreprises Ventec	151 912.92 $	7 595.65 $	15 153.31 $	174 661.88 $	15 172.31 $	159 489.58 $
Contingences (15%)	22 786.94 $	1 139.35 $	2 273.00 $	26 199.29 $	2 275.85 $	23 923.44 $
Incidences (1,86%)	3 251.79 $	162.59 $	324.37 $	3 738.75 $	324.78 $	3 413.98 $
Total	**177 951.65 $**	**8 897.59 $**	**17 750.68 $**	**204 599.92 $**	**17 772.93 $**	**186 826.99 $**

MAJ : 30 juillet 2014

Demande de démarrage et de gestion d'un projet d'investissement

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514 868-3488

Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Veuillez compléter les différentes pages de ce formulaire. Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Page 1 Demande de création ou modification du segment « Source »

Le demandeur doit y inscrire toutes les informations requises pour supporter la demande de création d'une valeur « Source » lié à un nouveau règlement d'emprunt entériné par le Conseil d'arrondissement, le Conseil municipal ou le Conseil d'agglomération. Les documents de support doivent, au besoin, être joints à la Demande de Service (DDS) ou envoyés par télécopieur. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité avant de procéder à une demande de création des valeurs demandées par l'entremise de CA Service Desk.

Page 2 Demande de création de comptes de grand-livre

Le demandeur doit y inscrire les comptes de grand-livre à faire créer. Ces comptes de grand-livre sont reproduits automatiquement sur l'onglet «Administration» qui sera utilisé pour la création des comptes dans SIMON. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON au niveau des Activités d'investissement.

Page 3 Demande de virement de crédits

Le demandeur doit y inscrire les informations requises (comptes de grand-livre et montants) pour un virement de crédits ou pour l'inscription des crédits autorisés dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 4 Demande d'écriture de journal

Le demandeur doit y inscrire les informations nécessaires (comptes de grand-livre et montants) pour la saisie et l'enregistrement d'une écriture au RÉEL dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 5 Demande de documentation d'un « Projet »

Ce formulaire sert à 2 fins. Le demandeur doit y inscrire :

- les informations relatives au Programme de subvention gouvernementale en vertu duquel un projet est éligible;
- la période de financement lorsque le projet doit être financé sur une période plus courte que celle prévue par la politique de financement de la Ville. C'est le cas, notamment, d'un projet qui doit être financé sur une période décrétée par une instance décisionnelle (Conseil) ou par un programme de subvention en service de dette.

Page 6 Demande de crédits autorisés sur planification

Ce formulaire sert à verser des crédits autorisés sur planficiation pour les projets de dépenses en immobilistions. Les informations requises serviront à valider la capitalisation et à créer les clés comptables si requis.

Page 7 Demande de création d'un sous projet Investi / projet Simon

Le demandeur doit inscrire les informations nécessaires pour la création d'un sous projet Investi / projet Simon.

INFORMATION BUDGÉTAIRE

Provenance	**Surplus libre de l'arrondissement**
Objet	31025
Montant :	186 826.99 $

Imputation	**PTI 2017**
Requérant:	59-00
Projet :	79900
Sous-projet :	1779900-001
Projet Simon :	**166991**
Montant :	186 826.99 $

	2016	2017	2018	Ult	TOTAL
Budget au net au PTI - 2016-2018		-	-	-	-
Prévision de la dépense					
Brut		**187**	**-**	**-**	**187**
Autre		**187**	**-**	**-**	**187**
Sub-C	**-**	**-**	**-**		**-**
Net	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Écart	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514 868-3230
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : MARS Année : 2017 Type d'écriture : Réel (A)
Date de l'écriture : 2017/03/06 Nom d'écriture : 170306uarca93 GDD 1174921001 - Aménagement placettes parcs Kent et Notre-Dame-de-Grâce - Les Entreprises \

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000	186 826.99		Surplus libre
2	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	166991	000000	15010	00000		186 826.99	Affectations - Surplus affecté
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**186 826.99**	**186 826.99**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514 868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : DÉC Année : 2016 **DÉC-16**

Description de l'écriture : 170306uarca93 GDD 1174921001 - Aménagement placettes parcs Kent et Notre-Dame-de-Grâce - Les Entreprises Ventec inc.

Virement de crédits demandé en vertu de :
- ○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
- ◉ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. GDD 1174921001

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	166991	000000	15010	00000		186 826.99	Affectations - Surplus affecté
2	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	166991	000000	15010	00000	183 413.01		Contrat + contingences
3	6406	9500998	800250	03103	54390	000000	0000	166991	012079	15010	00000	3 413.98		Incidences
4														
5														
6														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
26														
27														
28														
29														
30														
31														
32														
33														
34														
35														
36														
37														
38														
39														
40												**186 826.99**	**186 826.99**	

Total de l'écriture :

Remarques

Un

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514 868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	9500998	800250	41000	71120	000000	0000	166991	000000	15010	00000
2	6406	9500998	800250	03103	57201	000000	0000	166991	000000	15010	00000
3	6406	9500998	800250	03103	54390	000000	0000	166991	012079	15010	00000
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6406.9500998.800250.41000.71120.000000.0000.166991.000000.15010.00000
2	6406.9500998.800250.03103.57201.000000.0000.166991.000000.15010.00000
3	6406.9500998.800250.03103.54390.000000.0000.166991.012079.15010.00000
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	6406.9500998.800250.41000.71120.000000.0000.166991.000000.15010.00000	0.00	186 826.99
2	6406.9500998.800250.03103.57201.000000.0000.166991.000000.15010.00000	183 413.01	0.00
3	6406.9500998.800250.03103.54390.000000.0000.166991.012079.15010.00000	3 413.98	0.00
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	2406.0000000.000000.00000.31025.000000.0000.000000.000000.00000.00000	186 826.99	0.00
2	6406.9500998.800250.41000.71120.000000.0000.166991.000000.15010.00000	0.00	186 826.99
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00

NO GDD : 1174921001

Taux 2017: 1.0951303727

No d'engagement CC74921001

Provenance

Projets d'immob. réalisés par les arrondissements dans le cadre du 375e anniversaire		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 15-020	6101.7715020.802713.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	927 944.08 $	847 336.63 $	847 337 $

Imputation

Réalisation des travaux d'aménagement de deux placettes multifonctionnelles aux parc Kent et Notre-Dame-de-Grâce - Les entreprises Ventec inc.		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat et contingences	6101.7715020.800250.07165.57201.000000.0000.167003.000000.15015.00000	910 987.33 $	831 852.86 $	831 853 $
Incidences techniques	6101.7715020.800250.07165.54507.000000.0000.167040.000000.15015.00000	16 956.75 $	15 483.77 $	15 484 $

Total imputation	**927 944.08 $**	**847 336.63 $**	**847 337 $**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : Jean-François Rondou Téléphone : 514-868-3837
Service/Arrondissement :

Période : Année : 2016 **-16** Description de l'écriture : GDD 1174921001

Virement de crédits demandé en vertu de : ◉ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
○ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6101	7715020	802713	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000		847 337.00	
2	6101	7715020	800250	07165	57201	000000	0000	167003	000000	15015	00000	831 853.00		
3	6101	7715020	800250	07165	54507	000000	0000	167040	000000	15015	00000	15 484.00		
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
Total de l'écriture :												**847 337.00**	**847 337.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174921001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder à Les Entreprises Ventec inc. le contrat au montant de 1 111 848,49 $ pour la réalisation des travaux d'aménagement de deux placettes multifonctionnelles aux parcs de Kent et de Notre-Dame-de-Grâce (LEGS du 375ieme de Montréal) et autoriser une dépense à cette fin de 1 132 543,99 $, incluant toutes les taxes applicables dont 186 826,99 $, net de taxes, du surplus libre de l'arrondissement, (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-16-AOP-DAI-048.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1174621001 59 Legs Placettes multifonct Ventec.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel BOUGIE
Préposée au budget
Tél : 514-872-9547

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-02

Pascal-Bernard DUCHARME
Chef de section - conseil et soutien financiers
Tél : 514 872-2059

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1172703002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Néolect inc. le contrat pour les travaux d'électricité de la Place de Vimy du Parc Notre-Dame-de-Grâce, autoriser une dépense à cette fin de 136 908,49$, incluant toutes les taxes applicables (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG -17-AOP-DA-019.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'accorder à Néolect inc. le contrat des travaux d'électricité pour l'éclairage de la Place de Vimy du Parc Notre-Dame-de-Grâce aux prix et conditions de sa soumission datée du 20 février 2017, conformément aux documents d'appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-DA-019.

D'autoriser une dépense à cette fin de 103 545,00$ avant taxes, pour un total de 136 908,49$, taxes et contingences incluses.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-28 14:35

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1172703002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Néolect inc. le contrat pour les travaux d'électricité de la Place de Vimy du Parc Notre-Dame-de-Grâce, autoriser une dépense à cette fin de 136 908,49$, incluant toutes les taxes applicables (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-DA-019.

CONTENU

CONTEXTE

La partie sud du parc Notre-Dame-de-Grâce a été officiellement désignée Place de Vimy. La reconnaissance de cette partie du parc comme lieu commémoratif de la bataille de Vimy est venue renforcer l'importance du Monument aux braves et de ses abords. Les aménagements sont âgés et nécessitent d'être remis en état.
Des travaux d'électricité sont nécessaires pour remplacer les lampadaires endommagés et ajouter un éclairage spécialisé pour mettre en valeur le monument.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 170271 Délimiter et désigner une place de Vimy dans la partie sud du parc Notre-Dame-de-Grâce depuis le Monument aux braves jusqu'à la rue Sherbrooke (1162703008)
CE16 1909 Autoriser un virement budgétaire de 500 000 $ en provenance du budget PTI du Service des grands parcs du verdissement et du Mont-Royal vers le budget PTI de l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce aux fins d'aménagement de la Place de Vimy dans le parc Notre-Dame-de-Grâce (1165209002)

DESCRIPTION

Les travaux d'électricité pour l'éclairage du site commémoratif du parc Notre-Dame-de-Grâce visent :
· le remplacement de six lampadaires ;
· l'ajout de projecteurs incluant leurs contrôles électriques pour éclairer le monument ;
· l'ajout de projecteurs au sol incluant leur cage de protection et fondation pour éclairer les arbres à l'arrière du monument ;
· l'ajout d'un circuit électrique indépendant près du monument pour répondre aux besoins lors d'événements spéciaux;
· tous les travaux d'excavation et de remblais pour permettre le passage souterrain des conduits électriques.

Les travaux seront réalisés après la fonte des neiges, lorsque les sentiers pourront être utilisés par des véhicules. Toutefois, les lampadaires existants devront être retirés avant la célébration du 9 avril et les travaux devront être suspendus du 5 au 11 avril et le chantier

devra être libéré de tout équipement pour permettre la tenue de la célébration du 100e anniversaire de la bataille de Vimy.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres a été publié du 1er au 20 février 2017. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture.
L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 18 jours, conformément au délai minimal requis par la *Loi sur les cités et villes* .

Il n'y a pas eu d'addenda émis durant la période de publication de l'appel d'offres.

Trois firmes ont déposé une soumission.

Les résultats des soumissions sont présentés dans le tableau suivant:

Soumissionnaire	Prix de base (taxes incluses)	Contingences	Total de la soumission
Néolect inc.	119 050,86 $	17 857,63 $	136 908,49 $
Senterre entrepreneur général inc.	123 345,18 $	18 501,78 $	141 846,96 $
Ondel inc.	142 278,30 $	21 341,74 $	163 620,04 $
Coût moyen des soumissions conformes 147 458,50 $ total du coût des soumissions conformes / nombre de soumission Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) 7,7 % (Coût moyen des soumissions conformes - la plus basse conforme) / la plus basse X 100			
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) 26 711,55 $ la plus haute conforme - la plus basse conforme Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) 19,5 % (la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse X 100			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) 8 792,67 $ la plus basse conforme - estimation Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) 6,9 % (la plus basse conforme - estimation) / estimation X 100			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) 4938,47 $ la deuxième plus basse - la plus basse Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) 3,6 % (la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse X 100			

N.B. Sur le procès-verbal d'ouverture des soumissions, les prix de Néolect inc. et Ondel inc. n'incluent pas les contingences

Prix de base:
Néolect inc, plus bas soumissionnaire, a présenté une soumission au prix total de 136 908,49 $ incluant les taxes.

Contingences:
Une provision égale à 15 % du prix de base incluant les taxes, pour un montant de 17

857,63 $, est prévue au bordereau de soumission. Cette provision sera utilisée pour couvrir tout ajout ou modification au contrat, conditionnellement à l'approbation de l'arrondissement, lorsque ces travaux sont justifiés durant le chantier.

L'objet du contrat ne nécessite pas de fournir une attestation de l'AMF.

Une attestation valide délivrée le 11 octobre 2016 par Revenu Québec fut déposée avec la soumission (voir section «Pièces jointes»). Cette attestation est valide jusqu'au 31 mai 2017.

Le numéro de la licence RBQ de l'adjudicataire recommandé, Néolect inc, est le suivant: 8315-8105-31.

La Direction de l'arrondissement recommande l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme, Néolect inc, pour un montant total de 136 908,49 $ (cent trente-six mille neuf cent huit dollars et quarante-neuf sous) incluant 15 % pour les contingences et toutes les taxes applicables. Le montant soumis par Néolect inc. est plus élevé que le montant total estimé par les professionnels du projet et qui s'élève à 128 115,82 $ incluant 10 % pour les contingences et toutes les taxes. Le dépassement de 8 792,67 $ est explicable par l'augmentation des contingences de 10 % à 15 %, soit la somme de 5 952,54 $. La soumission la plus basse dépasse donc de 2 840,13 $ l'estimation faite par nos professionnels, ce qui est équivalent à 2 %.

Les contingences ont été augmentées à 15 % car les bases de béton des lampadaires sont âgées et le remplacement de certaines d'entre elles sera peut être nécessaire en cours de chantier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense sera assumée à 100 % par la ville centre. La ville centre a autorisé un virement budgétaire de 500 000 $ en provenance du budget PTI du Service des grands parcs du verdissement et du Mont-Royal vers le budget PTI de l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce aux fins d'aménagement de la Place de Vimy (CE16 1909).
Ce dossier sera donc financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 13-014 – Protection immeuble, installation sportive et aquatique, travaux d'aménagement et de réaménagement de parcs.

Les informations budgétaires et financières sont indiquées dans la certification de fonds de la Direction des services administratifs et du greffe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une attention particulière sera portée à tous les éléments existants dans le parc Notre-Dame-de-Grâce, comme les espaces verts, les arbres et autres installations. Le projet sera réalisé selon les exigences de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis a été transmis aux citoyens quant à la fermeture temporaire d'une partie du parc.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

6 mars 2017 - Octroi du contrat
15 mai 2017 - Fin des travaux

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la Politique municipale d'attribution des contrats. La Politique de gestion contractuelle, en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes, a été incluse à l'offre de service des firmes invitées. Les règles d'adjudication des contrats de services professionnels ont été respectées.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Katerine ROWAN)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis BRUNET
Chef de division
Cadre sur mandat

Tél : 872-1569
Télécop. : 868-5050

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Stephane P PLANTE
Directeur d'arrondissement

Tél : 514 872-6339
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1172703002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder à Néolect inc. le contrat pour les travaux d'électricité de la Place de Vimy du Parc Notre-Dame-de-Grâce, autoriser une dépense à cette fin de 136 908,49$, incluant toutes les taxes applicables (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG -17-AOP-DA-019.

Attestation Revenu Québec.pdf Formulaire de soumission.pdf Récapitulatif PV.pdf

RÉSULTATS.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis BRUNET
Chef de division
Cadre sur mandat

Tél : 872-1569
Télécop. : 868-5050

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2015-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à :

NEOLECT INC.
104, BOUL. MONTCALM N
CANDIAC (QUEBEC) J5R 3L8

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1166302126

Elle atteste que l'entreprise désignée ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à l'entreprise désignée.

Numéro de l'attestation : 605142-TKCZ-0360151
Date et heure de délivrance de l'attestation : 15 février 2017 à 9 h 54 min 18 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 mai 2017

Vous pouvez vérifier l'authenticité de cette attestation sur le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse **www.revenuquebec.ca.**

Assurez-vous que l'attestation a été délivrée dans le délai prévu par la législation en vigueur.

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : CDN-NDG-17-AOP-DA-019

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Bureau Accès Montréal 5160, boul.Décarie, bureau 600 Montréal (Québec) H2X 2H9, avant 11 h
1	2	2017	20	2	2017	

TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ POUR L'ÉCLAIRAGE DU SITE COMMÉMORATIF DU PARC NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux d'électricité tel que plans, incluant les contingences	
Montant total avant taxes :	103,545,00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	5,177,25 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	10,328,61 $
Montant total :	**119,050,86 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1166302126

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): NÉOLECT INC.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

104, BOUL. MONTCALM NORD, CANDIAC QC J5R 3L8

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 450-659-5457		
GILLES VIAU	Télécopieur : 450-659-9265		
	Courriel : info@neolect.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	20	2	2017

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-17-AOP-DA-019

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **lundi 20 février 2017** à **11 heures.**

Sont présents :

• Katerine Rowan	Avocate Secrétaire d'arrondissement substitut	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Louis Brunet	Architecte, M.O.A.Q. Cadre, mandats stratégiques	Direction de l'arrondissement
• Danièle Lamy	Secrétaire d'unité administrative	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-17-AOP-DA-019 PARC NOTRE-DAME-DE-GRÂCE – Travaux d'électricité pour l'éclairage de la Place de Vimy** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement substitut de la division du greffe.
Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX**
SENTERRE ENTREPRENEUR GÉNÉRAL INC.	141 846,96 $
ONDEL INC.	142 278,30 $
NÉOLECT INC.	119 050,86 $

L'appel d'offres sur invitation de la Direction de l'arrondissement a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 1er février 2017.

Le secrétaire d'arrondissement substitut transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la Direction de l'arrondissement, pour étude et rapport

Katerine Rowan
Avocate Secrétaire d'arrondissement substitut
Division du greffe

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSULTAT DE SOUMISSION PUBLIQUE
Date de publication : 1 février 2017
Date d'ouverture : 20 février 2017

CDN-NDG-17-AOP-DA-019 **PARC NOTRE-DAME-DE-GRÂCE – Travaux d'électricité pour l'éclairage de la Place de Vimy**		
SOUMISSIONS		
1	SENTERRE ENTREPRENEUR GÉNÉRAL INC.	141 846,96 $
2	ONDEL INC.	142 278,30 $
3	NÉOLECT INC.	119 050,86 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	BRUNEAU ÉLECTRIQUE INC.
2	NÉOLECT INC.
3	ONDEL INC.
4	SENTERRE ENTREPRENEUR GÉNÉRAL INC.
5	SYSTÈMES URBAINS INC.

Préparé le 20 février 2017

…2

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1172703002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder à Néolect inc. le contrat pour les travaux d'électricité de la Place de Vimy du Parc Notre-Dame-de-Grâce, autoriser une dépense à cette fin de 136 908,49$, incluant toutes les taxes applicables (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG -17-AOP-DA-019.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse des soumissions CDN-NDG-17-AOP-DA-019.pdf

Intervention - CDN-NDG-17-AOP-DA-019.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Katerine ROWAN
secrétaire-recherchiste
Tél : 514 872-9492

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe
Tél: 514 868-4358

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-27

Denis GENDRON
Directeur
Tél : (514) 872-8436

Division : Direction des services administratifs et du greffe

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-17-AOP-DA-019**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMF[1]	Attestation fiscale	Liste PGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
SENTERRE ENTREPRENEUR GÉNÉRAL INC.	1163476766	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	NON FOURNIE	Défaut mineur pouvant être rectifié: omission d'inclure l'Annexe H	OK
ONDEL INC.	1143586387	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		Défaut mineur pouvant être rectifié: l'Annexe H n'est pas adéquatement complétée	OK
NÉOLECT INC.	1166302126	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		OK

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2017-02-20**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2017-02-20**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMF est exigée. Vérification en date du **2017-02-20**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-17-AOP-DA-019

No du GDD : 1172703002

Titre de l'appel d'offres : Parc Notre-Dame-de-Grâce - Travaux d'électricité pour l'éclairage de la Place de Vimy

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 1 - 2 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Ouverture originalement prévue le : 20 - 2 - 2017

Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : 20 - 2 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 60%

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0%

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 20 - 6 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

	Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
	NÉOLECT INC.	*136 908,49 $		
	SENTERRE ENTREPRENEUR GÉNÉRAL INC.	141 846,96 $		
	ONDEL INC.	**163 620,04 $		

Information additionnelle

Les montants soumis incluent 15 % de contingences.
*Le montant de 119 050,86 $ soumis (Section A du bordereau de soumission) et annoncé dans le procès-verbal n'incluait pas les contingences - le montant total soumis incluant les contingences est de 136 908,49 $ (Section C du bordereau de soumission). Néolect inc. demeure au 1er rang.
**Le montant de 142 278,30 $ soumis (Section A du bordereau de soumission) et annoncé dans le procès-verbal n'incluait pas les contingences - le montant total soumis incluant les contingences est de 163 620,04 $ (Section C du bordereau de soumission). Ondel inc. demeure au 3e rang.

Préparé par : Katerine Rowan

Le 20 - 2 - 2017

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1172703002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder à Néolect inc. le contrat pour les travaux d'électricité de la Place de Vimy du Parc Notre-Dame-de-Grâce, autoriser une dépense à cette fin de 136 908,49$, incluant toutes les taxes applicables (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG -17-AOP-DA-019.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1172703002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-27

Denis GENDRON
Directeur

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1172703002

Calcul des dépenses totales - financement de la ville centre - 100%

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Contrat travaux - Néolect inc.	103 545.00 $	5 177.25 $	10 328.61 $	119 050.86 $	10 341.06 $	108 709.81 $
Contingences (15%)	15 530.00 $	776.50 $	1 549.13 $	17 855.63 $	1 550.57 $	16 305.07 $
Total	**119 075.00 $**	**5 953.75 $**	**11 877.74 $**	**136 906.49 $**	**11 891.62 $**	**125 014.87 $**

INFORMATION BUDGÉTAIRE

Imputation	**PTI Corporatif - programme de réaménagement des parcs anciens**
Requérant:	59-00
Projet :	34227
Sous-projet :	1634227-010
Projet Simon :	**165773**
Montant :	125 014.87 $

	2016	2017	2018	Ult	TOTAL
Budget au net au PTI - 2016-2018		**125**	**-**	**-**	**125**
Prévision de la dépense					
Brut		**125**	**-**	**-**	**125**
Autre			**-**	**-**	**-**
Sub-C	**-**	**-**	**-**		**-**
Net	**-**	**125**	**-**	**-**	**125**
Écart	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1177202002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de trois (3) contrats de services pour l'entretien sanitaire, l'accueil et le soutien à l'organisation des locaux dans trois (3) installations prêtées aux Loisirs sportifs CDN-NDG pour une période d'un an et octroyer une dépense totale de 846 428 $, taxes incluses si applicables.

D'autoriser la signature de trois contrats de services pour l'entretien sanitaire, l'accueil et le soutien à l'organisation des locaux dans trois installations prêtées à l'organisme Loisirs sportifs CDN–NDG pour une période d'un an et octroyer une dépense totale de 846 428 $ toutes taxes incluses si applicables.
D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-03-02 09:44

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177202002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de trois (3) contrats de services pour l'entretien sanitaire, l'accueil et le soutien à l'organisation des locaux dans trois (3) installations prêtées aux Loisirs sportifs CDN-NDG pour une période d'un an et octroyer une dépense totale de 846 428 $, taxes incluses si applicables.

CONTENU

CONTEXTE

En décembre 2014, le conseil d'arrondissement mandatait la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) pour préparer un nouveau Cadre d'intervention en sports et loisirs, une nouvelle Politique de reconnaissance et, enfin, de nouveaux modèles d'entente dans ces domaines d'activité. Par ailleurs, le vérificateur général de la Ville a effectué deux (2) audits dans différents arrondissements et services portant sur la gestion des contributions versées aux organismes sans but lucratif; le premier rapport comprend quatorze (14) recommandations et le deuxième en compte seize (16). Comme l'arrondissement faisait spécifiquement l'objet du deuxième rapport, un plan d'action a été déposé au bureau du Vérificateur général le 23 mars 2016.
En considération de ces nouveaux facteurs, la DCSLDS a revu toutes les ententes (convention de contribution financière, contrat de service et entente de prêt de locaux) en fonction des activités visées.

Les ententes liant l'arrondissement et les Loisirs sportifs CDN–NDG (LSCDN-NDG) pour les activités réalisées dans plusieurs installations prêtées par l'arrondissement, notamment les deux centres sportifs sont venues à échéance le 31 décembre 2016. Ce sommaire vise donc l'autorisation de signer trois (3) contrats de service pour l'entretien sanitaire, l'accueil et le soutien à l'organisation des locaux dans trois (3) installations prêtées aux Loisirs sportifs CDN-NDG pour une période d'un an et l'approbation d'une dépense totale de 846 428 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 170152: 1) Autoriser la signature d'une convention de partenariat à intervenir entre l'arrondissement et l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce pour la réalisation des volets gestion de centre, encadrement d'activités de loisirs, encadrement de clubs de vacances et encadrement de l'entretien sanitaire pour la période du 1er mai 2013 au 31 décembre 2016 et le versement d'une contribution financière totale de 3 769 838,33 $ pour le centre sportif Côte-des-Neiges, le centre St-Kevin, le centre sportif Westhill, le centre sportif Confédération et le centre Trenholme. 2) Autoriser la signature d'une convention de partenariat à intervenir entre l'arrondissement et l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce pour la réalisation du volet "encadrement d'activités de loisirs" pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016 et le versement d'une contribution financière totale de 556 524,00 $ pour le centre sportif de Notre-Dame-de-Grâce.

CA13 170359: Accorder à l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce le contrat de gré à gré pour la gestion et l'exploitation du Centre sportif de Notre-Dame-de-Grâce (accueil, entretien sanitaire, paysagement extérieur et déneigement, piscine et bassin multifonctionnel de même que la réalisation de l'offre de services en sport et loisir pour une période de trois (3) ans, soit du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016, renouvelable pour une période de deux (2) années supplémentaires, aux mêmes termes et conditions, au prix et conditions de son offre de services et autoriser une dépense à cette fin de 2 719 631, 92 $ (indexation, taxes et ristourne comprises).

CA 16 170336 Adopter le Programme d’animation d’un centre sportif pour la période 2017-2021 et autoriser conformément à ce programme la signature d'une convention de contribution financière avec l'organisme Loisirs sportifs CDN–NDG pour une période de deux ans et lui octroyer une contribution financière de 2 317 290 $, toutes taxes incluses si applicables.

DESCRIPTION

Le 4 novembre 2016, la DCSLDS a rencontré LSCDN-NDG pour discuter des nouvelles modalités entourant les diverses ententes à signer en lien avec les diverses responsabilités que l'arrondissement souhaite partager avec lui. Les cahiers de charge pour chacune des installations prêtées ont été transmis à LSCDN-NDG le 11 novembre et LSCDN−NDG a déposé une soumission le 23 novembre 2016.
Les services attendus sont l'accueil, le soutien à l'organisation des locaux et l'entretien sanitaire pour les installations suivantes :

1. Centre sportif Côte-des-Neiges (CSCDN): 355 214 $
2. Centre sportif Notre-Dame-de-Grâce (CSNDG): 453 314 $

L'accueil et le soutien à l'organisation des locaux uniquement pour :

1. Centre Trenholme: 7 873 $

Le coût des contrats totalisant 846 428 $ permet de respecter le cadre budgétaire de la Direction. Toutes les taxes sont comprises.

Pour le Centre sportif Côte-des-Neiges et le Centre Trenholme, la Ville et LSCDN−NDG sont liés par une convention de partenariat depuis 1996. Quant au Centre sportif de Notre-Dame-de-Grâce, la première entente a été entérinée par le conseil d'arrondissement à sa séance du 28 juin 2010 (numéro de résolution CA10 170200).

JUSTIFICATION

Les ententes répondent aux recommandations du Vérificateur en ce qui concerne les activités pouvant être régies par une convention de contribution et celles devant faire l'objet d'un contrat de services taxables.
La loi sur les cités et villes permet de négocier de gré à gré une entente de services avec un organisme sans but lucratif. L'organisme a déposé une soumission répondant aux conditions des cahiers de charge et possède l'expérience requise.

L'organisme est reconnu conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif.

Ces ententes seront déposées au bureau du Vérificateur général de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En 2016, les coûts de contrat annuels pour la réalisation des différents services (accueil, soutien à l'organisation des locaux, programmation et entretien sanitaire) pour les installations visées, excluant le contrat d'entretien mécanique, totalisaient 2 150 403 $, taxes comprises si applicables. En 2017, le coût total des contrats sera de 2 044 928 $, représentant un écart de 105 475 $. Cet écart s'explique par une modification de la clause entourant la gestion des profits. L'ancien contrat de gestion du Centre sportif prévoyait un partage, à parts égales, des profits. Ceux-ci étaient de 90 000 $ pour l'exercice financier 2015. Une part de l'écart est également attribuable à une diminution significative des services taxables. Ce sommaire couvre uniquement trois contrats de service.

Imputation Montant Exercice
2406.0010000.300741.07123.54590.00000 741 918 $ 2017
2101.001000.108140.09007.55401.000000 104 510 $ 2017

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Permets l'application de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal en y intervenant sur les quatre piliers, soit le sport, le loisir, le développement social et la culture.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Soutiens l'application du nouveau Cadre de références en sports et loisirs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en œuvre;
Évaluation des services;
Évaluation des cahiers de charges.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Hélène Brousseau

Parties prenantes

Pierre LÉVESQUE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Caroline DUHAIME, Service des affaires juridiques
Marie-Andrée SIMARD, Service des affaires juridiques
René SCOTT, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

René SCOTT, 24 février 2017
Caroline DUHAIME, 22 février 2017
Pierre LÉVESQUE, 17 janvier 2017
Marie-Andrée SIMARD, 10 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève FRAPPIER
Chef de section

Tél : 514 868-5076
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

Raymond CARRIER
Chef division culture, bibliothèques

Tél : 514 872-6364
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1177202002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Autoriser la signature de trois (3) contrats de services pour l'entretien sanitaire, l'accueil et le soutien à l'organisation des locaux dans trois (3) installations prêtées aux Loisirs sportifs CDN-NDG pour une période d'un an et octroyer une dépense totale de 846 428 $, taxes incluses si applicables.

ANN_Sommaire_LSCDNDG_2017.pdf
LET-LSCDN07112016-11292016125742.pdf
LET-LSCDN311016-11292016125721.pdf
LET-LSCDN111116-11292016125757.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève FRAPPIER
Chef de section

Tél : 514 868-5076
Télécop. :

SOMMAIRE HISTORIQUE DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES
LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES/NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

HISTORIQUE - 2014-2016

ACTIVITÉS DE LOISIRS	
2014	74 871,00 $
2015	74 871,00 $
2016	74 871,00 $
Sous-total	**224 613,00 $**

ACTIVITÉS DE LOISIRS	
2014	185 508,00 $
2015	185 508,00 $
2016	185 508,00 $
Sous-total	**556 524,00 $**

GESTION DE CENTRE - C.S. CDN	
2014	826 837,00 $
2015	826 837,00 $
2016	826 837,00 $
Sous-total	**2 480 511,00 $**

ENTRETIEN SANITAIRE (Immeubles)	
2014	100 452,00 $
2015	100 452,00 $
2016	102 460,00 $
Sous-total	**303 364,00 $**

CONTRAT DE SERVICE - C.S. NDG	
2014	894 918,81 $
2015	905 564,82 $
2016	960 727,00 $
Sous-total	**2 761 210,63 $**

Grand total	**6 326 222,63 $**

PRÉVISIONS - 2017-2018

ANIMATION CENTRE SPORTIF - Contribution financière		
2017		1 158 645,00 $
2018		1 158 645,00 $
Sous-total		2 317 290,00 $

ACCUEIL-SURVEILLANCE ET ENTRETIEN - Contrat de service (T.T.I)		
2017	C.S NDG	483 314,00 $
2017	C.S CDN	355 241,00 $
Sous-total		838 555,00 $

SURVEILLANCE - Contrat de service (T.T.I)		
2017	C.S Westhill	18 188,00 $
2017	C.S. Confédération	17 573,00 $
2017	C.S. Trenholme	7 873,00 $
2017	C.S. Brébeuf	4 094,00 $
	Sous-total	47 728,00 $
	Sous-Total (contrat de service seulement)	**886 283,00 $**

Grand total	3 203 573,00 $

COMPARAISON ENTRE L'ANNÉE 2016 et 2017

TOTAL 2016	2 150 403,00 $
TOTAL 2017	2 044 928,00 $
Réserve Jeux de Montréal	4 000,00 $
ÉCART	101 475,00 $

Mise à jour: 24 novembre 2016

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Direction de la culture, des sports,
des loisirs et du développement social
5160, boulevard Décarie, bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

Montréal, le 7 novembre 2016

Mme Claudine Perreault, Directrice générale
Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
4880, avenue Van Horne
Montréal (Québec) H3W 1J3

Objet : Envoi de document – Programme Animation d'un centre sportif

Madame,

Tel que discuté lors de notre rencontre du 4 novembre dernier, vous trouverez ci-joint au courriel les documents suivants :

- Programme d'animation de centres sportifs
- Formulaire de demande de soutien financier

Pour toutes questions, n'hésitez pas à me contacter pour de plus amples explications.

Je vous prie, Madame, de recevoir mes meilleures salutations.

Mme Geneviève Frappier
Chef de section DCSLSD

GF/mco

c.c. Mme Marie-Claude Ouellet, Chef de division, DCSLDS

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Direction de la culture, des sports,
des loisirs et du développement social
5160, boulevard Décarie, bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

Montréal, le 31 octobre 2016

Mme Claudine Perreault, Directrice générale
Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
4880, avenue Van Horne
Montréal (Québec) H3W 1J3

Objet : Rencontre

Madame Perreault,

La présente lettre a pour but de vous confirmer que la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) a l'intention de renouveler ses ententes de partenariat avec Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce lorsque celles-ci viendront à échéance le 31 décembre 2016. À cet égard, nous tenons à entamer des discussions avec vous afin d'actualiser les présentes conventions.

En effet, suite au dépôt du rapport du vérificateur général en avril 2014, plusieurs démarches ont été engagées pour réviser le mode de fonctionnement de la gestion des contributions à la Ville de Montréal. Aussi, une révision du cadre d'intervention en loisirs et de ses volets afférents de l'arrondissement a été demandée à la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS). Suite à ces démarches, les exigences et les modalités touchant les ententes avec les organismes ont fait l'objet d'une révision pour y intégrer les recommandations du vérificateur général ainsi que celles des affaires juridiques. En conséquence, nous devons nous assurer que les contributions sont attribuées de façon objective, transparente et équitable. Nous croyons que cette révision est appropriée dans un contexte ou les ressources de l'arrondissement sont limitées et que les besoins des organismes sont grands.

En ce sens, nous souhaitons vous présenter les nouveaux modes de fonctionnement de l'arrondissement et discuter avec vous des modalités entourant le renouvellement de vos ententes. C'est pourquoi vous êtes convié à une rencontre ***le 4 novembre 2016*** à 9h30 au bureau d'arrondissement qui est situé au 5160, boulevard Décarie.

Je vous prie, Madame Perreault de recevoir mes meilleures salutations.

Mme Geneviève Frappier
Chef de section DCSLSD

GF/mco

c.c. Mme Marie-Claude Ouellet, Chef de division, DCSLDS

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Direction de la culture, des sports,
des loisirs et du développement social
5160, boulevard Décarie, bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

Montréal, le 11 novembre 2016

Mme Claudine Perreault, Directrice générale
Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
4880, avenue Van Horne
Montréal (Québec) H3W 1J3

Objet : Envoi de document – Cahier de charge

Madame,

Tel que discuté lors de notre rencontre du 4 novembre dernier, vous trouverez ci-joint les documents suivants :

- Cahier de charge pour la surveillance des centres sportifs : Westhill, Confédération, Trenholme et du Collège Jean-de-Bréboeuf;
- Cahier de charge pour l'accueil, la surveillance et l'entretien pour les centres sportifs : Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce.

Pour toutes questions, n'hésitez pas à me contacter pour de plus amples explications.

Je vous prie, Madame, de recevoir mes meilleures salutations.

Mme Geneviève Frappier
Chef de section DCSLSD

GF/mco

c.c. Mme Marie-Claude Ouellet, Chef de division, DCSLDS



Contrat de service CS Trenholme.doc



Contrat de service CSNDG.doc



Contrat de service CSCDN.doc

CONVENTION DE SERVICES – GESTION IMMOBILIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par Mme Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution RCA04 17044;

Ci-après nommée la **« Ville »**

ET : **LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE GRÂCE**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies,* ayant une place d'affaires au 4880, avenue Van Horne, Montréal, Québec, H3W 1J3, agissant et représentée aux présentes par M. David Mahoney, président, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 141753020RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1019925176

Ci-après nommée le **« Gestionnaire »**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville est le propriétaire de l'immeuble situé au 6800 Sherbrooke Ouest, Montréal, H4B 1P4 dont une copie des plans ont été jointe à la présente convention à l'Annexe 1 (ci-après l'« **Immeuble** »);

ATTENDU QUE le Gestionnaire désire occuper l'Immeuble pour y tenir ses activités;

ATTENDU QUE la Ville consent à mettre l'Immeuble à la disposition du Gestionnaire aux conditions mentionnées dans la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville souhaite que le Gestionnaire s'occupe de la gestion de l'Immeuble notamment la location des locaux à des fins communautaires, culturelles, sportives et de loisirs uniquement et le soutien à l'organisation des locaux de l'Immeuble;

ATTENDU QUE le Gestionnaire accepte de s'occuper de la gestion de l'Immeuble dont les locaux sont occupés à des fins communautaires, culturelles, sportives et de loisirs uniquement, notamment en s'occupant du soutien à l'organisation des locaux de l'Immeuble;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique au Gestionnaire;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Activités encadrées** » : les activités communautaires, culturelles, sportives et de loisirs compatibles avec la nature de l'Immeuble offertes aux citoyens de la Ville notamment par la Ville, le Gestionnaire ou par un organisme reconnu par la Ville, lesquels, dans tous les cas, doivent fournir un représentant sur place au moment de l'activité;

1.2 « **Annexe 1** »: le plan de l'Immeuble;

1.3 « **Arrondissement** »: l'arrondissement Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce;

1.4 « **Directrice** »: la directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement ou son représentant dûment autorisé.

ARTICLE 2
OBJET

2.1 La Ville retient les services du Gestionnaire qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des annexes jointes à la présente convention, à faire la gestion de l'Immeuble et le soutien à l'organisation des locaux de l'Immeuble.

2.2 Le Gestionnaire pourra avoir recours aux services d'un sous-traitant pour exécuter une partie de la présente convention, pourvu toutefois que la valeur de chacun des sous-contrats n'excède pas la somme de vingt-cinq mille dollars (25 000 $). Le Gestionnaire demeure responsable envers la Ville de l'exécution totale et entière de la présente convention.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, suivant la date la plus tardive et prend fin lorsque le Gestionnaire a complètement exécuté les services, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Gestionnaire la collaboration de la Directrice;

5.2 remettre au Gestionnaire les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que la Directrice ne soit avisée sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 transmettre ponctuellement au Gestionnaire, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention et dès la modification par la suite, les règlements et directives se rapportant à l'Immeuble;

5.4 payer les taxes sur les revenus provenant de la location des locaux de l'Immeuble, lesquels revenus seront conservés par le Gestionnaire;

5.5 assumer les coûts de chauffage et maintenir en tout temps l'Immeuble à une température convenable selon la saison;

5.6 assumer les coûts d'électricité nécessaire à l'utilisation de l'Immeuble selon les besoins raisonnable des organismes qui utilisent l'Immeuble;

5.7 faire l'entretien sanitaire de l'Immeuble;

5.8 déneiger les sentiers piétonniers et le stationnement.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU GESTIONNAIRE

Le Gestionnaire doit :

6.1 exploiter l'Immeuble, étant entendu qu'il doit optimiser son potentiel d'utilisation au bénéfice des citoyens et partager son occupation en respectant les conditions ci-après énoncées :

6.1.1 le Gestionnaire met à la disposition de la Ville les espaces demandés par la Directrice, pour son personnel ou la tenue d'activités, étant entendu que ces demandes se feront de manière occasionnelle et dans un délai raisonnable. La Ville a préséance sur les plages horaires non attribuées au moment de la requête;

6.1.2 doit concevoir un calendrier de l'utilisation prévue de l'Immeuble et en donner accès, sur demande, à la Directrice;

6.1.3 dans la mesure du possible, permettre aux organismes occupant l'Immeuble d'occuper des espaces de rangement gratuitement;

6.1.4 assurer l'accueil et le soutien à l'organisation des locaux de l'Immeuble en confiant, notamment auprès de personnes compétentes, et ce, pendant toute la durée de la présente convention, la responsabilité :

6.1.4.1 d'effectuer périodiquement une tournée des locaux afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens sous sa responsabilité;

6.1.4.2 de diriger, s'il y a lieu, la clientèle aux endroits et services demandés;

6.1.4.3 de fournir les informations concernant les services et la programmation des activités;

6.1.4.4 de répondre aux demandes en personne, par téléphone ou Internet;

6.1.4.5 d'effectuer le suivi des réservations de locaux;

6.1.4.6 d'assurer en tout temps, incluant en dehors des heures d'ouverture, que les biens de la Ville sont en sécurité, notamment en s'assurant que le système d'alarme, s'il y a lieu, est actif en tout temps pendant cette période.

6.1.5 produire des rapports d'incidents et de plaintes et, sur demande de la Directrice, lui en fournir une copie;

6.1.6 permettre l'occupation de l'Immeuble à des organismes approuvés au préalable par la Directrice et à cet effet, autorise le Gestionnaire à conserver les revenus provenant de l'occupation d'un local de l'Immeuble. Tout revenu provenant de l'occupation d'un local de l'Immeuble mentionnés à la présente convention, doivent faire l'objet de postes budgétaires distincts dans ses états financiers, tel que précisé à la présente convention

Installations de l'Immeuble :

6.2 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec la Directrice ou toute autre personne désignée par celle-ci et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu toutefois que le Gestionnaire demeure responsable des moyens requis pour exécuter la présente convention.

6.3 prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve présentement. La signature de la présente convention confirme que le Gestionnaire s'en déclare satisfait;

6.4 n'utiliser l'Immeuble qu'à des fins communautaires, culturelles, sportives et de loisirs. Les parties conviennent que toutes les activités de nature privée ou commerciale, incluant, sans limitation, les mariages, baptêmes et banquets, doivent être approuvées au préalable et par écrit par la Directrice. Toute activité de financement doit être soumise à l'approbation préalable de la Ville;

6.5 s'astreindre d'entreprendre des travaux, de modifier ou de transformer, de façon permanente ou temporaire, l'Immeuble, le terrain et le stationnement sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Ville. Lorsque la Ville transmettra son accord, elle avisera également le Gestionnaire des conditions applicables à ces changements;

6.6 respecter les jours et les heures d'accès déterminés et communiqués par la Directrice. Pour tenir des Activités encadrées en dehors de ces jours et heures, le Gestionnaire devra obtenir au préalable l'autorisation de la Directrice;

6.7 se conformer en tous points à toute législation, règlementation ou ordonnance applicables à lui-même, à l'Immeuble ou aux Activités encadrées qui y sont tenues, quelle que soit l'autorité compétente qui l'aura décrétée. Le Gestionnaire devra également se conformer aux instructions, directives, politiques, procédures et autres recommandations d'usage provenant de la Ville, de la Directrice ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, tel que pour la consommation d'alcool;

6.8 s'assurer que l'Immeuble est utilisé de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Cette obligation s'applique également, mais sans s'y limiter, aux aménagements temporaires ou permanents, intérieurs ou extérieurs;

6.9 éviter de troubler la jouissance normale des autres occupants de l'Immeuble et assurer la quiétude du voisinage de l'Immeuble, en limitant les nuisances causées par le bruit lors des Activités encadrées se déroulant dans l'Immeuble ou à l'extérieur de l'Immeuble et en veillant à ce que les citoyens participant aux Activités encadrées ainsi que leurs accompagnateurs respectent les obligations prévues à la présente convention;

6.10 vérifier quotidiennement, l'état de l'Immeuble et des divers systèmes et aviser sans délai la Directrice, par écrit, des situations, états, conditions ou faits qui peuvent être considérés comme un risque pour les personnes et les biens de la Ville lorsque la réparation ou le redressement de la situation incombe à la Ville, le Gestionnaire étant responsable de tout dommage causé par son défaut de donner tel avis;

6.11 éviter de placer un équipement lourd, affiche, pancarte ou autre accessoire publicitaire, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Immeuble sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de la Directrice. Advenant le cas où la Directrice autorise qu'une affiche ou une pancarte y soit placée, le Gestionnaire s'engage à respecter les normes de l'Immeuble concernant l'affichage et l'identification des Activités encadrées;

6.12 remettre à ses frais, à l'expiration de la présente convention, l'Immeuble et ses locaux dans son état initial, à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties. Le Gestionnaire devra également réparer l'Immeuble et ses locaux ou, au besoin, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable, sous réserve de l'usure normale;

Responsabilités

6.13 tenir la Ville indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre fait et cause pour la Ville et intervenir dans toutes actions intentées contre cette dernière résultant directement ou indirectement de la présente convention, sauf en cas de négligence de la Ville, de ses employés ou représentants;

6.14 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer à l'Immeuble et ses locaux résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux incluant notamment le bris ou vandalisme survenus dans l'Immeuble et ses locaux pendant la durée de la présente convention ou de tout renouvellement, s'il y a lieu;

Conseils

6.15 accorder à la Directrice, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et, à

cette fin, il s'engage à faire parvenir à la Directrice un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme. La Directrice pourra désigner un représentant autorisé pour assister à une assemblée;

Prévention d'incendies

6.16 mettre en œuvre et maintenir des procédures d'évacuation en cas d'incendie, qui devront inclure, notamment des exercices d'évacuation et la désignation des responsables d'étage, le tout en conformité avec les exigences du Service de prévention des incendies de la Ville ou des assureurs;

6.17 voir à ce que les issues et leurs accès ainsi que la signalisation soient en tout temps libres de toute obstruction ou tout encombrement susceptible d'en réduire l'efficacité;

6.18 à l'exception des produits nécessaire pour l'exploitation de l'Immeuble, éviter d'entreposer ou de garder des produits explosifs, inflammables ou dangereux dans l'Immeuble ni ne permettre à quiconque d'y entreposer ou d'y garder de tels produits;

Consommation électrique

6.19 voir à ce que la demande et la consommation d'énergie n'excèdent en aucun temps la capacité de la canalisation électrique de l'Immeuble. Lorsqu'il y a utilisation d'un système d'amplification ou d'éclairage, affecter une personne compétente à cette tâche. Aucune modification à ces systèmes ne peut être faite;

Accès à l'Immeuble

6.20 maintenir l'accessibilité à l'Immeuble pour les personnes à mobilité réduite, et ce, en respect du *code du bâtiment des édifices publics*;

6.21 permettre à la Ville de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien ou d'inspection dans l'Immeuble ou d'entrer dans l'Immeuble à ces fins, sans indemnité, pour autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable. Si, suite à une inspection, la Ville avait des recommandations de correction à faire au Gestionnaire, ce dernier s'engage à effectuer toutes les corrections demandées par la Ville dans le délai imparti;

6.22 permettre à tout acheteur éventuel, pendant les douze (12) mois qui précèdent la fin de la présente convention, de visiter l'Immeuble;

Autorisation de l'Autorité des marchés financiers du Québec

6.23 lorsque la valeur des honoraires prévus à la présente convention, incluant, s'il y a lieu, tout renouvellement, est d'un million de dollars (1 000 000 $) et plus, le Gestionnaire devra remettre à la Ville une copie de son autorisation de l'Autorité

des marchés financiers du Québec et de tout renouvellement de celui-ci dans les dix (10) jours suivant sa réception;

Assurances

6.24 souscrire et maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par événement ou accident, une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour dommages corporels et matériels. Ce contrat d'assurance doit comporter un avenant désignant la Ville comme coassurée et précisant qu'aucune franchise n'est opposable à cette dernière. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation du contrat d'assurance, l'assureur devra donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, au numéro 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, un préavis de trente (30) jours. Ainsi, le contrat d'assurance devra contenir un avenant à cet effet et copie devra également être fournie à la Ville. La Ville se réserve le droit de modifier le montant de la couverture d'assurance exigé à la présente convention;

6.25 remettre à la Ville, à la signature de la présente convention, une copie du certificat du contrat d'assurance et de ses avenants ci-dessus mentionnés et à chaque année par la suite, au moins quinze (15) jours avant l'échéance, une preuve de son renouvellement;

État financiers

6.26 pour les revenus provenant de l'exploitation de l'Immeuble, tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités du Gestionnaire et faisant état des fins pour lesquelles ces revenus ont été utilisés;

6.27 transmettre à la Directrice, pour chaque année de la présente convention, ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités du Gestionnaire, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

6.28 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, le Gestionnaire accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

6.29 remettre, avant le cinquième jour de chaque mois, à la Directrice, une attestation détaillée des revenus reçus par le Gestionnaire au cours du mois précédent et concernant l'occupation d'un local de l'Immeuble;

Employés du Gestionnaire

6.30 assurer la sécurité des utilisateurs de l'Immeuble notamment en ayant, en tout temps, le personnel adéquat dûment qualifié pour assurer la supervision et l'encadrement des Activités encadrées, lequel doit être habilité à dispenser les premiers soins au public;

6.31 former l'ensemble du personnel permanent lié aux opérations et au moins un employé permanent lié à l'administration à un cours de Premiers soins RCR Niveau C. Cette formation doit être renouvelée à tous les deux (2) ans. Le Gestionnaire doit s'assurer qu'au moins une personne formée en RCR soit présente lorsqu'il y a des Activités encadrées. Le Gestionnaire doit offrir une formation de base pour les autres membres du personnel lié aux opérations, afin de répondre aux incidents liés aux activités régulières;

6.32 s'assurer que ses employés font preuve de politesse et de courtoisie envers le public. La Directrice se réserve le droit de signifier au Gestionnaire son insatisfaction à l'égard d'employés pour motifs sérieux. Dans un tel cas, le Gestionnaire devra réaffecter l'employé à des tâches différentes et procéder à des avertissements afin que des mesures de corrections soient apportées;

6.33 se conformer aux prescriptions de *la Loi sur la santé et la sécurité au travail* et la réglementation adoptée en vertu de cette loi;

6.34 s'assurer que ses employés se conforment aux dispositions de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et ses règlements;

6.35 aux fins de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail,* assumer les responsabilités qui en découlent à titre d'employeur pour son personnel, afin d'éviter que tout manquement à l'une de ces obligations prévues dans la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et à ses règlements engage la responsabilité de la Ville;

6.36 fournir à la Directrice, avant le début de la présente convention, et sur demande par la suite, les documents établissant que le Gestionnaire se conforme à toutes exigences légales imposées aux employeurs en matière de santé et sécurité au travail et fournir son numéro d'employeur de la *Commission de la santé et la sécurité au travail*;

6.37 faire rapport de tout accident survenu à ses employés par le fait ou à l'occasion du travail, en transmettant à la Directrice une copie de l'avis qu'il envoie à la *Commission de la santé et la sécurité au travail.* Cette copie doit parvenir à la Directrice à l'intérieur d'un délai de quinze (15) jours suivant l'accident.

6.4 Le Gestionnaire n'assumera aucunes taxes ainsi qu'aucuns coûts pour les permis relativement à l'Immeuble.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DE LA DIRECTRICE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, la Directrice a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Gestionnaire quant à l'interprétation de la présente convention incluant ses annexes.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En plus des frais et des revenus conservés par le Gestionnaire prévus à l'article 6.1.6 de la présente convention, en contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Gestionnaire, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de sept mille huit cent soixante-treize dollars (7 873 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Gestionnaire.

8.2 À l'exception des revenus prévus à l'article 6.1.6, le Gestionnaire devra soumettre à la Ville une ou des factures détaillées conformément à la valeur des honoraires établis à l'article 8.1 et précisant le montant des honoraires et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ. Le Gestionnaire reconnaît et accepte que la Ville n'acquittera pas ses honoraires si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ;

Cette somme est payable par la Ville dans les trente (30) jours de l'approbation par la Directrice d'une facture du Gestionnaire.

8.3 Pour les revenus prévus à l'article 6.1.6, le Gestionnaire devra, avant le cinquième jour de chaque mois, soumettre à la Directrice une facture détaillée précisant le montant de la somme perçue le mois précédent, plus les taxes, le cas échéant, par le Gestionnaire pour l'occupation d'un local de l'Immeuble;

8.4 Aucun paiement d'honoraires versé au Gestionnaire ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.5 Le Gestionnaire ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Gestionnaire :

9.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur qu'il détient sur les guides, programmes, documents et rapports relatifs à l'Immeuble et réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

9.2 garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur des guides, programmes, documents et rapports relatifs à l'Immeuble qu'il a créés ou des guides, programmes, rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention.

ARTICLE 10
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1 La Ville concède au Gestionnaire, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, non transférable et révocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les guides, programmes, documents et rapports se rapportant à l'Immeuble et réalisés par le Gestionnaire, ses employés ou ses sous-traitants.

10.2 Le Gestionnaire garantit à la Ville que tout guide, programme, document ou rapport, qu'il soit sous support électronique, papier ou vidéo, sera original, qu'il sera inédit, qu'il ne contient aucune matière susceptible de violer les droits d'auteur de quiconque.

10.3 Le Gestionnaire garantit à la Ville que tout guide, programme, document ou rapport ne contiendra aucun libelle, propos diffamatoire, ni élément illégal et qu'il ne contiendra aucun élément susceptible de violer quelque entente antérieure liant le Gestionnaire à un tiers eu égard, notamment à des informations de nature confidentielle ou faisant l'objet d'un engagement de non-divulgation ou de non-publication.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. La Directrice avise le Gestionnaire par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. Sur réception de cet avis, le Gestionnaire doit soumettre à la Directrice tous les guides, programmes, documents et rapports relatifs à l'Immeuble et ses locaux qu'il a en sa possession incluant les ententes de services reliées à l'Immeuble et les baux. Le Gestionnaire devra également émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus et de la valeur des biens fournis, le cas échéant, qui demeurent impayés à la date de l'avis de la Directrice en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services approuvés et rendus jusqu'à la date de la résiliation. Le Gestionnaire n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Gestionnaire aux termes des articles 6.13, 6.14, 6.27, 6.28, 6.29, 6.36, 6.37, 9.1 et 10.1 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DÉFAUT

13.1 Aux fins de la présente convention, le Gestionnaire est en défaut :

13.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Gestionnaire pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis de la Directrice l'enjoignant de s'exécuter;

13.1.4 si le Gestionnaire perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 13.1.3, la Directrice avise par écrit le Gestionnaire du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai indiqué à l'article 13.1.3. La Directrice peut retenir tout versement tant que le Gestionnaire n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Gestionnaire refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.1, 13.1.2 et 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services approuvés et rendus à la date de l'avis de la Directrice ou de la survenance de l'événement, selon le cas. Le Gestionnaire n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 14

REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES

14.1 Le Gestionnaire déclare et garantit :

14.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

14.1.2 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

14.1.3 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci;

14.1.4 qu'il a les ressources humaines et matérielles nécessaires pour exécuter la présente convention.

ARTICLE 15
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

15.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

15.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

15.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

15.4 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

15.5 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

15.6 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

15.7 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Gestionnaire

Le Gestionnaire fait élection de domicile au au 4880 Van Horne, Montréal, H3W 1J3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Gestionnaire fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice.

15.8 **Représentations du Gestionnaire**

Le Gestionnaire n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

15.9 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les parties à la présente convention de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

15.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves,
Secrétaire de l'arrondissement

Le e jour de 20__

LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE GRÂCE

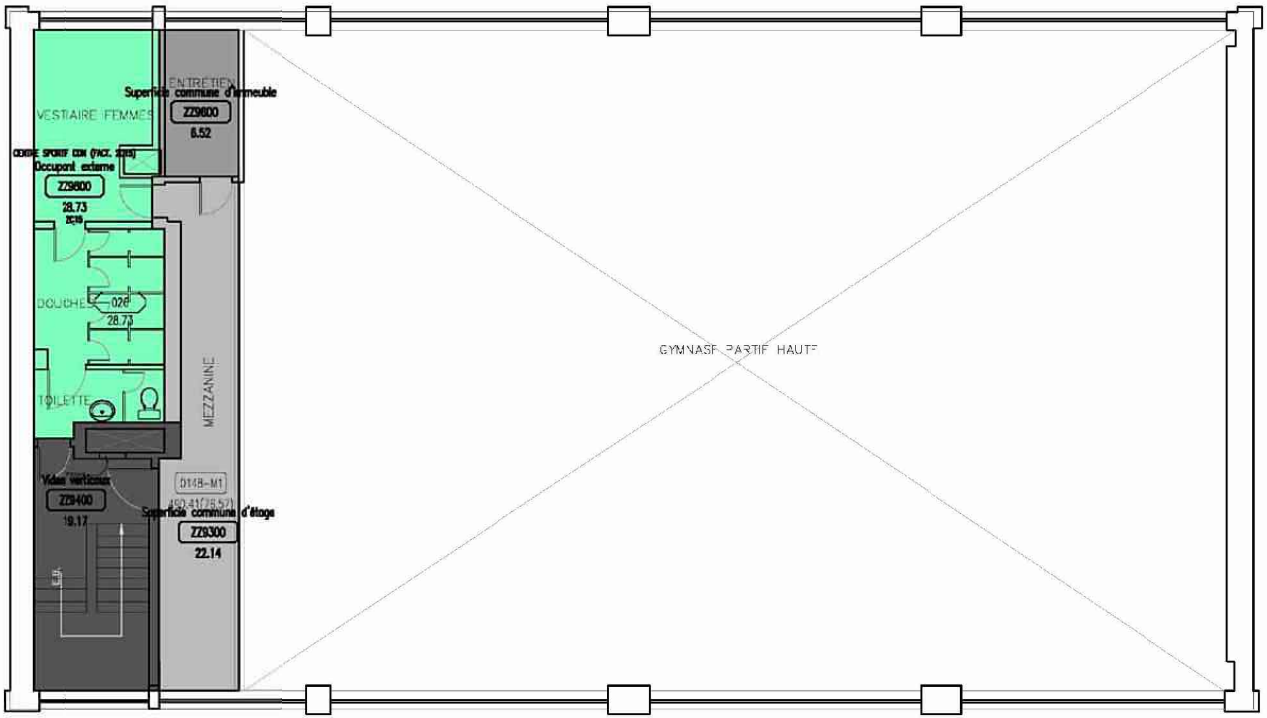
Par : _____
David Mahoney, président

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le ..... e jour de ……. 20__ (Résolution CA…….).

ANNEXE 1

PLAN DE L'IMMEUBLE

Initiales



HISTORIQUE D'INTERVENTION

DATE	ADMINISTRATEUR	INTERVENTION
22/09/2004	Monique GINI	Modification cosse, rez-de-chaus. ass.croissance
15-07-2002	Monique GINI	Couvertures externe

LES SUPERFICIES SONT MESURÉES SELON LA RÈGLE BOMA 1996

Centre Trenholme

6800 rue Sherbrooke ouest

mézzanine du r-d-c

No bâtiment	No dessin
0148	0148-M1

Dessiné par	Échelle
m.l.	hors échelle 11X17

Date	Dernière d'accès
22/09/2004	x:\Dessins-Occupation

gestionnaire immobilier
Amar Bensaci 872-9783

0 2m 4m 6m 8m 10m

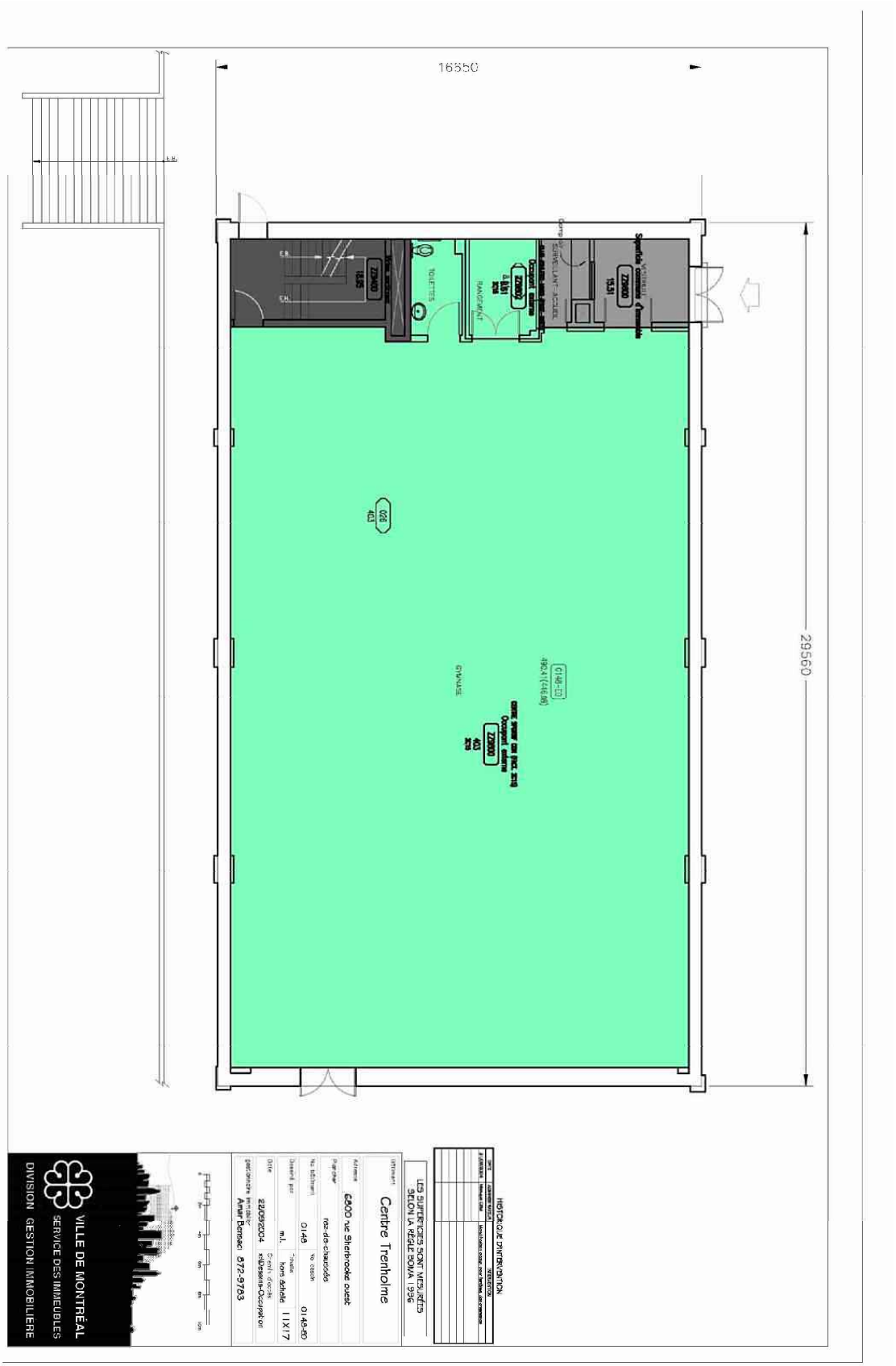
VILLE DE MONTRÉAL
SERVICE DES IMMEUBLES
DIVISION GESTION IMMOBILIERE

11/7/2020 02



1177202002

Initiales _____


16550
29560
TOILETTES
RANGEMENT
GYMNASE
LES SUPERFICIES SONT MESURÉES SELON LA RÈGLE BOMA 1996
Centre Trenholme
6600 rue Sherbrooke ouest
rez-de-chaussée
01-45
01-45-50
1 : 1 X 1 7
mètre
mètre échelle
22/09/2004
Amar Bensaci 872-9783
VILLE DE MONTRÉAL
SERVICE DES IMMEUBLES
DIVISION GESTION IMMOBILIÈRE

CONVENTION DE SERVICES – GESTION IMMOBILIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par Mme Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution RCA04 17044;

Ci-après nommée la **« Ville »**

ET : **LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE GRÂCE**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies,* ayant une place d'affaires au 4880, avenue Van Horne, Montréal, Québec, H3W 1J3, agissant et représentée aux présentes par M. David Mahoney, président, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 141753020RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1019925176

Ci-après nommée le **« Gestionnaire »**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville est le propriétaire de l'immeuble situé au 6445 Monkland, Montréal, H4B 1H2 dont une copie des plans ont été jointe à la présente convention à l'Annexe 1 (ci-après l'« **Immeuble** »);

ATTENDU QUE le Gestionnaire désire occuper l'Immeuble pour y tenir ses activités;

ATTENDU QUE la Ville consent à mettre l'Immeuble à la disposition du Gestionnaire aux conditions mentionnées dans la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville souhaite que le Gestionnaire s'occupe de la gestion de l'Immeuble notamment la location des locaux à des fins communautaires, culturelles, sportives et de loisirs uniquement, l'entretien sanitaire et le soutien à l'organisation des locaux de l'Immeuble;

ATTENDU QUE le Gestionnaire accepte de s'occuper de la gestion de l'Immeuble dont les locaux sont occupés à des fins communautaires, culturelles, sportives et de loisirs uniquement, notamment en s'occupant de l'entretien sanitaire et du soutien à l'organisation des locaux de l'Immeuble;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique au Gestionnaire;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Activités encadrées** » : les activités communautaires, culturelles, sportives et de loisirs compatibles avec la nature de l'Immeuble offertes aux citoyens de la Ville notamment par la Ville, le Gestionnaire ou par un organisme reconnu par la Ville, lesquels, dans tous les cas, doivent fournir un représentant sur place au moment de l'activité;

1.2 « **Annexe 1** »: le plan de l'Immeuble;

1.3 « **Annexe 2** »: un programme d'entretien sanitaire pour l'Immeuble;

1.4 « **Arrondissement** »: l'arrondissement Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce;

1.5 « **Directrice** »: la directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement ou son représentant dûment autorisé.

ARTICLE 2
OBJET

2.1 La Ville retient les services du Gestionnaire qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des annexes jointes à la présente convention, à faire la gestion de l'Immeuble, le soutien à l'organisation des locaux de l'Immeuble ainsi que l'entretien sanitaire de l'Immeuble, le tout en conformité avec un programme d'entretien sanitaire tel que plus amplement décrit à l'Annexe 2 de la présente convention.

2.2 Le Gestionnaire pourra avoir recours aux services d'un sous-traitant pour exécuter une partie de la présente convention, pourvu toutefois que la valeur de chacun des sous-contrats n'excède pas la somme de vingt-cinq mille dollars

(25 000 $). Le Gestionnaire demeure responsable envers la Ville de l'exécution totale et entière de la présente convention.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, suivant la date la plus tardive et prend fin lorsque le Gestionnaire a complètement exécuté les services, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Gestionnaire la collaboration de la Directrice;

5.2 remettre au Gestionnaire les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que la Directrice ne soit avisée sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 transmettre ponctuellement au Gestionnaire, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention et dès la modification par la suite, les règlements et directives se rapportant à l'Immeuble;

5.4 payer les taxes sur les revenus provenant de la location des locaux de l'Immeuble, lesquels revenus seront conservés par le Gestionnaire;

5.5 assumer les coûts de chauffage et maintenir en tout temps l'Immeuble à une température convenable selon la saison;

5.6 assumer les coûts d'électricité nécessaire à l'utilisation de l'Immeuble selon les besoins raisonnable des organismes qui utilisent l'Immeuble;

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU GESTIONNAIRE

Le Gestionnaire doit :

6.1 exploiter l'Immeuble, étant entendu qu'il doit optimiser son potentiel d'utilisation au bénéfice des citoyens et partager son occupation en respectant les conditions ci-après énoncées :

6.1.1 le Gestionnaire met à la disposition de la Ville les espaces demandés par la Directrice, pour son personnel ou la tenue d'activités, étant entendu que ces demandes se feront de manière occasionnelle et dans un délai raisonnable. La Ville a préséance sur les plages horaires non attribuées au moment de la requête;

6.1.2 doit concevoir un calendrier de l'utilisation prévue de l'Immeuble et en donner accès, sur demande, à la Directrice;

6.1.3 dans la mesure du possible, permettre aux organismes occupant l'Immeuble d'occuper des espaces de rangement gratuitement;

6.1.4 assurer l'accueil et le soutien à l'organisation des locaux de l'Immeuble en confiant, notamment auprès de personnes compétentes, et ce, pendant toute la durée de la présente convention, la responsabilité :

6.1.4.1 d'effectuer périodiquement une tournée de locaux afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens sous sa responsabilité;

6.1.4.2 de diriger, s'il y a lieu, la clientèle aux endroits et services demandés;

6.1.4.3 de fournir les informations concernant les services et la programmation des activités;

6.1.4.4 de répondre aux demandes en personne, par téléphone ou Internet;

6.1.4.5 d'effectuer le suivi des réservations de locaux;

6.1.4.6 d'assurer en tout temps, incluant en dehors des heures d'ouverture, que les biens de la Ville sont en sécurité, notamment en s'assurant que le système d'alarme, s'il y a lieu, est actif en tout temps pendant cette période.

6.1.5 produire des rapports d'incidents et de plaintes et, sur demande de la Directrice, lui en fournir une copie;

6.1.6 permettre l'occupation de l'Immeuble à des organismes approuvés au préalable par la Directrice et à cet effet, autorise le Gestionnaire à conserver les revenus provenant de l'occupation d'un local de l'Immeuble. Tout revenu provenant de l'occupation d'un local de l'Immeuble ainsi que les frais pour les services communs mentionnés à la présente convention, doivent faire l'objet de postes budgétaires distincts dans ses états financiers, tel que précisé à la présente convention.

Installations de l'Immeuble :

6.2 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec la Directrice ou toute autre personne désignée par celle-ci et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu toutefois que le Gestionnaire demeure responsable des moyens requis pour exécuter la présente convention.

6.3 prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve présentement. La signature de la présente convention confirme que le Gestionnaire s'en déclare satisfait;

6.4 n'utiliser l'Immeuble qu'à des fins communautaires, culturelles, sportives et de loisirs. Les parties conviennent que toutes les activités de nature privée ou commerciale, incluant, sans limitation, les mariages, baptêmes et banquets, doivent être approuvées au préalable et par écrit par la Directrice. Toute activité de financement doit être soumise à l'approbation préalable de la Ville;

6.5 s'astreindre d'entreprendre des travaux, de modifier ou de transformer, de façon permanente ou temporaire, l'Immeuble, le terrain et le stationnement sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Ville. Lorsque la Ville transmettra son accord, elle avisera également le Gestionnaire des conditions applicables à ces changements;

6.6 respecter les jours et les heures d'accès déterminés et communiqués par la Directrice. Pour tenir des Activités encadrées en dehors de ces jours et heures, le Gestionnaire devra obtenir au préalable l'autorisation de la Directrice;

6.7 se conformer en tous points à toute législation, règlementation ou ordonnance applicables à lui-même, à l'Immeuble ou aux Activités encadrées qui y sont tenues, quelle que soit l'autorité compétente qui l'aura décrétée. Le Gestionnaire devra également se conformer aux instructions, directives, politiques, procédures et autres recommandations d'usage provenant de la Ville, de la Directrice ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, tel que pour la consommation d'alcool;

6.8 s'assurer que l'Immeuble est utilisé de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Cette obligation s'applique également, mais sans s'y limiter, aux aménagements temporaires ou permanents, intérieurs ou extérieurs;

6.9 éviter de troubler la jouissance normale des autres occupants de l'Immeuble et assurer la quiétude du voisinage de l'Immeuble, en limitant les nuisances causées par le bruit lors des Activités encadrées se déroulant dans l'Immeuble ou à l'extérieur de l'Immeuble et en veillant à ce que les citoyens participant aux Activités encadrées ainsi que leurs accompagnateurs respectent les obligations prévues à la présente convention;

6.10 vérifier quotidiennement, l'état de l'Immeuble et des divers systèmes et aviser sans délai la Directrice, par écrit, des situations, états, conditions ou faits qui peuvent être considérés comme un risque pour les personnes et les biens de la Ville lorsque la réparation ou le redressement de la situation incombe à la Ville, le Gestionnaire étant responsable de tout dommage causé par son défaut de donner tel avis;

6.11 voir lui-même et à ses frais à l'entretien sanitaire de l'Immeuble, conformément au programme d'entretien sanitaire joint à la présente convention à l'Annexe 2;

6.12 s'assurer que le personnel est adéquatement formé pour effectuer l'entretien sanitaire et qu'il est en nombre suffisant pour couvrir les périodes d'achalandage;

6.13 voir lui-même et à ses frais à l'entretien et à l'aménagement extérieur, incluant l'aménagement paysager, la tonte du gazon et le déneigement des sentiers piétonniers.

6.14 éviter de placer un équipement lourd, affiche, pancarte ou autre accessoire publicitaire, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Immeuble sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de la Directrice. Advenant le cas où la Directrice autorise qu'une affiche ou une pancarte y soit placée, le Gestionnaire s'engage à respecter les normes de l'Immeuble concernant l'affichage et l'identification des Activités encadrées;

6.15 remettre à ses frais, à l'expiration de la présente convention, l'Immeuble et ses locaux dans son état initial, à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties. Le Gestionnaire devra également réparer l'Immeuble et ses locaux ou, au besoin, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable, sous réserve de l'usure normale;

Responsabilités

6.18 tenir la Ville indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre fait et cause pour la Ville et intervenir dans toutes actions intentées contre cette dernière résultant directement ou indirectement de la présente convention, sauf en cas de négligence de la Ville, de ses employés ou représentants;

6.19 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer à l'Immeuble et ses locaux résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux incluant notamment le bris ou vandalisme survenus dans l'Immeuble

et ses locaux pendant la durée de la présente convention ou de tout renouvellement, s'il y a lieu;

Conseils

6.20 accorder à la Directrice, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et, à cette fin, il s'engage à faire parvenir à la Directrice un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme. La Directrice pourra désigner un représentant autorisé pour assister à une assemblée;

Prévention d'incendies

6.21 mettre en œuvre et maintenir des procédures d'évacuation en cas d'incendie, qui devront inclure, notamment des exercices d'évacuation et la désignation des responsables d'étage, le tout en conformité avec les exigences du Service de prévention des incendies de la Ville ou des assureurs;

6.22 voir à ce que les issues et leurs accès ainsi que la signalisation soient en tout temps libres de toute obstruction ou tout encombrement susceptible d'en réduire l'efficacité;

6.23 à l'exception des produits nécessaire pour l'exploitation de l'Immeuble, éviter d'entreposer ou de garder des produits explosifs, inflammables ou dangereux dans l'Immeuble ni ne permettre à quiconque d'y entreposer ou d'y garder de tels produits;

Consommation électrique

6.24 voir à ce que la demande et la consommation d'énergie n'excèdent en aucun temps la capacité de la canalisation électrique de l'Immeuble. Lorsqu'il y a utilisation d'un système d'amplification ou d'éclairage, affecter une personne compétente à cette tâche. Aucune modification à ces systèmes ne peut être faite;

Accès à l'Immeuble

6.25 maintenir l'accessibilité à l'Immeuble pour les personnes à mobilité réduite, et ce, en respect du *code du bâtiment des édifices publics*;

6.26 permettre à la Ville de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien ou d'inspection dans l'Immeuble ou d'entrer dans l'Immeuble à ces fins, sans indemnité, pour autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable. Si, suite à une inspection, la Ville avait des recommandations de correction à faire au Gestionnaire, ce dernier s'engage à effectuer toutes les corrections demandées par la Ville dans le délai imparti;

6.27 permettre à tout acheteur éventuel, pendant les douze (12) mois qui précèdent la fin de la présente convention, de visiter l'Immeuble;

Autorisation de l'Autorité des marchés financiers du Québec

6.28 lorsque la valeur des honoraires prévus à la présente convention, incluant, s'il y a lieu, tout renouvellement, est d'un million de dollars (1 000 000 $) et plus, le Gestionnaire devra remettre à la Ville une copie de son autorisation de l'Autorité des marchés financiers du Québec et de tout renouvellement de celui-ci dans les dix (10) jours suivant sa réception;

Assurances

6.29 souscrire et maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par événement ou accident, une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour dommages corporels et matériels. Ce contrat d'assurance doit comporter un avenant désignant la Ville comme coassurée et précisant qu'aucune franchise n'est opposable à cette dernière. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation du contrat d'assurance, l'assureur devra donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, au numéro 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, un préavis de trente (30) jours. Ainsi, le contrat d'assurance devra contenir un avenant à cet effet et copie devra également être fournie à la Ville. La Ville se réserve le droit de modifier le montant de la couverture d'assurance exigé à la présente convention;

6.30 remettre à la Ville, à la signature de la présente convention, une copie du certificat du contrat d'assurance et de ses avenants ci-dessus mentionnés et à chaque année par la suite, au moins quinze (15) jours avant l'échéance, une preuve de son renouvellement;

État financiers

6.31 pour les revenus et les frais pour les services communs provenant de l'exploitation de l'Immeuble, tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités du Gestionnaire et faisant état des fins pour lesquelles ces revenus et ces frais pour les services communs ont été utilisés;

6.32 transmettre à la Directrice, pour chaque année de la présente convention, ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités du Gestionnaire, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

6.33 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, le Gestionnaire accepte de collaborer et de mettre du personnel à

la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

6.34 remettre, avant le cinquième jour de chaque mois, à la Directrice, une attestation détaillée des revenus reçus par le Gestionnaire au cours du mois précédent et concernant l'occupation d'un local de l'Immeuble;

Employés du Gestionnaire

6.35 assurer la sécurité des utilisateurs de l'Immeuble notamment en ayant, en tout temps, le personnel adéquat dûment qualifié pour assurer la supervision et l'encadrement des Activités encadrées, lequel doit être habilité à dispenser les premiers soins au public;

6.36 former l'ensemble du personnel permanent lié aux opérations et au moins un employé permanent lié à l'administration à un cours de Premiers soins RCR Niveau C. Cette formation doit être renouvelée à tous les deux (2) ans. Le Gestionnaire doit s'assurer qu'au moins une personne formée en RCR soit présente lorsqu'il y a des Activités encadrées. Le Gestionnaire doit offrir une formation de base pour les autres membres du personnel lié aux opérations, afin de répondre aux incidents liés aux activités régulières;

6.37 s'assurer que ses employés font preuve de politesse et de courtoisie envers le public. La Directrice se réserve le droit de signifier au Gestionnaire son insatisfaction à l'égard d'employés pour motifs sérieux. Dans un tel cas, le Gestionnaire devra réaffecter l'employé à des tâches différentes et procéder à des avertissements afin que des mesures de corrections soient apportées;

6.38 se conformer aux prescriptions de *la Loi sur la santé et la sécurité au travail* et la réglementation adoptée en vertu de cette loi;

6.39 s'assurer que ses employés se conforment aux dispositions de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et ses règlements;

6.40 aux fins de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail,* assumer les responsabilités qui en découlent à titre d'employeur pour son personnel, afin d'éviter que tout manquement à l'une de ces obligations prévues dans la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et à ses règlements engage la responsabilité de la Ville;

6.41 fournir à la Directrice, avant le début de la présente convention, et sur demande par la suite, les documents établissant que le Gestionnaire se conforme à toutes exigences légales imposées aux employeurs en matière de santé et sécurité au travail et fournir son numéro d'employeur de la *Commission de la santé et la sécurité au travail*;

6.42 faire rapport de tout accident survenu à ses employés par le fait ou à l'occasion du travail, en transmettant à la Directrice une copie de l'avis qu'il envoie à la

Commission de la santé et la sécurité au travail. Cette copie doit parvenir à la Directrice à l'intérieur d'un délai de quinze (15) jours suivant l'accident.

6.5 Le Gestionnaire n'assumera aucunes taxes ainsi qu'aucuns coûts pour les permis relativement à l'Immeuble.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DE LA DIRECTRICE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, la Directrice a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Gestionnaire quant à l'interprétation de la présente convention incluant ses annexes.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En plus des frais et des revenus conservés par le Gestionnaire prévus à l'article 6.1.6 de la présente convention, en contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Gestionnaire, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre cent quatre-vingt trois mille trois cent quatorze dollars (483 314 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Gestionnaire.

8.2 À l'exception des revenus prévus à l'article 6.1.6, le Gestionnaire devra soumettre à la Ville une ou des factures détaillées conformément à la valeur des honoraires établis à l'article 8.1 et précisant le montant des honoraires et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ. Le Gestionnaire reconnaît et accepte que la Ville n'acquittera pas ses honoraires si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ;

Cette somme est payable par la Ville dans les trente (30) jours de l'approbation par la Directrice d'une facture du Gestionnaire.

8.3 Pour les revenus prévus à l'article 6.1.6, le Gestionnaire devra, avant le cinquième jour de chaque mois, soumettre à la Directrice une facture détaillée précisant le montant de la somme perçue le mois précédent, plus les taxes, le cas échéant, par le Gestionnaire pour l'occupation d'un local de l'Immeuble;

8.4 Aucun paiement d'honoraires versé au Gestionnaire ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.5 Le Gestionnaire ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Gestionnaire :

9.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur qu'il détient sur les guides, programmes, documents et rapports relatifs à l'Immeuble et réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

9.2 garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur des guides, programmes, documents et rapports relatifs à l'Immeuble qu'il a créés ou des guides, programmes, rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention.

ARTICLE 10
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1 La Ville concède au Gestionnaire, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, non transférable et révocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les guides, programmes, documents et rapports se rapportant à l'Immeuble et réalisés par le Gestionnaire, ses employés ou ses sous-traitants.

10.2 Le Gestionnaire garantit à la Ville que tout guide, programme, document ou rapport, qu'il soit sous support électronique, papier ou vidéo, sera original, qu'il sera inédit, qu'il ne contient aucune matière susceptible de violer les droits d'auteur de quiconque.

10.3 Le Gestionnaire garantit à la Ville que tout guide, programme, document ou rapport ne contiendra aucun libelle, propos diffamatoire, ni élément illégal et qu'il ne contiendra aucun élément susceptible de violer quelque entente antérieure liant le Gestionnaire à un tiers eu égard, notamment à des informations de nature confidentielle ou faisant l'objet d'un engagement de non-divulgation ou de non-publication.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. La Directrice avise le Gestionnaire par écrit de son intention de recommander à la Ville de

mettre fin à la présente convention. Sur réception de cet avis, le Gestionnaire doit soumettre à la Directrice tous les guides, programmes, documents et rapports relatifs à l'Immeuble et ses locaux qu'il a en sa possession incluant les ententes de services reliées à l'Immeuble et les baux. Le Gestionnaire devra également émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus et de la valeur des biens fournis, le cas échéant, qui demeurent impayés à la date de l'avis de la Directrice en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services approuvés et rendus jusqu'à la date de la résiliation. Le Gestionnaire n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Gestionnaire aux termes des articles 6.18, 6.19, 6.32, 6.33, 6.34, 6.41, 6.42, 9.1 et 10.1 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DÉFAUT

13.1 Aux fins de la présente convention, le Gestionnaire est en défaut :

13.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Gestionnaire pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis de la Directrice l'enjoignant de s'exécuter;

13.1.4 si le Gestionnaire perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 13.1.3, la Directrice avise par écrit le Gestionnaire du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai indiqué à l'article 13.1.3. La Directrice peut retenir tout versement tant que le Gestionnaire n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Gestionnaire refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.1, 13.1.2 et 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services approuvés et rendus à la date de l'avis de la Directrice ou de la survenance de l'événement, selon le cas. Le Gestionnaire n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 14
REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES

14.1 Le Gestionnaire déclare et garantit :

14.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

14.1.2 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

14.1.3 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci;

14.1.4 qu'il a les ressources humaines et matérielles nécessaires pour exécuter la présente convention.

ARTICLE 15
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

15.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

15.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

15.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

15.4 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

15.5 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

15.6 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

15.7 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Gestionnaire

Le Gestionnaire fait élection de domicile au 4880 Van Horne, Montréal, H3W 1J3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Gestionnaire fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice.

15.8 **Représentations du Gestionnaire**

Le Gestionnaire n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

15.9 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les parties à la présente convention de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

15.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves,
Secrétaire de l'arrondissement

Le e jour de 20__

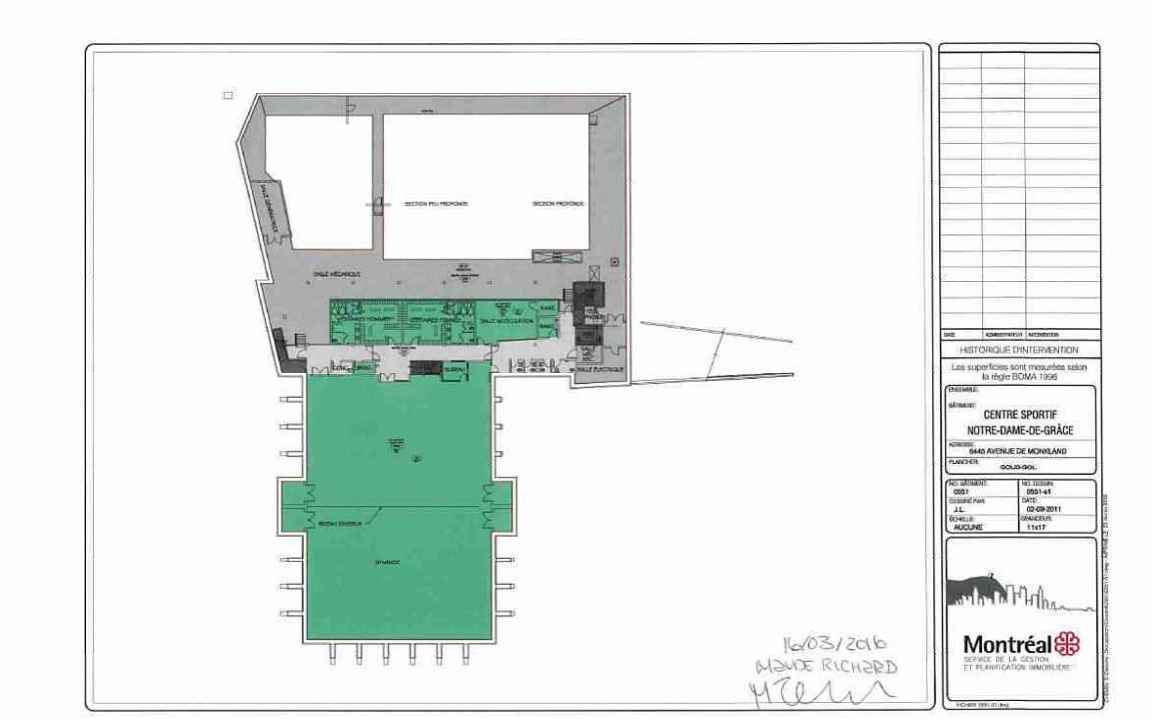
LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE GRÂCE

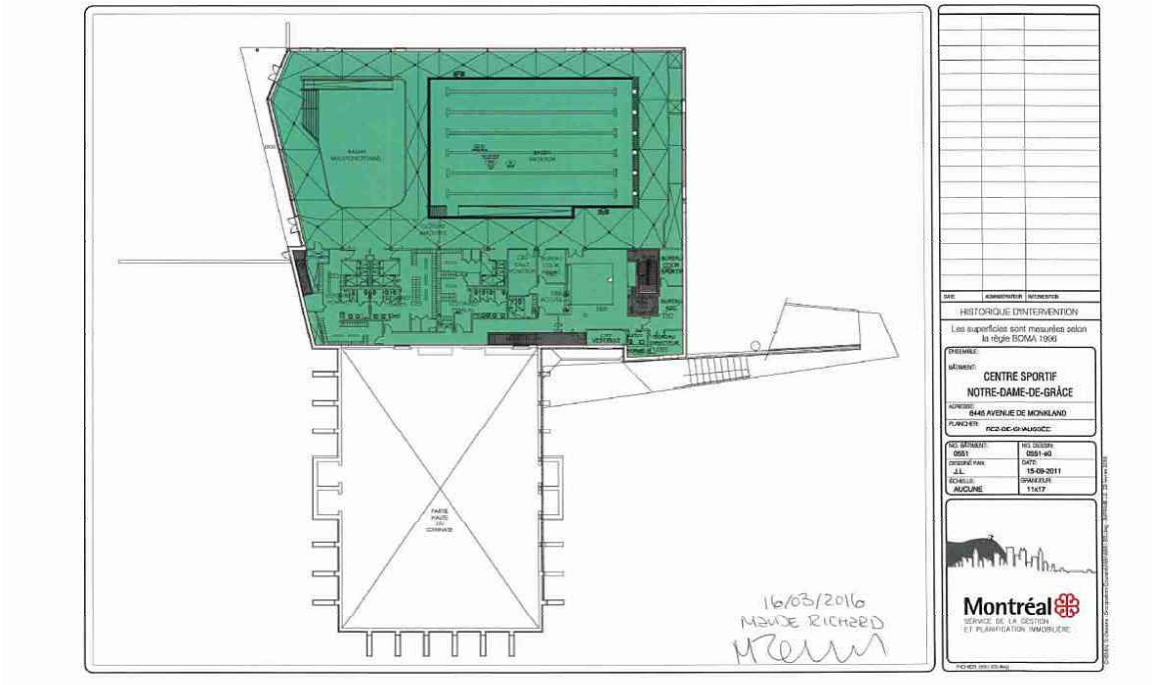
Par : _____
David Mahoney, président

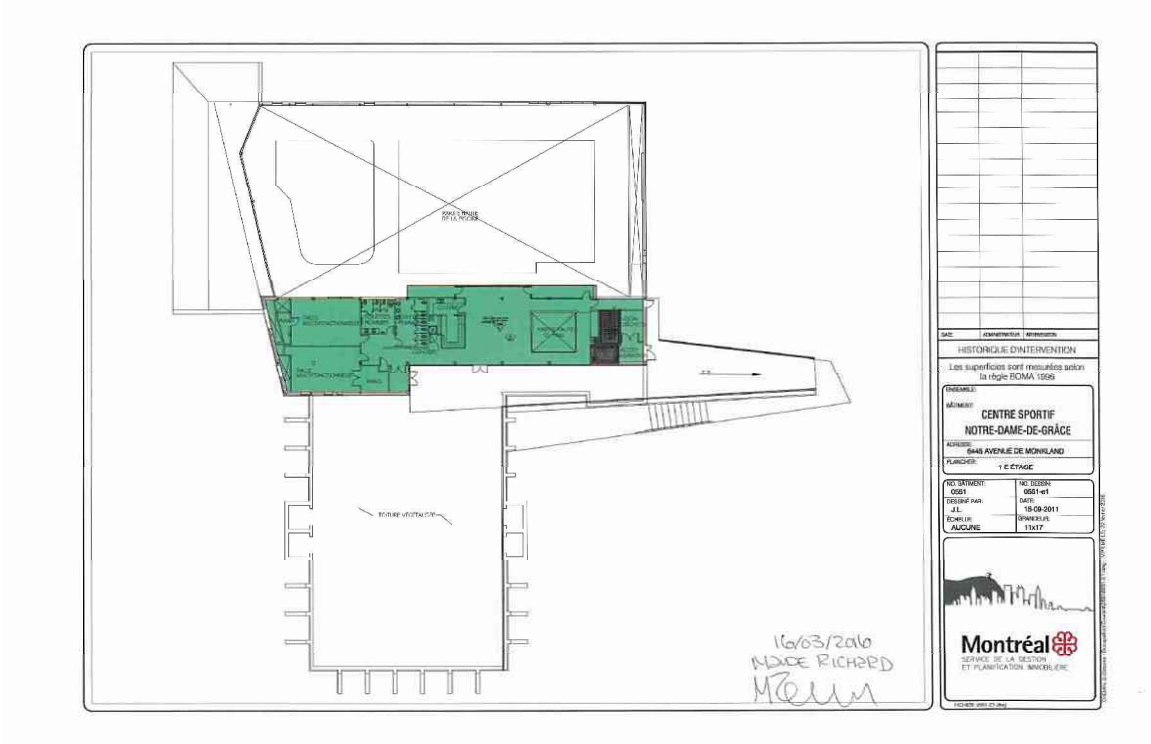
La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le ..... e jour de ……. 20__ (Résolution CA…….).

ANNEXE 1

PLAN DE L'IMMEUBLE






HISTORIQUE D'INTERVENTION
Les superficies sont mesurées selon la règle BOMA 1999
CENTRE SPORTIF
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
6445 AVENUE DE MONKLAND
1 E ÉTAGE
0551
0551-et
J.L.
15-09-2011
AUCUNE
11X17
Montréal
SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
16/03/2016
NADGE RICHARD

ANNEXE 2

PROGRAMME D'ENTRETIEN SANITAIRE

VOLET ENCADREMENT ENTRETIEN SANITAIRE

1. DESCRIPTION GÉNÉRALE DU VOLET (OBJECTIFS DU VOLET)

L'objectif de ce volet est de permettre un accès sécuritaire aux Montréalais et d'assurer le maintien en parfaite condition de propreté de l'Immeuble. À cette fin, le Gestionnaire doit fournir la main-d'oeuvre, les matériaux, l'outillage et les produits nécessaires au maintien, en parfaite condition de propreté et de sécurité de l'Immeuble précité et de ses abords.

2. EXIGENCES PARTICULIÈRES

2.1 Admissibilité

Pour être admissible, le Gestionnaire doit:

2.1.2 être un organisme sans but lucratif reconnu par la Ville;

2.1.3 satisfaire aux exigences de la Grille d'admissibilité des partenaires au processus de partenariat renouvelé de la Ville et posséder de l'expérience dans la gestion d'un programme découlant d'un tel processus.

2.2 Obligation du Gestionnaire

En considération des honoraires versés par la Ville, le Gestionnaire assume les obligations suivantes:

2.2.1 entretenir et maintenir l'immeuble propre, en parfaite condition, selon le fascicule 9-750-E ;

2.2.2 engager et superviser la main-d'oeuvre nécessaire à l'exécution des travaux prescrits au fascicule 9-750-E s'appliquant à l'immeuble;

2.2.3 fournir les matériaux, l'outillage, les produits et l'équipement, qui sont habituellement nécessaires à l'entretien et au maintien de l'immeuble et des locaux;

CONVENTION DE SERVICES – GESTION IMMOBILIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par Mme Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution RCA04 17044;

Ci-après nommée la **« Ville »**

ET : **LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE GRÂCE**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies,* ayant une place d'affaires au 4880, avenue Van Horne, Montréal, Québec, H3W 1J3, agissant et représentée aux présentes par M. David Mahoney, président, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 141753020RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1019925176

Ci-après nommée le **« Gestionnaire »**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville est le propriétaire de l'immeuble situé au 4880 Van Horne, Montréal, H3W 1J3 (ci-après l'« **Immeuble** »);

ATTENDU QUE le Gestionnaire désire occuper l'Immeuble pour y tenir ses activités;

ATTENDU QUE la Ville consent à mettre l'Immeuble à la disposition du Gestionnaire aux conditions mentionnées dans la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville souhaite que le Gestionnaire s'occupe de la gestion de l'Immeuble notamment la location des locaux à des fins communautaires, culturelles, sportives et de loisirs uniquement, l'entretien sanitaire et le soutien à l'organisation des locaux de l'Immeuble;

ATTENDU QUE le Gestionnaire accepte de s'occuper de la gestion de l'Immeuble dont les locaux sont occupés à des fins communautaires, culturelles, sportives et de loisirs uniquement, notamment en s'occupant de l'entretien sanitaire et du soutien à l'organisation des locaux de l'Immeuble;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique au Gestionnaire;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Activités encadrées** » : les activités communautaires, culturelles, sportives et de loisirs compatibles avec la nature de l'Immeuble offertes aux citoyens de la Ville notamment par la Ville, le Gestionnaire ou par un organisme reconnu par la Ville, lesquels, dans tous les cas, doivent fournir un représentant sur place au moment de l'activité;

1.2 « **Annexe 1** »: le plan de l'Immeuble;

1.3 « **Annexe 2** »: un programme d'entretien sanitaire pour l'Immeuble;

1.4 « **Arrondissement** »: l'arrondissement Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce;

1.5 « **Directrice** »: la directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement ou son représentant dûment autorisé.

ARTICLE 2
OBJET

2.1 La Ville retient les services du Gestionnaire qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des annexes jointes à la présente convention, à faire la gestion de l'Immeuble, le soutien à l'organisation des locaux de l'Immeuble ainsi que l'entretien sanitaire de l'Immeuble, le tout en conformité avec un programme d'entretien sanitaire tel que plus amplement décrit à l'Annexe 2 de la présente convention.

2.2 Le Gestionnaire pourra avoir recours aux services d'un sous-traitant pour exécuter une partie de la présente convention, pourvu toutefois que la valeur de chacun des sous-contrats n'excède pas la somme de vingt-cinq mille dollars

(25 000 $). Le Gestionnaire demeure responsable envers la Ville de l'exécution totale et entière de la présente convention.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, suivant la date la plus tardive et prend fin lorsque le Gestionnaire a complètement exécuté les services, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Gestionnaire la collaboration de la Directrice;

5.2 remettre au Gestionnaire les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que la Directrice ne soit avisée sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 transmettre ponctuellement au Gestionnaire, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention et dès la modification par la suite, les règlements et directives se rapportant à l'Immeuble;

5.4 payer les taxes sur les revenus provenant de la location des locaux de l'Immeuble, lesquels revenus seront conservés par le Gestionnaire;

5.5 assumer les coûts de chauffage et maintenir en tout temps l'Immeuble à une température convenable selon la saison;

5.6 assumer les coûts d'électricité nécessaire à l'utilisation de l'Immeuble selon les besoins raisonnable des organismes qui utilisent l'Immeuble;

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU GESTIONNAIRE

Le Gestionnaire doit :

6.1 exploiter l'Immeuble, étant entendu qu'il doit optimiser son potentiel d'utilisation au bénéfice des citoyens et partager son occupation en respectant les conditions ci-après énoncées :

6.1.1 le Gestionnaire met à la disposition de la Ville les espaces demandés par la Directrice, pour son personnel ou la tenue d'activités, étant entendu que ces demandes se feront de manière occasionnelle et dans un délai raisonnable. La Ville a préséance sur les plages horaires non attribuées au moment de la requête;

6.1.2 doit concevoir un calendrier de l'utilisation prévue de l'Immeuble et en donner accès, sur demande, à la Directrice;

6.1.3 dans la mesure du possible, permettre aux organismes occupant l'Immeuble d'occuper des espaces de rangement gratuitement;

6.1.4 assurer l'accueil et le soutien à l'organisation des locaux de l'Immeuble en confiant, notamment auprès de personnes compétentes, et ce, pendant toute la durée de la présente convention, la responsabilité :

6.1.4.1 d'effectuer périodiquement une tournée des locaux afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens sous sa responsabilité;

6.1.4.2 de diriger, s'il y a lieu, la clientèle aux endroits et services demandés;

6.1.4.3 de fournir les informations concernant les services et la programmation des activités;

6.1.4.4 de répondre aux demandes en personne, par téléphone ou Internet;

6.1.4.5 d'effectuer le suivi des réservations de locaux;

6.1.4.6 d'assurer en tout temps, incluant en dehors des heures d'ouverture, que les biens de la Ville sont en sécurité, notamment en s'assurant que le système d'alarme, s'il y a lieu, est actif en tout temps pendant cette période.

6.1.5 produire des rapports d'incidents et de plaintes et, sur demande de la Directrice, lui en fournir une copie;

6.1.6 permettre l'occupation de l'Immeuble à des organismes approuvés au préalable par la Directrice et à cet effet, autorise le Gestionnaire à conserver les revenus provenant de l'occupation d'un local de l'Immeuble. Tout revenu provenant de l'occupation d'un local de l'Immeuble ainsi que les frais pour les services communs mentionnés à la présente convention, doivent faire l'objet de postes budgétaires distincts dans ses états financiers, tel que précisé à la présente convention.

Installations de l'Immeuble :

6.2 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec la Directrice ou toute autre personne désignée par celle-ci et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu toutefois que le Gestionnaire demeure responsable des moyens requis pour exécuter la présente convention.

6.3 prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve présentement. La signature de la présente convention confirme que le Gestionnaire s'en déclare satisfait;

6.4 n'utiliser l'Immeuble qu'à des fins communautaires, culturelles, sportives et de loisirs. Les parties conviennent que toutes les activités de nature privée ou commerciale, incluant, sans limitation, les mariages, baptêmes et banquets, doivent être approuvées au préalable et par écrit par la Directrice. Toute activité de financement doit être soumise à l'approbation préalable de la Ville;

6.5 s'astreindre d'entreprendre des travaux, de modifier ou de transformer, de façon permanente ou temporaire, l'Immeuble, le terrain et le stationnement sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Ville. Lorsque la Ville transmettra son accord, elle avisera également le Gestionnaire des conditions applicables à ces changements;

6.6 respecter les jours et les heures d'accès déterminés et communiqués par la Directrice. Pour tenir des Activités encadrées en dehors de ces jours et heures, le Gestionnaire devra obtenir au préalable l'autorisation de la Directrice;

6.7 se conformer en tous points à toute législation, règlementation ou ordonnance applicables à lui-même, à l'Immeuble ou aux Activités encadrées qui y sont tenues, quelle que soit l'autorité compétente qui l'aura décrétée. Le Gestionnaire devra également se conformer aux instructions, directives, politiques, procédures et autres recommandations d'usage provenant de la Ville, de la Directrice ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, tel que pour la consommation d'alcool;

6.8 s'assurer que l'Immeuble est utilisé de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Cette obligation s'applique également, mais sans s'y limiter, aux aménagements temporaires ou permanents, intérieurs ou extérieurs;

6.9 éviter de troubler la jouissance normale des autres occupants de l'Immeuble et assurer la quiétude du voisinage de l'Immeuble, en limitant les nuisances causées par le bruit lors des Activités encadrées se déroulant dans l'Immeuble ou à l'extérieur de l'Immeuble et en veillant à ce que les citoyens participant aux Activités encadrées ainsi que leurs accompagnateurs respectent les obligations prévues à la présente convention;

6.10 vérifier quotidiennement, l'état de l'Immeuble et des divers systèmes et aviser sans délai la Directrice, par écrit, des situations, états, conditions ou faits qui peuvent être considérés comme un risque pour les personnes et les biens de la Ville lorsque la réparation ou le redressement de la situation incombe à la Ville, le Gestionnaire étant responsable de tout dommage causé par son défaut de donner tel avis;

6.11 voir lui-même et à ses frais à l'entretien sanitaire de l'Immeuble, conformément au programme d'entretien sanitaire joint à la présente convention à l'Annexe 2;

6.12 s'assurer que le personnel est adéquatement formé pour effectuer l'entretien sanitaire et qu'il est en nombre suffisant pour couvrir les périodes d'achalandage;

6.13 voir lui-même et à ses frais à l'entretien et à l'aménagement extérieur tel que la tonte du gazon et le déneigement des sentiers piétonniers et du stationnement. Tout projet d'aménagement incluant, sans limitation, la sélection des types de végétaux, doit être préalablement et explicitement autorisé par la Ville;

6.14 éviter de placer un équipement lourd, affiche, pancarte ou autre accessoire publicitaire, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Immeuble sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de la Directrice. Advenant le cas où la Directrice autorise qu'une affiche ou une pancarte y soit placée, le Gestionnaire s'engage à respecter les normes de l'Immeuble concernant l'affichage et l'identification des Activités encadrées;

6.15 remettre à ses frais, à l'expiration de la présente convention, l'Immeuble et ses locaux dans son état initial, à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties. Le Gestionnaire devra également réparer l'Immeuble et ses locaux ou, au besoin, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable, sous réserve de l'usure normale;

Responsabilités

6.18 tenir la Ville indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre fait et cause pour la Ville et intervenir dans toutes actions intentées contre cette dernière résultant directement ou indirectement de la présente convention, sauf en cas de négligence de la Ville, de ses employés ou représentants;

6.19 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer à l'Immeuble et ses locaux résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux incluant notamment le bris ou vandalisme survenus dans l'Immeuble et ses locaux pendant la durée de la présente convention ou de tout renouvellement, s'il y a lieu;

Conseils

6.20 accorder à la Directrice, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de

son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et, à cette fin, il s'engage à faire parvenir à la Directrice un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme. La Directrice pourra désigner un représentant autorisé pour assister à une assemblée;

Prévention d'incendies

6.21 mettre en œuvre et maintenir des procédures d'évacuation en cas d'incendie, qui devront inclure, notamment des exercices d'évacuation et la désignation des responsables d'étage, le tout en conformité avec les exigences du Service de prévention des incendies de la Ville ou des assureurs;

6.22 voir à ce que les issues et leurs accès ainsi que la signalisation soient en tout temps libres de toute obstruction ou tout encombrement susceptible d'en réduire l'efficacité;

6.23 à l'exception des produits nécessaire pour l'exploitation de l'Immeuble, éviter d'entreposer ou de garder des produits explosifs, inflammables ou dangereux dans l'Immeuble ni ne permettre à quiconque d'y entreposer ou d'y garder de tels produits;

Consommation électrique

6.24 voir à ce que la demande et la consommation d'énergie n'excèdent en aucun temps la capacité de la canalisation électrique de l'Immeuble. Lorsqu'il y a utilisation d'un système d'amplification ou d'éclairage, affecter une personne compétente à cette tâche. Aucune modification à ces systèmes ne peut être faite;

Accès à l'Immeuble

6.25 maintenir l'accessibilité à l'Immeuble pour les personnes à mobilité réduite, et ce, en respect du *code du bâtiment des édifices publics*;

6.26 permettre à la Ville de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien ou d'inspection dans l'Immeuble ou d'entrer dans l'Immeuble à ces fins, sans indemnité, pour autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable. Si, suite à une inspection, la Ville avait des recommandations de correction à faire au Gestionnaire, ce dernier s'engage à effectuer toutes les corrections demandées par la Ville dans le délai imparti;

6.27 permettre à tout acheteur éventuel, pendant les douze (12) mois qui précèdent la fin de la présente convention, de visiter l'Immeuble;

Autorisation de l'Autorité des marchés financiers du Québec

6.28 lorsque la valeur des honoraires prévus à la présente convention, incluant, s'il y a lieu, tout renouvellement, est d'un million de dollars (1 000 000 $) et plus, le Gestionnaire devra remettre à la Ville une copie de son autorisation de l'Autorité

des marchés financiers du Québec et de tout renouvellement de celui-ci dans les dix (10) jours suivant sa réception;

Assurances

6.29 souscrire et maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par événement ou accident, une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour dommages corporels et matériels. Ce contrat d'assurance doit comporter un avenant désignant la Ville comme coassurée et précisant qu'aucune franchise n'est opposable à cette dernière. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation du contrat d'assurance, l'assureur devra donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, au numéro 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, un préavis de trente (30) jours. Ainsi, le contrat d'assurance devra contenir un avenant à cet effet et copie devra également être fournie à la Ville. La Ville se réserve le droit de modifier le montant de la couverture d'assurance exigé à la présente convention;

6.30 remettre à la Ville, à la signature de la présente convention, une copie du certificat du contrat d'assurance et de ses avenants ci-dessus mentionnés et à chaque année par la suite, au moins quinze (15) jours avant l'échéance, une preuve de son renouvellement;

État financiers

6.31 pour les revenus et les frais pour les services communs provenant de l'exploitation de l'Immeuble, tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités du Gestionnaire et faisant état des fins pour lesquelles ces revenus et ces frais pour les services communs ont été utilisés;

6.32 transmettre à la Directrice, pour chaque année de la présente convention, ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités du Gestionnaire, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

6.33 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, le Gestionnaire accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

6.34 remettre, avant le cinquième jour de chaque mois, à la Directrice, une attestation détaillée des revenus reçus par le Gestionnaire au cours du mois précédent et concernant l'occupation d'un local de l'Immeuble;

Employés du Gestionnaire

6.35 assurer la sécurité des utilisateurs de l'Immeuble notamment en ayant, en tout temps, le personnel adéquat dûment qualifié pour assurer la supervision et l'encadrement des Activités encadrées, lequel doit être habilité à dispenser les premiers soins au public;

6.36 former l'ensemble du personnel permanent lié aux opérations et au moins un employé permanent lié à l'administration à un cours de Premiers soins RCR Niveau C. Cette formation doit être renouvelée à tous les deux (2) ans. Le Gestionnaire doit s'assurer qu'au moins une personne formée en RCR soit présente lorsqu'il y a des Activités encadrées. Le Gestionnaire doit offrir une formation de base pour les autres membres du personnel lié aux opérations, afin de répondre aux incidents liés aux activités régulières;

6.37 s'assurer que ses employés font preuve de politesse et de courtoisie envers le public. La Directrice se réserve le droit de signifier au Gestionnaire son insatisfaction à l'égard d'employés pour motifs sérieux. Dans un tel cas, le Gestionnaire devra réaffecter l'employé à des tâches différentes et procéder à des avertissements afin que des mesures de corrections soient apportées;

6.38 se conformer aux prescriptions de *la Loi sur la santé et la sécurité au travail* et la réglementation adoptée en vertu de cette loi;

6.39 s'assurer que ses employés se conforment aux dispositions de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et ses règlements;

6.40 aux fins de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail,* assumer les responsabilités qui en découlent à titre d'employeur pour son personnel, afin d'éviter que tout manquement à l'une de ces obligations prévues dans la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et à ses règlements engage la responsabilité de la Ville;

6.41 fournir à la Directrice, avant le début de la présente convention, et sur demande par la suite, les documents établissant que le Gestionnaire se conforme à toutes exigences légales imposées aux employeurs en matière de santé et sécurité au travail et fournir son numéro d'employeur de la *Commission de la santé et la sécurité au travail*;

6.42 faire rapport de tout accident survenu à ses employés par le fait ou à l'occasion du travail, en transmettant à la Directrice une copie de l'avis qu'il envoie à la *Commission de la santé et la sécurité au travail.* Cette copie doit parvenir à la Directrice à l'intérieur d'un délai de quinze (15) jours suivant l'accident.

6.5 Le Gestionnaire n'assumera aucunes taxes ainsi qu'aucuns coûts pour les permis relativement à l'Immeuble.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DE LA DIRECTRICE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, la Directrice a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Gestionnaire quant à l'interprétation de la présente convention incluant ses annexes.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En plus des frais et des revenus conservés par le Gestionnaire prévus à l'article 6.1.6 de la présente convention, en contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Gestionnaire, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de trois cent cinquante cinq mille deux cent quarante et un dollars (355 241 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Gestionnaire.

8.2 À l'exception des revenus prévus à l'article 6.1.6, le Gestionnaire devra soumettre à la Ville une ou des factures détaillées conformément à la valeur des honoraires établis à l'article 8.1 et précisant le montant des honoraires et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ. Le Gestionnaire reconnaît et accepte que la Ville n'acquittera pas ses honoraires si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ;

Cette somme est payable par la Ville dans les trente (30) jours de l'approbation par la Directrice d'une facture du Gestionnaire.

8.3 Pour les revenus prévus à l'article 6.1.6, le Gestionnaire devra, avant le cinquième jour de chaque mois, soumettre à la Directrice une facture détaillée précisant le montant de la somme perçue le mois précédent, plus les taxes, le cas échéant, par le Gestionnaire pour l'occupation d'un local de l'Immeuble;

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Gestionnaire ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Gestionnaire ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Gestionnaire :

9.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur qu'il détient sur les guides, programmes, documents et rapports relatifs à l'Immeuble et réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

9.2 garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur des guides, programmes, documents et rapports relatifs à l'Immeuble qu'il a créés ou des guides, programmes, rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention.

ARTICLE 10
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1 La Ville concède au Gestionnaire, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, non transférable et révocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les guides, programmes, documents et rapports se rapportant à l'Immeuble et réalisés par le Gestionnaire, ses employés ou ses sous-traitants.

10.2 Le Gestionnaire garantit à la Ville que tout guide, programme, document ou rapport, qu'il soit sous support électronique, papier ou vidéo, sera original, qu'il sera inédit, qu'il ne contient aucune matière susceptible de violer les droits d'auteur de quiconque.

10.3 Le Gestionnaire garantit à la Ville que tout guide, programme, document ou rapport ne contiendra aucun libelle, propos diffamatoire, ni élément illégal et qu'il ne contiendra aucun élément susceptible de violer quelque entente antérieure liant le Gestionnaire à un tiers eu égard, notamment à des informations de nature confidentielle ou faisant l'objet d'un engagement de non-divulgation ou de non-publication.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. La Directrice avise le Gestionnaire par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. Sur réception de cet avis, le Gestionnaire doit soumettre à la Directrice tous les guides, programmes, documents et rapports relatifs à l'Immeuble et ses locaux qu'il a en sa possession incluant les ententes de services reliées à l'Immeuble et les baux. Le Gestionnaire devra également émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus et de la valeur des biens fournis, le cas échéant, qui demeurent impayés à la date de l'avis de la Directrice en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services approuvés et rendus jusqu'à la date de la résiliation. Le Gestionnaire n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Gestionnaire aux termes des articles 6.18, 6.19, 6.32, 6.33, 6.34, 6.41, 6.42, 9.1 et 10.1 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DÉFAUT

13.1 Aux fins de la présente convention, le Gestionnaire est en défaut :

13.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Gestionnaire pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis de la Directrice l'enjoignant de s'exécuter;

13.1.4 si le Gestionnaire perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 13.1.3, la Directrice avise par écrit le Gestionnaire du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai indiqué à l'article 13.1.3. La Directrice peut retenir tout versement tant que le Gestionnaire n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Gestionnaire refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.1, 13.1.2 et 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services approuvés et rendus à la date de l'avis de la Directrice ou de la survenance de l'événement, selon le cas. Le Gestionnaire n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 14
REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES

14.1 Le Gestionnaire déclare et garantit :

14.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

14.1.2 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

14.1.3 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci;

14.1.4 qu'il a les ressources humaines et matérielles nécessaires pour exécuter la présente convention.

ARTICLE 15
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

15.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

15.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

15.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

15.4 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

15.5 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

15.6 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

15.7 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Gestionnaire

Le Gestionnaire fait élection de domicile au 4880 Van Horne, Montréal, H3W 1J3), et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Gestionnaire fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice.

15.8 **Représentations du Gestionnaire**

Le Gestionnaire n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

15.9 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les parties à la présente convention de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

15.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves,
Secrétaire de l'arrondissement

Le e jour de 20__

LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE GRÂCE

Par : _____
David Mahoney, président

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le ..... e jour de ……. 20__ (Résolution CA…….).

ANNEXE 1
PLAN DE L'IMMEUBLE




CENTRE SPORTIF
Côte-des-Neiges
1:200
A1


LES SUPERFICIES SONT DÉTERMINÉES SELON LES REGLES BOMA 1996
CENTRE SPORTIF
Côte-des-Neiges
4380, ave. Von Horne
2a SOUS-SOL
2404
1:200
A1
20-06-2001
CLAUDE FREDEN
872-7827

ANNEXE 2

PROGRAMME D'ENTRETIEN SANITAIRE

VOLET ENCADREMENT ENTRETIEN SANITAIRE

1. DESCRIPTION GÉNÉRALE DU VOLET (OBJECTIFS DU VOLET)

L'objectif de ce volet est de permettre un accès sécuritaire aux Montréalais et d'assurer le maintien en parfaite condition de propreté de l'Immeuble. À cette fin, le Gestionnaire doit fournir la main-d'oeuvre, les matériaux, l'outillage et les produits nécessaires au maintien, en parfaite condition de propreté et de sécurité de l'Immeuble précité et de ses abords.

2. EXIGENCES PARTICULIÈRES

2.1 Admissibilité

Pour être admissible, le Gestionnaire doit:

2.1.2 être un organisme sans but lucratif reconnu par la Ville;

2.1.3 satisfaire aux exigences de la Grille d'admissibilité des partenaires au processus de partenariat renouvelé de la Ville et posséder de l'expérience dans la gestion d'un programme découlant d'un tel processus.

2.2 Obligation du Gestionnaire

En considération des honoraires versés par la Ville, le Gestionnaire assume les obligations suivantes:

2.2.1 entretenir et maintenir l'immeuble propre, en parfaite condition, selon le fascicule 9-750-E ;

2.2.2 engager et superviser la main-d'oeuvre nécessaire à l'exécution des travaux prescrits au fascicule 9-750-E s'appliquant à l'immeuble;

2.2.3 fournir les matériaux, l'outillage, les produits et l'équipement, qui sont habituellement nécessaires à l'entretien et au maintien de l'Immeuble et des locaux;

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1177202002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Autoriser la signature de trois (3) contrats de services pour l'entretien sanitaire, l'accueil et le soutien à l'organisation des locaux dans trois (3) installations prêtées aux Loisirs sportifs CDN-NDG pour une période d'un an et octroyer une dépense totale de 846 428 $, taxes incluses si applicables.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1177202002- cert. fonds DSLCDS - Services techniques LSCDN.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Denis GENDRON
Directeur

Tél : 514 868-3644
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1177202002**
Nature du dossier	**Services techniques - LSCDN**
Financement	**Budget de fonctionnement 2017**

Ce dossier vise à autoriser la signature de trois (3) contrats de services pour l'entretien sanitaire, l'accueil et la surveillance dans trois (3) installations prêtées à Loisirs sportifs CDN-NDG pour une période d'un an et octroyer une dépense totale de 846 428 $, taxes incluses si applicables.

De ce montant, une somme de 741 918 $ incombe à l'arrondissement CDN – NDG.

Pour chaque convention signée, la dépense sera imputée au budget de fonctionnement de l'arrondissement, dans la clé comptable suivante :

1177202002 - LSCDN - 3 contrats de services

Imputation	2017
2406.0010000.300741.07123.54590.000000 .0000.000000.000000.00000.0000 CR: CDN - Gestion sports, loisirs, dév. soc. A: Exploitation des centres commun. - Act.récréatives O: Autres services techniques	741 918,00 $
Total	**741 918,00 $**

Un virement de crédit sera nécessaire pour refléter la bonne imputation de l'ensemble des services techniques qui seront accordés aux organismes cette année.



U:\DSLCDS\
VIREMENTS DCSLDS\

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177202002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Autoriser la signature de trois (3) contrats de services pour l'entretien sanitaire, l'accueil et le soutien à l'organisation des locaux dans trois (3) installations prêtées aux Loisirs sportifs CDN-NDG pour une période d'un an et octroyer une dépense totale de 846 428 $, taxes incluses si applicables.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1177202002 Contrat d'entretien.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste
Tél : 514-872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-03-01

Lan-Huong DOAN
Conseillère - Analyse et contrôle de gestion
Tél : 514-872-4674
Division : Conseil et soutien financier pôle HDV

GDD : 1177202002

Autoriser la signature de trois (3) contrats de services pour l'entretien sanitaire, l'accueil et le soutien à l'organisation des locaux dans trois (3) installations prêtées aux Loisirs sportifs CDN-NDG pour une période d'un an et octroyer une dépense totale de 846 428 $, taxes incluses si applicables. **La quote-part des dépenses assumé par le SGPI égale à 104 510$ taxe incluses**

Dépense de fonctionnement

	Dépenses taxes incluses	Dépenses net de ristourne de taxes
2101.0010000.108140.09007.55401.000000.0000.000000.000000.00000.00000	104 510 $	95 432 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1177202007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder une subvention non-récurrente, d'une valeur approximative de 4 000 $ à l'Association de hockey mineur NDG et à l'Association régionale de hockey de Montréal, sous forme de gratuité de prêt de matériel et d'installations relativement à l'utilisation de l'Aréna Doug Harvey afin d'y présenter le tournoi de la Coupe Dodge volet masculin du 19 au 23 avril 2017

Il est recommandé :
D' accorder une subvention non récurrente, d'une valeur de 4 000 $ à l'Association de hockey mineur NDG et à l'Association régionale de hockey de Montréal, sous la forme de gratuité de prêt de matériel et d'installations relativement à l'utilisation de l'aréna Doug Harvey afin qu'ils puissent accueillir le tournoi de la Coupe Dodge du 19 au 23 avril 2017.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-27 09:56

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1177202007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder une subvention non-récurrente, d'une valeur approximative de 4 000 $ à l'Association de hockey mineur NDG et à l'Association régionale de hockey de Montréal, sous forme de gratuité de prêt de matériel et d'installations relativement à l'utilisation de l'Aréna Doug Harvey afin d'y présenter le tournoi de la Coupe Dodge volet masculin du 19 au 23 avril 2017

CONTENU

CONTEXTE

La Coupe Dodge volet masculin est le nom donné aux Championnats provinciaux de hockey masculin et Hockey Québec en est le détenteur des droits. Hockey Québec a confié à Hockey Québec - Région de Montréal (Hockey Montréal) l'organisation et la présentation de la 40e Coupe Dodge volet masculin (Coupe Dodge) du 19 au 23 avril 2017 à Montréal. La participation de plus de 4000 hockeyeurs répartis dans 212 équipes en provenance de toutes les régions du Québec, de plus de 1000 accompagnateurs (gérants, entraîneurs, soigneurs) et de 300 officiels est attendue. Les organisateurs anticipent également que 25 000 spectateurs assisteront à cet événement. Comme l'organisation et la tenue de la Coupe Dodge requièrent l'implication de plus de 400 bénévoles, Hockey Montréal s'est adjoint la collaboration de plusieurs organisations locales, lesquelles vont grandement bénéficier des retombées de cet événement.
Pour présenter la Coupe Dodge, et ce, sans compter l'utilisation de l'aréna Ralph-Buchanan de la Ville de Montréal-Est, Hockey Montréal et ses organisations locales ont besoin de 14 autres patinoires intérieures et ont contacté à cette fin les arrondissements et la ville centre. N'ayant pas les moyens de défrayer les coûts d'utilisation de ces patinoires, ils demandent à la Ville et aux arrondissements impliqués d'assumer tous les coûts reliés à la tenue de la Coupe Dodge dans leur aréna respectif.

L'Association de hockey mineur de NDG est l'organisme mandaté pour accueillir le tournoi Midget BB à l'aréna Doug Harvey.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

La Coupe Dodge volet masculin s'adresse aux garçons âgés de 9 à 21 ans. En hockey sur glace, la province de Québec est subdivisée en 14 régions administratives et les meilleures équipes de chacune des régions prennent part à la Coupe Dodge. C'est ainsi que 212 équipes y prendront part en 2017 à Montréal.
Ce événement majeur permettra à l'Association de hockey mineur NDG de tirer avantage de la tenue de cet événement à l'aréna Doug Harvey pour amasser des fonds qui seront réinvestis dans son offre de services en hockey sur glace au bénéfice des jeunes hockeyeuses et hockeyeurs montréalais.

L'aréna Doug Harvey accueillera le tournoi Midget BB auquel prendront part 14 équipes. L'Association de hockey mineur de NDG, est l'organisme qui encadre présentement la pratique du hockey dans l'arrondissement, et ce, depuis 22 ans. L'organisme est reconnu par l'arrondissement selon sa nouvelle Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes sans but lucratif (OSBL).

Les coûts en biens et services engendrés pour l'utilisation de l'aréna Doug Harvey ont été estimés aux environs de 4 000 $. Cet ordre de grandeur a pour objectif d'informer les élus sur la valeur estimée de l'ensemble des coûts des biens et services municipaux requis pour présenter le tournoi Midget BB de la Coupe Dodge 2017 à l'aréna Doug Harvey. En aucun temps cette estimation ne sera utilisée à des fins de convention. Les dépenses municipales occasionnées par l'accueil de la Coupe Dodge 2017 sont attribuables aux coûts habituels d'exploitation de l'aréna, principalement en terme de ressources humaines pour l'entretien, le surfaçage de la glace, le nettoyage, la surveillance, etc.; et aux coûts énergétiques (fonctionnement de la glace et la ventilation, le chauffage ou le refroidissement de l'air) de l'aréna.

JUSTIFICATION

Sans cette subvention, la Coupe Dodge se déroulerait dans d'autres arénas offrant des avantages concurrentiels supérieurs à ceux offerts par la Ville de Montréal faisant ainsi perdre aux organismes de hockey de l'arrondissement une source de revenus intéressante. Cette source de financement est rendue possible puisque l'arrondissement entend offrir la gratuité pour l'utilisation des installations durant ce championnat.
L'arrondissement s'attend également à des retombées économiques additionnelles liées à une augmentation importante de nombreux visiteurs provenant de l'extérieur de la région de Montréal. À titre d'exemple, environ 840 chambres d'hôtel seront réservées pour un minimum de trois nuits dans la Ville de Montréal. La tenue de ces championnats permettra de recueillir des fonds qui seront réinvestis dans l'offre de service de l'association régionale.

La présente mesure vise à rendre cohérente et équitable l'approche de l'Administration montréalaise impliquant plusieurs arrondissements dans l'accueil d'événements sportifs majeurs à Montréal et à harmoniser cette approche avec les grandes orientations de la Ville dans ce domaine sportif.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts en biens et services engendrés pour l'utilisation de l'aréna Doug Harvey ont été estimés aux environs de 4 000 $. Cet ordre de grandeur a pour objectif d'informer les élus sur la valeur estimée de l'ensemble des coûts des biens et services municipaux requis pour présenter le tournoi Midget BB de la Coupe Dodge 2017 à l'aréna Doug Harvey. En aucun temps cette estimation ne sera utilisée à des fins de convention. Les dépenses municipales occasionnées par l'accueil de la Coupe Dodge 2017 sont attribuables aux coûts habituels d'exploitation de l'aréna, principalement en terme de ressources humaines pour l'entretien,

le surfaçage de la glace, le nettoyage, la surveillance, etc.; et aux coûts énergétiques (fonctionnement de la glace et la ventilation, le chauffage ou le refroidissement de l'air) de l'aréna.
Ce calcul s'est fait à partir de la tarification en vigueur et du nombre d'heures nécessaires à la tenue de cet événement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conformément au plan Montréal durable 2016-2020, la Ville de Montréal et l'arrondissement Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce ont sensibilisé Hockey Montréal et ses organisations locales à organiser et présenter la Coupe Dodge 2017 de façon écoresponsable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette subvention vise à favoriser la tenue d'événements d'envergure à Montréal, dont les avantages et retombées économiques, médiatiques, sportifs et sociaux sont appréciables. Si l'arrondissement n'accorde pas la gratuité pour l'utilisation des installations de l'aréna Doug Harvey, l'Association de hockey mineur NDH pourra difficilement équilibrer le budget d'organisation de la Coupe Dodge 2017, ce qui réduira ou éliminera les profits anticipés, et par conséquent, les sommes à réinvestir dans son offre de service en hockey sur glace au profit des jeunes hockeyeurs et hockeyeuses montréalais. Ultimement, un déficit pourrait être encouru par l'association. Dans un tel cas, cette dernière pourrait devoir refiler la facture à ses membres, soit les jeunes hockeyeuses et hockeyeurs montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Division des relations avec les citoyens, des communications et du greffe de l'arrondissement relaiera dans ses outils, la stratégie de communication qui sera développée par le central pour ce projet municipal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Du 19 au 23 avril 2017, présentation de la Coupe Dodge 2017 à Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michelle DESJARDINS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Michelle DESJARDINS, 20 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève FRAPPIER
Chef de section

Tél : 514 868-5076
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-20

Raymond CARRIER
Chef de division bibliothèques

Tél : 5148684956
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1177202009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 9 500 $ (taxes comprises, si applicables) à l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) pour soutenir la réalisation d'activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder une contribution financière non récurrente de 9 500 $ (taxes comprises, si applicables) à l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) pour soutenir la réalisation d'activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites dans le dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-28 12:37

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177202009**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 9 500 $ (taxes comprises, si applicables) à l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) pour soutenir la réalisation d'activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1971, l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM), offre des activités de basketball pour la communauté philippine de l'arrondissement. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) soutien l'organisme aux niveaux logistique et financier pour la réalisation d'activités de basketball destinées aux jeunes philippins. La DCSLDS assure l'accès gratuit à plusieurs gymnases de ses centres. Les membres de l'Association proviennent en grande partie de l'arrondissement et participent régulièrement à de nombreux tournois municipaux, intermunicipaux, interprovinciaux et, à l'occasion internationaux. Ce sommaire vise à obtenir l'autorisation d'octroyer une contribution financière ponctuelle de 9 500$, taxes comprises si applicables, à l'Association. Le soutien financier demandé par l'organisme servirait, entre autres, à offrir un programme récréatif gratuit et à maintenir les activités estivales de basketball afin de rejoindre le plus grand nombre de jeunes Philippins et d'autres communautés culturelles de l'Arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 170011 - Accorder une contribution financière non récurrente de 9 500$ à l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) pour soutenir la réalisation de ses activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement; d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites dans le dossier décisionnel.

DESCRIPTION

Depuis 1993, l'organisme a développé un programme destiné aux jeunes Philippins et autres communautés culturelles provenant de milieux défavorisés afin de leur offrir des périodes de pratique de basketball. L'organisme accueille plus de 300 jeunes de l'arrondissement qui participent à des activités de basketball se déroulant dans différentes installations sur le territoire.
Ce sommaire vise à octroyer une contribution financière de 9 500 $, taxes comprises si applicables, à l'Association. PBAM dépose une demande de soutien financier afin d'être en mesure d'offrir des activités de basketball abordables pour les jeunes tout au long de l'année. Le soutien accordé financerait entièrement l'inscription de plus de 100 jeunes dans les programmes d'initiation et de compétition afin de faire la promotion de saines habitudes de vie et de permettre aux jeunes de développer leurs habiletés par le sport. Dans le même sens, près du tiers du coût d'inscription pourrait être financé pour supporter la participation de plus de 100 jeunes à la ligue estivale multiculturelle, leur permettant de développer leur sentiment d'appartenance. Ces fonds permettraient également le maintien de la ligue compétitive d'hiver où il y a plus de 150 jeunes inscrits chaque année.

JUSTIFICATION

En 2016, l'arrondissement adoptait une nouvelle Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif afin d'officialiser ses relations avec les organismes sans but lucratif sur son territoire. L'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) a été reconnu dans le cadre de ce processus.
L'organisme a également déposé une demande de soutien auprès de la DCSLDS. Le plan d'action et les objectifs du projet déposé par PBAM répondent au Cadre de référence de la DCSLDS. Les participants sont des jeunes âgés de 6 à 17 ans qui souhaitent s'initier à la pratique du basketball. Actuellement, c'est plus de 300 jeunes, provenant d'origines culturelles au sein de l'arrondissement, qui participent aux activités de l'organisme. Le projet mis en place par l'Association PBAM contribue au mieux-être des citoyens, au développement de la vie communautaire et est partie prenante du mandat de la DCSLDS.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette contribution est destinée à l'encadrement des activités jeunesse. Un montant de 9 500 $ non récurrent est disponible au budget de la DCSLDS pour des contributions à des organismes pour des activités en sport et loisir.
Imputation Montant Exercice financier
2406.0010000.300741.07123.61900.016490 9 500 $ 2017

Ce montant a été réservé par la demande d'achat # 484097.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Permet l'application de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal en intervenant sur les quatre piliers soit, le sport, le loisir, le développement social et la culture.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Garantir l'accessibilité et la participation aux activités de basketball qui se dérouleront dans certaines installations pour l'année 2017, principalement les activités du programme estival destiné aux jeunes;

- Assurer une saine supervision et allouer les ressources nécessaires à la réalisation de l'offre de services;
- Développer de saines habitudes de vie et un sentiment de fierté chez des jeunes qui peuvent être à risque.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Diffusion de la programmation dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

- La publicité de ces activités est réalisée au moyen de dépliants distribués dans les écoles du secteur, du répertoire des activités de l'arrondissement et auprès des membres des autres associations du milieu;
- Des articles paraissent dans les journaux du quartier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Versement de la contribution financière;
· Réalisation de la ligue estivale;
· Évaluation des activités estivales;
· Réalisation des programmes d'entraînement, de récréation et de la ligue hivernale;
· Évaluation des activités hivernales;
· Bilan des activités avec l'organisation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève FRAPPIER

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

Raymond CARRIER

Chef de section

Tél : 514 868-5076
Télécop. : 000-0000

Chef de division bibliothèques

Tél : 514 8684021
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1177202009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 9 500 $ (taxes comprises, si applicables) à l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) pour soutenir la réalisation d'activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement.



demande financement PBAM 2017.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève FRAPPIER
Chef de section

Tél : 514 868-5076
Télécop. : 000-0000

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Date de réception de la demande

Formulaire de demande de soutien financier

Programme: Soutien à la réalisation d'activités de loisirs
Année : 2017 (6-17 years old)

1. Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme: Philippine Basketball ~~Assn.~~ of Montreal PBAM

No d'enregistrement REQ: 1165546558

Date d'incorporation: DEC. 8, 2008

Adresse (no civique, rue, ville, province, code postal): P.O. Box 85 Snowdon Stn. Montreal H3X 3X8

Représentant désigné: JAKE C. MAGUIGAD

Titre: ADVISER

Numéro de téléphone: 514 636-7831

Adresse courriel: JCmaguigad@gmail.com

Site internet

Mission de l'organisme, tel qu'inscrite dans vos lettres patentes (maximum 5 lignes)

1. promote and develop the game of basketball in the community
2. participate in the social and cultural affairs of the community
3. to cooperate with the Dept. of Leisure, Sports and Social development in the promotion of basketball and other such activity related to sports

Décrivez brièvement la raison de la demande de soutien

To help with the Financial needs and social development of young players from Single parent families, Filipino and Multi-Cultural

2. Description du Plan d'action/Projet

Date de début January 2017 | Date de fin Annual to 2022

2.1 Objectif général du Programme
Offrir à la population une programmation diversifiée, accessible et adaptée à la clientèle visée dans le but d'améliorer la qualité de vie des citoyens.

2.2 Objectifs spécifiques du Programme
Fournir aux participants la formation et l'encadrement leur permettant d'acquérir les connaissances et habiletés nécessaires à la pratique d'activités de loisirs.
Sensibiliser les citoyens aux nombreuses possibilités des pratiques qui s'offrent à eux; tel que la pratique libre, etc.
Répondre aux besoins des différents groupes d'âge (jeunes, adultes et aînés), en fonction des priorités et de la réalité socio-économique et culturelle du milieu afin de favoriser le rapprochement dans et entre les communautés, par la communauté.
Offrir une programmation de qualité, diversifiée et accessible d'activités culturelles, socio-éducatives, scientifiques, socio-récréatives, d'activités physiques et de plein air.
Éveiller l'intérêt des participants pour les événements métropolitains reliés aux activités culturelles, socio-éducatives, scientifiques, socio-récréatives, physiques et de plein air.
Promouvoir la pratique de tout type de loisir auprès des citoyens de l'arrondissement.

2.3 Objectifs opérationnels du Plan d'action/Projet (avec indicateurs)	Moyen/Ressources	Suivi de gestion/ Outils de mesure	Résultats attendus

2,3 OBJECTIVES OF PROJECT

1. The formation of an organized competitive and Recreational League
2. Training Programmes to promote interest, develop and improve individual skills
3. Continuing training programs. Practices will also serve as leisure time for these players and overworked parents
4. Inexpensive and constractive Quality time for single overworked parents to enjoy, relax and interact with other parents

These activities will be met through the players initiative, guided and helped by volunteers to convince parents to spend time together as a family

Attaining this is also dependent upon the extended help, Financial and others by the Dept of Leisure, Sports, Social Development CDN NDG

2.4 Activités offertes dans le cadre du Programme/Projet

Activité*	Clientèle cible/ groupe d'âge	Nb de participants prévus	Durée Nb sem	Nb heure/sem	Coût/ participant
RECREATIONAL	12 - 17	50		1.5	Free
TRAINING	6 - 11	60		2.0	Free
COMPETITIVE WINTER LEAGUE	5 - 17	170	18	8.0	$55.00
MULTI - CULTURAL	11 - 13	40	6	5	10.00
SUMMER	14 - 15	40	6	5	15.00
TOURNAMENTS	16 - 17	40	6	5	20.00

*Au besoin, vous pouvez joindre la programmation de l'organisme.

2.5 Personal Profile of Volunteers

2 Hours minimum, 5 hrs. max per Weekend per club

Jess Mendiola GIG — Frank Bardoug BANNA
Aron Poonin KENT — John W. Estioko AK
Lito Lalio PAWIS — Bon Liugon FCAWI

All persons entrusted, with the project, directly or indirectly have common outstanding qualities: love of basketball and Sports, Knowledge, experience, dedication and patience.

FUNCTION:

Administrative, Management and Budgetary responsibilities in the operation of the clubs (Associations

TASKS:

Recruiting, players training, coaching, educating and teaching the Value of Sports, health and sportsmanship

EDUCATION:

minimum High School Diploma, bilingual with basic Knowledge of rules of the game and who have played in an organized League, Philippine or Canadian

2.6

3.2 Pour le Plan d'action/Projet Provide potential budget

Donnez vos prévisions budgétaires pour la première année du (des) plan(s) d'action que vous soumettez.

A) Revenus		Montant
Contribution de la Ville de Montréal Ville de MTL contribution	Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (pour le Plan d'action/Projet)	$ 10,000
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions du gouvernement provincial (précisez)		
Contributions du gouvernement fédéral (précisez)		
Contributions d'autres sources (précisez) other contributions		
Revenus autonomes	Cotisations des membres membership fee	9350.-
	Tarification des activités activity fee	
	Location d'installations et d'équipements rental of equipment	
	Activités d'autofinancement fundraising	
	Autres revenus	
	TOTAL DES REVENUS=	19350.0$

B) Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Expenses	Coordination coordination			1500.-
	Animation			
	Intervention			
	Gestion et soutien administratif			1200.-
Salaires et avantages sociaux	Accueil			
	Soutien technique			
	Surveillance			
	Entretien			
	Autres			
Honoraires	Services professionnels referees			10,800. 50%
Frais de location rental fees	Bâtiments Bur. direct			1,000.
	Équipements equipment (balls etc.)			600.
Frais d'entretien maintenance fees	Bâtiments			
	Équipements uniforms			800.
Frais de déplacement et transport	Transport and moving fees			700.
Matériel et fournitures	material + furniture			
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)				1300.
Autres dépenses				
	TOTAL DES DÉPENSES =			18,900.0$

4. Locaux, espaces et ressources matérielles (pour le Plan d'action/Projet)

4.1 Détermination des besoins - needs ?

Les organismes peuvent bénéficier de locaux gratuits pour la réalisation du Plan d'action/Projet convenu, en fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'Arrondissement.

	Ensemble des activités de l'organisme	Plan d'action/ Projet
Nombre d'employés à temps complet (1820 heures par année)	0	
Nombres d'employés à temps partiel et occasionnels	0	
Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à la réalisation du plan d'action spécifique au Plan d'action/Projet		
Pourcentage d'heures consacrées aux autres activités reliées à la mission de l'organisme		

4.2 Ressources locatives (locaux, gymnase, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité
Centre Sportif ~~Conte~~ Westhill	11h/sem
Centre Sportif Bréboeuf (Surveillance payé)	7h/sem
Centre Sportif Trenholme	4h/sem
Centre Sportif CDN (payé) après 60h)	3h/sem
Notre-Dame-des-Neiges	5h/sem

4.3 Ressources matérielles (tables, chaises, équipement sportif, etc.)

En fonction des disponibilités et selon les organismes

Ressources	Quantité

Engagement de l'organisme

Nous soussigné | PEAMS

Après avoir pris connaissance du Programme - Soutien à la réalisation d'activités de loisirs nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du Plan d'action/Projet, toute somme non engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature | JCMACVICAR
Représentant dédigné par l'organisme pour la présente demande de soutien

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la demande de soutien | JAKE MACVICAR ADVISER

Date | Feb. 17/2017

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

A. Documents obligatoires au moment de la demande financière

- [x] Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé
- [ ] Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

B. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

- [ ] Copie du certificat d'assurances requis pour le Plan d'action/Projet
- [ ] Plan d'action modifié si requis

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés.

a) dans une enveloppe directement à l'attention de

Demande de soutien financier
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

ou

b) numérisés et envoyés par courriel à: hela.dhaou@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que:

Les renseignements demandés doivent être inscrits sur le formulaire ;

Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme | Soutien à la réalisation d'activités de loisirs seront automatiquement retournés à l'organisme.

Pour tous renseignements, veuillez contacter votre agent de développement attitré.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien

Extrait authentique du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de

Nom légal de l'organisme: Pilipino Basketball Assn. of Montreal PBAM

Tenue le jour/date/mois/année (ex. mercredi 3 avril 2016): DEC. 8 2008

Lieu et heure:

No de résolution (si applicable):

Attendu que la corporation désire signer une convention dans le cadre du Programme: Soutien à la réalisation d'activités de loisirs avec la Ville de Montréal, Division de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme FRANCISCO BALLAYO7 à représenter la Corporation et à signer tous documents nécessaires aux fins du dossier de la convention avec la Ville de Montréal.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme MEL NATIVIDAD à signer tous documents liés aux affaires courantes de l'organisme cité.

IL EST RÉSOLU:
d'autoriser (nom et fonction) M./Mme ROMELYN MAYUGA à signer tous documents liés aux documents liés aux affaires bancaires de l'organisme cité.

Président	Secrétaire
Nom en lettres moulées: ARSENIO MICHAEL CASTRO	Nom en lettres moulées: Shering Mae Tugade
Signature: ARSENIO MICHAEL CASTRO	Signature: Tugade
Date: FEBRUARY 18, 2017	Date: February 18, 2017

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1177202009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 9 500 $ (taxes comprises, si applicables) à l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) pour soutenir la réalisation d'activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1177202009- cert. fonds DSLCDS -PBAM.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-28

Denis GENDRON
Directeur

Tél : 514 868-3644
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1177202009**
Nature du dossier	**Contribution financière – Philipine Basketball Association of Montreal (PBAM)**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Accorder une contribution financière non récurrente de 9 500 $ (taxes comprises, si applicables) à l'organisme Philippine Basketball Association of Montreal (PBAM) pour soutenir la réalisation d'activités sportives auprès de l'ensemble de la communauté philippine de l'arrondissement.

Imputer la dépense comme suit :

GDD 1177202009 - Contribution financière PBAM

Imputation	2017
2406.0010000.300741.07123.61900.016490 .0000.000000.000000.00000.0000 CR: CDN - Gestion sports, loisirs, dév. soc. A: Exploitation des centres commun. - Act.récréatives O: Contribution à d'autres organismes SO: Organismes sportifs et récréatifs	9 500.00 $
Total	**9 500.00 $**

Cette dépense est entièrement assumée par le budget de fonctionnement de la Direction des sports, loisirs, culture et développement social de l'arrondissement CDN/NDG et est réservée par la demande d'achat no. 484097.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1175265007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 10 300 $.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 10 300 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Communauté hellénique du Grand Montréal 5777, av. Wilderton Montréal (Qiuébec) H3S 2V7 a/s M. Nicholas T. Pagonis Président	Aider l'organisation pour ses festivités lors de la Fête nationale de la Grèce qui se dérouleront les 25 et 26 mars 2017.	**TOTAL : 1 000 $** Russell Copeman 400 $ Lionel Perez 200 $ Magda Popeanu 400 $
L'Envol des femmes / Women on the Rise 6870, rue de Terrebonne Montréal (Québec) H4B 1C5 a/s Mme Grace Campbell Directrice générale	Pour aider le centre à concevoir un site internet qui lui servira pour sa collecte de fonds afin de continuer d'offrir des services, des ateliers et des programmes d'entraide et de soutien aux femmes et enfants 0-5 ans.	**TOTAL : 650 $** Russell Copeman 400 $ Peter McQueen 150 $ Jeremy Searle 100 $
Association des infirmières et infirmiers philippins du Québec AIIPQ inc. (FNAQ) 5850, av. Monkland, #101 Montréal (Québec) H4A 1 a/s Mme Corazon Diaz Abdon Présidente	Afin de souligner le 25e anniversaire de l'Association et la Semaine internationale des infirmières et infirmiers.	**TOTAL : 500 $** Russell Copeman 167 $ Lionel Perez 167 $ Marvin Rotrand 166 $
Corporation des Juifs espagnols et portugais Shearith Israel de Montréal	Pour aider à l'organisation des activités qui souligneront le 250e	**TOTAL : 400 $**

4894, av. Saint-Kevin Montréal (Québec) H3W 1P2 a/s M. James Archibald Président	anniversaire de l'existence de la Corporation en 2018.	Lionel Perez 200 $ Marvin Rotrand 200 $
Conseil communautaire NDG 5964, av. Notre-Dame-de-Grâce, #204 Montréal (Québec) QC H4A 1N1 a/s Mme Halah Al-Ubaidi Directrice générale	Pour aider à l'organisation de la Table interculturelle de NDG qui a eu lieu le 4 février 2017.	**TOTAL : 250 $** Jeremy Searle 250 $
Conseil communautaire NDG 5964, av. Notre-Dame-de-Grâce, #204 Montréal (Québec) QC H4A 1N1 a/s Mme Halah Al-Ubaidi Directrice générale	Afin d'apporter un soutien à la célébration du Nouvel An lunaire 2017 qui a eu lieu le samedi 4 février 2017 à l'église Saint Philip's Anglican.	**TOTAL : 400 $** Russell Copeman 100 $ Peter McQueen 100 $ Jeremy Searle 200 $
Dépôt alimentaire Notre-Dame-de-Grâce 2146, av. de Marlowe Montréal (Québec) H4A 3L5 a/s M. Daniel Rotman Directeur général	Pour cultiver des fruits et des légumes pour le Dépôt alimentaire Notre-Dame-de-Grâce dans le Parc de la Confédération.	**TOTAL : 6 000 $** Jeremy Searle 5500 $ Peter McQueen 500 $
Projet Genèse 4735, chemin de la Côte-Sainte-Catherine Montréal (Québec) H3W 1M1 a/s M. Michael Chervin Directeur général	Afin de permettre à cet organisme à poursuivre sa mission, particulièrement son travail de défense pour les démunis dans le domaine de l'habitation.	**TOTAL : 800 $** Russell Copeman 200 $ Marvin Rotrand 200 $ Lionel Perez 200 $ Magda Popeanu 200 $
Société québécoise d'ensemble-claviers 4397, avenue Coolbrook Montréal (Québec) H4A 3G1 a/s Irina Krasnyanskaya Directrice artistique	Société québécoise d'ensemble-claviers pour ses activités dans le cadre de la 5e édition de les « Saisons Russes de Montréal 2017 » de la Ville de Montréal dont le concert d'ouverture se déroulera au Centre culturel de NDG le 11 mai 2017.	**TOTAL : 300 $** Magda Popeanu 150 $ Peter McQueen 150 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-03-02 10:55

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1175265007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 10 300 $.

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de Russell Copeman, maire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, de Marvin Rotrand, conseiller de la Ville pour le district de Snowdon, de Peter McQueen, conseiller de la Ville pour le district de Notre-Dame-de-Grâce, de Magda Popeanu, conseillère de la Ville pour le district de Côte-des-Neiges, de Lionel Perez, conseiller de la Ville pour le district de Darlington et de Jeremy Searle, conseiller de la Ville pour le district de Loyola, autoriser le versement de contributions financières non récurrentes de 10 300 $ à divers organismes sportifs, communautaires ou bénévoles qui ont comme objectifs d'encourager, de récompenser, de souligner ou de permettre la participation des citoyens de notre arrondissement à des événements ou de mettre en valeur et de faire connaître notre patrimoine. Ces contributions totalisant 10 300 $, proviennent des budgets discrétionnaires des élus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Autoriser aux divers organismes les contributions financières totalisant la somme de 10 300 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 10 300 $. La dépense totale est imputée au budget des élus, tel que décrit dans la certification de fonds.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon PROVOST
Chargée de secrétariat

Tél : 514-872-4863
Télécop. : 514-868-3327

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Aki TCHITACOV
directeur de cabinet en arrondissement

Tél : 514-868-3523
Télécop. : 514-868-3327

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1175265007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 10 300 $.

Voir le tableau des sommaires des élus de CDN-NDG ci-joint.

Tableau des sommaines decisionnels 2017-03-06.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon PROVOST
Chargée de secrétariat

Tél : 514-872-4863
Télécop. : 514-868-3327

SOMMAIRES DÉCISIONNELS POUR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DU 6 MARS 2017

Organisme	Justification	Montants et Donateurs
Communauté hellénique du Grand Montréal 5777, av. Wilderton Montréal (Qiuébec) H3S 2V7 a/s M. Nicholas T. Pagonis Président	Aider l'organisation pour ses festivités lors de la Fête nationale de la Grèce qui se dérouleront les 25 et 26 mars 2017.	TOTAL **:** **1 000 $** Russell Copeman 400 $ Lionel Perez 200 $ Magda Popeanu 400 $
L'Envol des femmes / Women on the Rise 6870, rue de Terrebonne Montréal (Québec) H4B 1C5 a/s Mme Grace Campbell Directrice générale	Pour aider le centre à concevoir un site internet qui lui servira pour sa collecte de fonds afin de continuer d'offrir des services, des ateliers et des programmes d'entraide et de soutien aux femmes et enfants 0-5 ans.	TOTAL **:** **650 $** Russell Copeman 400 $ Peter McQueen 150 $ Jeremy Searle 100 $
Association des infirmières et infirmiers philippins du Québec AIIPQ inc. (FNAQ) 5850, av. Monkland, #101 Montréal (Québec) H4A 1 a/s Mme Corazon Diaz Abdon Présidente	Afin de souligner le 25e anniversaire de l'Association et la Semaine internationale des infirmières et infirmiers.	TOTAL **:** **500 $** Russell Copeman 167 $ Lionel Perez 167 $ Marvin Rotrand 166 $
Corporation des Juifs espagnols et portugais Shearith Israel de Montréal 4894, av. Saint-Kevin Montréal (Québec) H3W 1P2 a/s M. James Archibald Président	Pour aider à l'organisation des activités qui souligneront le 250e anniversaire de l'existence de la Corporation en 2018.	TOTAL **:** **400 $** Lionel Perez 200 $ Marvin Rotrand 200 $
Conseil communautaire NDG 5964, av. Notre-Dame-de-Grâce, #204 Montréal (Québec) QC H4A 1N1 a/s Mme Halah Al-Ubaidi Directrice générale	Pour aider à l'organisation de la Table interculturelle de NDG qui a lieu le 4 février 2017.	**TOTAL :** **250 $** Jeremy Searle 250 $
Conseil communautaire NDG 5964, av. Notre-Dame-de-Grâce, #204 Montréal (Québec) QC H4A 1N1 a/s Mme Halah Al-Ubaidi Directrice générale	Afin d'apporter un soutien à la célébration du Nouvel An lunaire 2017 qui a eu lieu le samedi 4 février 2017 à l'église Saint Philip's Anglican.	**TOTAL :** **400 $** Russell Copeman 100 $ Peter McQueen 100 $ Jeremy Searle 200 $

Organisme	Justification	Montants et Donateurs
Dépôt alimentaire Notre-Dame-de-Grâce 2146, av. de Marlowe Montréal (Québec) H4A 3L5 a/s M. Daniel Rotman Directeur général	Pour cultiver des fruits et légumes pour le Dépôt alimentaire Notre-Dame-de-Grâce dans le Parc de la Confédération.	**TOTAL : 6 000 $** Jeremy Searle 5 500 $ Peter McQueen 500 $
Projet Genèse 4735, chemin de la Côte-Sainte-Catherine Montréal (Québec) H3W 1M1 a/s M. Michael Chervin Directeur général	Afin de permettre à cet organisme à poursuivre sa mission, particulièrement son travail de défense pour les démunis dans le domaine de l'habitation.	**TOTAL : 800 $** Russell Copeman 200 $ Marvin Rotrand 200 $ Lionel Perez 200 $ Magda Popeanu 200 $
Société québécoise d'ensemble-claviers 4397, avenue Coolbrook Montréal (Québec) H4A 3G1 a/s Irina Krasnyanskaya Directrice artistique	Société québécoise d'ensemble-claviers pour ses activités dans le cadre de la 5e l'édition de les « Saisons Russes de Montréal 2017 » de la Ville de Montréal dont le concert d'ouverture se déroulera au Centre culturel de NDG le 11 mai 2017.	**TOTAL : 300 $** Magda Popeanu 150 $ Peter McQueen 150 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175265007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 10 300 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1175265007 Certification des fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières
Tél : 514-868-3814

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-28

Denis GENDRON
Directeur
Tél : 514 868-3644
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Numéro de dossier	**1175265007**
Nature du dossier	**Contributions financières**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 10 300 $ comme suit :

Organisme	DA	Jeremy Searle	Lionel Perez	Magda Popeanu	Marvin Rotrand	Peter McQueen	Russel Copeman	Total
Association des infirmières et infirmiers philippins du Québec AIIPQ inc. (FNAQ)	484996		(167 $)		(166 $)		(167 $)	(500 $)
Communauté hellénique du Grand Montréal	484981		(200 $)	(400 $)			(400 $)	(1 000 $)
Conseil communautaire NDG	485001	(250 $)						(250 $)
	485003	(200 $)				(100 $)	(100 $)	(400 $)
Corporation des Juifs espagnols et portugais Shearith Israel de Montréal	484999		(200 $)		(200 $)			(400 $)
Dépôt alimentaire Notre-Dame-de-Grâce	485006	(5 500 $)				(500 $)		(6 000 $)
L'Envol des femmes	484984	(100 $)				(150 $)	(400 $)	(650 $)
Projet Genèse	485010		(200 $)	(200 $)	(200 $)		(200 $)	(800 $)
Société Québécoise d'Ensemble-claviers	485014			(150 $)		(150 $)		(300 $)

Organisme	DA	Jeremy Searle	Lionel Perez	Magda Popeanu	Marvin Rotrand	Peter McQueen	Russel Copeman	Total
TOTAL		(6 050 $)	(767 $)	(750 $)	(566 $)	(900 $)	(1 267 $)	(10 300 $)

La dépense totale est imputée au budget des élus comme suit :

Élu	Imputation	Total
Jeremy Searle	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.001575.0	(6 050 $)
Lionel Perez	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000557.0	(767 $)
Magda Popeanu	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.001577.0	(750 $)
Marvin Rotrand	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000137.0	(566 $)
Peter McQueen	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000558.0	(900 $)
Russel Copeman	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.001576.0	(1 267 $)
		(10 300 $)

Les fonds ont été réservés par les demandes d'achat inscrites au tableau.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1177202005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'un avenant à la convention de contribution financière intervenue entre l'arrondissement et Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CA17 170010) pour la consolidation du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM) pour l'année 2017, et autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 5 124 $, incluant toutes les taxes si applicables.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser la signature d'un avenant à la convention de contribution financière intervenue entre l'arrondissement et Prévention Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CA17 170010) pour la consolidation du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM) pour l'année 2017, et autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 5 124 $, incluant toutes les taxes applicables;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement couverte par la Ville centre.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-28 10:19

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177202005**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'un avenant à la convention de contribution financière intervenue entre l'arrondissement et Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CA17 170010) pour la consolidation du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM) pour l'année 2017, et autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 5 124 $, incluant toutes les taxes si applicables.

CONTENU

CONTEXTE

En janvier 2017, le conseil d'arrondissement autorisait la signature d'une convention de contribution financière avec l'organisme Prévention Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, pour la période du 17 janvier 2017 au 31 décembre 2017 (CA17 170010). Les actions développées par Prévention Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce avec les citoyens et pour leur bénéfice pour la durée de la convention couvrent quatre axes principaux :
I. prévention de la criminalité (axe majeur);
II. prévention des incendies (axe mineur);
III. prévention en sécurité civile (axe mineur);
IV. premiers soins (axe mineur).

Annuellement, la Ville centre adopte un budget additionnel non récurrent à répartir parmi les organismes qui gèrent le Programme dans les arrondissements. La contribution supplémentaire prévue pour Prévention Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce est de 5 124 $. Un avenant à la convention conclu avec l'organisme doit être signé afin de bonifier la contribution financière attribuée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 170350 (7 décembre 2015) - Autoriser la signature d'une entente de partenariat à intervenir entre l'arrondissement et l'organisme Prévention Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce pour la réalisation des activités reliées au Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine, pour la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016 et autoriser le versement d'une contribution financière de 250 300 $ (incluant toutes les taxes, si applicables) pour la durée de la convention avec cet organisme.
CA17 170010 (17 janvier 2017) **-** Autoriser la signature d'une convention de contribution financière à intervenir entre l'arrondissement et Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour la période du 17 janvier 2017 au 31 décembre 2018 et octroyer le versement d'une contribution financière totale de 500 600 $ (incluant toutes les taxes, si applicables) pour la réalisation des activités reliées au Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à verser cette contribution supplémentaire de 5 124 $ à Prévention Côte-des-Neiges—Notre−Dame-de-Grâce pour la réalisation du programme selon les orientations et paramètres déjà adoptés par le conseil d'arrondissement du 17 janvier 2017 (CA 17 170010).

JUSTIFICATION

Le plan d'action de Prévention Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce répond aux attentes de la Table en sécurité urbaine du comité en développement social de l'arrondissement. Il est également arrimé avec les actions de divers partenaires de l'arrondissement.
L'organisme a déposé un budget prévisionnel pour cette subvention supplémentaire inclue au dossier décisionnel approuvé le 17 janvier 2017 (CA17 170010).
L'organisme fait partie de la liste des organismes reconnus de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution additionnelle totale de 5 124 $ est accordée dans le cadre du Programme montr
de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine. Ce montant est entièrement financé par la V
centre. Cette contribution est non récurrente et inclue toutes les taxes applicables.

Imputation comptable	**Montant**	**Exe fina**
2101.0010000.101177.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	5 124 $	201
Organisme : Prévention Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce		

Les crédits ont été réservés par l'engagement : QV77202005

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Permets l'application de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal en y intervenant sur un des quatre piliers, soit le développement social.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Grâce à ce programme, les initiatives développées à ce jour dans les arrondissements participants ont permis d'améliorer la sécurité des biens, des personnes et des communautés. Elles contribuent à la diminution des cambriolages, des actes de vandalisme et des crimes mineurs de même qu'à l'augmentation du sentiment de sécurité des citoyens.
L'organisme Prévention Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce fait partie du réseau d'organismes identifiés au Programme. Ce réseau favorise l'échange d'informations et

d'expertises de même que la formation. Cette collaboration assure une qualité de services dans les arrondissements couverts par le programme.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le programme est identifié dans le Répertoire des activités de sports et de loisirs de l'arrondissement et figure sur le site Internet de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités se déroulent depuis le 1er janvier 2017 et se poursuivront jusqu'au 31 décembre 2017. Une évaluation et un suivi des activités seront assurés par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.
Un plan d'action mis à jour a été déposé pour l'année 2017. L'organisme fournira un rapport mi-étape ainsi qu'un rapport final en décembre 2017. Ce rapport intégrera les activités réalisées avec cette nouvelle somme. Les états financiers en tiendront compte également.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jocelyne LEBRUN, Service de la diversité sociale et des sports
Michelle DESJARDINS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Jocelyne LEBRUN, 22 février 2017
Michelle DESJARDINS, 10 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michaelle RICHÉ
Conseiller(ere) en developpement communautaire

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-07

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél :	514 872-6086	**Tél :**	5148684956
Télécop. :		**Télécop. :**	

En projet

Système de gestion des décisions des instances
Document juridique

	Numéro de dossier : 1177202005
Unité administrative responsable	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet	Autoriser la signature d'un avenant à la convention de contribution financière intervenue entre l'arrondissement et Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CA17 170010) pour la consolidation du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM) pour l'année 2017, et autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 5 124 $, incluant toutes les taxes si applicables.

Validation du document : Texte préapprouvé de la banque de documents juridiques

Identification du document : Avenant

Avenant convention TANDEM 2017.doc

Demandeur
Michaelle RICHÉ
Conseiller(ere) en developpement communautaire
Tél. : 514 872-6086
Télécop. :
Date de ficelage :

Numéro de dossier :1177202005

Ne requiert pas l'approbation du contentieux :
Date Par
Terminé :

Approuvé quant à sa validité et à sa forme par :
Date Par
Approuvé :

Liste des modifications

Date Rev. Par
Création : 2017-02-09 14:41 Michaelle RICHÉ
Modifications :_2017-02-09 14:41 0. Michaelle RICHÉ

** Seules les cinq dernières modifications sont affichées.*

Avenant convention TANDEM 2015Avenant modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et Prévention Côte-des-Neiges─Notre-Dame-de-Grâce, pour la réalisation des activités du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine, approuvée par la résolution CA17 170010 du Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (ci-après, la « **convention** »).

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5**;**

No d'inscription TPS: 121364749
No d'inscription TVQ: 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »;

ET: **PRÉVENTION CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la loi sur les compagnies, ayant sa place d'affaires au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 598, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représentée par Madame Terri Ste-Marie, directrice, dûment autorisée à cette fin par une résolution de son conseil d'administration;

No d'inscription TPS: 137470019RT0001
No d'inscription TVQ: 1009346712 DQ 0001
Numéro d'organisme de charité: 137470019RR0001

ATTENDU QUE la Ville a approuvé, par la résolution numéro CA17 170010, la conclusion d'une convention de contribution financière (ci-après, la « **Convention de contribution financière** ») avec l'Organisme;

ATTENDU QUE la Politique de gestion contractuelle de l'arrondissement de Côte-des-Neiges─Notre-Dame-de-Grâce (ci-après nommée la « **Politique** »), est jointe en annexe à la Convention de contribution financière et s'applique à la convention et l'Avenant;

ATTENDU QUE les règles établies dans la Politique ont été respectées dans le cadre de la conclusion de l'Avenant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

La Convention de contribution financière intervenue entre les parties est modifiée pour :

remplacer l'Annexe 3 (Tableau établissant les montants des contributions financières de la Ville en considération des obligations assumées par l'Organisme, par l'Annexe 4 joint à l'Avenant qui est modifié pour ajouter la contribution et le versement lié à la bonification du programme à réaliser,

Tous les autres termes et conditions de la Convention de contribution financière continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2017

PRÉVENTION CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par: _____
Terri Ste-Marie

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 17e jour de janvier 2017 (résolution n° CA17 170010).

ANNEXE 4

TABLEAU DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DES MODALITÉS DE SES VERSEMENTS POUR LA RÉALISATION DU PROJET

NOM DE L'ORGANISME: Prévention Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce
ADRESSE: 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges suite 598
NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE: Madame Terri Ste-Marie
NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: 514-736-2732
GDD#: 1177202005

Prgramme de Financement	Nombre de mois	Contribution mensuelle	Contribution annuelle	Nombre des versements	Date du 1er versement	Montant du 1er vers.	Date du 2e versement	Montant du 2e vers.	Date du 3e versement
MESS-Ville									
année:									
2017	12	20 858,33 $	250 300,00 $	3	28-févr-17	83 433,33 $	01-juin-17	83 433,33 $	02-oct-17
2017	12	5 124,00 $	5 124,00 4	1			01-juin-17		
2018	12	20 858,33 $	250 300,00 $	3	28-févr-18	83 433,33 $	01-juin-18	83 433,33 $	02-oct-18
Sous total			505 724,00 $						

Total 2017	**255 424,00 $**
Total 2018	**250 300,00 $**
Total Convention	**505 724,00 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177202005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Autoriser la signature d'un avenant à la convention de contribution financière intervenue entre l'arrondissement et Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CA17 170010) pour la consolidation du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM) pour l'année 2017, et autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 5 124 $, incluant toutes les taxes si applicables.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1177202005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514-872-7801

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-10

Hong-Van TRAN
Conseillere budgetaire
Tél : 514-872-1094
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Certification de fonds

Budget de fonctionnement

Numéro de GDD: 1177202005

Engagements: QV77202005

Les informations budgétaires et comptables:

Imputation comptable	Montant
2101.0010000.101177.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000 AF-Général-Ville de Montréal / Budget régulier / Programme communautaire en prévention / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes	**5 124.00 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1172703001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Octroyer une subvention de 10 000$ à l'Association des gens d'affaires de Côte-des-Neiges pour la mise en place d'un plan de communications pour informer les commerçants de la création d'une Société de développement commercial

IL EST RECOMMANDÉ :
D'octroyer une contribution financière non récurrente de 10 000 $ à l'Association des gens d'affaires de Côte-des-Neiges pour la mise en place d'un plan de communications pour informer les commerçants de la création d'une Société de développement commercial.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-28 14:34

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1172703001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Octroyer une subvention de 10 000$ à l'Association des gens d'affaires de Côte-des-Neiges pour la mise en place d'un plan de communications pour informer les commerçants de la création d'une Société de développement commercial

CONTENU

CONTEXTE

L'Association des gens d'affaires de Côte-des-Neiges (AGA CDN) a déposé une requête pour créer une société de développement commercial (SDC). Afin d'assurer une démarche participative de la part de ses membres, elle souhaite mettre en place un plan de communication axé sur une diffusion digitale.

Une demande de subvention de 10 000$ a été soumise à l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

L'AGA CDN travaille activement avec ses membres depuis plus d'un an pour se regrouper en SDC afin de maintenir la vitalité commerciale du Chemin de la Côte-des-Neiges et de faire la promotion des activités commerciales qui s'y déroulent.

Le processus de mise en place et le fonctionnement d'une SDC sont complexes et parfois mal compris. Il est nécessaire de bien faire connaître les avantages et limites de ce type de regroupement commercial à tous les futurs membres.

L'AGA CDN souhaite de faire des rencontres informatives et promotionnelles et des campagnes digitales du projet de création de la SDC afin de susciter l'adhésion. Des rencontres individuelles ou en petits groupes avec des segments de commerçants ciblés ainsi qu'une transmission d'informations via le site internet mis en place en 2016 sont prévues.

Afin d’assurer la continuité des activités de communication, l’AGA CDN demande une subvention de 10 000$.

JUSTIFICATION

La Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises ainsi que la Direction de l’arrondissement ont investi beaucoup d’énergie et de temps pour accompagner l’AGA CDN dans sa démarche de création d’une SDC. L’importance de bien faire connaître le projet commun des marchands à tous les futurs membres a été maintes fois soulignée.

Dans le but d’aider l’AGA CDN à accomplir son devoir de bien faire connaître son projet de SDC auprès de l’ensemble des commerçants touchés, nous recommandons l’octroi de la subvention demandée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis BRUNET
Chef de division
Cadre sur mandat

Tél : 872-1569
Télécop. : 868-5050

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Stephane P PLANTE
Directeur d'arrondissement

Tél : 514 872-6339
Télécop. :



convention subvention SDC CDN.pdf

CONVENTION – SOUTIEN FINANCIER

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 5 du règlement RCA04 17044*;*

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DE CÔTE-DES-NEIGES**, personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 5400 chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal (Québec) H3T 1Y5, agissant et représentée par Madame Virginia Tiseo, responsable, dûment autorisée à cette fin par une résolution de son conseil d'administration;

No d'entreprise du Québec: 1149485585

ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE l'Organisme entend favoriser le développement économique de l'artère de Côte-des-Neiges *en collaboration avec les gouvernements, les institutions, les résidents et les groupes socio-communautaires*;

ATTENDU QUE l'Organisme a déposé une requête pour créer la SDC Expérience Côte-des-Neiges;

ATTENDU QUE l'Organisme veut mettre en place un plan de communication pour rejoindre ses membres;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle (ci-après la «Politique») en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de la présente convention. La Ville offre une subvention à l'Organisme pour la mise en place d'un plan de communication avec ses membres pour la création d'une SDC.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Directeur** » : le Directeur de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

3.1 Plan de communication

Mettre en place et réaliser un plan de communication pour tenir ses membres informés du processus de création de la SDC;

3.2 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

3.3 Responsabilité

prendre fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tenir indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais;

3.4 Organisme à but non lucratif

Maintenir pour toute la durée de la présente convention, son statut d'organisme à but non lucratif;

3.5 Vérification

affecter les sommes versées par la Ville uniquement aux fins mentionnées à l'article 2 et permettre aux représentants de la Ville de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et documents comptables et leur remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives leur permettant de s'assurer que l'argent a été utilisé à cette fin.

3.6 Rapport

remettre un rapport à la Ville détaillant l'utilisation des sommes versées.

ARTICLE 4
DROITS ET OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 Montant

En considération, de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser le montant suivant qui inclut toutes les taxes applicables :

$ 10 000 à la signature de la convention

ARTICLE 5
DÉONTOLOGIE

5.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités visées à l'article 3.1, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

5.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

5.3 L'Organisme doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

6.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) de l'article 6.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

6.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) de l'article 6.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

6.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 6, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 7
RÉSILIATION

7.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

7.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 8
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 9
ASSURANCES

9.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme co-assurée.

9.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

9.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 10
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 11
RELATION CONTRACTUELLE

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 12
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 13
POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

L'Organisme déclare qu'il a pris connaissance de la Politique, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application de la Politique comme si elles étaient reproduites au long à la Convention de partenariat et prend les engagements prévus au paragraphe 6 de la Politique.

ARTICLE 14
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Directeur d'arrondissement

Le e jour de 2017

ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DE CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____

La convention a été approuvée par le Conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal le 6 mars 2017 (résolution CA17 XXXXXX).

Initiales _____
Initiales _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1172703001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Octroyer une subvention de 10 000$ à l'Association des gens d'affaires de Côte-des-Neiges pour la mise en place d'un plan de communications pour informer les commerçants de la création d'une Société de développement commercial

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1172703001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-27

Denis GENDRON
Directeur

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1172703001

Ce dossier vise à :

- autoriser l'octroi d'une contribution non récurrente de 10 000$ à l'Association des gens d'affaires de Côte-des-Neiges

Provenance

Le budget est prévu au budget de fonctionnement 2017 de la direction de l'arrondissement :

2406.0010000.300700.06503.61900.016491.0000.000000.000000.00000.0

Imputation

Surplus des élus:

IMPUTATION	2017
2406.0010000.300700.06503.61900.016491.0000.000000.000000.00000.0	10 000 $
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Source : Budget régulier Centre de responsabilité : CDN - Direction Activité : Tourisme - Promotion et développement économique Objet : Contribution à d'autres organismes Sous-objet : Autres organismes	
Total de la dépense	**10 000 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1177551003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à la SOCENV, un contrat de services pour l'aménagement de ruelles vertes dans l'arrondissement, autoriser une dépense à cette fin d'au plus 35 000,00 $, toutes taxes incluses, et approuver un projet de convention à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'accorder à l'organisme Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) un contrat de services pour l'aménagement de ruelles vertes dans l'arrondissement.

D'autoriser une dépense à cette fin d'au plus 35 000,00 $, toutes taxes incluses.

D'approuver un projet de convention à cette fin.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-03-02 09:45

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177551003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à la SOCENV, un contrat de services pour l'aménagement de ruelles vertes dans l'arrondissement, autoriser une dépense à cette fin d'au plus 35 000,00 $, toutes taxes incluses, et approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

En 2013, l'arrondissement a lancé un programme de ruelles vertes pour contrer le phénomène urbain des îlots de chaleur. Cette initiative s'inscrivait dans la foulée du Plan local de développement durable 2012-2015 et avait pour objectifs d'accompagner des citoyens dans leur démarche de verdissement et d'offrir une expertise et un soutien financier.
La mise en place d'un nouveau processus et d'une nouvelle stratégie pour la gestion du projet des ruelles vertes, tel que stipulé dans le nouveau plan d'action pour le programme des ruelles vertes, a pour objectif principal de permettre à la SOCENV, via le programme Éco-quartier CDN-NDG, de contribuer davantage à l'amélioration de la qualité de vie des résidents des quartiers Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce.

Objectifs spécifiques :

- Reconstruire un programme plus efficace tout en évitant les délais et les retards dans l'exécution du projet;
- Contribuer davantage au verdissement et à la propreté au sein de l'arrondissement;
- Permettre aux ruelles vertes de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de jouer un rôle actif dans les événements communautaires et de renforcer la fraternisation entre les résidents. En effet, avec ses espaces verts et riches en flores indigènes, les ruelles vertes seront accueillantes pour les habitants et les visiteurs du quartier.
- Répondre à une une des priorités d'intervention du Plan Montréal durable 2016-2020 : verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le nouveau plan d'action stipule que la SOCENV, via le programme Éco-quartier CDN-NDG, sera responsable de la gestion de l'enveloppe budgétaire du projet. Elle sera responsable de la gestion du projet et accompagnera les résidents riverains dans leurs démarches :

planification des aménagements, commandes, achats, mobilisation communautaire et maintien de l'engagement des résidents pour l'entretien de leur ruelle verte.
Pour chacun des projets de ruelle verte, un budget d'environ 5000 $ sera remis en deux versements d'environ 2 500 $ à la SOCENV; le premier versement sera fait, pour chacune des ruelles identifiées, des la réception, par l'arrondissement, de l'estimé des coûts effectué par le contractant et l'autre 2 500$ sera versé à la fin du projet.

Les projets de ruelles vertes seront réalisés en collaboration avec la Direction des travaux publics - division de la voirie et des parcs, qui assistera la SOCENV lors de la planification et de la création des nouveaux aménagements de ruelles vertes. La SOCENV présentera un rapport détaillé à la Direction des travaux publics - division de la voirie et des parcs à la fin de chacun des projets : dépenses, aménagements, photos, reçus, et toutes pièces justificatives permettant de dresser le portait de l'utilisation du budget d'environ 5 000 $ attribué pour chacune des ruelles vertes inaugurées à l'arrondissement. En outre, ce rapport inclura les statistiques sur le nombre des personnes touchées et sensibilisées par le programme des ruelles vertes.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme de ruelles vertes s'inscrira dans le cadre du Plan local de développement durable et contribuera à l'augmentation du verdissement et à la réduction des îlots de chaleur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La SOCENV et la division des communications de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce collaboreront à la mise à jour du « Guide d'aménagement d'une ruelle verte », afin qu'il soit conforme au nouveau plan d'action.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La SOCENV présentera un rapport détaillé à la Direction des travaux publics-Division voirie et parcs sur chaque ruelle verte à la fin du projet, lequel se terminera au plus tard le 30 septembre 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2017-02-22
Nathalie RACICOT Secrétaire de direction		Pierre P BOUTIN Directeur	
Tél :	514 872-8881	**Tél :**	514 872-5667
Télécop. :		**Télécop. :**	514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1177551003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder, à la SOCENV, un contrat de services pour l'aménagement de ruelles vertes dans l'arrondissement, autoriser une dépense à cette fin d'au plus 35 000,00 $, toutes taxes incluses, et approuver un projet de convention à cette fin.



1. CONVENTION DE SERVICES.3.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie RACICOT
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-8881
Télécop. :

CONVENTION DE SERVICES

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par la secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »;

SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES (SOCENV), personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, suite 591, Montréal, Québec, H3S 2T6, agissant et représentée par Monsieur Charles Mercier, directeur, dûment autorisé aux fins de la présente convention en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 20 septembre 2016;

No d'inscription TPS : 89655 9838 RT0001
No d'inscription TVQ : 1018922734 TQ0002

Ci-après appelée le « **Contractant** »

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'à la suite du dépôt du Plan local de développement durable 2012-2015 qui avait pour objectifs d'accompagner des citoyens dans leur démarche de verdissement et d'offrir une expertise et un soutien financier, l'arrondissement lançait en 2013 un programme de ruelles vertes pour contrer le phénomène urbain des îlots de chaleur;

ATTENDU QU'en février 2017, un nouveau Plan d'action pour le programme des ruelles vertes a été déposé au bureau du directeur de l'arrondissement, lequel a pour objectif principal de permettre à l'arrondissement ainsi qu'aux organismes communautaires de contribuer davantage à l'amélioration de la qualité de vie des résidents en reconstruisant un programme plus efficace d'aménagement de ruelles vertes tout en évitant les retards dans la réalisation des projets;

ATTENDU QUE le Contractant a comme mission principale la sensibilisation du public sur les questions environnementales et l'amélioration de la qualité de vie des résidents de l'arrondissement à cet égard;

ATTENDU QUE la Ville souhaite accorder un contrat de service au Contractant pour l'aménagement de ruelles vertes;

ATTENDU QUE les parties ont élu domicile aux adresses indiquées à la présente Convention de services (ci-après appelée « Convention »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au contractant, laquelle est jointe à la présente (Annexe A);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET ET DURÉE

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la Convention et du nouveau Plan d'action pour le programme des ruelles vertes à Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (Annexe B) à :

1.1 assumer la gestion du projet des ruelles vertes en accompagnant les résidents riverains dans l'aménagement et l'entretien de ruelles vertes, lequel accompagnement comprend notamment la mobilisation communautaire, la planification des aménagements, les achats ainsi que l'aménagement et l'entretien des ruelles vertes.

1.2 Sous réserve de l'article 7 (Résiliation), la Convention prend effet à compter de son adoption par le conseil d'arrondissement et se termine au plus tard le 30 septembre 2018.

ARTICLE 2
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit assurer au Contractant sa collaboration en l'assistant lors de la planification et la création des nouveaux aménagements de ruelles vertes.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

3.1 rendre avec diligence les services ci-haut décrits et plus amplement détaillés à l'Annexe B;

3.2 À la fin de l'année, présenter à la Direction des travaux publics - Division de la voirie et des parcs :

- pour chacune des ruelles vertes qui auront été inaugurées, un rapport détaillé comprenant notamment le détail des aménagements, photos à l'appui;

- les statistiques sur le nombre des personnes touchées et sensibilisées par le programme des ruelles vertes;

3.2 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

3.3 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

3.4 n'entreprendre aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

3.5 assumer tous les frais relatifs à l'exécution de la présente Convention;

ARTICLE 4
DÉPENSES REMBOURSABLES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de trente cinq mille dollars (35 000,00 $), toutes taxes incluses, représentant une estimation d'environ 5 000,00 $ par ruelle, couvrant toutes les dépenses remboursables payables comme suit :

4.1 Pour chaque ruelle identifiée**,** une somme équivalente à 2 500,00 $ sera versée dès la réception de l'estimé de coûts effectué par le Contractant, et ce, pour les fins de démarrage des travaux de chaque ruelle;

4.2 Pour chaque ruelle identifiée, aux fins du remboursement du deuxième et dernier paiement, le Contractant doit remettre à la Ville, une facture finale comprenant le coût total (toutes taxes incluses) des travaux effectués pour chaque ruelle. La facture doit préalablement être approuvée par le gestionnaire responsable du dossier à la Ville;

4.3 La Ville paie au Contractant le montant de ses dépenses dans les trente (30) jours de la réception des factures, à moins que l'exactitude de celles-ci ne soit contestée par la Ville;

4.4 Aucun paiement de dépenses versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente Convention.

ARTICLE 5
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente Convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 4.

ARTICLE 6
DROITS D'AUTEUR

En considération des dépenses remboursables prévues à l'article 4, le Contractant :

6.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente Convention;

6.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente Convention.

ARTICLE 7
RÉSILIATION

7.1 La Ville peut mettre fin à cette Convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus.

7.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

7.3 Le Contractant renonce à tout recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ainsi que pour tout dommage occasionné du fait de cette résiliation.

ARTICLE 8
INDEMNISATION ET ASSURANCES

Le Contractant doit :

8.1 prendre fait et cause pour la Ville dans toute action intentée contre cette dernière en raison des présentes ou de l'exercice des droits en découlant et l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

8.2 maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée des présentes, une police d'assurance responsabilité civile accordant, par événement, une protection minimale de un million de dollars (1 000 000,00 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police par le Contractant. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

8.3 Le Contractant s'engage à remettre à la Ville, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
CLAUSES GÉNÉRALES

9.1 Aucune modification aux termes de cette Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.2 Une disposition de la présente Convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.3 La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.4 La présente Convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2017

SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES (SOCENV)

Par : _____
Monsieur Charles Mercier, directeur

Annexe A
Politique de la gestion contractuelle
(Voir pages suivantes)

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

Telle qu'adoptée par le conseil municipal, à sa séance du 23 août 2016, et par le conseil d'agglomération, à son assemblée du 25 août 2016

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19;

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, RLRQ c. T-11.011;

2° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville de Montréal;

3° « participation à l'élaboration des documents d'appel d'offres » : toute action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger les documents d'appels d'offres ou à y être intégrés;

4° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat par l'instance décisionnelle municipale compétente ou par un fonctionnaire en vertu d'un règlement de délégation;

5° « personne liée » : lorsqu'il s'agit d'une personne morale, un de ses administrateurs ou un de ses dirigeants de même que la personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de la personne morale et, lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés ou un de ses dirigeants;

6° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

7° « politique » : la présente politique de gestion contractuelle;

8° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. La politique a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19.

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Cette politique s'applique à tous les contrats municipaux et les démarches en lien avec ceux-ci. Elle doit être reflétée, en faisant les adaptations nécessaires, dans tous ces contrats, peu importe leur valeur, pour en assurer le respect.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a avec un des soumissionnaires ou une personne qui est liée à ce dernier.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. Au moment du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire fait état, par écrit, de tous ses liens personnels ou d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées aux documents d'appel d'offres comme ayant participé à l'élaboration des documents dudit appel d'offres.

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements fournis pour répondre aux exigences du premier alinéa sont complets et exacts.

6. En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement, que le soumissionnaire n'a pas embauché à quelque fin que ce soit, directement ou indirectement, une personne qui a participé à l'élaboration des documents de cet appel d'offres.

7. Le soumissionnaire ne peut, directement ou indirectement, embaucher une personne qui a participé à l'élaboration des documents de l'appel d'offres en cause dans les douze (12) mois suivant le début de période de soumissions pour cet appel d'offres.

8. L'adjudicataire d'un contrat doit, pendant la durée du contrat, informer la Ville, par écrit, de l'apparition de tout lien d'affaires entre les personnes ayant participé à l'élaboration de l'appel d'offres et lui-même, le tout dans les cinq (5) jours de l'apparition de ce lien.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION I
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

9. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

10. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION II
LOBBYISME

11. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, la personne qui contracte avec la Ville doit lui affirmer solennellement par écrit, le cas échéant, que ses communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

12. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

13. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

14. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

15. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Le secrétaire, les membres du comité (de sélection ou technique) et les consultants doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe à la présente politique.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

16. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

17. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission, ou d'un contrat de gré à gré, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte illégal de même nature susceptible de compromettre l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou de la gestion du contrat qui en résulte.

En déposant une soumission ou en concluant un contrat de gré à gré avec la Ville, son signataire affirme solennellement que le soumissionnaire ou le cocontractant de gré à gré n'a pas contrevenu, directement ou indirectement, au premier alinéa.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

18. Le cocontractant de la Ville doit faire affaire avec des sous-contractants qui respectent la présente politique tout au long de l'exécution du contrat, en faisant les adaptations nécessaires.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, à la présente politique, il doit en informer la Ville immédiatement.

19. Le cocontractant de la Ville ne peut faire affaire avec un sous-contractant écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat gré à gré avec la Ville.

SECTION VI
PRATIQUES ADMINISTRATIVES

SOUS-SECTION I
MODIFICATIONS AU CONTRAT

20. Une modification à un contrat doit être documentée et approuvée par les instances compétentes. Si telle modification s'appuie sur une exception prévue à la loi, celle-ci doit être précisée.

21. Les travaux payables à même les contingences doivent être documentés et approuvés par le directeur de l'unité d'affaires concernée ou son représentant désigné.

22. Tout dépassement des crédits autorisés aux fins du contrat doit être documenté et faire l'objet d'une nouvelle décision par les instances compétentes.

SOUS-SECTION II
INFORMATION ET OBTENTION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

23. Les soumissionnaires doivent se procurer eux-mêmes les documents d'appel d'offres au bureau désigné ou dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO), en acquittant les frais exigés, le cas échéant. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents.

24. Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, les rencontres d'information et les visites des lieux s'effectuent sur une base individuelle et sur rendez-vous.

SOUS-SECTION III
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

25. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal*, les personnes visées par cet article doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celui-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par la présente politique. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général et ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS À LA POLITIQUE

26. Tout membre d'un conseil ou employé de la Ville qui contrevient sciemment à la politique est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*.

27. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 9, 10, 25 avant l'octroi du contrat permet à la ville, à sa seule discrétion, de rejeter la soumission.

28. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17 emporte le rejet de la soumission;

29. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5, 6, 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 8, 9, 10, 11, 17 ou 25 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours.

30. Le non-respect des articles 18 ou 19 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat sans préjudice de ses autres droits et recours ou d'exiger de son cocontractant qu'il remplace le sous-contractant concerné.

31. Le soumissionnaire, dont la soumission a été rejetée conformément aux articles 27 ou 28, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une (1) année à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 5 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 9 ou 12;

2° trois (3) années à partir du rejet de la soumission qui résulte du non-respect de l'article 10;

3° cinq (5) années à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

32. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 29, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une (1) année de la découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 11 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 8, 9 ou 12;

2° trois (3) années de la découverte du non-respect de l'article 10;

3° cinq (5) années de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

33. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié, conformément à l'article 29 en raison des articles 6 ou 7, peut, à la seule discrétion de la Ville, se voir écarter de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois (3) années à compter de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect de l'article 7.

34. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 30, en raison d'une violation du 2e alinéa de l'article 18 ou de l'article 19, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois (3) années de la découverte de cette violation.

35. La personne liée à un soumissionnaire ou à un autre cocontractant de la Ville, qui a posé un geste contraire à la présente politique qui a emporté ou aurait pu emporter le rejet de la soumission ou la résiliation du contrat, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pour la même période que celle prévue pour le soumissionnaire ou le cocontractant à la présente politique, sous réserve de l'exception prévue à la fin de l'article précédent.

L'exclusion du premier alinéa s'applique également durant la même période :

1° aux personnes morales où la personne liée visée est administratrice, dirigeante ou détentrice d'actions du capital-actions qui lui confère au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale;

2° aux sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation où la personne liée visée est associée ou dirigeante.

36. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles, lorsqu'elle est la seule en mesure de :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics conclu par le Gouvernement du Québec;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

37. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquelles ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

CHAPITRE IV
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

38. Toute personne inscrite au registre des personnes écartées de tout appel d'offres en vertu de l'application de la politique en vigueur avant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération) demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction qui s'applique eu égard à l'infraction commise.
Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

39. Le fait qu'une personne :

- ait été déclarée coupable de collusion, de manoeuvres frauduleuses ou autre acte de même nature ou tenue responsable, par une décision finale d'un tribunal, à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat;
- ait admis avoir participé à un tel acte;
- ait soudoyé un employé d'un organisme public, un élu ou un membre du personnel de cabinet;

sur le territoire du Québec dans les cinq (5) années précédant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération), permet à la Ville, à sa seule discrétion, d'écarter cette personne, de même qu'une personne qui lui est liée, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant cinq (5) ans à compter de l'un ou de l'autre de ces événements.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

La commission d'un acte contraire à la présente politique pendant cette même période de cinq (5) années, dans le contexte d'un appel d'offres lancé par la Ville, d'un contrat ou d'un sous-contrat, permet à cette dernière, à sa seule discrétion, d'écarter le soumissionnaire, de même qu'une personne visée à l'article 35, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant la même période que celle prévue aux articles 31 à 35 à l'égard de tel acte.

40. La présente politique s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, notamment ceux en cours au moment de son adoption.

41. L'application de la présente politique est sous la responsabilité du directeur général de la Ville de Montréal.

ANNEXE A

Dispositions législatives de la *Loi sur les cités et villes* citées dans la Politique de gestion contractuelle

573.3.1.2. Toute municipalité doit adopter une politique de gestion contractuelle.

Une telle politique est applicable à tout contrat, y compris un contrat qui n'est pas visé à l'un des paragraphes du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 573 ou à l'article 573.3.0.2.

La politique doit notamment prévoir:

1° des mesures visant à assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission;

2° des mesures favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres;

3° des mesures visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes (chapitre T-11.011, r. 2) adopté en vertu de cette loi;

4° des mesures ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;

5° des mesures ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts;

6° des mesures ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte;

7° des mesures visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat.

Toute municipalité doit rendre sa politique accessible en tout temps en la publiant sur le site Internet où elle publie la mention et l'hyperlien visés au deuxième alinéa de l'article 477.6.

Le greffier doit, au plus tard le 30e jour suivant celui de l'adoption de la politique ou de toute résolution qui la modifie, en transmettre une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

L'article 573.3.4 s'applique uniquement, en ce qui concerne le non-respect d'une mesure prévue dans la politique, dans le cas d'un contrat dont le processus d'attribution a commencé après la date à compter de laquelle la mesure est prévue dans la politique.

573.3.4. Peut être tenu personnellement responsable envers la municipalité de toute perte ou préjudice subi par elle et déclaré inhabile à exercer, pendant deux ans, la fonction de membre du conseil de toute municipalité, celle de membre de tout organisme municipal au sens de l'article 307 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) ou celle de fonctionnaire ou d'employé d'une municipalité ou d'un tel organisme, le membre du conseil qui, sciemment, ne respecte pas l'interdiction prévue au paragraphe 3.1 de l'article 573 ou qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise ou effectue l'adjudication ou la passation d'un contrat sans respecter les règles ou les mesures, selon le cas, prévues aux articles précédents de la présente sous-section, dans l'un ou l'autre des règlements pris en vertu des articles 573.3.0.1 et 573.3.1.1 ou dans la politique adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2.

La responsabilité prévue au premier alinéa est solidaire et elle s'applique également à un fonctionnaire ou employé de la municipalité et à toute personne qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 529 et aux articles 532 à 535 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01) et celle en réparation de perte ou de préjudice, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours.

L'inhabilité peut également être déclarée au moyen de l'action en déclaration d'inhabilité prévue par la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Disposition de la *Charte de la Ville de Montréal* citée dans la Politique de gestion contractuelle

57.1.9. Dans l'exercice de ses fonctions, l'inspecteur général a le droit d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement, pertinents à la réalisation de son mandat, de la ville ou de tout fonctionnaire ou employé de celle-ci, de tout membre d'un conseil ou d'un comité de sélection, du cabinet d'un maire de la ville ou d'un conseiller désigné au sens de l'article 114.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de tout membre du personnel de ce cabinet ou d'une personne mentionnée au cinquième alinéa ou de tout représentant de celle-ci. Il peut en prendre toute copie.

L'inspecteur général peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa. Il peut obliger le propriétaire ou l'occupant des lieux visités et toute autre personne se trouvant sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable.

L'inspecteur général peut en outre utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

L'inspecteur général peut déterminer les modalités raisonnables selon lesquelles les documents ou les renseignements mentionnés au premier alinéa lui sont transmis.

La personne visée au premier alinéa est l'une des suivantes:

1° une personne morale qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes:

a) elle fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la ville;

b) la ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50% des membres de son conseil d'administration;

c) la ville ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50% de ses parts ou actions votantes en circulation;

2° une personne qui est en relation contractuelle avec la ville ou avec une personne morale visée au paragraphe 1º;

3° un sous-contractant de la personne visée au paragraphe 2º relativement au contrat principal visé à ce paragraphe.

L'inspecteur général doit, sur demande, s'identifier et exhiber au propriétaire ou à l'occupant des lieux visités en application du deuxième alinéa ou à toute autre personne se trouvant sur ces lieux, un certificat attestant sa qualité et signé par le greffier de la ville.

ANNEXE B
Nouveau Plan d'action pour le programme des ruelles vertes à Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
(Voir pages suivantes)

Nouveau plan d'action pour le programme des Ruelles Vertes à Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Par Nouha Dhahri : Chargée du projet des Ruelles Vertes

À l'attention de Monsieur Stéphane Plante

Directeur de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Février 2017

Objectif principal :

Mise en place d'un nouveau processus et d'une nouvelle stratégie pour la gestion du projet des ruelles vertes à Côte-des-Neiges et à Notre-Dame-de-Grâce. C'est une approche pour permettre à l'Arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Prévention CDN-NDG, SOCENV et Éco-quartier CDN-NDG de contribuer davantage à l'amélioration de la qualité de vie des résidents du quartier.

Objectifs spécifiques :

- Reconstruire un programme plus efficace tout en évitant les délais et les retards;
- Contribuer davantage au verdissement et à la propreté au sein de l'arrondissement;
- Permettre aux ruelles vertes de CDN-NDG de jouer un rôle actif dans les événements communautaires et de renforcer la fraternisation entre les résidents. En effet, avec ses espaces verdâtres et riches en flores indigènes, les ruelles vertes seront accueillantes des habitants et des visiteurs du quartier.

Le nouveau processus :

- Prévention CDN-NDG, par l'intermédiaire de l'Éco-quartier CDN-NDG, sera responsable de la gestion de l'enveloppe budgétaire du projet. l'Éco-quartier CDN-NDG sera responsable de la gestion du projet directement et accompagnera les résidents riverains dans leurs démarches : planification des aménagements, commandes, achats, mobilisation communautaire et le maintient de l'engagement des résidents pour l'entretient de leurs ruelles vertes;
- Pour chaque ruelle verte, le budget de 5000$ sera transmis sur 2 tranches égales de 2500$ à la SOCENV, une tranche au début de l'année et une autre tranche avant la fin de l'année administrative;
- Ce nouveau processus sera toujours en collaboration avec **la Direction des travaux publics-Division voirie et parcs** qu'offrira son expertise en assistant l'Éco-quartier CDN-NDG lors de la planification et la réalisation des nouveaux aménagements des ruelles vertes.

Résultats attendus:

- Amélioration du rendement du projet; de meilleurs résultats seront observables sur l'échelle d'une année d'exécution du projet;
- Une augmentation du nombre des ruelles vertes non seulement à NDG, mais dans l'ensemble de l'arrondissement.

Indicateurs de suivi:

Éco-quartier CDN-NDG présentera un rapport détaillé à la **Direction des travaux publics-Division voirie et parcs** sur chaque ruelle verte à la fin de l'année : dépenses, aménagements, photos, reçus, etc. Cela est pour justifier l'utilisation du budget de 5000 $ attribué à chaque ruelle verte inaugurée à CDN-NDG. En outre, ce rapport inclura les statistiques sur les nombres des personnes touchées et sensibilisées (pour avoir une idée sur l'ampleur des participations).

Recommandations:

- Nous souhaitons que la **Direction des travaux publics-Division voirie et parcs** assigne une personne ressource qui travaille directement avec les chargé(e)s de projet des ruelles vertes à l'Éco-quartier NDG-CDN dans la gestion du projet;

- Éco-quartier CDN-NDG et le département des communications l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce travailleront ensemble sur la mise à jour du « Guide d'aménagement d'une ruelle verte ». Nous souhaitons mettre à jour la version actuelle du guide et la rendre plus conforme avec ce nouveau plan d'action.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1177551003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder, à la SOCENV, un contrat de services pour l'aménagement de ruelles vertes dans l'arrondissement, autoriser une dépense à cette fin d'au plus 35 000,00 $, toutes taxes incluses, et approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1177551003 Contrat de services Ruelles Vertes Prévention CDN-NDG.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières
Tél : 514-868-3814

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-28

Denis GENDRON
Directeur
Tél : 514 872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Numéro de dossier	**1177551003**
Nature du dossier	**Contrat de services**
Financement	**Surplus d'arrondissement**

Ce dossier décisionnel vise à :

- Autoriser une dépense maximale de 35 000.00$ toutes taxes incluses pour l'aménagement de ruelles vertes dans l'arrondissement
- Affecter un montant de 31 959.67$ net de ristourne provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense.
- D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites ci-dessous.

La dépense totale du présent dossier est financée par le surplus de gestion, il n'y a donc aucun impact financier au PTI 2017-2020 de l'arrondissement CDN-NDG.

Calcul de la ristourne pour l'achat de biens et services

30 441,40 $		**Année 2017**
Soumission	**100%**	**30 441,40 $**
Total soumission		**30 441,40 $**
T.P.S	**5%**	**1 522,07 $**
Sous-total		**31 963,47 $**
T.V.Q	**9,975%**	**3 036,53 $**
Total Taxes incluses		**35 000,00 $**
Ristourne TPS	**100%**	**(1 522,07) $**
Ristourne TVQ	**50,00%**	**(1 518,26) $**
Déboursé Net		**31 959,67 $**

Cette dépense est imputée comme suit :

PROVENACE	2017
2406.0.0.0.31025.0.0.0.0.0.0.	
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Objet : Surplus de gestion affecté - Autres fins Sous-objet : Général	31 959,67 $

IMPUTATION	2017
2406.0012000.300716.07161.54590.0.0.0.0.0.0.	
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN - Surplus libre 2002 - T.P. Activité : Planification et gestion des parcs et espaces verts Objet : Autres services techniques Sous-objet : Général	31 959,67 $

Un virement de fonds sera réalisé suite à l'approbation du dossier décisionnel par le Conseil d'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1177551002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre du conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2017 dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accepter l'offre du conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2017 dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-27 10:59

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177551002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre du conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2017 dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de limiter la propagation de l'agrile du frêne sur son territoire, la Ville de Montréal demande aux citoyens de ne plus déposer leurs branches de feuillus avec les ordures ménagères ou les résidus verts. Depuis 2012, elle offre plutôt un service de déchiquetage et de collecte de branches de feuillus en bordure de rue. Les arrondissements sont libres d'effectuer les travaux avec leurs équipes en régie ou bien utiliser les services proposés dans le cadre de contrats centralisés. En 2016, 16 arrondissements ont utilisé les services de deux entreprises (Coupes Forexpert inc. et Les entreprises Michele & Agelo Cardillo Ltée).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 0145 - 8 février 2017 - Autoriser une dépense additionnelle de 395 768,08 $, taxes incluses, pour la prolongation de contrats de déchiquetage de branches d'arbres en bordure de rue, sur demande, accordés à Les entreprises Michele & Angelo Cardillo Ltée et à Coupes Forexpert inc (CE16 0777) majorant ainsi le montant total des contrats de 395 768,08 $ à 791 536,16 $, taxes incluses.
CE17 0147 - 8 février 2017 - Offrir aux conseils d'arrondissement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2017 dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal.

CE16 0777 - 16 mai 2016 - Accorder cinq contrats aux firmes Michele & Angelo Cardillo inc. et Coupes Forexpert inc. pour la fourniture d'un service de déchiquetage de branches sur place et de collecte de branches provenant du domaine privé jusqu'au 30 novembre 2016, avec une option de prolongation pour 2017 - Dépense maximale totale de 395 768,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15259 - cinq soumissionnaires.

CM16 0112 - 26 janvier 2016 - Offrir aux conseils d'arrondissement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de

déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2016.

CM14 1124 - 25 novembre 2014 - Offrir aux conseils d'arrondissement, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte, en bordure de rue, des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2015.

CE14 0167 - Conclure avec Forexpert inc. une entente-cadre de mars à novembre 2014, avec une option de prolongation d'une année, pour la fourniture de service déchiquetage sur place et collecte des branches provenant du domaine privé sur tout le territoire des arrondissements participants, dans le cadre du Plan d'actions montréalais de lutte contre l'agrile du frêne – Appel d'offres public 13-13252 (4 soumissionnaires) (montant estimé de l'entente : 362 171,25 $ taxes incluses).

CM13 1147 - 16 décembre 2013 - Offrir aux conseils d'arrondissements, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, d'assumer la responsabilité de l'offre de service de déchiquetage et de collecte des branches provenant du domaine privé sur le territoire des arrondissements participants pour l'année 2014.

DESCRIPTION

Pour la saison 2017 (avril à novembre), le Service de la concertation des arrondissements offre aux arrondissements de donner à contrat le déchiquetage et la collecte des branches en provenance du domaine privé. À cet effet, les contrats qui étaient en vigueur lors de la saison 2016 seront prolongés.
Comme par les années passées, le déchiquetage s'effectuera sur appel à la suite de demandes de citoyens au 311. Le déchiquetage sera fait sur place et les copeaux résultant du déchiquetage seront acheminés au Complexe environnemental St-Michel. La taille des copeaux doit respecter les exigences du *Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal* (15-040).

Pour les arrondissements désirant se prévaloir des contrats centralisés, le partage des responsabilités entre le Service de la concertation des arrondissements (SCA) et les arrondissements se fait comme suit:

Arrondissements:

- Traitement des requêtes des citoyens dans GDC-GDT;
- Transmission des demandes des citoyens à l'adjudicataire selon les modalités identifiées par le SCA;
- Respect des termes contractuels lors de la transmission des demandes à l'adjudicataire;
- Suivi des travaux effectués par l'adjudicataire;
- Suivi des plaintes et des relances faites par les citoyens;
- Transmission des cas de non conformités au SCA;
- Vérification mensuelle du suivi de facturation et approbation du nombre de déchiquetages effectués par l'adjudicataire.

Service de la concertation des arrondissements:

- Appels d'offres, octroi des contrats et prolongations;
- Vérification finale des factures et paiements;
- Analyse et compilation des données;
- Veiller au respect des modalités contractuelles par tous les intervenants;

- Suivi des cas problématiques auprès de l'adjudicataire et application de pénalités au besoin.

Les arrondissements qui décident d'effectuer les opérations avec leurs équipes en régie doivent se conformer aux dispositions du Règlement 15-040.

JUSTIFICATION

L'offre de service du conseil de la Ville aux arrondissements participants, soit d'assumer la responsabilité du déchiquetage des branches pour l'année 2017, permettra une uniformisation des activités sur le territoire de la Ville. Cela permettra également de réaliser des économies d'échelle sur cette activité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts qui seront reliés à l'utilisation de ce contrat seront assumés par la Ville centre. Les crédits prévus pour le contrat de déchiquetage de branches sont prévus au budget 2017 du Service de la concertation des arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce contrat contribue à préserver la canopée sur le territoire et permet de diminuer les risques de nouveaux foyers d'infestation d'agrile du frêne.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence de contrats centralisés pour cette activité résulterait en une complexification de cette activité, la multiplication des appels d'offres et possiblement une augmentation des coûts.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En ce qui concerne le plan de communication interne avec les arrondissements, des mesures sont toujours mises en place afin d'assurer la coordination avec les répondants du 311.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de la prolongation des contrats de déchiquetages des branches par les instances: février 2017
Début des contrats: 1er avril 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie MATTEAU, Service de la concertation des arrondissements

Lecture :

Valérie MATTEAU, 21 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie RACICOT
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-8881
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-20

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1175265006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 4 000 $ (taxes incluses) pour la participation de Russell Copeman, maire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et de Marvin Rotrand, conseiller de la Ville pour le district de Snowdon, à titre de représentants de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, au Congrès annuel de la Fédération canadienne des municipalités 2017 qui se déroulera à Ottawa, Ontario du 1er au 4 juin 2017.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser une dépense maximale de 4 000 $ (taxes incluses) pour la participation de Russell Copeman, maire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et de Marvin Rotrand, conseiller de la Ville pour le district de Snowdon, à titre de représentants de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, au Congrès annuel de la Fédération canadienne des municipalités 2017 qui se déroulera à Ottawa, Ontario du 1er au 4 juin 2017.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-28 15:31

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175265006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 4 000 $ (taxes incluses) pour la participation de Russell Copeman, maire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et de Marvin Rotrand, conseiller de la Ville pour le district de Snowdon, à titre de représentants de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, au Congrès annuel de la Fédération canadienne des municipalités 2017 qui se déroulera à Ottawa, Ontario du 1er au 4 juin 2017.

CONTENU

CONTEXTE

Autoriser une dépense maximale de 4 000 $ (taxes incluses) pour la participation de Russell Copeman, maire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et de Marvin Rotrand, conseiller de la Ville pour le district de Snowdon, à titre de représentants de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, au Congrès annuel de la Fédération canadienne des municipalités 2017 qui se déroulera à Ottawa, Ontario du 1er au 4 juin 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le Congrès se déroulera au Shaw Convention Centre, à Ottawa, Ontario du 1er au 4 juin 2017.

DESCRIPTION

Le congrès annuel et l'exposition municipale de la FCM aide les dirigeants municipaux à puiser dans un vaste réseau de ressources, de politiques et de stratégies. Qu'il s'agisse de séminaires, d'ateliers ou de séances plénières, quiconque s'intéresse au secteur municipal bénéficiera en participant au plus important événement municipal du Canada.

JUSTIFICATION

Ce dossier vise à autoriser une dépense maximale de 4 000 $ (taxes incluses) pour la participation des représentants de l'arrondissement au congrès de la Fédération canadienne des municipalités du 1er au 4 juin 2017. La dépense nette de ristournes s'élevant à _____$ sera imputée au budget des élus, tel qu'indiqué dans la certification de fonds.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon PROVOST
Chargée de secrétariat

Tél : 514-872-4863
Télécop. : 514-868-3327

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Aki TCHITACOV
directeur de cabinet en arrondissement

Tél : 514-868-3523
Télécop. : 514-868-3327

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175265006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Objet :	Autoriser une dépense maximale de 4 000 $ (taxes incluses) pour la participation de Russell Copeman, maire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et de Marvin Rotrand, conseiller de la Ville pour le district de Snowdon, à titre de représentants de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, au Congrès annuel de la Fédération canadienne des municipalités 2017 qui se déroulera à Ottawa, Ontario du 1er au 4 juin 2017.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1175265006 Certification des fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières
Tél : 514-868-3814

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-28

Denis GENDRON
Directeur
Tél : 514 868-3644
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Numéro de dossier	**1175265006**
Nature du dossier	**Frais d'inscription**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser une dépense maximale de 4 000 $ (taxes incluses) pour la participation des représentants de l'arrondissement au congrès de la Fédération canadienne des municipalités du 1er au 4 juin 2017.

Calcul de la ristourne pour l'achat de biens et services

3 479,02 $		Année 2017
Soumission	100%	3 479,02 $
Total soumission		3 479,02 $
T.P.S	5%	173,95 $
Sous-total		3 652,97 $
T.V.Q	9,975%	347,03 $
Total Taxes incluses		4 000,00 $
Ristourne TPS	100%	(173,95) $
Ristourne TVQ	50,00%	(173,52) $
Déboursé Net		3 652,53 $

La dépense nette de ristournes s'élevant à 3 652.53$ sera imputée au budget des élus comme suit :

PROVENANCE - IMPUTATION	2017
2406.0010000.300714.01101.53801.014023.0.0.0.0.0.	3 652,53 $
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN - Soutien aux Élus locaux Activité : Conseil et soutien aux instances politiques Objet : Publicité, communication et frais de représentation Sous-objet : Participation à un congrès	

Les fonds ont été réservés par la demande d’achat no. 485046.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1177202001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévu pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 6 mars 2017 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 6 mars 2017 » joint au sommaire décisionnel;

D'édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-27 09:58

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177202001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévu pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 6 mars 2017 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

CONTENU

CONTEXTE

Des organismes et promoteurs de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce organisent différents événements sur le domaine public depuis plusieurs années. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) soumet au conseil d'arrondissement un dossier comportant des événements publics, identifiés en annexe, dont le déroulement est prévu dans l'arrondissement.
Sous réserve de l'obtention de tous les documents officiels requis par les agents de développement pour l'émission des permis nécessaires à la tenue de chacun des événements identifiés à l'annexe I, au plus tard 72 heures avant la date prévue de l'événement, la DCSLDS sollicite l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public pour une période temporaire et déroger aux règlements suivants de la Ville de Montréal, s'il y a lieu :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20);
- Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1 article 8 (vente) et article 3 (consommation).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17-170045 Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 6 mars » joint au sommaire décisionnel; édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

DESCRIPTION

Les événements sont de différentes catégories. Ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, civique, commémorative et festive ou encore constituer des levées de fonds. Les événements se déroulant sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce sont d'ampleur locale. L'occupation du domaine public peut se traduire de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou de plusieurs rues ou de plusieurs artères formant un circuit; ou alors par l'occupation d'une combinaison de lieux telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue.

JUSTIFICATION

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais. Ces événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux citoyens de découvrir un arrondissement dynamique et chaleureux. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous.
Afin de les réaliser, plusieurs autorisations peuvent être nécessaires, par exemple :

1. le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles favorisant la familiarisation avec les autres cultures;
2. la vente d'aliments et d'articles promotionnels, de boissons alcoolisées ou non, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation des événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services concernés. Les coûts additionnels reliés aux événements pourront être assumés par les promoteurs.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Impacts importants et positifs pour les organismes et les membres de la communauté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.
Selon le cas, les organisateurs annonceront leur événement dans les quotidiens, le journal de quartier, les feuillets paroissiaux, et ce, après autorisation de leur publicité par les

responsables de la DCSLDS de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les événements listés en annexe seront soumis pour avis aux différents services et intervenants concernés pour négociation des parcours et approbation des mesures de sécurité et des plans d'installation. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage.
Une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs sur réception, au plus tard 72 heures avant la date de l'événement, de l'avenant d'assurance responsabilité civile et de tout autre document requis conformément aux règles de la DCSLDS de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

Michelle DESJARDINS, 7 février 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
Chef de section sports loisirs dév. social

Tél : 514 872-0322
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Raymond CARRIER
Chef de division bibliothèques

Tél : 514 868-4021
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1177202001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévu pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 6 mars 2017 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, la vente d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.



liste CA 6 MARS 2017-02232017130956.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
Chef de section sports loisirs dév. social

Tél : 514 872-0322
Télécop. :

Liste préliminaire des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 6 mars 2017

Événements	Requérant	Endroit	Date	Occupation	Vente	Camion bouffe de rue	consommation d'alcool	Bruit	Véhicule hyppomobile	Nombre éventuel de participant	Fermeture de rue	Statue	Responsable
Cabane Urbaine	Société des célébrations du 375e anniversaire de Montréal	Parc Kent	14-avr-17	11:00 à 17:00	oui	non	non	oui	non	500	n/a	Accepté sous condition	Stéphane Fortaich
La greffe ça marche	CHU Sainte-Justine / Transplant Québec	Trottoir(s)	23-avr-17	12:00 à 14:00	non	non	non	12:00 à 14:00	non	200	Chemin de la Côte-sainte-Catherine de Chemin Hudson à avenue Déom	Accepté sous condition	Stéphane Fortaich
Coupe Dodge	Association de hockey mineur de NDG	Aréna Doug Harvey	19 au 23 avril 2017	8:00 à 24:00	oui	non	oui	non	non	2500 sur 5 jours	Interdiction de stationner sur la rue Westhill entre les rues Biermans et Fielding (du côté de l'aréna uniquement)	Accepté sous condition	Maude Richard

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT

(R.R.V.M., chapitre B-3, article 20)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 6 mars 2017, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur ou, selon le cas, le bruit de percussion est exceptionnellement permis sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinés au conseil d'arrondissement du 6 mars 2017** (voir en pièce jointe);

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinés au conseil d'arrondissement du 6 mars 2017** (voir en pièce jointe);

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon le site, la date et l'horaire de l'événement indiqué au tableau : **Liste des événements publics destinés au conseil d'arrondissement du 6 mars 2017** (voir en pièce jointe).

Identification du document : Paix

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation des événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 6 mars 2017, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Il est permis de vendre des articles promotionnels reliés à ces événements, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non ainsi que de consommer des boissons alcoolisées, sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinés au conseil d'arrondissement du 6 mars 2017** (voir en pièce jointe). Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, sur ce site exclusivement;
2. Les autorisations visées à l'article 1 sont valables selon le site, la date de présentation et l'horaire de l'événement identifié au tableau : **Liste des événements publics destinés au conseil d'arrondissement du 6 mars 2017** (voir en pièce jointe);
3. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec les règlements de la Communauté urbaine de Montréal, notamment, le Règlement sur les aliments (93, modifié).

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8)
Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 6 mars 2017, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce »:

1. La fermeture des rues ou le ralentissement de la circulation tel que décrit au tableau : **Liste des événements publics destinés au conseil d'arrondissement du 6 mars 2017** (voir en pièce jointe);
2. L'autorisation est valable selon la date et les heures identifiées au tableau : **Liste des événements publics destinés au conseil d'arrondissement du 6 mars 2017** (voir en pièce jointe).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.02

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1167135003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Expérience Côte-des-Neiges», aux fins de la constitution d'une société de développement commercial

ATTENDU QUE le règlement suivant a été précédé d'un avis de motion donné à la séance ordinaire du conseil tenue le 13 février 2017, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (L..R.Q., c. C-19);

ATTENDU QUE des modifications ont été apportées à l'Annexe A du règlement afin de prolonger la zone commerciale vers le nord;

ATTENDU QU'une copie du projet de règlement a été remise aux membres du conseil au moins deux jours juridiques avant la présente séance;

ATTENDU QUE tous les membres présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, avec changement, le Règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Expérience Côte-des-Neiges», telle que décrite au plan joint comme Annexe A, aux fins de la constitution d'une société de développement commercial.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-27 11:56

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1167135003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Expérience Côte-des-Neiges», aux fins de la constitution d'une société de développement commercial

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier vise l'adoption du *Règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Expérience Côte-des-Neiges»* , aux fins de la constitution d'une société de développement commercial (ci-après « SDC »).
Lors du conseil d'arrondissement du 13 février 2017, un avis de motion fut donné, annonçant qu'à une prochaine séance du conseil, il serait adopté le *Règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Expérience Côte-des-Neiges»* , telle que décrite au plan joint comme Annexe A (résolution CA17 170046).

Depuis cet avis de motion, il a été jugé pertinent de réviser la délimitation de la zone commerciale présentée à l'Annexe A et ce, pour les motifs expliqués ci-après.

En créant une zone commerciale s'arrêtant à l'avenue Van Horne, il n'y aurait plus de possibilité de créer une autre SDC sur le chemin de la Côte-des-Neiges, la zone restante étant trop restreinte.

Afin de ne pas soustraire la possibilité aux commerçants situés au nord de l'avenue Van Horne de faire partie d'une SDC, il a été jugé pertinent de prolonger la zone commerciale de la SDC initialement proposée vers le nord jusqu'à l'avenue Barclay du coté ouest, et jusqu'au chemin de Bedford, du côté est. En ce sens, une Annexe A révisée sera jointe audit règlement (voir section des pièces jointes addenda).

L'épicerie Maxi et la Plaza Côte-des-Neiges ont été exclues de la zone commerciale, puisque la nature même d'une SDC est de créer un rassemblement de commerces qui pourra faire contrepoids aux centres commerciaux.

Le conseil d'administration de l'Association des gens d'affaires de Côte-des-Neiges, qui travaille en collaboration avec l'arrondissement à la formation de cette SDC, a été avisé et est en faveur de la prolongation de la zone commerciale vers le nord, tel que décrit ci-haut et tel que présenté à l'Annexe A modifiée du *Règlement délimitant une zone c ommerciale portant la désignation «Expérience Côte-des-Neiges»* .

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire recherchiste

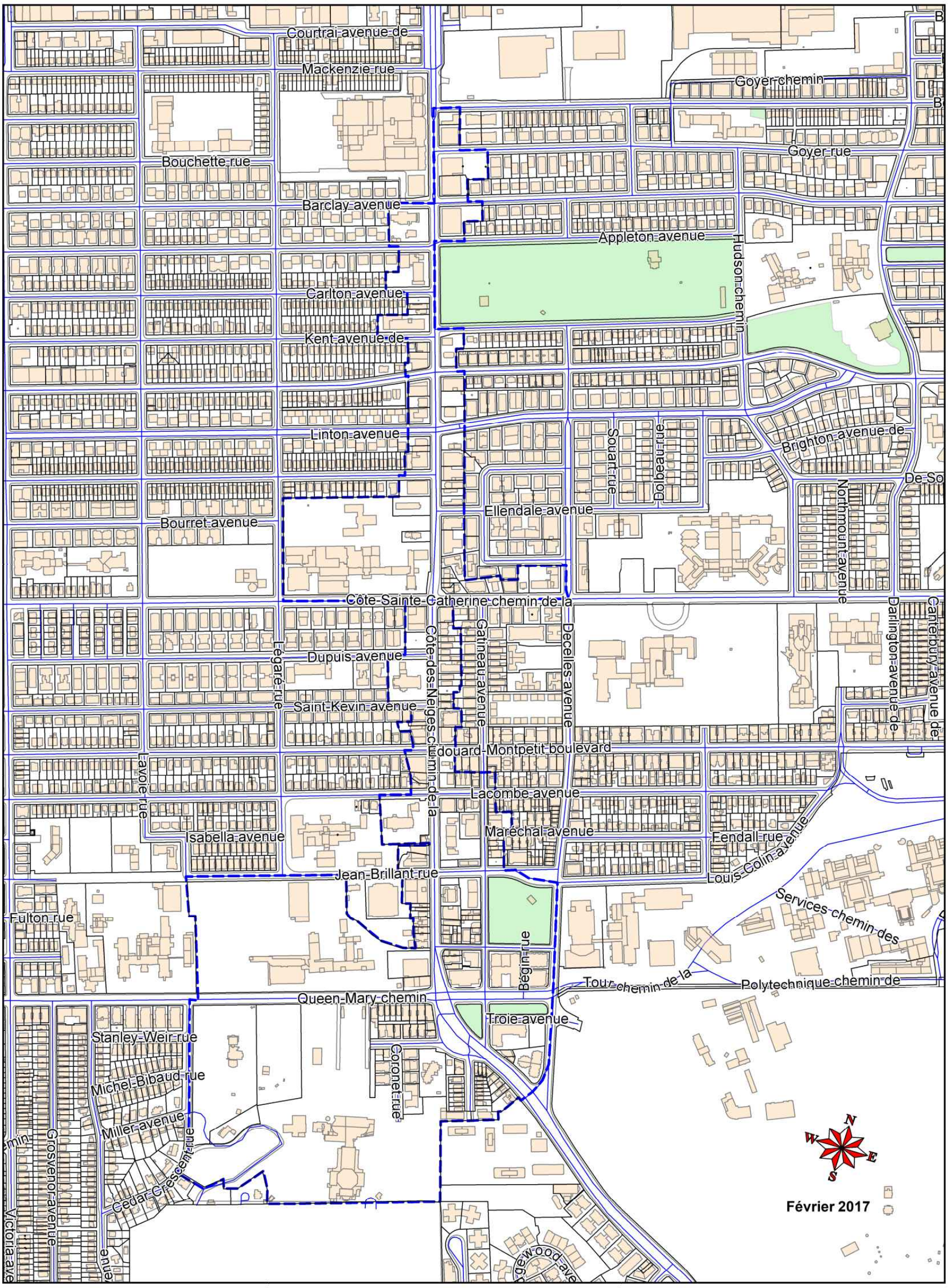
514 872-9492
Tél :
Télécop. : 514 868-3538

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Tél: 514 868-4358



ANNEXE A finale.pdf



ANNEXE A

Plan de la zone commerciale «Expérience Côte-des-Neiges»

Limite de la zone commerciale

Échelle: 1:10000

Février 2017

SDC District - Règlement délimitant une zone commerciale.docx



Zone commerciale SDC CDN - version finale.jpg

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

RÈGLEMENT DÉLIMITANT UNE ZONE COMMERCIALE PORTANT LA DÉSIGNATION «EXPÉRIENCE CÔTE-DES-NEIGES»

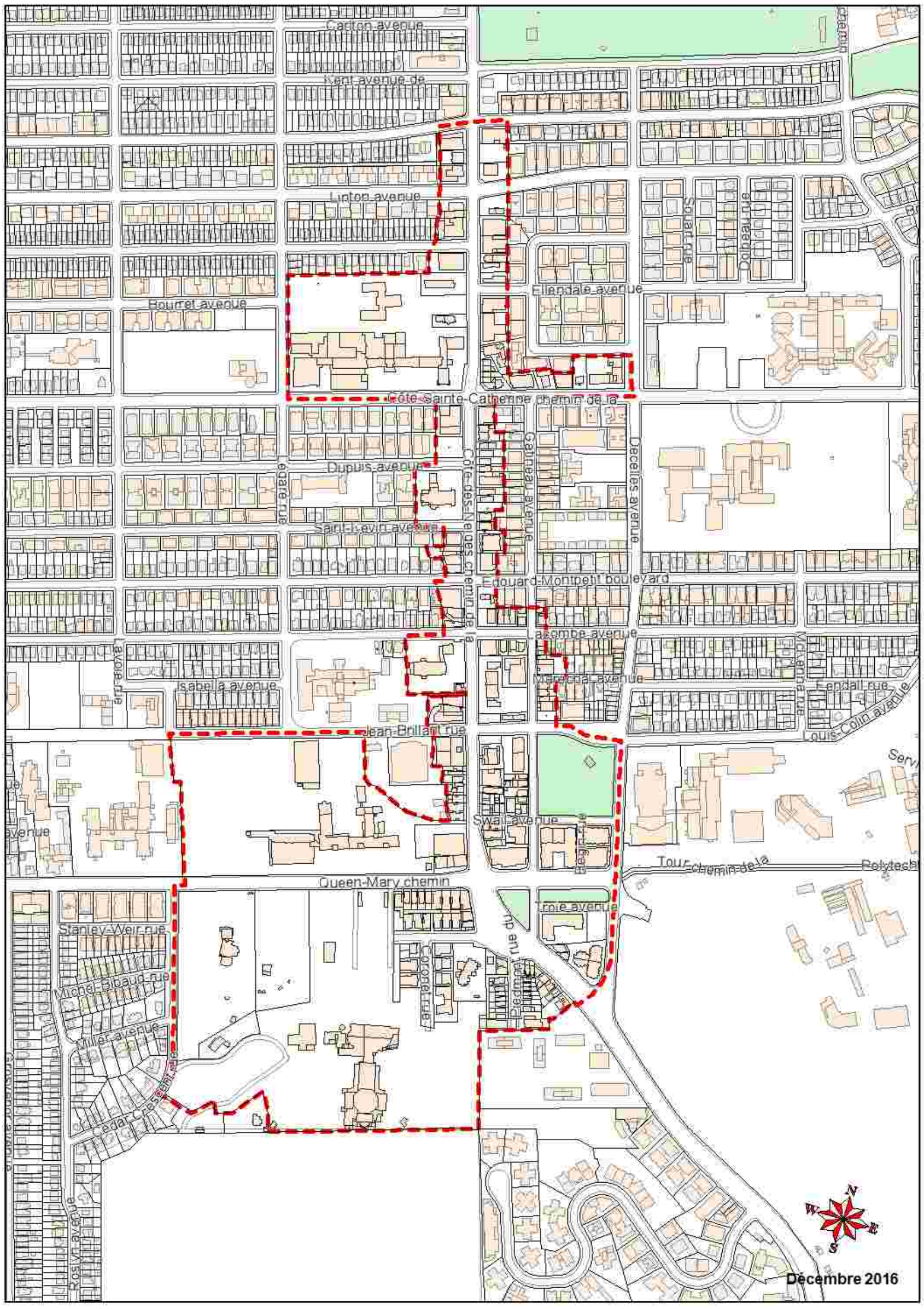
VU le paragraphe 1 de l'article 1 du Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108);

VU l'article 458.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

À sa séance du 6 mars 2017, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Il est établi, en vue de la constitution d'une société de développement commercial, une zone commerciale portant la désignation « Expérience Côte-des-Neiges » dont les limites sont définies au plan de l'annexe A.

ANNEXE A
PLAN DE LA ZONE COMMERCIALE « EXPÉRIENCE CÔTE-DES-NEIGES »



ANNEXE A

Plan de la zone commerciale «Expérience Côte-des-Neiges»

Limite de la zone commerciale

Échelle: 1:8000

Regroupe environ 650 comptes fonciers

Décembre 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167135003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Expérience Côte-des-Neiges», aux fins de la constitution d'une société de développement commercial

CONTENU

CONTEXTE

Depuis sa création en 2000, l'Association des Gens d'Affaires de Côte-des-Neiges (AGA CDN) travaille à la promotion et au développement économique au sein du secteur commercial délimité au plan en Annexe A des «Documents juridiques».
Il est à noter qu'entre 2007 à 2012, l'AGA CDN a organisé cinq forums économiques avec le soutien de M. Raymond Bachand qui, à cette période, était député d'Outremont, ministre du Développement économique, de l'innovation et de l'exportation, ministre du Tourisme et ministre responsable de la région de Montréal.

Les initiatives de l'AGA CDN démontrent que la communauté d'affaires du secteur reconnaît l'importance de se démarquer dans un environnement commercial de plus en plus concurrentiel et compétitif. Un des moyens envisagé pour positionner avantageusement cette concentration d'entreprises (plus de 400) et d'emplois comme lieu incontournable pour faire des affaires et prospérer dans l'arrondissement est de former un regroupement d'affaires structuré, représentatif des intérêts des entreprises du secteur et ayant des moyens financiers récurrents. Ceci permettrait, entre autres, aux commerces du secteur de poursuivre un dialogue constructif avec les décideurs publics et de défendre les intérêts des entreprises, notamment quant aux questions visant la mobilité, la mixité sociale et l'aménagement urbain.

En ce sens, et sur la base de son appartenance à un même secteur géographique de la ville et d'objectifs commerciaux et d'affaires semblables, compatibles et complémentaires, l'AGA CDN travaille depuis 2015 à la création d'une société de développement commercial (SDC) qui permettrait, par la mise en commun d'une cotisation annuelle de l'ensemble des établissements d'entreprise, la mise en oeuvre de son plan d'actions correspondant à ses principaux besoins, incluant la promotion du quartier, de ses commerçants, ainsi que du territoire.

À cet effet, une demande conforme doit être déposée à la secrétaire d'arrondissement et préalablement à son dépôt au conseil d'arrondissement, la secrétaire d'arrondissement doit, en conformité avec l'article 458.1 de la *Loi sur les cités et villes* (R.L.R.Q., c. C-19), adopter un règlement définissant les limites d'une zone commerciale à l'intérieur de laquelle peut être formé un seul district commercial comprenant au moins 50 établissements, et plus de 50 % des établissements de la zone commerciale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1er mars 2004 - CA04 170090 - *Règlement sur les sociétés de développement commercial* RCA04 17047;
16 janvier 2017 - CA17 170018 - Adoption du *Règlement RCA17 17275 modifiant le Règlement sur les sociétés de développement commercial* (RCA04 17047).

DESCRIPTION

La zone commerciale proposée portant la désignation «Expérience Côte-des-Neiges» regroupe les établissements d'entreprise situés dans le périmètre montré au plan de l'annexe A joint au règlement. Cette zone commerciale est principalement délimitée par l'avenue Van Horne au nord, le terrain de l'oratoire Saint-Joseph au sud, l'arrière des lots du côté ouest du chemin de la Côte-des-Neiges incluant la propriété du collège Notre-Dame, et l'arrière des lots du côté est du chemin de la Côte-des-Neiges. Quelques lot additionnels se greffent à cette zone commerciale entre le chemin de la Côte-des-Neiges et l'avenue Decelles, côté ouest.
À l'intérieur de cette zone commerciale serait formé un district commercial, dont les délimitations doivent être présentées lors du dépôt de la demande pour la formation d'une SDC par l'AGA CDN.

JUSTIFICATION

L'entrée en vigueur de ce règlement permettra, par la suite, le dépôt d'une demande de formation d'une SDC par requête, en vertu de l'article 458.3 de la *Loi sur les cités et ville.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'adoption de ce règlement constitue la première étape en vue de la formation d'une SDC. Advenant sa création, la Ville pourra percevoir une cotisation auprès des établissements d'entreprises situés dans le district proposé, dès réception d'un premier budget voté en assemblée générale par les membres de la société.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La création d'une SDC permettra d'établir une permanence qui travaillera exclusivement à la promotion et au développement du secteur. Cette permanence deviendra, avec les moyens mis à sa disposition par les cotisations des membres, un interlocuteur privilégié pour les membres et l'arrondissement, pour réaliser les objectifs de la SDC.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt à la secrétaire d'arrondissement de la demande de formation d'une SDC ;
Dépôt de la demande au conseil d'arrondissement ;
Émission d'un avis aux établissements d'entreprises du district les informant de la tenue d'un registre dans les 45 jours du dépôt au conseil d'arrondissement ;
Tenue du registre ;
Tenue d'un scrutin référendaire au besoin.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux articles 458.1 à 458.44 de la *Loi sur les cités et villes* (R.L.R.Q., c. C-19) et au *Règlement sur les sociétés de développement commercial* RCA04 17047.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis BRUNET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Louis BRUNET, 26 janvier 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire recherchiste

Tél : 514 872-9492
Télécop. : 514 868-3538

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Tél: 514 868-4358

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-26

Denis GENDRON
Directeur - Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514 868-3644
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1163779004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin, notamment, de modifier certains paramètres de zonage pour les institutions scolaires.

IL EST RECOMMANDÉ :
De donner un avis de motion annonçant qu'il sera adopté un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276);

D'adopter, tel que soumis, le projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) notamment afin de modifier certains paramètres de zonage pour les institutions scolaires;

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-09 09:52

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1163779004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin, notamment, de modifier certains paramètres de zonage pour les institutions scolaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent projet de Règlement a pour objectif de modifier certains paramètres de zonage pour les écoles préscolaire, primaire et secondaire. Une telle modification permettrait à la Commission scolaire de Montréal (CSDM) de réaliser certains travaux d'agrandissement de certaines écoles situées sur le territoire de l'arrondissement. Ces travaux sont nécessaires pour une mise à niveau des bâtiments qui, pour la plupart, ont été construits, il y a plus de 60 ans, sans soumettre chaque projet à une mesure d'exception.
Cette modification permettrait également de corriger certaines erreurs et d'ajuster certains paramètres de zonage pour refléter la réalité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le règlement propose les ajustements suivants:
Aires de chargement
Cette modification consiste à ne pas exiger d'aire de chargement pour les institutions scolaires. La CSDM à démontré que l'obligation d'aménager une aire de chargement est une contrainte supplémentaire à prendre en considération lors de projets d'agrandissement. De plus, une aire de chargement n'est habituellement pas utilisée pour le fonctionnement d'une école.

Unités de stationnement
Cette modification consiste à réduire le nombre d'unités de stationnement exigé pour les institutions scolaires. Ceci permettrait aux établissements d'enseignement d'aménager les espaces libres en aire de jeux pour les étudiants, particulièrement lorsque des unités de stationnement supplémentaires sont exigées lors de travaux d'agrandissement.

Actuellement, le règlement exige 1 unité/300 m^2 de superficie de plancher. Avec la modification, le nombre minimal d'unités de stationnement minimal exigé serait de 1

unité/500 m^2, une réduction de 40 %.

Modification des hauteurs de construction et du taux d'implantation pour certaines institutions scolaires
Cette modification vise à permettre aux institutions scolaires de réaliser des agrandissements sans entreprendre des mesures d'exception qui engendrent des coûts de réalisation supplémentaires. Les modifications vont permettre des hauteurs de construction et des taux d'implantation plus élevés pour certaines écoles de l'arrondissement.

Abroger le règlement d'approbation d'un plan d'occupation de l'école Rosedale située au 4575 de l'avenue Mariette (5365).
Ce règlement autorisait, en 1979, l'agrandissement du bâtiment pour construire un garage pour l'école de police qui occupait les lieux à l'époque selon les conditions énoncées. Aujourd'hui, la propriété est occupée par la CSDM. Les conditions liées à l'autorisation de réaliser le garage limitent les projets d'agrandissement du bâtiment.

Correction des paramètres de zonage pour le 7070, rue de Terrebonne
Cette modification vise à corriger une erreur. En effet, ce bâtiment résidentiel a été intégré dans la même zone que la propriété de l'université Concordia et est donc soumis aux paramètres de l'université qui ne sont pas conçus pour une propriété résidentielle. Cette situation cause un préjudice au propriétaire puisque, lorsque des travaux sont nécessaires sur sa propriété, il doit tenir compte de normes qui sont difficilement applicables à un bâtiment résidentiel. Afin de refléter la vocation réelle du bâtiment, les paramètres d'usage, de taux d'implantation, de densité, de mode d'implantation, et de protection patrimoniale ont été modifiés.

JUSTIFICATION

Les modifications proposées, pour les institutions scolaires, consistent à simplifier les procédures pour obtenir un permis, pour la CSDM, lorsque vient le temps de réaliser des travaux d'agrandissement de ces immeubles. Les normes qui ont été modifiées visent simplement à répondre aux besoins exprimés par la commission et éviter d'entreprendre des mesures d'exception qui sont onéreuses et qui peuvent compromettre les projets d'agrandissement des écoles.
Les autres modifications réglementaires visent simplement à corriger des erreurs et permettent une meilleure utilisation des propriétés en fonction de leur usage.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

22 février 2017 Publication d'un avis dans les journaux pour la tenue d'une assemblée publique de consultation;
6 mars 2017 Assemblée publique de consultation;
Avril 2017 Publication pour les pétitions pour demander l'ouverture d'un registre (référendum).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

13 février 2017 Adoption d'un avis de motion et du projet de règlement par le CA
22 février 2017 Publication d'un avis dans les journaux pour la tenue d'une assemblée publique de consultation;
6 mars 2017 Assemblée publique de consultation;
3 avril 2017 Adoption du second projet de résolution par le CA;
Avril 2017 Publication pour les pétitions pour demander l'ouverture d'un registre (référendum);
1er mai 2017 Adoption du règlement par le CA;
Mai 2017 Certificat de conformité et entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en Aménagement

Tél : 868-4463
Télécop. : 868-5050

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-23

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Tél : 514 872-2345
Approuvé le : 2017-02-08

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1163779004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin, notamment, de modifier certains paramètres de zonage pour les institutions scolaires.

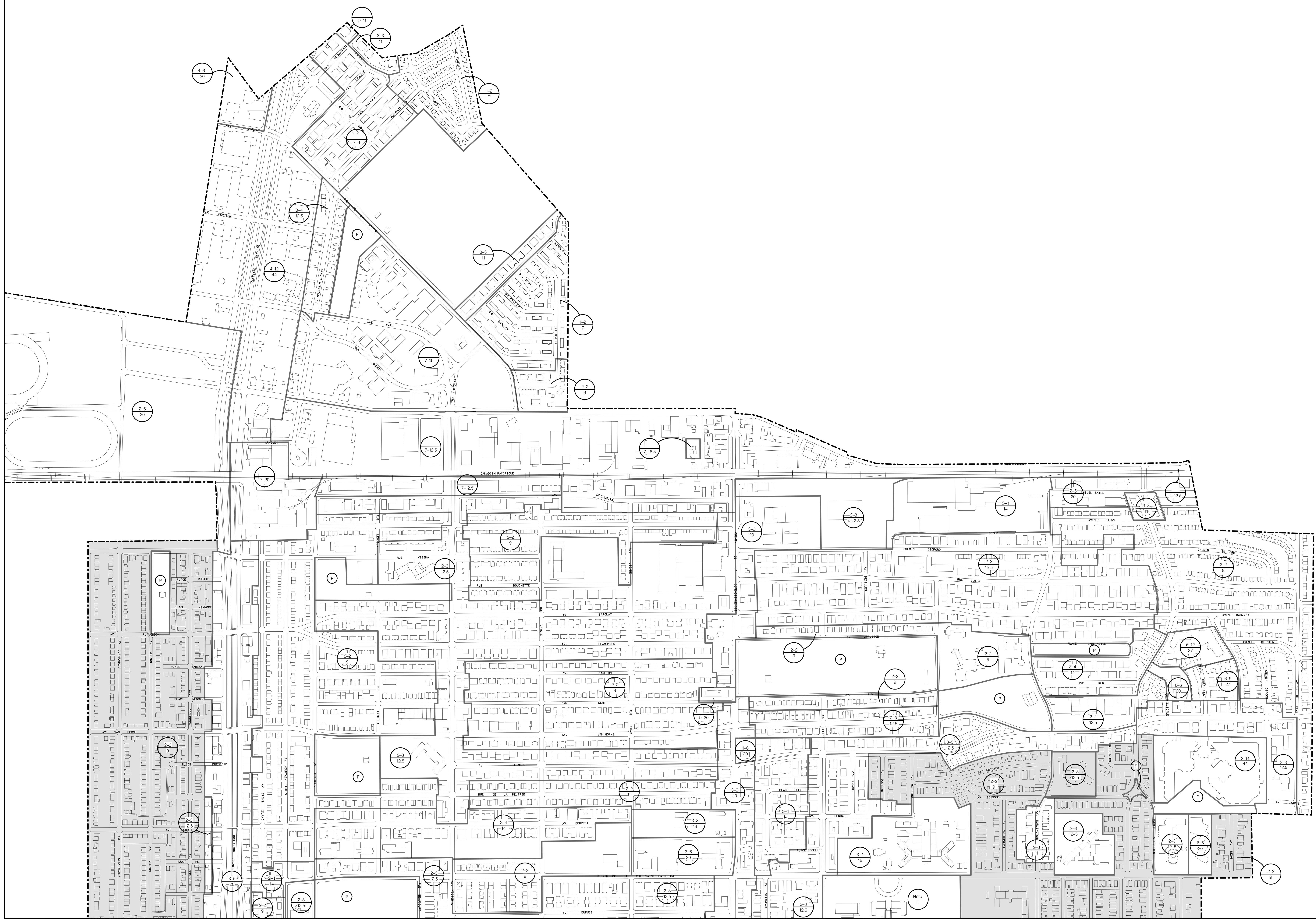
DOCUMENT EXPLICATIF

DOC_EXP.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en Aménagement

Tél : 868-4463
Télécop. : 868-5050



Ville de Montréal

RÈGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES — NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

LIMITES DE HAUTEUR

LÉGENDE

HAUTEURS EN ÉTAGES ET EN MÈTRES

HAUTEUR MINIMALE EN ÉTAGES

HAUTEUR MAXIMALE EN ÉTAGES

HAUTEUR MAXIMALE EN MÈTRES

HAUTEURS EN MÈTRES

HAUTEUR MAXIMALE EN MÈTRES

HAUTEUR MINIMALE EN MÈTRES

Note 1 — Hauteurs en mètres et en étages maximales prescrites sont celles de chacune des parties de bâtiment dont la construction a été autorisée avant le 18 septembre 2008.

Note 2 — Hauteur en mètres et en étages du bâtiment telle qu'elle était en date du 6 mai 2009.

▲ ÉTAGE ADDITIONNEL AUTORISÉ SOUS LES COMBLES

P — PARC

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

ANNEXE 1

PAGE 1 PAGE 2 PAGE 3 PAGE 4

H–2 (01-2017)

ÉCHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti, Service des travaux publics , mis à jour par le Bureau du plan, S.H.D.U. , 1991
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisé par le Centre de géomatique



Ville de Montréal

RÈGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES — NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

LIMITES DE HAUTEUR

LÉGENDE

HAUTEURS EN ÉTAGES ET EN MÈTRES

HAUTEUR MINIMALE EN ÉTAGES
HAUTEUR MAXIMALE EN ÉTAGES
HAUTEUR MAXIMALE EN MÈTRES

HAUTEURS EN MÈTRES

HAUTEUR MAXIMALE EN MÈTRES
HAUTEUR MINIMALE EN MÈTRES

Note 1: Hauteurs en mètres et en étages maximales prescrites sont celles de chacune des parties de bâtiment dont la construction a été autorisée avant le 18 septembre 2008.

Note 2: Hauteur en mètres et en étages du bâtiment telle qu'elle était en date du 6 mai 2009.

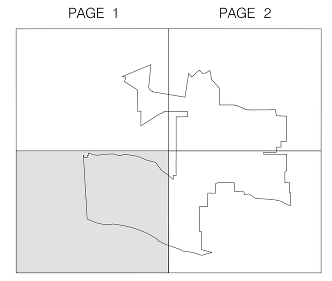
▲ ÉTAGE ADDITIONNEL AUTORISÉ SOUS LES COMBLES

P PARC

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

ANNEXE 1



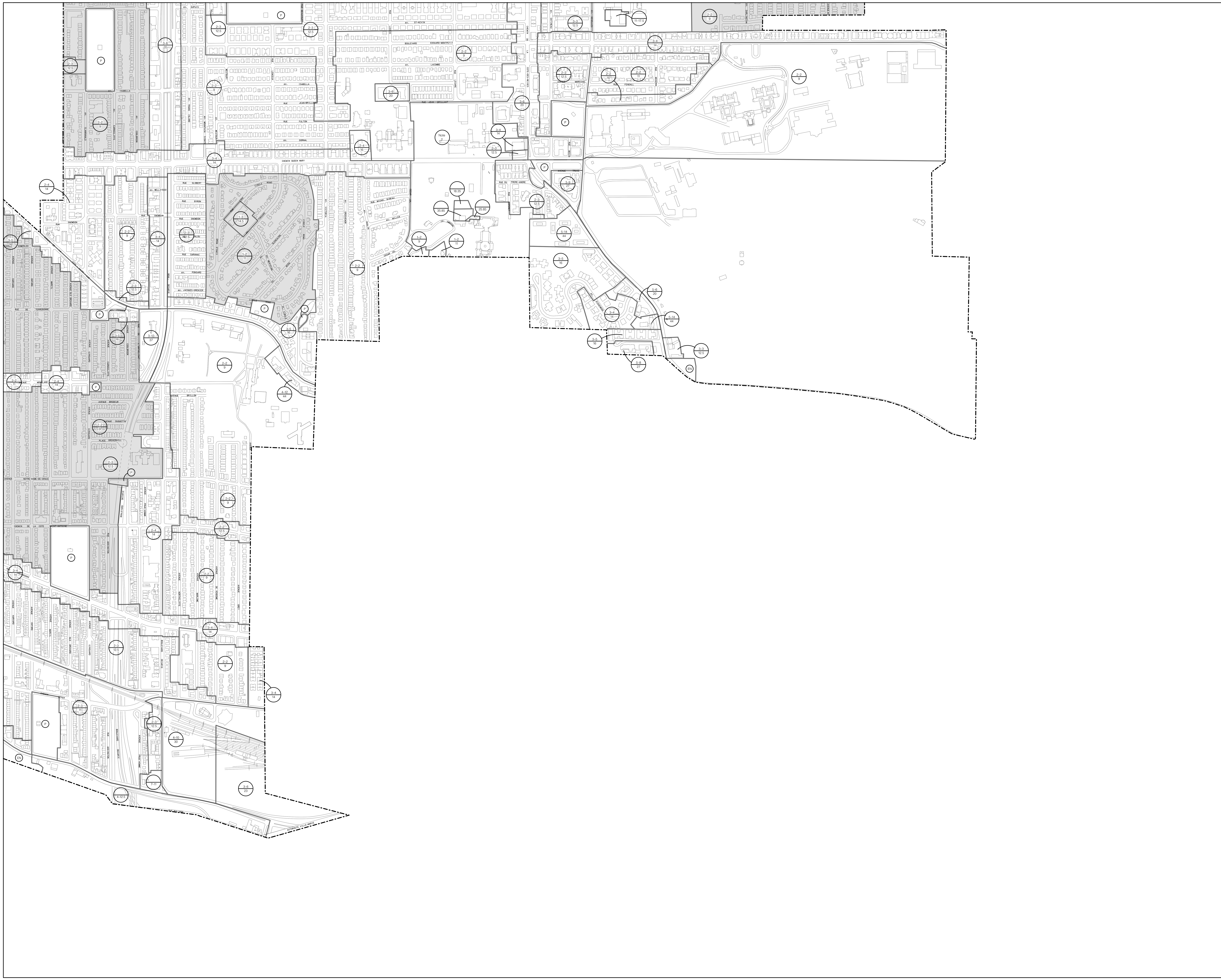
H–3 (01–2017)

ÉCHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti, Service des travaux publics, mis à jour par le Bureau du plan, S.H.D.U., 1991.
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique



Ville de Montréal

RÈGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES — NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

LIMITES DE HAUTEUR

LÉGENDE

HAUTEURS EN ÉTAGES ET EN MÈTRES

HAUTEUR MINIMALE EN ÉTAGES
HAUTEUR MAXIMALE EN ÉTAGES
HAUTEUR MAXIMALE EN MÈTRES

HAUTEURS EN MÈTRES

HAUTEUR MAXIMALE EN MÈTRES
HAUTEUR MINIMALE EN MÈTRES

Note 1 — Hauteurs en mètres et en étages maximales prescrites sont celles de chacune des parties de bâtiment dont la construction a été autorisée avant le 18 septembre 2008.

Note 2 — Hauteur en mètres et en étages du bâtiment telle qu'elle était en date du 6 mai 2009.

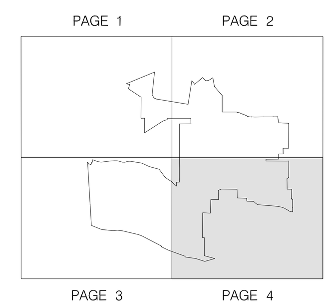
▲ ÉTAGE ADDITIONNEL AUTORISÉ SOUS LES COMBLES

P — PARC

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

ANNEXE 1



H–4 (01–2017)

ÉCHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti, Service des travaux publics,
mis à jour par le Bureau du plan, S.H.D.U., 1991.
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique



Ville de Montréal

RÈGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES — NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

ANNEXE G
MODES D'IMPLANTATION

LÉGENDE

ISOLÉ
JUMELÉ
CONTIGU

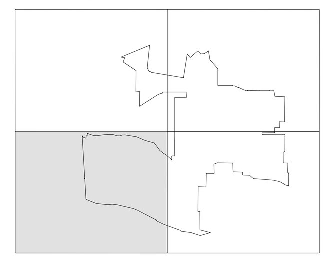
RÈGLES D'INSERTION

PARC

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

ANNEXE 2



MI-3 (01-2017)

ÉCHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti , Service des travaux publics ,
mis à jour par le Bureau du plan, S.H.D.U. , 1991 .
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique



Ville de Montréal

RÈGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES -- NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

SECTEURS ET IMMEUBLES SIGNIFICATIFS

LÉGENDE

SECTEUR SIGNIFICATIF SOUMIS À DES NORMES

SECTEUR SIGNIFICATIF SOUMIS À DES CRITÈRES

IMMEUBLE SIGNIFICATIF

SECTEUR DU MONT-ROYAL

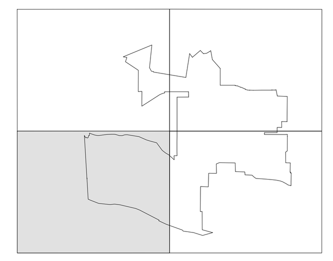
GRANDE PROPRIÉTÉ À CARACTÈRE INSTITUTIONNEL

PARC

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

ANNEXE 3



S–3 (01–2017)

ECHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti, Service des travaux publics, mis à jour par le Bureau du plan, S.H.D.U., 1991.
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique

Ville de Montréal

RÈGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES — NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

TAUX D'IMPLANTATION
MINIMAUX ET MAXIMAUX

DENSITÉS
MINIMALES ET MAXIMALES

LÉGENDE

TAUX D'IMPLANTATION MINIMUM
TAUX D'IMPLANTATION MAXIMUM
DENSITÉ MAXIMALE
DENSITÉ MINIMALE

Note 1) Le taux d'implantation ne doit pas être supérieur au taux d'implantation existant en date du 6 mai 2009.

P PARC

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

ANNEXE 4

PAGE 1 PAGE 2
PAGE 3 PAGE 4

TID–3 (01–2017)

ÉCHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terran bâti, Service des travaux publics ,
mis à jour par le Bureau du plan, S.M.D.U., 1991
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique: octobre 2001

Ville de Montréal

REGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES — NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

USAGES PRESCRITS



LÉGENDE

I.2C / C.1(2)C / C.7A:1
- CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE
- AUTRE CATÉGORIE D'USAGES
- USAGE AUTORISÉ SPÉCIFIQUEMENT

H	HABITATION
C	COMMERCE
I	INDUSTRIE
E	ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS ET INSTITUTIONNELS
E.1(1)*	En plus des usages autorisés par la catégorie E.1(1), l'usage mentionné à l'article 323.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) est autorisé uniquement dans la zone 0883.

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

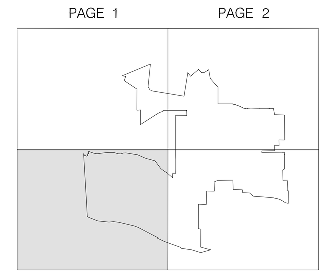
NOTES:

, = Les deux catégories d'usages identifiées de part et d'autre d'une virgule sont autorisées.

- = Toutes les categories d'usages comprises entre les deux catégories identifiées sont également autorisées.

H = Toutes les catégories d'habitation sont permises.

ANNEXE 5



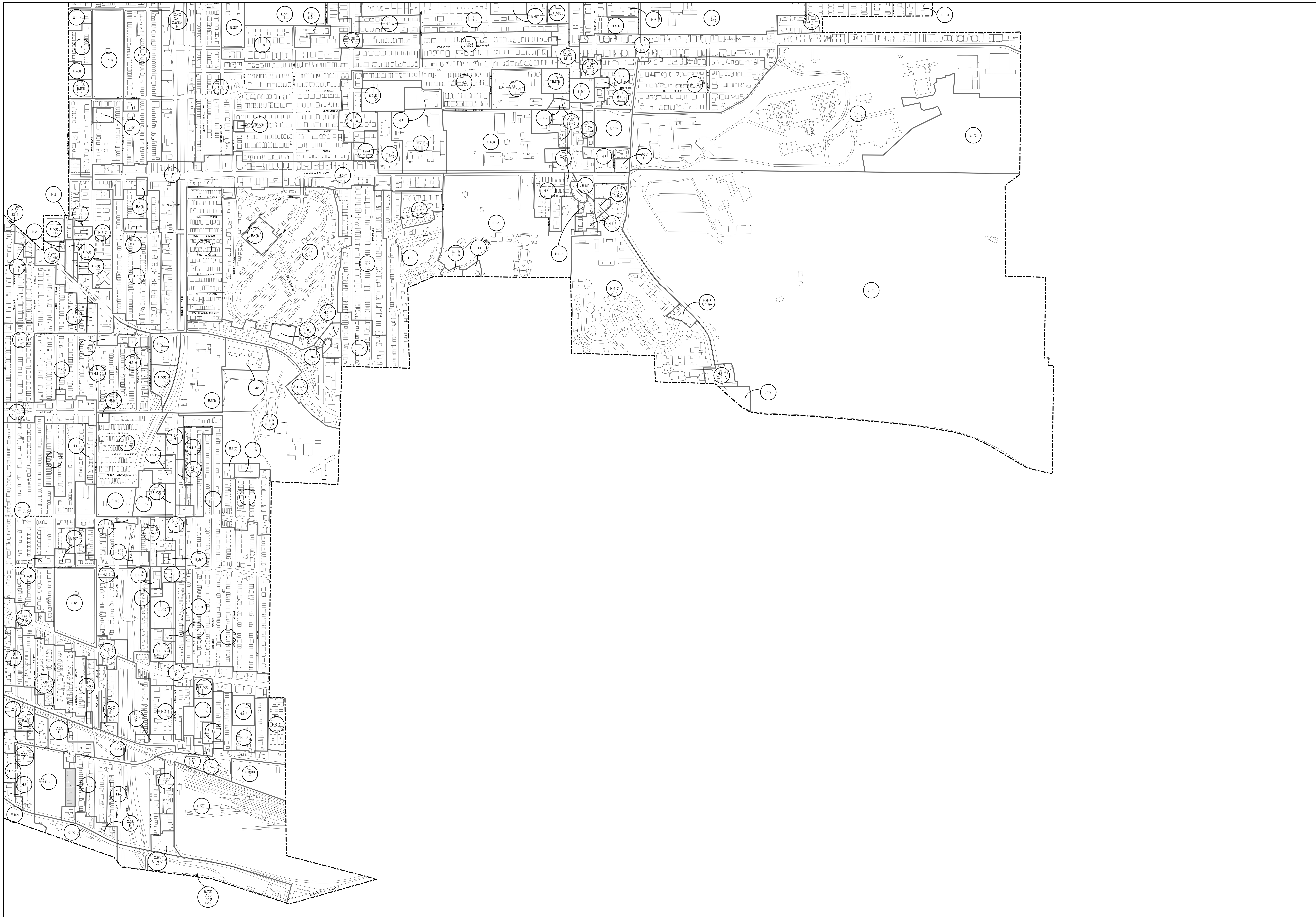
U–3 (01–2017)

ÉCHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti, Service des travaux publics, mis à jour par le Bureau du plan, S.H.D.U., 1991.
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique



Ville de Montréal

REGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES — NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

USAGES PRESCRITS

LÉGENDE

I.2C / C.1(2)C / C.7A:1 — CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE; AUTRE CATÉGORIE D'USAGES; USAGE AUTORISÉ SPÉCIFIQUEMENT

H	HABITATION
C	COMMERCE
I	INDUSTRIE
E	ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS ET INSTITUTIONNELS
E.1(1)*	En plus des usages autorisés par la catégorie E.1(1), l'usage mentionné à l'article 323.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) est autorisé uniquement dans la zone 0883.

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

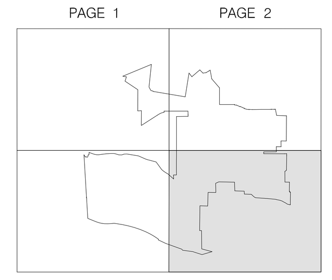
NOTES:

, = Les deux catégories d'usages identifiées de part et d'autre d'une virgule sont autorisées.

- = Toutes les categories d'usages comprises entre les deux catégories identifiées sont également autorisées.

H = Toutes les catégories d'habitation sont permises.

ANNEXE 5



U–4 (01–2017)

ÉCHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti, Service des travaux publics, mis à jour par le Bureau du plan, S.H.D.U., 1991.
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique



Ville de Montréal

RÈGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES — NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

ZONES

ANNEXE 6

LÉGENDE

0027 NUMÉRO DE ZONE

LIMITE DE ZONE

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT



Z-3 (01-2017)

ÉCHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti, Service des travaux publics ,
mis à jour par le Bureau du plan, S.H.D.U. , 1991 .
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1163779004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin, notamment, de modifier certains paramètres de zonage pour les institutions scolaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints.

FICHIERS JOINTS

Projet règlement (7 fev 2017).doc
Annexe 1 - Limites de hauteur.pdf
Annexe 2 - Modes d'implantation.pdf
Annexe 3 - Secteurs et immeubles significatifs.pdf
Annexe 4 - Taux d'implantation.pdf
Annexe 5 - Usages prescrits.pdf
Annexe 6 - Zones.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-08

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE GRÂCE
RÈGLEMENT RCA-XXXXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) ET ABROGEANT LE RÈGLEMENT D'APPROBATION D'UN PLAN D'OCCUPATION DE L'ÉCOLE ROSEDALE SITUÉE AU 4575 DE L'AVENUE MARIETTE (5365).

Vu les articles 113 et 145.36 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du _____ 2017, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. L'article 538 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) est modifié par l'ajout, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Malgré le premier alinéa, aucune unité de chargement n'est exigée pour une école préscolaire, primaire et secondaire. ».

2. L'article 560 de ce règlement est modifié par :

1° la suppression, au paragraphe 3° de la première ligne de la section concernant la catégorie d'usage « FAMILLES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS ET INSTITUTIONNELS » du tableau, des mots « école préscolaire, primaire et secondaire, »;

2° l'insertion, après la première ligne de la section concernant la catégorie d'usage « FAMILLES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS ET INSTITUTIONNELS » du tableau, de la ligne suivante :

«

4° École, préscolaire primaire et secondaire	1 unité par 500 m² de superficie de plancher	1 unité par 75 m² de superficie de plancher

».

3. L'annexe A de ce règlement est modifiée par le remplacement :

1° du feuillet H-2 du plan intitulé « LIMITES DE HAUTEUR » par le feuillet joint en annexe 1 au présent règlement;

2° du feuillet H-3 du plan intitulé « LIMITES DE HAUTEUR» par le feuillet joint en annexe 1 au présent règlement;

3° du feuillet H-4 du plan intitulé « LIMITES DE HAUTEUR» par le feuillet joint en annexe 1 au présent règlement;

4° du feuillet MI-3 du plan intitulé « MODES D'IMPLANTATION » par le feuillet joint en annexe 2 au présent règlement;

5° du feuillet S-3 du plan intitulé « SECTEURS ET IMMEUBLES SIGNIFICATIFS » par le feuillet joint en annexe 3 au présent règlement;

6° du feuillet TID-3 du plan intitulé « TAUX D'IMPLANTATION MINIMAUX ET MAXIMAUX – DENSITÉS MINIMALES ET MAXIMALES » par le feuillet joint en annexe 4 au présent règlement;

7° du feuillet U-3 intitulé « USAGES PRESCRITS » par le feuillet joint en annexe 5 au présent règlement;

8° du feuillet U-4 intitulé « USAGES PRESCRITS » par le feuillet joint en annexe 5 au présent règlement;

9° du feuillet Z-3 du plan intitulé « ZONES » par le feuillet joint en annexe 6 au présent règlement.

4. Le Règlement d'approbation d'un plan d'occupation de l'école Rosedale située au 4575 de l'avenue Mariette (5365) est abrogé.

ANNEXE 1
Annexe A – Feuillets H-2, H3 et H4 du plan intitulé « LIMITES DE HAUTEUR »

ANNEXE 2
Annexe A - Feuillet MI-3 du plan intitulé « MODES D'IMPLANTATION »

ANNEXE 3
Annexe A - Feuillet S-3 du plan intitulé « SECTEURS ET IMMEUBLES SIGNIFICATIFS »

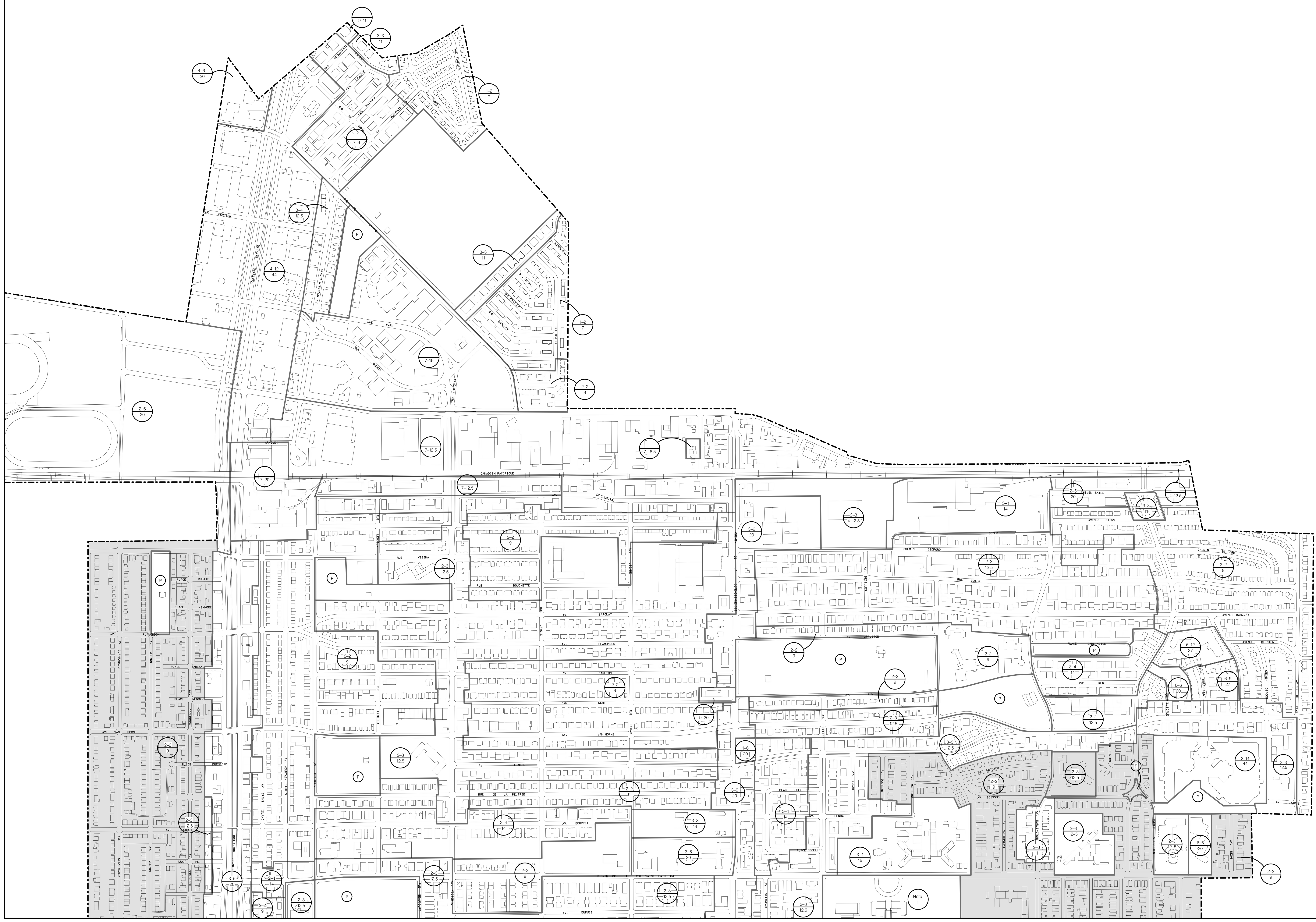
ANNEXE 4
Annexe A – Feuillet TID-3 du plan intitulé « TAUX D'IMPLANTATION MINIMAUX ET MAXIMAUX – DENSITÉS MINIMALES ET MAXIMALES »

ANNEXE 5
Annexe A - Feuillets U-3 et U-4 du plan intitulé « USAGES PRESCRITS »

ANNEXE 6
Annexe A- Feuillet Z-3 du plan intitulé « ZONES »

Un avis relatif à ce règlement (dossier XXXXXXXXXXX) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le VM le XX JANVIER 2017, date de son entrée en vigueur.

GDD : 1163779004



Ville de Montréal

RÈGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES — NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

LIMITES DE HAUTEUR

LÉGENDE

HAUTEURS EN ÉTAGES ET EN MÈTRES

HAUTEUR MINIMALE EN ÉTAGES

HAUTEUR MAXIMALE EN ÉTAGES

HAUTEUR MAXIMALE EN MÈTRES

HAUTEURS EN MÈTRES

HAUTEUR MAXIMALE EN MÈTRES

HAUTEUR MINIMALE EN MÈTRES

Note 1 — Hauteurs en mètres et en étages maximales prescrites sont celles de chacune des parties de bâtiment dont la construction a été autorisée avant le 18 septembre 2008.

Note 2 — Hauteur en mètres et en étages du bâtiment telle qu'elle était en date du 6 mai 2009.

▲ ÉTAGE ADDITIONNEL AUTORISÉ SOUS LES COMBLES

P — PARC

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

ANNEXE 1

PAGE 1 PAGE 2 PAGE 3 PAGE 4

H–2 (01-2017)

ÉCHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti, Service des travaux publics, mis à jour par le Bureau du plan, S.H.D.U., 1991.
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique



Ville de Montréal

RÈGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES — NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

LIMITES DE HAUTEUR

LÉGENDE

HAUTEURS EN ÉTAGES ET EN MÈTRES

HAUTEUR MINIMALE EN ÉTAGES
HAUTEUR MAXIMALE EN ÉTAGES
HAUTEUR MAXIMALE EN MÈTRES

HAUTEURS EN MÈTRES

HAUTEUR MAXIMALE EN MÈTRES
HAUTEUR MINIMALE EN MÈTRES

Hauteurs en mètres et en étages maximales prescrites sont celles de chacune des parties de bâtiment dont la construction a été autorisée avant le 18 septembre 2008.

Hauteur en mètres et en étages du bâtiment telle qu'elle était en date du 6 mai 2009.

ÉTAGE ADDITIONNEL AUTORISÉ SOUS LES COMBLES

PARC

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

ANNEXE 1

PAGE 1 PAGE 2
PAGE 3 PAGE 4

H–3 (01–2017)

ÉCHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti, Service des travaux publics, mis à jour par le Bureau du plan, S.H.D.U., 1991.
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique



Ville de Montréal

RÈGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES — NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

LIMITES DE HAUTEUR

LÉGENDE

HAUTEURS EN ÉTAGES ET EN MÈTRES

HAUTEUR MINIMALE EN ÉTAGES
HAUTEUR MAXIMALE EN ÉTAGES
HAUTEUR MAXIMALE EN MÈTRES

HAUTEURS EN MÈTRES

HAUTEUR MAXIMALE EN MÈTRES
HAUTEUR MINIMALE EN MÈTRES

Note 1 — Hauteurs en mètres et en étages maximales prescrites sont celles de chacune des parties de bâtiment dont la construction a été autorisée avant le 18 septembre 2008.

Note 2 — Hauteur en mètres et en étages du bâtiment telle qu'elle était en date du 6 mai 2009.

▲ ÉTAGE ADDITIONNEL AUTORISÉ SOUS LES COMBLES

P PARC

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

ANNEXE 1



H–4 (01–2017)

ÉCHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti , Service des travaux publics ,
mis à jour par le Bureau du plan, S.M.D.U., 1991
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique



ANNEXE 2

Ville de Montréal

RÈGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES — NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

ANNEXE G
MODES D'IMPLANTATION

LÉGENDE

ISOLÉ
JUMELÉ
CONTIGU

RÈGLES D'INSERTION

PARC

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT



MI-3 (01-2017)

ÉCHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti, Service des travaux publics, mis à jour par le Bureau du plan, S.H.D.U., 1991.
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique



Ville de Montréal

RÈGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES -- NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

SECTEURS ET IMMEUBLES SIGNIFICATIFS

LÉGENDE

SECTEUR SIGNIFICATIF SOUMIS À DES NORMES

SECTEUR SIGNIFICATIF SOUMIS À DES CRITÈRES

IMMEUBLE SIGNIFICATIF

SECTEUR DU MONT-ROYAL

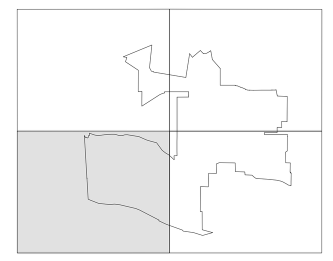
GRANDE PROPRIÉTÉ À CARACTÈRE INSTITUTIONNEL

PARC

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

ANNEXE 3



S–3 (01–2017)

ECHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti, Service des travaux publics, mis à jour par le Bureau du plan, S.H.D.U., 1991.
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique

Ville de Montréal

RÈGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES — NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

TAUX D'IMPLANTATION
MINIMAUX ET MAXIMAUX

DENSITÉS
MINIMALES ET MAXIMALES

LÉGENDE

TAUX D'IMPLANTATION MINIMUM
TAUX D'IMPLANTATION MAXIMUM
DENSITÉ MAXIMALE
DENSITÉ MINIMALE

Le taux d'implantation ne doit pas être supérieur au taux d'implantation existant en date du 6 mai 2009.

P PARC

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

ANNEXE 4

PAGE 1 PAGE 2
PAGE 3 PAGE 4

TID–3 (01–2017)

ÉCHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terran bâti, Service des travaux publics ,
mis à jour par le Bureau du plan, S.M.D.U., 1991
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique: octobre 2001



Ville de Montréal

REGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES — NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

USAGES PRESCRITS

LÉGENDE

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE

AUTRE CATÉGORIE D'USAGES

USAGE AUTORISÉ SPÉCIFIQUEMENT

H HABITATION

C COMMERCE

I INDUSTRIE

E ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS ET INSTITUTIONNELS

E.1(1)* En plus des usages autorisés par la catégorie E.1(1), l'usage mentionné à l'article 323.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) est autorisé uniquement dans la zone 0883.

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

NOTES:

, = Les deux catégories d'usages identifiées de part et d'autre d'une virgule sont autorisées.

- = Toutes les categories d'usages comprises entre les deux catégories identifiées sont également autorisées.

H = Toutes les catégories d'habitation sont permises.

ANNEXE 5

PAGE 1 PAGE 2

PAGE 3 PAGE 4

U–3 (01–2017)

ÉCHELLE

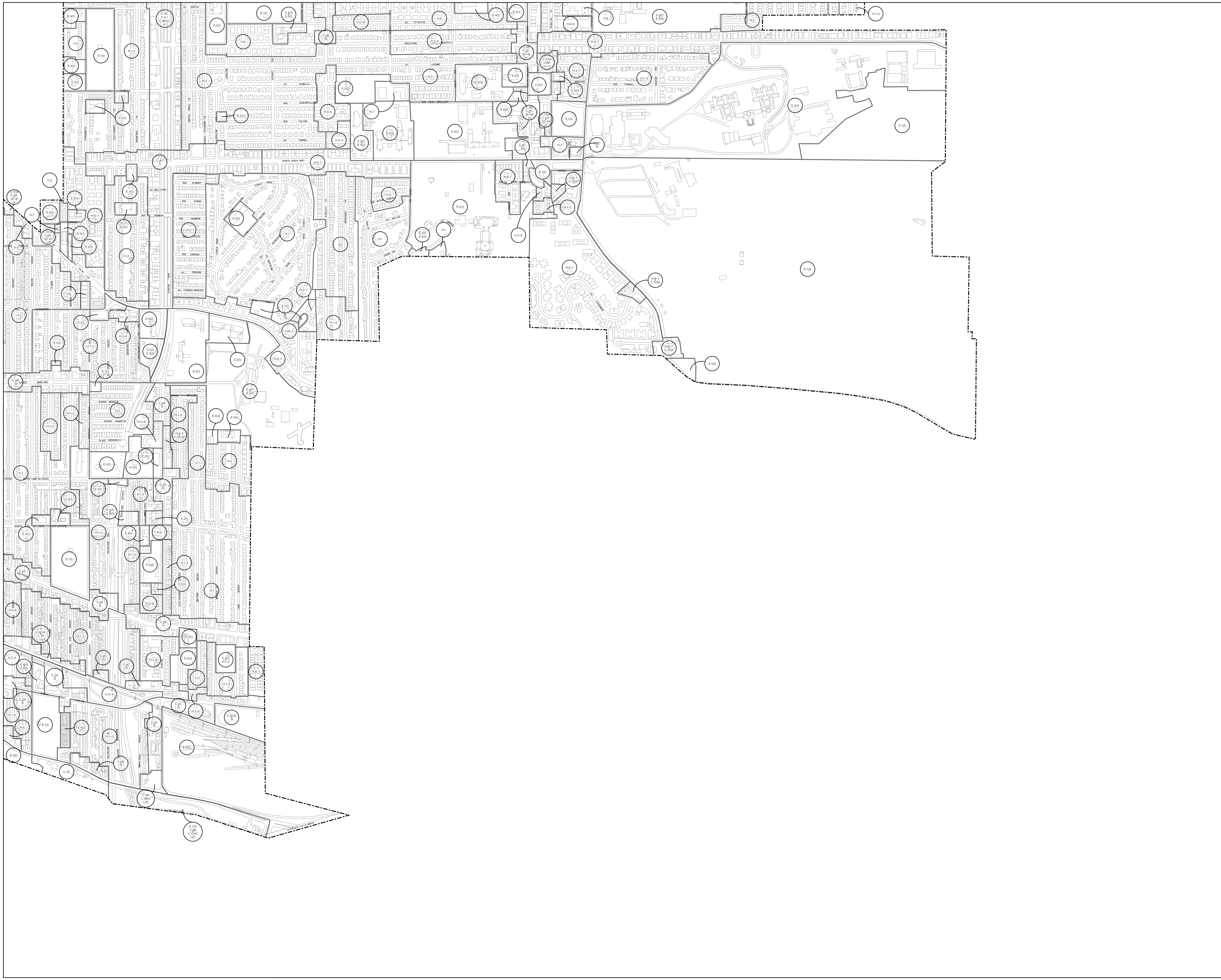
1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti, Service des travaux publics, mis à jour par le Bureau du plan, S.H.D.U., 1991.

Données réglementaires: Service du développement économique et urbain

Réalisée par le Centre de géomatique



Ville de Montréal

REGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE–DES–NEIGES — NOTRE–DAME–DE–GRÂCE

USAGES PRESCRITS

LÉGENDE

I.2C — CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE
C.1(2)C — AUTRE CATÉGORIE D'USAGES
C.7A:1 — USAGE AUTORISÉ SPÉCIFIQUEMENT

H	HABITATION
C	COMMERCE
I	INDUSTRIE
E	ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS ET INSTITUTIONNELS
E.1(1)*	En plus des usages autorisés par la catégorie E.1(1), l'usage mentionné à l'article 323.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) est autorisé uniquement dans la zone 0883.

LIMITE DE SECTEUR

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

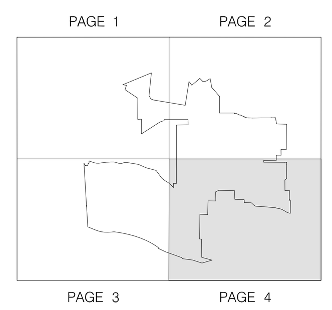
NOTES:

, = Les deux catégories d'usages identifiées de part et d'autre d'une virgule sont autorisées.

- = Toutes les categories d'usages comprises entre les deux catégories identifiées sont également autorisées.

H = Toutes les catégories d'habitation sont permises.

ANNEXE 5



U–4 (01–2017)

ÉCHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti, Service des travaux publics,
mis à jour par le Bureau du plan, S.H.D.U., 1991.
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique



Ville de Montréal

RÈGLEMENT D'URBANISME

ANNEXE A

ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES — NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

ZONES

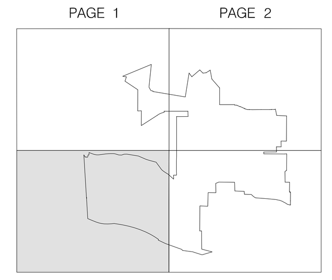
LÉGENDE

0027 NUMÉRO DE ZONE

LIMITE DE ZONE

LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

ANNEXE 6



Z–3 (01–2017)

ÉCHELLE

1 : 5000

0 125 250 375 500 (m)

Sources : terrain bâti, Service des travaux publics,
mis à jour par le Bureau du plan, S.H.D.U., 1991.
Données réglementaires: Service du développement économique et urbain
Réalisée par le Centre de géomatique

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1173558005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89,4 de la Charte de la Ville de Montréal, un Règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 087 021 du cadastre du Québec à des fins d'un centre d'hébergement collectif pour des personnes ayant des besoins particuliers.

IL EST RECOMMANDÉ :
De demander au conseil municipal d'adopter en vertu de l'article 89,4° de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ chapitre C-11.4) un projet de règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 087 021 du cadastre de Québec à des fins d'une résidence collective pour des personnes ayant des besoins particuliers.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-27 12:08

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1173558005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89,4 de la Charte de la Ville de Montréal, un Règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 087 021 du cadastre du Québec à des fins d'un centre d'hébergement collectif pour des personnes ayant des besoins particuliers.

CONTENU

CONTEXTE

Monsieur Silberstein, au nom de la Maison Belfield, a déposé une demande afin de permettre l'occupation du bâtiment situé sur le lot 2 087 021 à des fins de résidence collective.
Cette demande déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) quant à l'usage de centre d'hébergement collectif à même le bâtiment situé sur le lot mentionné en rubrique. Il s'agit d'un projet identifié à l'article 89.4º, de la Charte de la Ville de Montréal, permettant au conseil municipal d'autoriser cette occupation à des fins d'habitation puisqu'il est destiné à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

La Maison Belfield est un organisme à but non lucratif qui occupe le bâtiment de 2 étages sur l'avenue Coolbrook depuis décembre 2014. La mission de cet organisme vise la prévention de la récidive par la réhabilitation et la réinsertion sociale des hommes en libération conditionnelle et des ex-détenus qui ont démontré une grande motivation à réintégrer la société. Il accueille au maximum 9 résidents qui sont en cours de procès ou en liberté conditionnelle. Ceux-ci sont recommandés par un processus d'évaluation très rigoureux qui doit être approuvé par un commissaire aux libérations conditionnelles en collaboration avec Service correctionnel Canada. Le séjour moyen est d'environ 4 à 6 mois.
La Maison Belfield intervient également au niveau du suivi en communauté, par un programme de soutien qui adresse les besoins des usagers. Le programme se décline en cinq composantes qui adressent les éléments suivants :
- offre des services de counseling et de thérapie;
- le développement des compétences sociales;
- le perfectionnement des compétences linguistiques;
- la formation à l'aptitude à l'emploi couplée à un stage de travail;

- un programme de participation communautaire;
- adresse les valeurs culturelles et religieuses.

L'occupation du bâtiment permet d'aménager 4 chambres à l'étage, des aires communes au rez-de-chausssée et au sous-sol (salon, cuisine, salle dîner, salle de jeux, etc).

Dérogations au Règlement d'urbanisme
Le projet s'inscrit dans un secteur de zonage où seules les habitations sont autorisées, dans des édifices pouvant abriter de 1 à 2 logements chacun (H.1-2), par conséquent l'usage centre d'hébergement collectif n'est pas autorisé.

Le comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Le projet a été présenté aux membres du comité consultatif d'urbanisme lors de la séance du 8 février 2017 et a reçu un avis favorable accompagné des conditions suivantes:

1- Le requérant doit tenir une séance d'information avec les résidants du secteur
Le 28 novembre 2016 et le 18 février 2017 le requérant a rencontré les résidents du secteur à leur domicile pour expliquer la mission de la Maison Belfield. Le requérant a rencontré 20 résidents. Chacun des résidents rencontrés à signé un document faisant état de la rencontre et démontrant leur soutient au projet.

2- La DAUSE doit faire un recensement des garderies qui sont situées près de la propriété visée par la demande
Le recensement des garderies du secteur a été réalisé à partir du moteur de recherche "Localisateur de services de garde" qui se trouve sur le site du Ministère de la famille du Québec.Ce moteur de recherche permet d'obtenir les coordonnées de tous les centres de la petite enfance et toutes les garderies du Québec. Le résultat du recensement nous a permis d'identifier trois garderies qui se trouvent dans un rayon de 300 m de la Maison Belfield, dont la plus près est située à approximativement à 70 m. de la propriété.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises n'a pas d'objection à la réalisation du projet déposé. Ainsi,
- la Maison Belfield est en opération depuis 2004 et occupe la propriété située sur le lot 2 087 021 depuis décembre 2014. Depuis qu'elle est en opération, aucune plainte n'a été déposée;
- le représentant de la Maison Belfield a rencontré les résidents du secteur relativement à l'occupation du bâtiment situé sur le lot 2 087 021. Les gens rencontrés ont bien accueilli le projet;
- des mesures ont été prises afin d'assurer la sécurité des résidents du secteur. Ces mesures incluent; une surveillance par cameras à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment (24 heures / 7 jours semaine), présence d'au moins une personne (accrédité par Services correctionnels Canada) sur place, la Maison Belfield est en communication régulièrement avec la police et celle-ci est informée des activités de l'organisme. Ainsi, la sécurité des garderies n'est pas compromise;
- aucune modification à l'aménagement intérieur ou à l'enveloppe du bâtiment n'est envisagée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

6 mars 2017 Recommandation du conseil d'arrondissement visant à soumettre le projet de règlement pour adoption au conseil municipal
3 avril 2017 Inscription à l'ordre du jour du comité exécutif
12 avril 2017 Présentation du dossier au comité exécutif
24 avril 2017 Adoption d'un avis de motion par le conseil municipal
15 mai 2017 Adoption du règlement par le conseil municipal
Juin 2017 Émission du certificat d'occupation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève BLOM)

Autre intervenant et sens de l'intervention

CCU / FAVORABLE AVEC CONDITIONS

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-15

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE

Directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Tél : 514 872-2345
Approuvé le : 2017-02-22

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1173558005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89,4 de la Charte de la Ville de Montréal, un Règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 087 021 du cadastre du Québec à des fins d'un centre d'hébergement collectif pour des personnes ayant des besoins particuliers.

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, le **mercredi 8 février 2017**, à 18 h 30
5160, boulevard Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du compte rendu

4.4. **Étude d'une demande pour autoriser un centre d'hébergement collectif (maison de transition) sur le lot 2 087 021.**

Responsable du dossier : Dino Credico, conseiller en aménagement
Délibérations du comité

Attendu que la direction est favorable à la demande pour autoriser une résidence collective.

Le comité recommande au conseil d'arrondissement

D'autoriser, l'occupation du bâtiment situé sur le lot 2 087 021 à des fins de résidences collectives

Cette recommandation est accompagnée des conditions suivantes:

1- Le requérant doit tenir une séance d'information avec les résidants du secteur

2- La DAUSE doit faire un recensement des garderies qui sont situées près de la propriété visé par la demande

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO

Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1173558005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89,4 de la Charte de la Ville de Montréal, un Règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé sur le lot 2 087 021 du cadastre du Québec à des fins d'un centre d'hébergement collectif pour des personnes ayant des besoins particuliers.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document joint.

FICHIERS JOINTS

Règl. autorisant un centre d'hébergement.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève BLOM
Avocate
Tél : 514 872-2994

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-24

Véronique BELPAIRE
Avocate chef de division
Tél : 514 872-4222
Division : Division Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT L'OCCUPATION DU BÂTIMENT ÉRIGÉ SUR LE LOT 2 087 021 DU CADASTRE DU QUÉBEC À DES FINS DE CENTRE D'HÉBERGEMENT COLLECTIF POUR DES PERSONNES AYANT DES BESOINS PARTICULIERS

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé du lot numéro 2 087 021 du cadastre du Québec.

SECTION II
AUTORISATION

2. Malgré le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (01-276) applicable au territoire décrit à l'article 1, l'occupation du bâtiment érigé sur le lot 2 087 021 du cadastre du Québec, à des fins de centre d'hébergement collectif pour des personnes ayant des besoins particuliers, est autorisée aux conditions prévues au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger à l'article 123 du règlement mentionné au premier alinéa quant à l'usage prescrit dans ce secteur.

3. Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

SECTION III
CONDITIONS

4. En plus des usages autorisés par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (01-276) sur le territoire décrit à l'article 1, l'usage « centre d'hébergement collectif » destiné à des personnes ayant des besoins particuliers est autorisé.

5. La capacité d'accueil maximale du centre est de 9 résidents.

SECTION IV
DISPOSITION PÉNALE

6. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est

passible de la pénalité prévue à l'article 673 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans ……. le ..... 2017.

GDD 1173558005

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1176863001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 6800 à 6802, rue Légaré conformément au Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 6800 - 6802, rue Légaré, conformément au Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11)

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-27 09:51

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1176863001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 6800 à 6802, rue Légaré conformément au Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11).

CONTENU

CONTEXTE

Dans cet immeuble, les deux logements sont occupés par les propriétaires.
Requête - Gestion du territoire, numéro : 3001270811

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

R.R.V.M., c. C-11 - En 1993, l'administration adoptait le Règlement sur la conversion des immeubles en
copropriété divise.
Ordonnance 3 - Le 28 juillet 1993, le comité exécutif édictait l'ordonnance 3 qui fixait les taux de
conversion des immeubles locatifs en copropriété divise.
C097 02109 - En octobre 1997, le conseil municipal adoptait une modification au Règlement sur la
conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11).
Ordonnance 7 - Le 9 février 2000, le comité exécutif édictait l'ordonnance 7 qui fixait les nouveaux taux
d'inoccupation en fonction des zones.
Ordonnance 8 - Le 7 février 2001, le comité exécutif édictait l'ordonnance 8 qui fixait les nouveaux taux
d'inoccupation en fonction des zones.
RCA03 17035 - Le 4 août 2003, le conseil d'arrondissement adoptait un règlement modifiant le
Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11) de l'ancienne Ville
de Montréal à l'égard de l'arrondissement de Côte des Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à la présente
demande :
· En vertu du règlement sur la conversion, cet immeuble est admissible à une dérogation étant
donné qu'il est occupé au moins à 50 % par le propriétaire et ne compte pas plus de deux unités de
logement.
· Suite à l'avis public publié le **janvier 2017,** aucun commentaire n'a été recueilli.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Nil

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Nil

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Nil

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Nil

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au R.R.V.M., c. C-11 modifié en arrondissement par le règlement RCA03 17035.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-01-31

Mylène LORTIE
Agente technique en architecture

Tél : 514 872-5918
Télécop. : 514-872-2765

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Tél : 514 872-2345
Approuvé le : 2017-02-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1176863001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Objet :	Accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 6800 à 6802, rue Légaré conformément au Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11).

Avis public:

Dérog condo 6800 Légaré 2A.pdfDérog condo 6800 Légaré 1F.pdf

Emplacement (carte):

Carte 6800-02 Légaré.pdf

Suite à la parution, aucun commentaire:

Conversion condo.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mylène LORTIE
Agente technique en architecture

Tél : 514 872-5918
Télécop. : 514-872-2765

Public notice

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

APPLICATION FOR A VARIANCE FROM THE BAN ON CONVERSION

BY-LAW CONCERNING THE CONVERSION OF IMMOVABLES TO DIVIDED CO-OWNERSHIP (R.B.C.M., c. C-11)

The Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce Borough Council, at its regular meeting scheduled for **7 p.m.** on **Monday, March 6, 2017** at 6400, avenue de Monkland, will study the application for a variance from a ban on converting the following immovable to divided co-ownership:

6800-6802, rue Légaré

Any interested person may be heard by the Borough Council in relation to this application.

Any interested person may also send the Borough Secretary his or her written comments on this matter within 10 days of the publication of this notice, i.e. no later than January 30, 2017, by completing and signing the form provided by the city for this purpose at Accès Montréal offices. These comments are to be sent to the Division du greffe, at 5160, boulevard Décarie, Suite 600, Montréal, Québec, H3X 2H9.

For additional information please contact the Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, Division des permis et inspections, at 514 872-5160.

Given in Montréal, January 18, 2017.

La secrétaire d'arrondissement,

Geneviève Reeves, avocate

Avis public

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

DEMANDE DE DÉROGATION À L'INTERDICTION DE CONVERTIR

RÈGLEMENT SUR LA CONVERSION DES IMMEUBLES EN COPROPRIÉTÉ DIVISE (R.R.V.M. c. C-11)

Le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, à sa séance ordinaire fixée au **lundi 6 mars 2017 à 19 heures**, au 6400, avenue de Monkland, étudiera la demande de dérogation à l'interdiction de conversion d'un immeuble en copropriété divise relative à l'immeuble suivant :

6800-6802, rue Légaré

Toute personne intéressée peut se faire entendre par le conseil d'arrondissement relativement à cette demande.

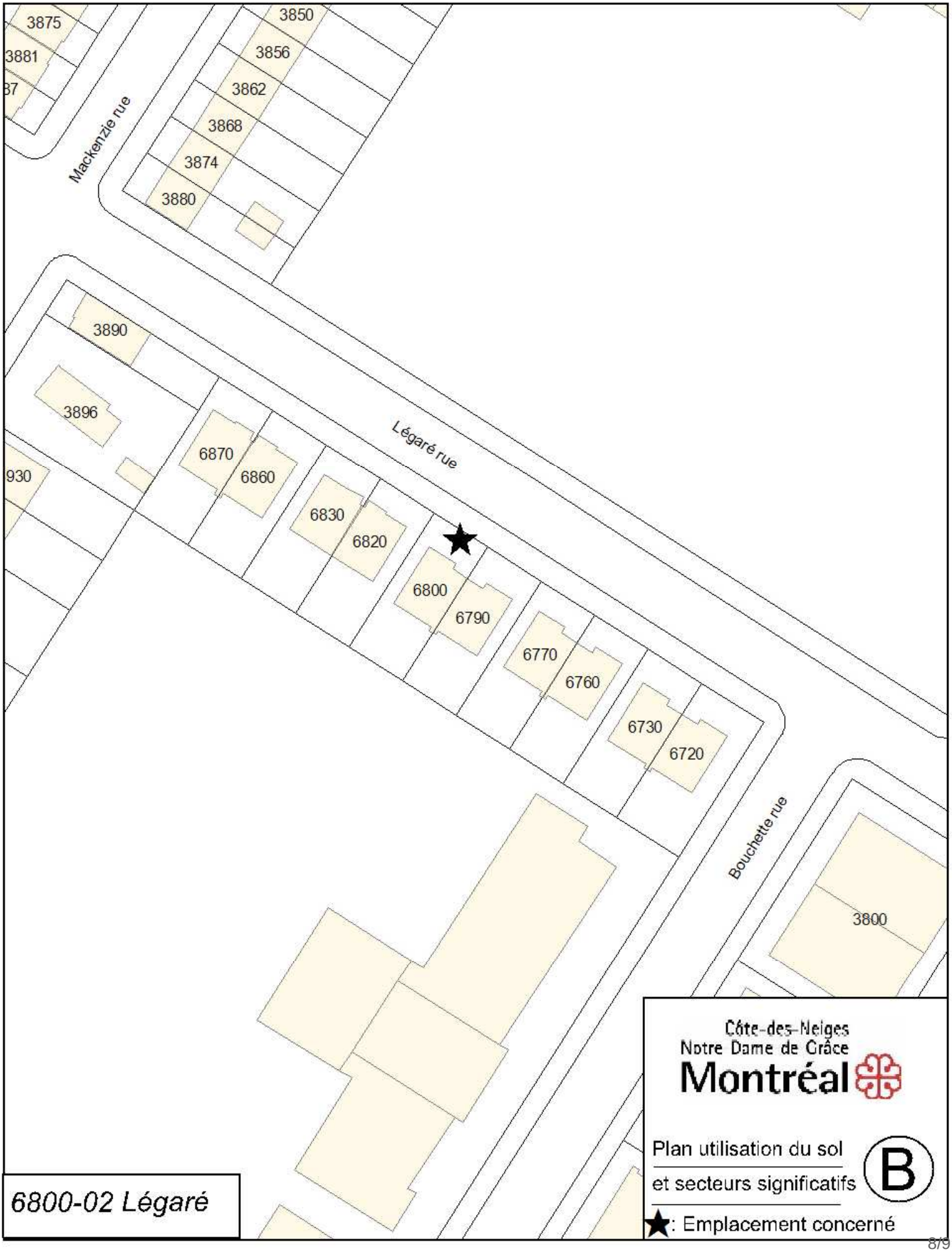
Toute personne intéressée peut également faire parvenir au secrétaire d'arrondissement les commentaires écrits qu'elle désire faire valoir dans les dix (10) jours suivant la publication du présent avis, soit au plus tard le 30 janvier 2017, en remplissant et en signant le formulaire fourni par la Ville à cet effet et disponible dans les bureaux Accès Montréal. Ces commentaires doivent être reçus à la Division du greffe, 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, Division des permis et inspections, au 514 872-5160.

Fait à Montréal, le 18 janvier 2017.

La secrétaire d'arrondissement,

Geneviève Reeves, avocate


3875
3881
3850
3856
3862
3868
3874
3880
Mackenzie rue
3890
3896
930
6870
6860
6830
6820
6800
6790
6770
6760
6730
6720
Légaré rue
Bouchette rue
3800
Côte-des-Neiges
Notre Dame de Grâce
Montréal
Plan utilisation du sol
et secteurs significatifs
B
★: Emplacement concerné
6800-02 Légaré

Conversion condo
Danièle LAMY A : Mylène LORTIE 2017-01-31 08:35
Cc : Geneviève REEVES, Steve DESJARDINS, Sylvie ARCHAMBAULT

Bonjour,

Le 18 janvier 2017, un avis public relativement à l'objet en titre a dûment été publié. La présente est pour vous confirmer que depuis cette parution, aucun commentaire n'a été déposé à la Direction des services administratifs et du greffe en regard de la demande de dérogation à l'interdiction de convertir, pour l'immeuble ci-après mentionné:

- 6800-6802, rue Légaré

Dérog condo 6800 Légaré 1F.pdf Dérog condo 6800 Légaré 2A.pdf

Espérant le tout à votre satisfaction.

Danièle Lamy
Secrétaire d'unité administrative – Division du greffe

pour Geneviève Reeves, avocate
Secrétaire d'arrondissement

Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, bureau 600
Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone : 514 868-4561
Télécopieur : 514 868-3538
danielelamy@ville.montreal.qc.ca
ville.montreal.qc.ca/cdn-ndg
Suivez-nous :

Dossier # : 1163558036

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Soumettre un appel de la décision du comité de démolition relativement à une demande de démolition de l'immeuble situé aux 6255-6257, chemin Deacon (demande de permis 3001117977) et son programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.

ATTENDU QUE le 24 août 2016, le Comité de démolition a accordé, avec conditions, la démolition du bâtiment situé aux 6255-6257, chemin Deacon et le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé;
ATTENDU QUE la décision du Comité de démolition a pris effet le 5 octobre 2016 à la suite de l'approbation, par le conseil d'arrondissement, de la demande de dérogation mineure pour le bâtiment précité, concernant l'alignement de construction et la distance minimale requise entre deux voies d'accès à un stationnement (Résolution CA16 170287);

ATTENDU QUE le 3 novembre 2016, un appel de la décision du Comité de démolition a été interjeté devant le conseil d'arrondissement;

ATTENDU QUE le 12 décembre 2016, lors d'une séance extraordinaire, le conseil d'arrondissement a entendu les représentations des parties intéressées et a reporté sa décision à une séance ultérieure (Résolution CA16 170352);

ATTENDU QU'à la suite des représentations divergentes des parties intéressées quant à l'étendue des pouvoirs du Comité de démolition d'imposer des conditions quant programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé, et à la demande du conseil d'arrondissement, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a consulté le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal afin que ce dernier aide le conseil d'arrondissement à prendre une décision éclairée.

IL EST RECOMMANDÉ :

De maintenir l'autorisation de démolir le bâtiment situé aux 6255-6257, chemin Deacon, avec les conditions suivantes :

1. Le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé doit être conforme au *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et être autorisé en vertu du titre VIII de ce même règlement au moment du dépôt de la demande de permis de construction;

2. Un plan de démolition signé et scellé par un ingénieur doit accompagner la demande de permis de démolition;
3. La demande de permis de construction doit être déposée dans les 6 mois de l'adoption de la présente résolution;
4. Le projet de réutilisation du sol dégagé doit être complété au plus tard 18 mois après la délivrance du permis de démolition;
5. Une garantie bancaire de 100 000 $ doit être déposée avant la délivrance du permis de démolition, afin d'assurer l'exécution des travaux prévue aux conditions 1 à 4 précédemment énoncée, exécutable, le cas échéant, au terme du délai prévu pour leur réalisation. Cette garantie bancaire est relâchée dès la réalisation prévue à la condition 4;
6. Les frais relatifs au murage des égouts et de l'aqueduc, ainsi que ceux relatifs à la désaffectation des entrées charretières doivent être acquittés avant la délivrance du permis de démolition.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-28 10:00

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1163558036

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Soumettre un appel de la décision du comité de démolition relativement à une demande de démolition de l'immeuble situé aux 6255-6257, chemin Deacon (demande de permis 3001117977) et son programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.

CONTENU

CONTEXTE

Le 24 août 2016, le comité de démolition a accordé, avec conditions, la démolition et le projet de remplacement du bâtiment situé aux 6255-6257, chemin Deacon.
La décision du comité de démolition est entrée en vigueur que le 5 octobre 2016, date à laquelle la dérogation mineure relative à l'alignement de construction et à la distance minimale requise entre deux voies d'accès fut accordée par la résolution CA16 170287.

Suite à cette décision, une demande d'appel fut déposée le 3 novembre 2016 à la Direction des affaires publiques et du greffe. En vertu des articles 25 et 26 du Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009), il revient alors au conseil d'arrondissement d'entendre l'appel et de confirmer la décision du comité ou rendre toute autre décision. L'appel de la décision du comité porte essentiellement sur le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.

Une séance extraordinaire du conseil d'arrondissement a été tenue le 12 décembre 2016 pour entendre les parties intéressées.

Le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 12 décembre 2016, lequel sera adopté à la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 16 janvier 2017, est en pièce jointe du présent sommaire addenda.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-9387
Télécop. : 514 868-3538

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1163558036

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Soumettre un appel de la décision du comité de démolition relativement à une demande de démolition de l'immeuble situé aux 6255-6257, chemin Deacon (demande de permis 3001117977) et son programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 12 décembre 2016, lequel sera adopté à la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 16 janvier 2017 :

Procès-verbal CA extraordinaire du 2016-12-12.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-9387
Télécop. : 514 868-3538

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le lundi 12 décembre 2016 à 19 h au 5160, boulevard Décarie, 4e étage à Montréal, sous la présidence de monsieur le maire Russell Copeman**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon;
Lionel Perez, conseiller du district de Darlington;
Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;

ainsi que :

Sylvia-Anne Duplantie, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
Dominique Turcotte, conseillère en aménagement;
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement
Katerine Rowan, secrétaire recherchiste.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, monsieur le maire de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte à 19 h.

RÉSOLUTION CA16 170351

ADOPTION - ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du 12 décembre 2016 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.02

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DU MAIRE ET DES CONSEILLERS

- Russell Copeman — Explique le déroulement de la séance et indique que la décision relative à l'appel de la décision du Comité de démolition sera prise à la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 16 janvier 2017 à 19 h, à l'édifice Cummings, situé au 5151, chemin de la Côte-Sainte-Catherine.

- Lionel Perez — S'assure qu'il soit possible pour les élus de poser des questions à un autre moment que celui prévu au point 10.06 de l'ordre du jour.



Souhaite la bienvenue à tous les résidents du district de Darlington et indique que le dossier à l'ordre du jour représente un bel exemple de politique locale.

- Marvin Rotrand

Rappelle que les membres du CA bénéficient d'une grande souplesse pour poser leurs questions lors d'une séance extraordinaire du CA dans le cadre de l'appel d'une décision du Comité de démolition.

Offre ses condoléances à la famille et aux proches de feu Warren Allmand.

PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

La période au cours de laquelle les personnes présentes s'adressent au conseil est d'une durée maximale de 30 minutes. Au cours de cette période, les personnes suivantes se sont adressées :

- Pierre Bouchard

À titre de résident de la propriété sise au 6275, chemin Deacon, indique qu'il a porté attention à l'évaluation produite par D.L. Turner Consultants inc. qui conclut qu'il faut démolir le Bâtiment, puisqu'il y a des lézardes au solage, que l'immeuble s'est tassé et que conséquemment, il est dans un état déplorable. Il habite sur le chemin Deacon depuis 30 ans et lorsqu'il est arrivé, il a constaté que la plupart des maisons sur le chemin Deacon présentaient des lézardes au solage et aux murs, des parements de briques fissurées, et par conséquent, les planchers n'étaient pas de niveau à l'intérieur. La raison est que les maisons ont été construites sur un ancien site d'enfouissement de déchets domestiques, donc le sol est instable. Quelques propriétaires ont entrepris des travaux de stabilisation en faisant pieuter leurs maisons, ce qui les a rendues solides. Il s'interroge quant à la recommandation du consultant de démolir sans qu'on ait pu considérer une autre solution. Demande si les Services ont exprimé des réserves quant aux conclusions du consultant et si la confection d'une évaluation indépendante a été envisagée.

- *Mme Duplantie indique que le rapport du consultant exprimait clairement les défauts du Bâtiment et les Services n'ont pas demandé une contre-expertise. Cependant, un architecte des Services a regardé l'étude et les Services ont visité le Bâtiment afin de corroborer son mauvais état et constater notamment les problèmes de structure.*

- *M. Rotrand demande au greffier de mieux définir le pouvoir légal du CA en cette matière. Sa compréhension est que la démolition a été accordée par le Comité et que la seule demande d'appel visait à modifier quelques une des conditions de réutilisation du sol dégagé, et non pas la démolition du Bâtiment.*

- *Me Reeves confirme l'interprétation de M. Rotrand, l'appel ne portant que sur les points contestés dans la demande d'appel.*

Salue la décision du Comité qui, pour tenir compte des dimensions des bâtiments faisant partie de cet îlot, et pour en assurer une certaine cohérence, a décidé que ce projet allait s'aligner sur les immeubles voisins, et constate qu'on a permis d'aller un peu plus loin étant donné la présence d'un « garage ». Demande sur quels motifs le CA pourrait se baser pour prendre une décision permettant la construction du Projet proposé par l'Appelant.

- *M. Copeman indique que le CA est souverain et décisionnel et en ce sens, il peut décider d'accepter la recommandation des Services, d'accepter intégralement celle du Comité ou d'accepter intégralement la demande de l'Appelant. Il reviendra à chacun des élus d'expliquer les motifs de leur vote à la séance du 16 janvier 2017.*

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

- *Mme Popeanu ajoute que le CA est décisionnel, mais que sa décision ne doit pas être arbitraire. Les membres du CA prennent leurs décisions en tenant compte des recommandations des Services, des interventions faites à la présente séance, et des opinions exprimées par le public.*

- Rémi Glorieux

À titre de résident de la propriété sise au 6242, chemin Deacon, indique avoir été surpris d'apprendre la démolition du Bâtiment. Comprend les représentations de M. Bouchard à l'effet que les maisons se trouvent sur un sol instable, mais croyait qu'elles étaient sur du roc comme à Côte-des-Neiges. En conséquence, il trouve dommage que le Bâtiment soit démoli et rappelle qu'il existe des compagnies de pieutage afin de solidifier les maisons.

- *M. Rotrand rappelle que le CA n'a pas le pouvoir de statuer sur cette question, puisque personne n'a soulevé l'aspect de la démolition dans le cadre de l'appel.*

Déplore la taille de l'avis de démolition placardé sur le Bâtiment, qu'il estime très petit, et suggère que la Ville affiche des avis plus grands et visibles.

La période de questions et de demandes du public de trente minutes est maintenant terminée.

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

Aucune question additionnelle des membres du CA à ce stade-ci.

Présentation par Mme Dominique Turcotte, conseillère en aménagement, de la demande de démolition de l'immeuble situé aux 6255–6257, chemin Deacon et du programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.

Vous trouverez en pièce jointe (Annexe 1) copie de la présentation visuelle (PowerPoint) qui a été présentée par Mme Turcotte, séance tenante.

<u>En réponse aux questions et commentaires du maire et des conseillers suivant la présentation, M[mes] Turcotte, Duplantie et Popeanu apportent les précisions suivantes :</u>

- Le propriétaire (ci-après « l'Appelant ») accepte 6 des 9 conditions rendues par le Comité de démolition (ci-après le « Comité ») dans le cadre de sa décision du 24 août 2016 visant l'approbation de la démolition du bâtiment principal situé aux 6255–6257, chemin Deacon (ci-après le « Bâtiment ») et le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé, et il s'oppose à 3 d'entre elles, soit :
  - la diminution de l'implantation du nouveau bâtiment proposé par l'Appelant (ci-après « Projet »);
  - la réduction de la largeur de la voie d'accès conduisant au garage;
  - le dépôt d'une garantie bancaire de 100 000 $, avant la délivrance du permis de démolition.

- En ce qui concerne la diminution du taux d'implantation :
  - La ligne pointillée bleue présentée sur les plans relatifs aux taux d'implantation sur la 5[e] diapositive, représente la limite prévue dans la décision du Comité, laquelle indiquait que le Projet devait s'aligner avec la limite des murs arrière des bâtiments adjacents ou par l'implantation actuelle du Bâtiment;



- La ligne pointillée rouge représente la recommandation des Services de la Ville (ci-après les « Services »);

- L'espace entre la ligne pointillée bleue et la ligne pointillée rouge représente un « garage » d'un étage adjacent au bâtiment sis au 6239, chemin Deacon (ci-après « 6239 ») ; ce « garage » doit être calculé dans le taux d'implantation du Projet;

- Si le CA retenait la recommandation des Services d'aller jusqu'à l'alignement représenté par les pointillés rouges dans le calcul du taux d'implantation, cela diminuerait le taux d'implantation du Projet de l'Appelant de 4 %, soit de 49 % à 45 %;

- Les Services recommandent au CA de modifier partiellement la décision du Comité en lien avec le calcul du taux d'implantation, le tout suite à un relevé par les Services du taux d'implantation des bâtiments sur les terrains voisins au Bâtiment, et dans le but de minimiser les impacts du Projet, notamment au niveau de l'ensoleillement;

- La recommandation des Services décrite au paragraphe précédent n'est pas en contradiction avec celle du Comité, puisque la première condition dictée par ce dernier dans sa décision précise que le taux l'implantation du Projet doit être diminué de manière à ne pas excéder la limite des murs arrière des propriétés adjacentes ou par l'implantation actuelle du bâtiment existant. Au moment où le Comité a rendu sa décision, le « garage » n'avait pas été pris en compte;

- L'un des soucis du Comité était de respecter le taux d'implantation des bâtiments dans le voisinage, dont la moyenne est d'environ 37 % à 38 %, afin de bien harmoniser le Projet au secteur. Le Comité considérait que le Projet tel que proposé, soit avec un taux d'implantation de 49 %, dépassait largement la moyenne du taux d'implantation dans le voisinage;

- Le taux d'implantation du 6239 s'élève à 40 % et inclut le « garage », qui a une profondeur de 4,05 m. Dans la mesure où le logiciel utilisé par les Services n'est pas à jour, il est à noter que le bâtiment sis au 6235, chemin Deacon (ci-après « 6235 ») est plus avancé qu'il ne parait sur le croquis présenté par les Services et son taux d'implantation s'élève à 44 %.

- En ce qui concerne la réduction de la largeur de la voie d'accès conduisant au garage :

  - la largeur de la voie d'accès conduisant au garage est présentement de 6,16 m. Le CCU recommandait en juillet 2016 de la réduire à 5,5 m, puis le Comité a recommandé à son tour une largeur de 5 m;

  - lors de la soirée du 24 août 2016, il fût question d'inverser l'entrée charretière, mais il est à noter qu'avec la dérogation mineure autorisant une distance minimale de 3,5 m entre deux voies d'accès à un stationnement, l'entrée charretière telle que située présentement est conforme à la réglementation, de telle sorte que l'inversion proposée n'est plus requise.

- En ce qui concerne la garantie bancaire :

  - Selon la réglementation, le montant de la garantie bancaire est déterminé en fonction de la valeur actuelle du Bâtiment, qui s'élève à 487 000 $. Cette garantie sert à s'assurer de la conformité du projet, et est remise au requérant lorsque le projet est terminé et conforme. Le montant de 100 000 $ demandé n'est pas exceptionnel considérant la valeur du Bâtiment.



- Autres commentaires :
    - La superficie totale au sol du Projet de l'Appelant est de 260 m^2 pour l'ensemble du bâtiment projeté et la portion arrière est d'environ 22 m^2. En conséquence, les Services recommandent une diminution de la superficie du Projet équivalente à environ 10 %;

    - Le Bâtiment se situe sur la ligne de propriété du terrain sis aux 6265–6267, chemin Deacon (ci-après « 6265-6267 »), alors qu'il y a une marge d'environ 1,5 m entre le Bâtiment et la ligne de propriété du 6239. Il est à noter que les marges latérales du nouveau bâtiment seront de 1,5 m, afin d'être conforme à la réglementation;

    - Deux demandes de dérogation mineure ont été présentées au CA du 5 octobre 2016, afin que le projet soit conforme à la réglementation. Celles-ci visaient à autoriser :
        - la construction d'un bâtiment principal avec un alignement de construction dont un minimum de 45 % de la superficie de sa façade est construit à l'alignement de construction, et ce malgré l'article 52 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) (ci-après « Règlement d'urbanisme ») qui stipule qu'au moins 60 % de la superficie d'une façade doit être construit à l'alignement de construction;

        - une distance minimale de 3,5 m entre deux voies d'accès à un stationnement, et ce, malgré l'article 573 du Règlement d'urbanisme, qui stipule qu'une distance minimale de 7,5 m de largeur doit être respectée entre deux voies d'accès.

ARGUMENTATION DES PARTIES

Résumé des représentations de M^e Louis Beauregard :

Nous référons en pièces jointes (Annexe 2) à la copie de la présentation visuelle (PowerPoint) qui a été donnée par M^e Beauregard, quatre lettres déposées avec la présentation, ainsi que la page « 11 B » ajoutée à la présentation.

Résumé des représentations de Mme Rhona Goldenberg :

- Présente un historique des faits, comme suit :

    - le Projet a débuté au mois d'août 2015;
    - elle a visité le Bâtiment avec l'Appelant, qui souhaitait le rénover; elle a constaté des problèmes structuraux majeurs et sa recommandation professionnelle immédiate était de le démolir;
    - le 4 février 2016, la demande de démolition a été déposée et les Services ont visité le Bâtiment le 9 mars 2016;
    - le 6 avril 2016, le Projet a été présenté au CCU;
    - le 12 avril 2016, les Services l'ont informée qu'ils étaient favorables à la démolition, mais demandaient des modifications dit Projet de remplacement;
    - pendant deux mois, elle et son client ont travaillé en collaboration avec les Services, et ont proposé un projet modifié;
    - les Services a émis un avis favorable au projet présenté au CCU de juillet 2016;
    - le 24 août 2016, elle a assisté à la rencontre du Comité en l'absence de son client, qui était à l'extérieur de la ville.

- Indique que lors de la rencontre du Comité, la plupart des commentaires portaient sur le désordre et les inconvénients que la construction allait créer. Des voisins ont fait part de leurs inquiétudes concernant des possibles dommages aux systèmes d'irrigation et clôtures, et il y a eu plusieurs questionnements quant à la largeur du Projet.

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU SECRÉTAIRE

- A constaté plusieurs informations erronées dans la présentation des Services, lesquelles ont causé de la confusion, de telle sorte que le Comité n'a pas pu prendre une décision éclairée.

- Énumère les informations erronées dans la présentation des Services du 24 août 2016 :

    - la profondeur du Bâtiment : elle est en réalité de 13 pieds 4 pouces plus profonde que celle présentée par les Services;
    - la largeur du Bâtiment : les Services ont indiqué qu'elle était de 39 pieds, puis qu'on faisait un projet de remplacement de 39 pieds 6 pouces; en réalité, la largeur actuelle du Bâtiment est de 46 pieds et le Projet l'a réduit de 6 pieds 6 pouces;
    - la profondeur des bâtiments voisins : le bâtiment du 6239 est de 15 pieds plus profond que le bâtiment actuel. Le bâtiment sis au 6235 est de 37 pieds 6 pouces plus profond que le bâtiment existant. Le bâtiment proposé dans le Projet ne serait que de 12 pieds plus profond que le bâtiment de 6239, puis de 19 pieds plus profond que celui sis aux 6265–6267. La marge de recul proposée par l'Appelant pour le Projet est de 21 pieds 3 pouces plus profond que le Bâtiment;
    - les distances entre les voies d'accès : il y a présentement 3,64 m séparant la voie d'accès du Bâtiment et celle du voisin sis au 6265–6267. La distance exigée est de 7,5 m. Lors du Comité, et afin de solutionner le problème, les Services ont proposé d'inverser le plan. Or, avec l'inversion du plan, on constate qu'il y aurait moins de 1 m entre les deux voies d'accès, ce qui est très dangereux et pire que la condition existante. Elle ajoute que le voisin au 6239 utilise présentement une partie du terrain de l'Appelant pour accéder à son garage.

- Précise que :

    - l'implantation actuelle du Bâtiment est de 38 %; celui-ci est localisé sur la ligne de propriété du 6265–6267, et est environ à une distance de 12 pouces (moins de 1,5 m) de la marge de recul requise avec le 6239. La distance entre le bâtiment du 6265–6267 et la ligne de propriété avec le terrain du Bâtiment est de 7 pieds. Or, avec le Projet de l'Appelant, cet écart serait bonifié à 12 pieds;

    - la distance entre le Bâtiment et le bâtiment du 6239 est présentement de 22 pieds, et avec le Projet, elle serait augmentée à 23 pieds;

    - l'Appelant propose un taux d'implantation de 49 %, incluant les marges de recul nécessaires et conforme à la réglementation. Si le CA impose la recommandation qui fait l'objet du présent appel et qui est proposée par les Services, le taux d'implantation du Projet serait diminué à 46 %, soit une petite différence de 3 %.

- Précise que tous les règlements de zonage de la Ville ont été respectés, qu'elle a travaillé fort en collaboration avec les Services pour présenter un projet à être approuvé par le CCU et ajoute avoir suivi le cadre donné par les Services pour le projet et que les règlements devraient s'appliquer de la même manière pour tous.

Résumé de l'échange entre des membres du CA (ci-après le « Conseil ») et les représentants de l'Appelant, faisant suite à la présentation et aux représentations de Me Beauregard et de Mme Goldenberg :

- Le Conseil précise que le sommaire décisionnel ne fait plus état d'inverser l'entrée de garage, cette solution n'étant plus proposée par les Services.

- Le Conseil soulève que les Services recommandent un taux d'implantation de 45 % et que les représentants de l'Appelant considèrent que cette recommandation est plutôt de 46 %, ces derniers ayant admis une faible différence de 3 % avec le taux de d'implantation de 49 % suggéré par l'Appelant.



- Me Beauregard prétend que le Conseil n'aurait pas le droit de modifier le Projet de réutilisation du sol dégagé proposé par l'Appelant, celui-ci devant être approuvé tel quel en dépit de toutes considérations architecturales de nature qualitative, puisqu'il est conforme au règlement de zonage. Mme Goldenberg rappelle que le Projet a déjà été approuvé par le CCU et qu'en conséquence, celui-ci ne devrait pas être à nouveau révisé.

- Le Conseil rappelle avoir déjà modifié des recommandations du CCU et que ce dernier est un comité consultatif qui fait des recommandations au Conseil, auquel il revient de prendre la décision finale.

- À titre de présidente du CCU, Mme Popeanu précise que :
    - il n'y a pas eu de PIIA, la discussion ne visant que le projet de démolition ;
    - un CCU et un comité de démolition peuvent de plein droit proposer l'harmonisation des taux d'implantation en tenant compte du voisinage et elle réfère aux articles 112.1, 112.2 et 668 du Règlement d'urbanisme;
    - le seul élément qui n'était pas clair lors de la rencontre du Comité était le déplacement de l'entrée de garage. Or, cet élément a déjà été corrigé par l'autorisation d'une dérogation mineure votée au CA;
    - lorsqu'on démolit, puis reconstruit, il faut laisser les marges réglementaires de 1,5 m de chaque côté du bâtiment;
    - les 100 000 $ demandés à titre de garantie bancaire, ne visent pas à mettre en doute le sérieux de l'Appelant, mais plutôt à sécuriser les voisins. Le rôle du Comité est de bien intégrer le projet dans le milieu, d'avoir une acceptabilité sociale et de prévenir le cas où un propriétaire démolirait sans reconstruire.

- Me Beauregard soulève que Mme Popeanu indique qu'il n'y a pas eu de PIIA et du même souffle, réfère à des articles qui sont clairement dans le PIIA, soit les articles 112, 112.1, 112.2 et 668 du Règlement d'urbanisme. Il ajoute que par l'effet de l'article 165, le CA sera appelé à adopter un PIIA à l'égard du Projet et que le Comité a une compétence très particulière, soit de s'assurer de la conformité du Projet, sans toutefois jouer un rôle au niveau de la révision architecturale.

- Mme Duplantie spécifie que la démolition et le projet de remplacement ont été traités comme un tout. Le Projet a été présenté deux fois en préliminaire au CCU, soit une première fois le 6 avril 2016, où le comité était en accord avec la démolition mais voulait que le projet de remplacement soit modifié, une seconde fois le 20 juillet 2016, puis le 24 août 2016 au Comité. Ce dernier est décisionnel avec possibilité d'aller en appel, et il a le pouvoir de se prononcer sur la démolition, autant que sur le projet de remplacement des sols dégagés.

- M. Rotrand résume les arguments des représentants de l'Appelant comme suit :
    - des informations erronées auraient été présentées tout au long du processus d'approbation du Projet, et cela a eu un impact sur la décision des membres du Comité;
    - le plan de remplacement du sol dégagé est conforme au zonage et aurait dû être accepté de plein droit. De plus, le Comité aurait excédé ses pouvoirs en spécifiant des conditions;
    - des quatre lettres des voisins qui ont été déposées par Me Beauregard, deux n'ont pas été signées, ni datées, et trois d'entre elles sont dans la même police de caractère, mais peut-être s'agit-il simplement d'une coïncidence.



- À la demande de M. Copeman, Me Beauregard et Mme Goldenberg confirment que suite à leur présentation donnée séance tenante, ils considèrent que le Conseil est en pleine possession des données et arguments nécessaires pour prendre une décision éclairée quant à la demande d'appel de la décision rendue par le Comité le 24 août 2016.

Représentations de Me Lucy-Maude Lachance, avocate de Mme Marie-Pierre Larrivée et de M. Dave Rioux, parties intéressées.

Vous trouverez en pièce jointe (Annexe 3), copie de photographies (PowerPoint) présentées par Me Lachance lors de ses représentations.

Résumé des représentations de Me Lachance :

- Émet les commentaires suivants suite à la présentation des représentants de l'Appelant :
    - elle ne croit pas que le Conseil devrait se restreindre à une analyse *in abstracto* parce que le projet respecte les règlements et critères de zonage, puisque, particulièrement dans un contexte de politique municipale, son rôle est de se pencher sur les intérêts de toutes les parties intéressées, notamment ceux de ses clients qui résident au 6239;
    - dans un souci d'équité procédurale, elle mentionne qu'elle n'a pas eu copie de la présentation et des documents déposés par l'Appelant, dont plusieurs lettres qu'elle comprend ne pas être des copies assermentées;
    - elle indique avoir communiqué la semaine dernière avec les Services, afin d'obtenir l'ensemble de la documentation, mais que puisque certains documents émanaient de tiers, on ne pouvait pas les lui transmettre, dont une étude d'ensoleillement;
    - elle demande de noter au procès-verbal que compte tenu que la décision sera reportée à la prochaine séance du CA, que le Conseil réserve le droit à ses clients et à elle de soumettre des commentaires et représentations par écrit, si à la fin de la présente séance, elle et ses clients l'estiment nécessaire.

- Le Conseil rappelle que toute personne est libre de communiquer par écrit avec les six conseillers à n'importe quel moment, donc si Me Lachance souhaite transmettre des représentations par écrit ou autres documents au Conseil, elle est libre de le faire. Il est également possible de demander le dépôt de documents lors de la prochaine séance ordinaire du CA, par le biais de Me Reeves.

- Cependant, le Conseil ne peut pas prendre l'engagement d'inscrire Me Lachance à l'ordre du jour du prochain CA pour des représentations additionnelles, puisque le processus normal de la séance ordinaire du CA doit être respecté.

- Me Lachance indique que l'étude relative au pourcentage des taux d'implantation des propriétés dans le voisinage du Bâtiment présentée séance tenante par les Services est également une question nouvelle.

- Elle soulève que parce que le contexte législatif est réglementaire en matière de démolition, des dispositions ont été adoptées pour pallier au manque de flexibilité des règlements de zonage et normatifs, notamment celles dans la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (ci-après « LAU »). Cela insère une sphère d'analyse qualitative dans les projets proposés par les citoyens, afin de s'assurer que ceux-ci s'intègrent de manière cohérente et raisonnable dans le bâti, et afin d'assurer le respect des intérêts de la collectivité. L'acceptation sociale du projet est l'objectif ultime de tout ce processus.



- Elle réfère à l'article 148.0.4 de la LAU et indique qu'un programme ne peut être approuvé que s'il est conforme aux règlements de la municipalité, lesquels comprennent toutes les règles à saveur qualitative sur l'insertion dans le bâti, la conformité avec les résidences aux alentours, et toutes les dispositions du Règlement d'urbanisme, dont les articles 112.1 et 112.2 déjà mentionnés.

- En conséquence, elle estime erroné d'affirmer que dans le cadre de la décision relative au dossier présenté, le Conseil doive se limiter à un cadre normatif, alors qu'il est, selon elle, clair que le Conseil dispose d'une sphère de pouvoirs de nature qualitative pour contrôler les nouvelles constructions.

- Elle déplore que l'Appelant souhaite faire complètement abstraction du processus décisionnel qui est en place, lequel vise notamment à protéger les intérêts des parties intéressées.

- En ce qui concerne la garantie bancaire et la marge de recul pour le stationnement, elle s'en remet entièrement à la décision du Comité et aux recommandations des Services, et ajoute qu'il est important de garantir le respect des conditions édictées par le Comité, et une reconstruction conforme.

- Ses clients sont en accord avec la décision et les conditions rendues par le Comité, notamment eu égard à la diminution de l'implantation du Projet.

- Elle s'étonne que dans les plans de localisation présentés, la limite de la résidence sise au 6239 ne soit pas le bâtiment qualifié de « garage », dans lequel aucune voiture n'entre. Il s'agirait plutôt d'une « remise » ou « shed » (ci-après « Remise ») qui ne fait pas un étage, n'est pas une aire habitable, et ne fait pas partie comme telle de la résidence. En conséquence, la résidence elle-même s'inscrirait dans la limite qui est cohérente avec les autres résidences de part et d'autres, ainsi que les pourcentages d'implantation. Elle ajoute qu'aucun des bâtiments voisins du Bâtiment n'atteint un taux d'implantation de 49 %, tel que suggéré dans le Projet, la moyenne du taux d'implantation du voisinage étant de 37 % ou 38 %.

- Me Lachance souligne que même si la Remise était incluse dans le calcul du taux d'implantation de la propriété de ses clients, celui-ci ne s'élèverait qu'à 40 %. Elle cite l'article 112.1 du Règlement d'urbanisme, plus particulièrement l'alinéa 3. Elle comprend que pour le bâtiment sis au 6235, un permis a été délivré suite à une demande d'agrandissement, et qu'en conséquence, son taux d'implantation s'élève à 44 %, ce qui n'est pas la norme dans le voisinage.

- Me Lachance présente des photographies (voir Annexe 3) d'une vue d'ensemble du secteur, soit des vues aériennes et latérales du Bâtiment et de la propriété de ses clients.

- Elle précise notamment que ses clients ont accès à une cour avec une vue dégagée et un secteur boisé, raison pour laquelle ils ont acheté leur propriété à cet endroit. Elle craint que la construction du nouveau bâtiment agrandi n'affecte leur ensoleillement, leur vue et que ses clients se retrouvent dans une enclave.

- L'Appelant semble justifier sa demande d'agrandissement par le fait que le voisin de droite a également fait un agrandissement. Or, Me Lachance croit plutôt qu'il s'agit d'un facteur militant au refus de permettre cet agrandissement, puisque ses clients se retrouveraient dans une enclave.

- Me Lachance présente également une photographie de la Remise.



- Mme Larrivée indique que cette Remise a erronément été comprise dans le calcul du taux d'implantation de leur maison. À l'appui, Me Lachance explique que la Remise ne peut pas faire partie du calcul du taux d'implantation de la résidence de ses clients, afin de justifier le taux d'implantation du Projet, puisque ses clients se retrouveraient injustement dans une enclave, considérant le bâti environnant.

Résumé de l'échange faisait suite aux représentations de Me Lachance:

- M. Copeman mentionne que ce qui est indiqué sur les plans comme étant un « garage », a été décrit par Me Lachance comme une Remise ou un « shed », et par Mme Larrivée comme un « balcon ». Il précise que quelque chose qui est entouré d'un garde-fou n'est pas nécessairement un balcon.

- Mme Larrivée indique qu'il y a accès à cette Remise par la maison, qu'un escalier descend de celle-ci à la cour et qu'elle est fermée sur le dessus, sauf là où se trouve l'escalier. Elle précise que la Remise n'est pas assez haute pour que sa voiture entre à l'intérieur.

- M. Copeman demande de transmettre la hauteur de cette Remise.

- Me Lachance montre à nouveau une vue aérienne du secteur et indique que le bâtiment du voisin vers l'avenue Van Horne, soit celui sis au 6235, dépasse légèrement la Remise. M. Copeman confirme le tout.

- Mme Duplantie indique que pour la propriété sise au 6239, la structure de la Remise d'un étage dépasse le mur arrière du bâtiment d'environ 4 m (évaluation visuelle).

- Mme Larrivée mentionne que l'agrandissement au 6235 ne fait pas deux étages et qu'il s'agit d'un spa, lequel obstrue la vue mais pas jusqu'au fond du terrain, tel que montré sur les plans.

- M. Copeman soulève que si l'on était dans un contexte d'agrandissement, plutôt qu'une démolition, le Projet tel que proposé par l'Appelant serait accepté de plein droit, sans égard à quelconque décision du Comité, et qu'en conséquence, l'Appelant pourrait se prévaloir d'un agrandissement augmentant le taux d'implantation à 50 %.

- Mme Duplantie confirme le commentaire au paragraphe ci-dessus, mais précise qu'avec les règles d'insertion, le taux d'implantation permis sans démolition s'élève à 49 %. C'est ce qui semble être le cas pour le voisin sis au 6235.

- M. Rotrand réitère les arguments de Me Lachance comme suit :
    - sa lecture de la LAU donne une certaine prérogative au Comité, qui doit tenir compte de l'intérêt public dans sa décision;
    - les conditions imposées par le Comité ont été faites à l'intérieur des pouvoirs qui lui sont conférés ; des articles de la LAU et du Règlement d'urbanisme ont été cités à l'appui de cette affirmation.

- Me Lachance indique que la doctrine est constante quant au cadre réglementaire en matière de démolition, qui constitue une sphère décisionnelle qualitative s'inscrivant et cohabitant avec les autres règlements, mais qui doit être interprété comme un tout, soit à la fois respecter le zonage et les critères qualitatifs. Les articles cités sont 112.1 et 112.2 du Règlement d'urbanisme, ainsi que 148.0.10 et 148.0.4 alinéa 2 de la LAU.



- M. Rotrand croit que la question présentée en est une de degré entre les pouvoirs très restreints du Comité, versus les pouvoirs par lesquels il peut imposer des conditions. La question suivante sera soumise au Service des affaires juridiques de la Ville : dans quelle mesure et jusqu'à quel degré le Comité peut-il imposer des conditions quant à la réutilisation du sol dégagé ?

- M. Perez demande si la position de Me Lachance et de ses clients est bien qu'ils sont en désaccord avec le sommaire décisionnel et la recommandation des Services à la présente séance, et qu'ils soumettent que le Conseil devrait confirmer la décision du Comité telle que rendue le 24 août 2016.

- Me Lachance indique que dans l'essence, il s'agit bien de la position de ses clients. Elle ajoute cependant que la décision du Comité ne permet pas de décrire avec précision quelle est la limite du mur arrière de la résidence de ses clients, à savoir si celle-ci inclut ou non la Remise. La position de ses clients est à l'effet que la limite devrait être celle du duplex habité, tel que présenté sur le plan de l'arpenteur-géomètre.

- M. Perez comprend que :
    - Me Lachance a mentionné qu'aucune maison n'avait un taux d'implantation aussi important que celle de l'Appelant ; elle ne faisait pas référence à la profondeur du bâtiment ; et
    - tel que représenté sur les plans, les voisins ont un bâtiment se rendant plus loin sur le point de vue profondeur/longueur en mètres.

- Me Lachance confirme les commentaires ci-dessus.

- Mme Duplantie confirme que la Remise au 6239 est bien intégrée dans le calcul du taux d'implantation du bâtiment.

- Mme Larrivée indique que la Remise est construite en ciment ou en béton, non isolée ou finie, et qu'une galerie en bois est construite sur le dessus.

- Mme Larrivée réitère être préoccupée par l'effet d'enclavement qui serait causé par le Projet de l'Appelant et rappelle qu'outre l'agrandissement vers l'arrière de la propriété, le Comité a accepté une projection du nouveau bâtiment vers le haut, soit la mezzanine.

- Me Lachance indique qu'il a été fait mention d'une étude d'ensoleillement, et souhaite savoir de quoi il s'agit, qui l'a faite et quelles en sont les conclusions.

- Mme Duplantie précise que cette étude à été fournie par l'Appelant à la demande des Services, afin d'évaluer les impacts de l'agrandissement possible. Cette étude a été validée par l'architecte des Services, et est basée sur l'agrandissement proposé par l'Appelant, avec un taux d'implantation de 49 %.

- Mme Duplantie présente et explique l'étude d'impact d'ensoleillement du Projet proposé par l'Appelant, laquelle a été faite aux solstices et aux équinoxes, soit le 21 juin, le 23 septembre et le 21 décembre entre 10 heures et 18 heures. De manière générale, on note un certain impact sur l'ensoleillement des voisins en juin, ainsi qu'un impact moins significatif aux autres saisons.

- Suite à cette étude, et afin de réduire les impacts sur le voisinage, Mme Duplantie indique que les Services ont proposé que la nouvelle construction soit alignée dans la prolongation du bâtiment voisin sis au 6239, et précise que si on se limite à l'axe du « garage » (ou Remise), l'impact sur l'ensoleillement est moins perceptible pour le voisin.



- Me Lachance déplore que l'étude d'ensoleillement ne soit représentative que de trois moments dans l'année et croit qu'il faudrait se reporter sur une année complète.

- M. Copeman indique que l'étude reflète la manière habituelle de faire et Mme Duplantie précise que cette étude se limite aux pires scénarios.

Résumé des représentations de M. Hardeep Bhuller, partie intéressée :

- Indique représenter sa belle-mère, Mme Margot Ferezis, propriétaire du 6267, chemin Deacon, depuis 1972;

- Croit qu'il est nécessaire de faire preuve de respect dans le processus d'approbation d'un tel projet et ne pense pas que sa belle-mère devrait être forcée d'accepter le projet, les voisins ayant tous droit à leur opinion;

- Propose à tous de faire une visite des lieux afin de mieux comprendre les frustrations des voisins quant au Projet;

- Précise que lorsque le Bâtiment a été construit, il n'était pas conforme aux normes et rappelle que sa limite se trouve sur la limite de propriété de sa belle-mère;

- Mentionne que la mezzanine et la profondeur du Projet de l'Appelant auraient des impacts négatifs sur la propriété de sa belle-mère;

- Pense que dans le contexte actuel, il faut faire preuve de logique et de respect envers les voisins, notamment en écoutant leurs opinions.

Résumé des représentations de M. Richard Lalonde, partie intéressée :

- Habite le 6250, chemin Deacon, qui fait face à au Bâtiment, et est heureux d'apprendre qu'il sera modifié et embelli;

- Ne comprend pas pourquoi la caution de 100 000 $ est remise en question puisque pour les voisins, il s'agit d'une garantie que les travaux vont bien se faire et qu'il n'y aura pas un impact négatif sur les taxes, ni sur la valeur des propriétés voisines;

- Souligne cependant qu'il n'est pas en accord avec l'agrandissement proposé et comprend que cela aura un gros impact sur les voisins;

- M. Rotrand précise que la question de la garantie n'est pas mise en cause par l'Appelant, seul le montant étant contesté. La question que le Conseil doit se poser est celle de soupeser si le montant exigé dans les recommandations du Comité est déraisonnable. Il indique que Me Beauregard suggère une garantie équivalente à 10 % de la valeur actuelle du Bâtiment;

- M. Rotrand ajoute que dans 99,5 % des cas, les garanties sont remboursées intégralement lorsque les projets sont complétés selon les plans ou d'une manière acceptable pour la Ville. On exige une garantie seulement pour assurer le respect des permis octroyés.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Résumé des représentations de M. Normand Côté :

- À titre d'architecte demeurant dans le district de Notre-Dame-de-Grâce, comprend très bien les processus de ces règlements de zonage.

- Croit qu'on doit s'appuyer sur les règlements de zonage lorsqu'il y a des projets et les respecter.

- M. Perez souligne que cette période de représentations est réservée à des personnes intéressées, sinon il s'agit d'un commentaire à titre de professionnel.

Résumé des représentations d'un citoyen qui ne s'est pas identifié :

- Indique être résident de la propriété sise au 6294, chemin Deacon.

- Ne comprend pas pourquoi l'Appelant, qui démolit un bâtiment et construit une nouvelle maison qui embellira la rue, est pénalisé et ne peut pas bâtir conformément à la réglementation d'urbanisme, alors que s'il ne voulait que rénover sa maison, il aurait le droit de le faire jusqu'à l'arrière du terrain et personne ne pourrait l'en empêcher.

- Considère que l'Appelant fait une faveur au voisinage en démolissant le Bâtiment et en reconstruisant une maison.

- M. Copeman indique que le mot « pénaliser » est subjectif. Dans un cas de démolition, et à l'étape de l'appel, la Loi permettrait au Comité et au CA de déterminer des critères quant au nouveau projet. Il précise que M[e] Beauregard estime que le Comité et la CA n'ont pas ce droit. Les membres du CA devront prendre position à cet égard.

Résumé des éclaircissements apportés par M[mes] Duplantie et Turcotte suite aux questions additionnelles et commentaires de M. Perez :

- De manière générale, une mezzanine surplombe un logement et n'occupe pas plus de 40 % de la superficie de l'étage inférieur. Le Règlement d'urbanisme prévoit que la mezzanine doit être reculée de deux fois sa hauteur en façade et d'une fois la hauteur à l'arrière afin de ne pas nuire à l'ensoleillement des voisins. Dans le présent cas, et tel que démontré par l'étude d'ensoleillement, la mezzanine ne présente pas d'ombrage significatif sur les bâtiments voisins.

- Au point de vue normatif, le Projet de l'Appelant est conforme, notamment suite à l'approbation par le CA de deux dérogations mineures. En ce qui concerne la conformité quant à l'aspect qualitatif, une décision sera rendue par le Conseil.

- Il existe une légère différence d'interprétation concernant le taux d'implantation du Projet suggéré par les Services relativement à l'alignement avec le bâtiment sis au 6239, puisque le sommaire décisionnel préparé par les Services parle d'un taux d'implantation d'environ 45 %, tandis que les représentants de l'Appelant parlent plutôt de 46 %. Il est à noter que les Services ont travaillé à partir du certificat de localisation de l'arpenteur géomètre, la base de travail et la donnée la plus précise entre leurs mains.

- M. Perez précise que le rôle du Conseil à la présente séance est « quasi-judiciaire » puisqu'il doit prendre en considération, pour sa prise de décision, les représentations de l'Appelant, des personnes intéressées et tous les critères mentionnés dans le Règlement d'urbanisme.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

- Les Services confirment que lors de la rencontre du Comité le 24 août 2016 :
    - il y avait une erreur dans la présentation des Services quant à la largeur du Bâtiment. Celle-ci a été présentée par les Services comme étant de 39 pieds de large, alors qu'elle est en réalité d'environ 46 pieds de large. La largeur du Projet a été calculée à partir des plans reçus de la firme Rubin + Goldenberg Architectes par les Services et est de 39 pieds 6 pouces;

    - les Services ont travaillé avec les plans d'utilisation du sol, qui ne montraient pas la Remise, ainsi que des photographies aériennes où l'on voit les bâtiments et beaucoup d'arbres. Le Comité a décidé que le taux d'implantation du Projet devait être diminué de manière à ne pas excéder la limite des murs arrière des propriétés adjacentes ou par l'implantation actuelle du Bâtiment.

- M. Perez indique que selon les affirmations de Mme Goldenberg et avec le plan présenté par les Services le 24 août 2016, on ne montrait pas l'agrandissement arrière effectué par le voisin sis au 6235.

- Il est confirmé que peu importe si on avait inversé ou non l'entrée charretière, la dérogation mineure aurait toujours été nécessaire. NOTE DU SIGNATAIRE DU PROCÈS-VERBAL : **Mme Sylvia-Anne Duplantie fournit une réponse complémentaire relative à l'entrée charretière par le biais d'un courriel dont copie est jointe en Annexe 4.**

- Lors de projets commerciaux ou résidentiels, il y a une norme de largeur pour les unités de stationnement de 2,5 m de large, par 6,1 m de long. Donc, en ayant une voie d'accès de 5 m de large, deux voitures pourraient s'y stationner. En réduisant la largeur de cet espace, on gagnerait en espace végétalisé, puis on diminuerait l'espace minéralisé, soit l'asphalte.

- Pour le présent Projet, aucun espace de stationnement ne sera perdu suite à la réduction de la largeur de la voie d'accès conduisant au garage. Le but est notamment de permettre un plus grand dégagement sur rue pour le stationnement.

- Mme Popeanu ajoute que lors de la rencontre du Comité, les services ont bien mentionné qu'il fallait soumettre au CA la demande d'autorisation de dérogation mineure concernant la distance minimale de 3,5 m entre deux voies d'accès à un stationnement, plutôt que la distance minimale réglementaire de 7,5 m de largeur entre deux voies d'accès.

- M. Perez ajoute qu'il est important de clarifier l'enjeu de l'entrée charretière parce que dans la présentation du 24 août 2016, il n'y a qu'une demande de dérogation mineure concernant l'enjeu de se soustraire pour l'alignement de l'avant.

- M. Copeman suggère de consulter le procès-verbal et la présentation de la séance du Comité du 24 août 2016.

RÉSOLUTION CA16 170352

APPEL DE LA DÉCISION DU COMITÉ DE DÉMOLITION – 6255–6257, CHEMIN DEACON

Il est proposé par Russell Copeman

appuyé par Marvin Rotrand

De reporter la décision à la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 16 janvier 2017.



ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1163558036

L'ordre du jour étant épuisé, monsieur le maire déclare la séance close.

La séance est levée à 21 h 45.

_____	_____
Russell Copeman	Geneviève Reeves
Le maire d’arrondissement	La secrétaire d’arrondissement

Les résolutions CA16 170351 et CA16 170352 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.



Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal







6255-6257, chemin Deacon

Appel de la décision du comité de démolition sur le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé

Séance extraordinaire du conseil d'arrondissement

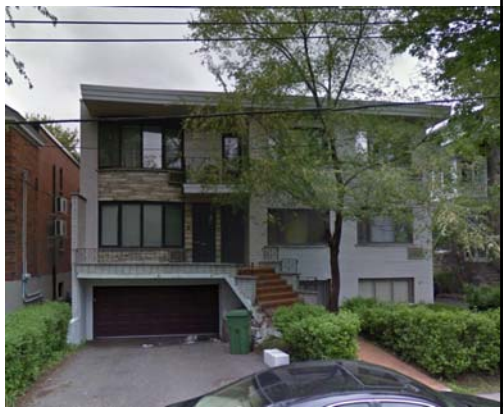
12 décembre 2016

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Contexte

Soumettre un appel de la décision du comité de démolition relativement à une demande de démolition de l'immeuble situé aux **6255-6257, chemin Deacon** et son programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.







Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Dérogations accordées
CA du 5 octobre 2016

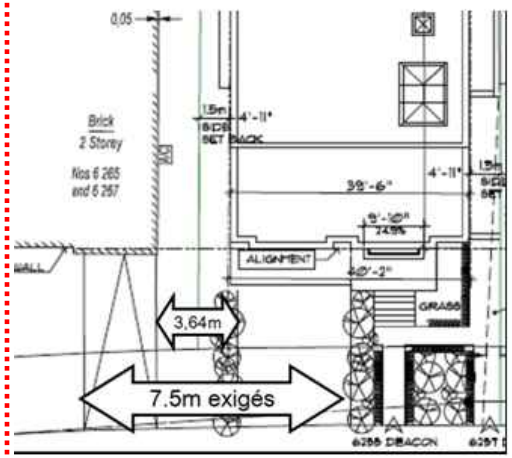
Dérogations (2) au Règlement d'urbanisme (01-276) accordées et relatives à :

- l'alignement de construction pour permettre une mezzanine



Un minimum de **45 %** de la superficie de la façade du bâtiment est construit à l'alignement de construction, en dérogation à l'article 52 qui demande **au moins 60 %.**

- la distance minimale requise entre 2 voies d'accès



Une distance minimale de **3,5 m** entre les deux voies d'accès à un stationnement, en dérogation à l'article 573 qui demande **au moins 7,5 m**.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Décision du comité de démolition du 24 août 2016

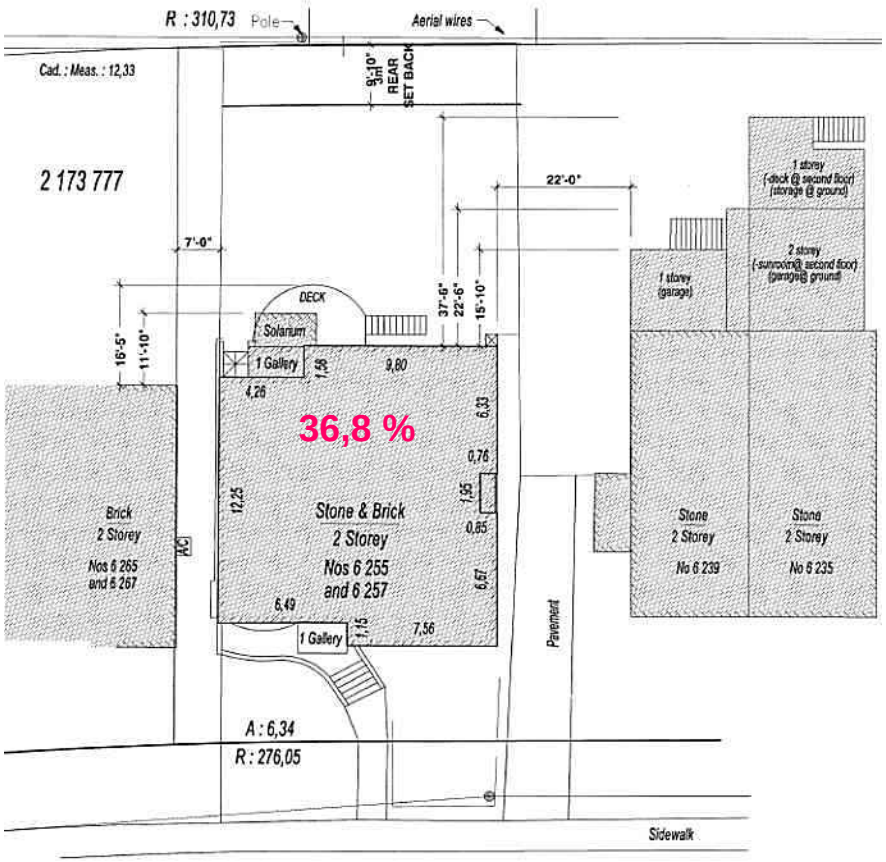
D'approuver la démolition du bâtiment principal situé aux 6255-6257, chemin Deacon et le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé, avec les conditions suivantes :

1. l'implantation du bâtiment doit être diminuée de manière à ne pas excéder la limite des murs arrières des propriétés adjacentes ou par l'implantation actuelle du bâtiment existant;
2. le projet doit présenter deux marges latérales de 1,5 m chacune;
3. la façade au niveau du rez-de-chaussée et de l'étage doit être en pierre Saint-Marc;
4. la largeur de la voie d'accès conduisant au garage doit être réduite à 5 m et doit être conforme à la réglementation;
5. un plan de démolition signé et scellé par un ingénieur doit accompagner la demande de permis de démolition;
6. la demande de permis de construction doit être déposée dans les 6 mois à partir de l'entrée en vigueur de l'autorisation de démolir;
7. le projet de réutilisation du sol doit être complété au plus tard 18 mois après l'émission du permis de démolition;
8. une garantie bancaire au montant de 100 000 $ doit être déposée, avant l'émission du permis de démolition, afin d'assurer l'exécution des travaux prévue aux conditions 1 à 7 précédemment énoncées, exécutables, le cas échéant, au terme du délai prévu pour leur réalisation. Cette garantie bancaire est relâchée dès la réalisation prévue à la condition 7;
9. les frais relatifs au murage des égouts et de l'aqueduc, ainsi que ceux relatifs à la désaffectation des entrées charretières doivent être déposés avant l'émission du permis de démolition.

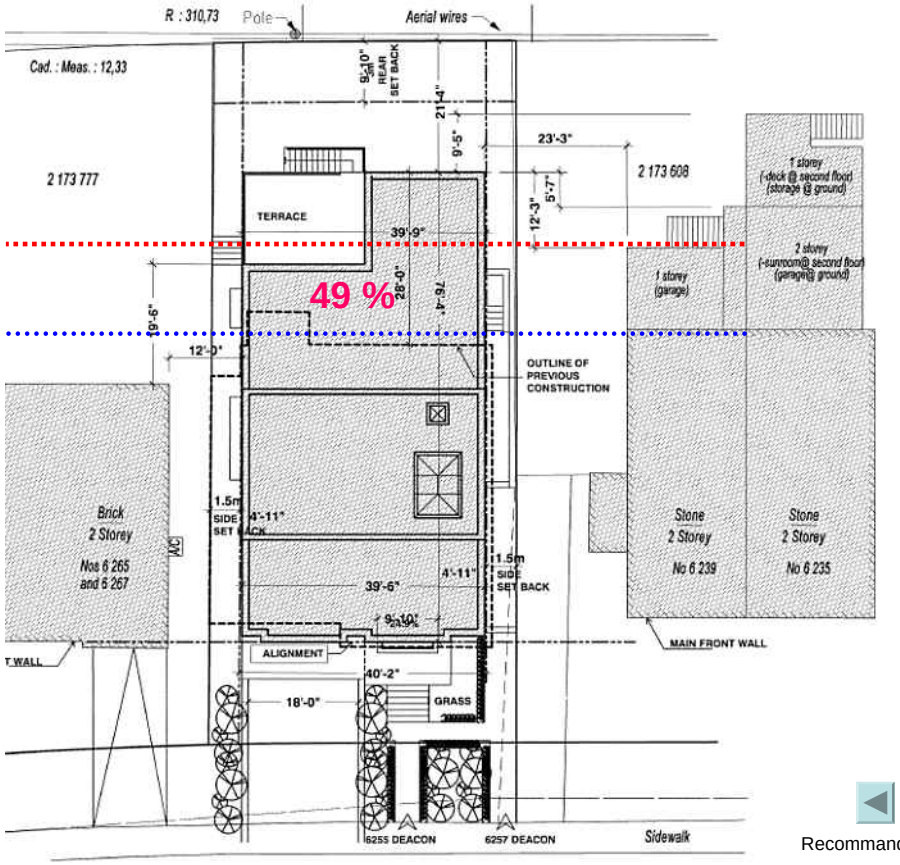
Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Implantations

Existante



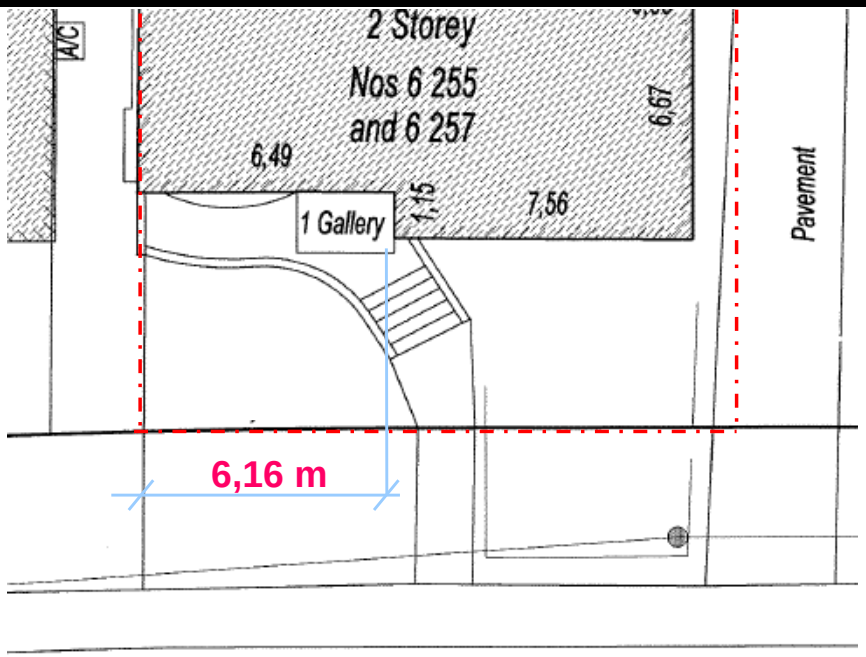
Projetée



Recommandation

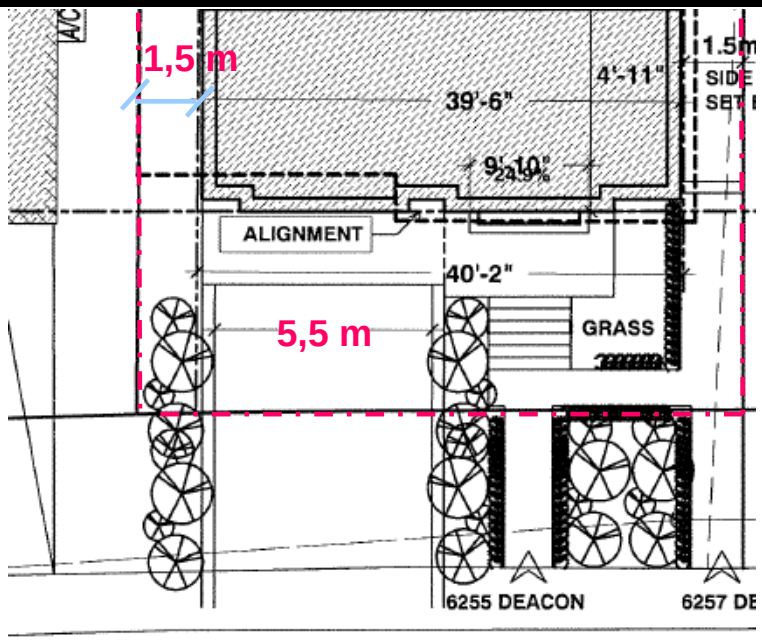
Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

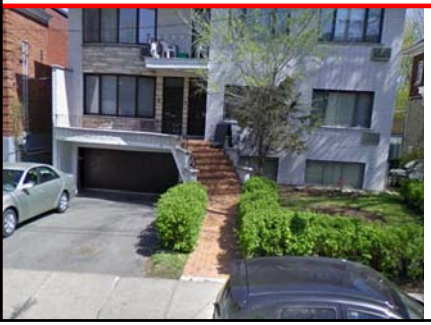
Voies d'accès



article 573 :

une voie d'accès d'au moins **2,4 m** et d'au plus **7,5 m** de largeur





- Frontage du terrain : **15,2 m**
- Marge latérale : **1,5 m**
- Entrée charretière : **5,5 m + 1,5 m = 7 m** → **diminution de l'espace sur rue.**

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Recommandation

À la suite d'un relevé de l'implantation des bâtiments voisins du même côté de l'îlot et de l'analyse de l'étude d'ensoleillement, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande au conseil d'arrondissement de **modifier partiellement la décision du comité de démolition et son programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé** pour les raisons suivantes :

- lors de ce relevé sur le terrain, il a été constaté que la projection arrière du bâtiment adjacent sis au 6239, chemin Deacon, était plus grande que ce que montraient les données disponibles, faisant en sorte que **le mur arrière de la nouvelle construction devrait être aligné sur la limite du mur arrière de cette propriété en tenant compte des données prises lors du relevé**;
- cette implantation réduite **diminuerait les effets d'enclavement et d'ombrage portés** sur la propriété située au 6239, chemin Deacon;
- le nouveau bâtiment aurait **peu d'incidence sur la propriété voisine**, située aux 6265-6267, chemin Deacon, étant donné la nouvelle marge latérale de 1,5 m et le faible impact sur l'ensoleillement de la cour;
- la nouvelle implantation offrirait une marge arrière d'environ 10 m, abaissant ainsi le **taux d'implantation de 49 % à environ 45 %**;

Recommandation (suite)

- **la diminution de la largeur de la voie d'accès, passant de 5,5 m à 5 m**, permettrait de diminuer la surface minéralisée, tout en offrant davantage d'espace paysager, en plus de permettre de conserver un espace de stationnement sur rue;

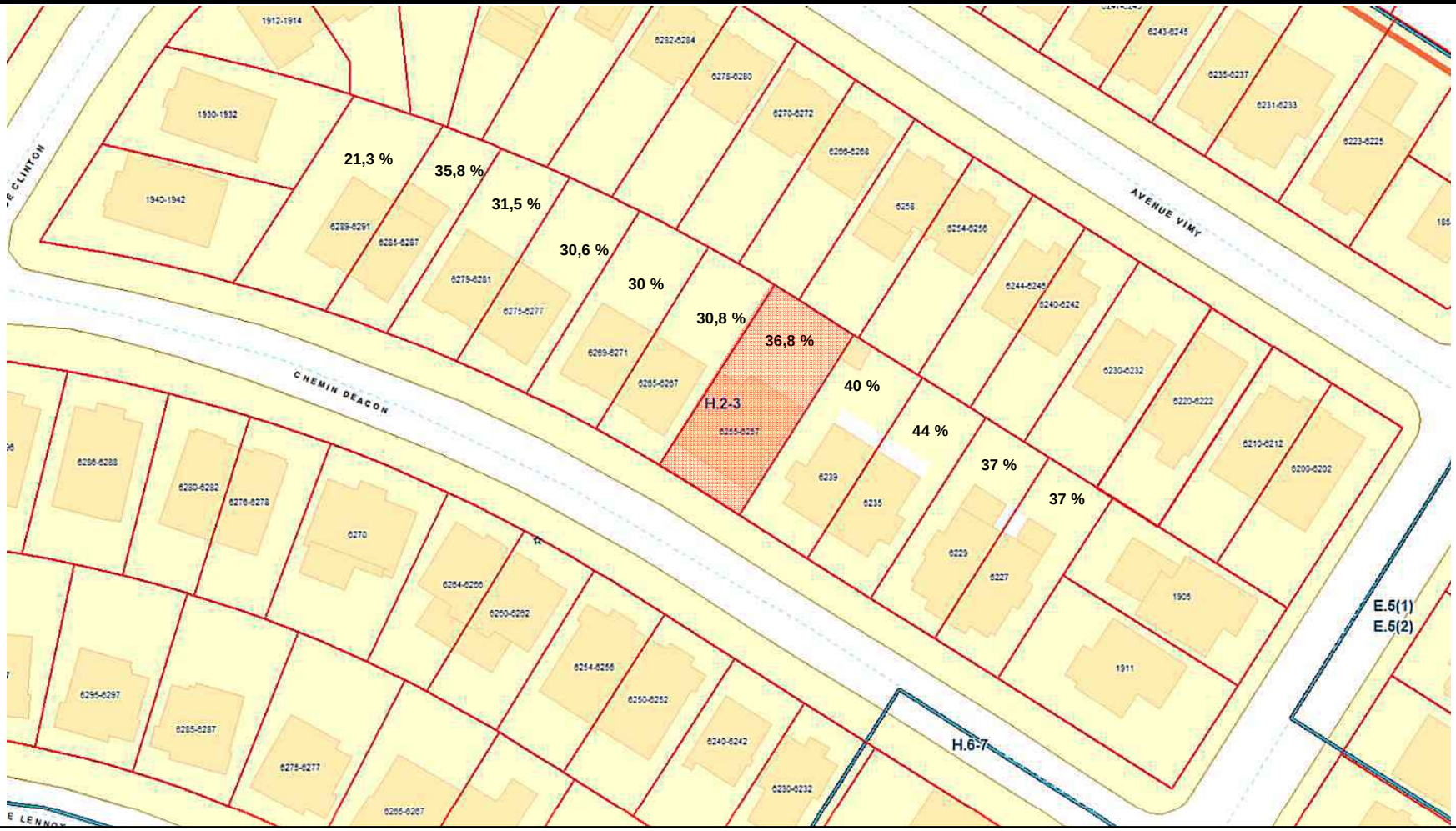
- le comité d'étude des demandes de démolition peut fixer le montant qu'il considère approprié en guise de garantie du respect des conditions qu'il impose relativement à la démolition d'un immeuble et à un projet de remplacement, et ce, en vertu du paragraphe 4 de l'article 148.0.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et aux pouvoirs accordés aux municipalités en matière de démolition d'immeubles. Le montant de **100 000 $** demandé en garantie bancaire permettrait de s'assurer de l'exécution des travaux.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

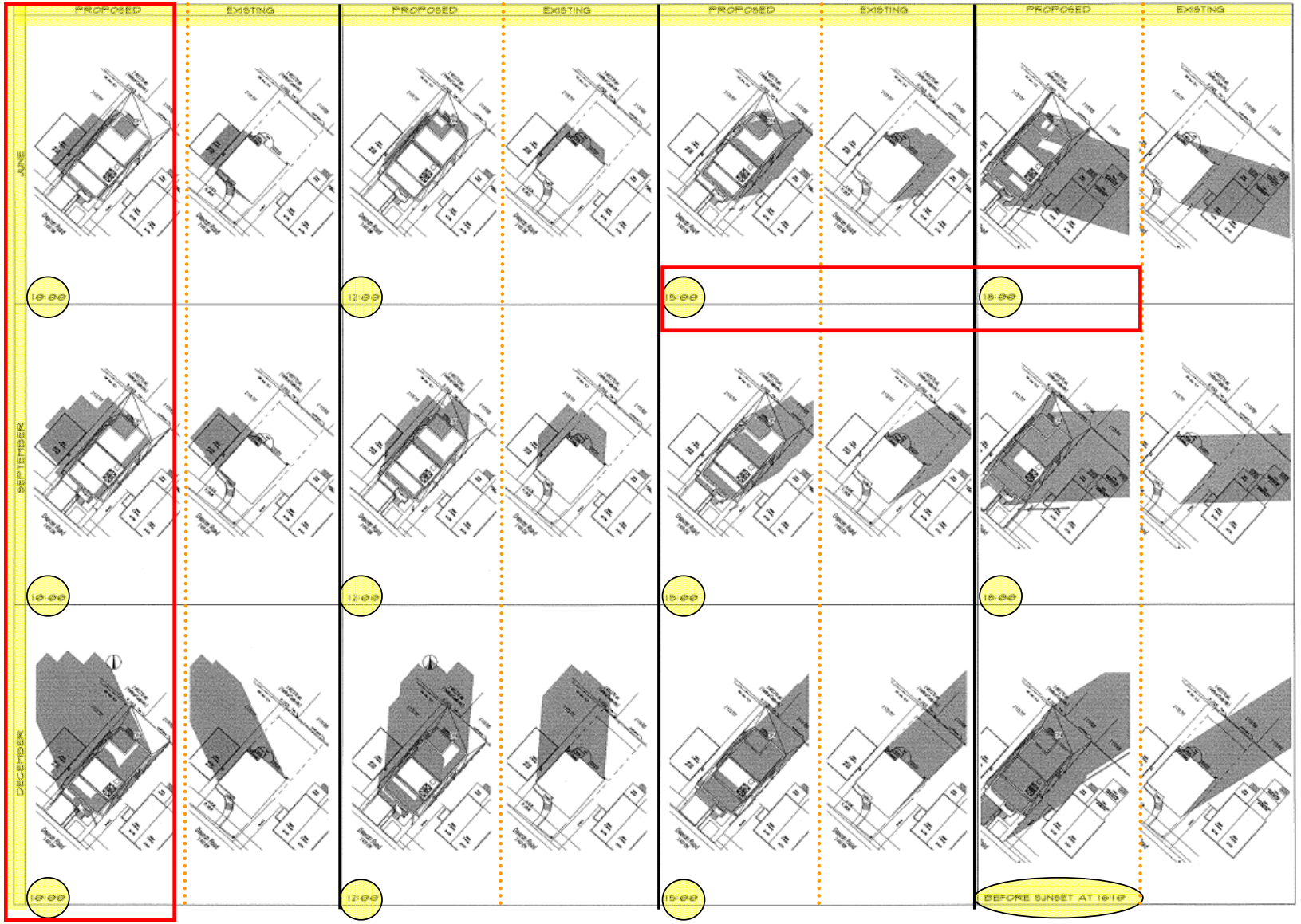
MERCI !

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Taux d'implantation des bâtiments sur le même côté d'îlot



ANNEXE 1



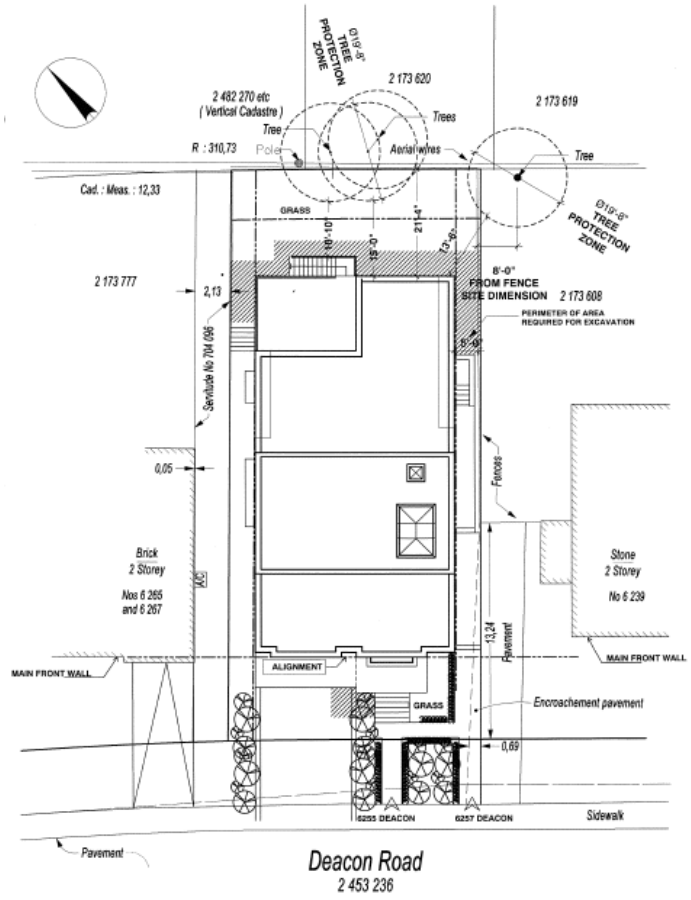
Solstice

Équinoxes

Solstice

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Arbres



Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande d'appel de la décision du comité de démolition

Extrait de la demande d'appel déposée le 3 novembre 2016 :

Pour ces raisons, je demande au Conseil d'arrondissement de réformer la décision du Comité de démolition rendue le 24 août dernier et de rendre la décision qui eut due être rendue en conformité avec le Règlement sur la démolition et la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* soit de retirer les conditions qui y sont mentionnées aux paragraphes :

- 1. portant sur les limites de l'implantation arrière du bâtiment;
- 4. portant sur la largeur de la voie d'accès conduisant au garage, et
- 8. portant sur le dépôt d'une garantie bancaire de 100 000 $.

DÉMOLITION DU 6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL

DOSSIER NO 1163558036

DEMANDE DE PERMIS NO. 3001117977

DANS L'AFFAIRE DE M. ICZKOVITS

EN APPEL DEVANT LE CONSEIL DE L'ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
12 DÉCEMBRE 2016

Me Louis Beauregard,

accompagné de Mme Rhona Goldenberg, architecte

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION





BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

APPEL DE LA DÉCISION DU COMITÉ DE DÉMOLITION RENDUE LE 24 AOÛT 2016, EFFECTIVE LE 5 OCTOBRE.

MOTIFS: LETTRE DE M. AVI ICZKOVITS DU 3 NOVEMBRE 2016

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

MOTIFS D'APPEL DE LA DÉCISION DU COMITÉ DE DÉMOLITION:

- **RENDUE SUITE À DES INFORMATIONS ERRONÉES**
- **NON MOTIVÉE**
- **NE RESPECTE PAS LES CRITÈRES DU RÈGLEMENT ET DE LA LOI**
- **N'EST PAS BASÉE SUR LES CONSIDÉRATIONS PERTINENTES, PUISQUE NOTAMMENT LE PROJET PRÉLIMINAIRE DE RÉUTILISATION DU SOL DÉGAGÉ EST, DEPUIS LES DÉROGATIONS MINEURES ACCORDÉES LE 5 OCTOBRE 2016, CONFORME À LA RÉGLEMENTATION**
- **IMPOSE DES CONDITIONS:**
  - **QU'IL N'A PAS LE DROIT D'IMPOSER**
  - **DÉRAISONNABLES, CAR CONTRAIRE À LA RÉGLEMENTATION**
  - **ARBITRAIRES**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CONCLUSIONS DE L'APPEL DE M. ICZKOVITS:

- **MODIFIER LA DÉCISION RENDUE PAR LE COMITÉ DE DÉMOLITION**
- **DÉCLARER CONFORME LE PROGRAMME PRÉLIMINAIRE DE RÉUTILISATION DU SOL DÉGAGÉ SELON L'IMPLANTATION INDIQUÉE AUX PLANS DÉPOSÉS**
- **RETIRER LES CONDITIONS RELATIVES:**
  - **L'IMPLANTATION DU BÂTIMENT À L'ARRIÈRE À L'ACTUELLE**
  - **RÉDUCTION DE LA LARGEUR DE LA VOIE D'ACCÈS AU GARAGE**
- **MODIFIER LE MONTANT DE LA GARANTIE BANCAIRE**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

HISTORIQUE:

- **04/02/2016:DEMANDE DE PERMIS DE DÉMOLITION ET PRÉSENTATION DES PLANS**
- **24/08/2016: AUDITION DEVANT LE COMITÉ ET DÉCISION**
- **05/10/2016:**
  - **DÉROGATIONS MINEURES ADOPTÉES PAR LE CONSEIL (RÉSOLUTION CA16 170287):**
    - **ALIGNEMENT : ART. 52 RÈGLEMENT D'URBANISME 01-276**
    - **ACCÈS STATIONNEMENT : ART. 573 RÈGLEMENT D'URBANISME 01-276**
  - **PRISE D'EFFET DE LA DÉCISION DU COMITÉ DE DÉMOLITION**
- **31/10/2016: MODIFICATION DE LA DÉCISION DU COMITÉ DE DÉMOLITION**
- **03/11/2016: APPEL / M. ICZKOVI[illegible] DE**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

RAPPEL DU PROCESSUS:

1. PERMIS DE DÉMOLITION

- SELON LES CRITÈRES DU RÈGLEMENT SUR LES DÉMOLITIONS
- CONFORMITÉ DU PROGRAMME PRÉLIMINAIRE DE RÉUTILISATION DU SOL DÉGAGÉ (PPRSD)

2. PERMIS DE CONSTRUCTION + PIIA

- CONFORMITÉ AU ZONAGE
- ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ AU PIIA
- ÉTUDE CCU
- APPROBATION DU PIIA PAR LE CONSEIL

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

- **EN PRINCIPE, CE N'EST PAS DANS LE CONTEXTE D'UN APPEL D'UNE DÉCISION DU COMITÉ DE DÉMOLITION DE PROCÉDER À LA RÉVISION ARCHITECTURALE ET À L'APPROBATION D'UN PIIA**

- **LA COMPÉTENCE DU COMITÉ DE DÉMOLITION, ET DU CONSEIL EN APPEL DE CELUI-CI, SE LIMITE AUX CRITÈRES PRÉVUS PAR LA LOI ET AU RÈGLEMENT SUR LES DÉMOLITIONS, DONT L'UN EST LA CONFORMITÉ DU PROGRAMME PRÉLIMINAIRE DE RÉUTILISATION DU SOL DÉGAGÉ (PPRSD) AUX NORMES DE ZONAGE**

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

JURISPRUDENCE : BEAUCHEMIN C. VARENNES, 2011QCCS2713(J. G. DUGRÉ)

- **« 149 *L'EXAMEN DE L'ENSEMBLE DES DISPOSITIONS DU CHAPITRE V.0.1 DE LA L.A.U., À LA LUMIÈRE DE LEUR OBJET, AMÈNE LE TRIBUNAL À CONCLURE QUE L'ARTICLE 148.0.12 L.A.U. PERMET D'IMPOSER LES CONDITIONS RELATIVES À LA DÉMOLITION ET À LA RÉUTILISATION DU SOL DÉGAGÉ, MAIS CE POUVOIR NE S'ÉTEND PAS À GÉRER LES CARACTÉRISTIQUES D'UN NOUVEAU BÂTIMENT.***

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

… 150 ***EN SOMME, LE TRIBUNAL JUGE QUE CE POUVOIR D'IMPOSER DES CONDITIONS N'A PAS POUR EFFET D'ASSUJETTIR LES RÈGLES DU ZONAGE APPLICABLES AU NOUVEAU BÂTIMENT À LA DISCRÉTION DU COMITÉ OU À CELLE DU CONSEIL. CONCLURE AUTREMENT AURAIT LA FÂCHEUSE CONSÉQUENCE D'ASSUJETTIR LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS À DES RÈGLES DE ZONAGE DIFFÉRENTES SELON QU'ELLES SONT OU NON PRÉCÉDÉES D'UNE DÉMOLITION.***

151 LES NOUVELLES CONSTRUCTIONS SONT ASSUJETTIES AUX RÈGLEMENTS EN VIGUEUR ET NON À LA DISCRÉTION DU COMITÉ : ARTICLE 148.0.4 L.A.U…

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

…

… 165 LA NOUVELLE RÉSIDENCE DE MONSIEUR BEAUCHEMIN EST PARFAITEMENT CONFORME À TOUTES LES LOIS ET À TOUS LES RÈGLEMENTS APPLICABLES. ELLE NE COMPORTE AUCUNE VUE ILLÉGALE ET EST CONFORME À LA RÉGLEMENTATION DE VARENNES EN MATIÈRE DE ZONAGE, PARTICULIÈREMENT EN CE QUI A TRAIT AUX MARGES DE RECUL FRONTALES ET LATÉRALES.

166 LE COMITÉ NE PEUT DONC PAS MODIFIER, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, LA RÉGLEMENTATION APPLICABLE À LA NOUVELLE RÉSIDENCE DE MONSIEUR BEAUCHEMIN PAR LE BIAIS DE CONDITIONS VISANT LA DÉMOLI[illegible] LA RÉUTILISATION DU SOL DÉGAGÉ P[illegible]

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

RÔLE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT :

L.A.U. :

148.0.19 ***TOUTE PERSONNE PEUT, DANS LES 30 JOURS DE LA DÉCISION DU COMITÉ, INTERJETER APPEL DE CETTE DÉCISION DEVANT LE CONSEIL.***

TOUT MEMBRE DU CONSEIL, Y COMPRIS UN MEMBRE DU COMITÉ, PEUT SIÉGER AU CONSEIL POUR ENTENDRE UN APPEL INTERJETÉ EN VERTU DU PREMIER ALINÉA.

148.0.20 ***LE CONSEIL PEUT CONFIRMER LA DÉCISION DU COMITÉ OU RENDRE TOUTE DÉCISION QUE CELUI-CI AURAIT DÛ PRENDRE.***

- ***AUDITION D'UN APPEL***
- ***PAS UNE CONSULTATION PUBLIQUE***

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

RCA02 17009 – RÈGLEMENT RÉGISSANT LA DÉMOLITION DES IMMEUBLES (CODIFICATION ADMINISTRATIVE)

CRITÈRES APPLICABLES

14. LE COMITÉ AUTORISE LA DÉMOLITION S'IL EST CONVAINCU DE L'OPPORTUNITÉ DE LA DÉMOLITION COMPTE TENU DE L'INTÉRÊT PUBLIC ET DE L'INTÉRÊT DES PARTIES ET EN TENANT COMPTE DES CONSIDÉRATIONS PRÉVUES À L'ARTICLE 148.0.10 DE LA LOI.

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

OPPORTUNITÉ DE LA DÉMOLITION EN TENANT COMPTE DE:

- **L'INTÉRÊT PUBLIC : VOIR LETTRES D'APPUI DE VOISINS POUR LE PROJET PROPOSÉ**
- **L'INTÉRÊT DES PARTIES:**
  - **DEVANT LE COMITÉ DE DÉMOLITION : AUCUNE OPPOSITION COMMUNIQUÉE À M. ICZKOVITS**
  - **EN APPEL : M. ICZKOVITS EST LA SEULE PARTIE**
- **CONSIDÉRATIONS PRÉVUES À L'ARTICLE 148.0.10 LAU**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

MOTIFS D'APPELS PROCÉDURAUX:

LA DÉCISION RENDUE PAR LE COMITÉ DE DÉMOLITION:

- **Rendue suite à la présentation d'informations erronées**
- **Non motivée : Aucun motif au soutien des conditions imposées**
- **Modifiée par la lettre du 31 octobre avec procès-verbal modifié**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

MOTIFS D'APPELS PROCÉDURAUX:

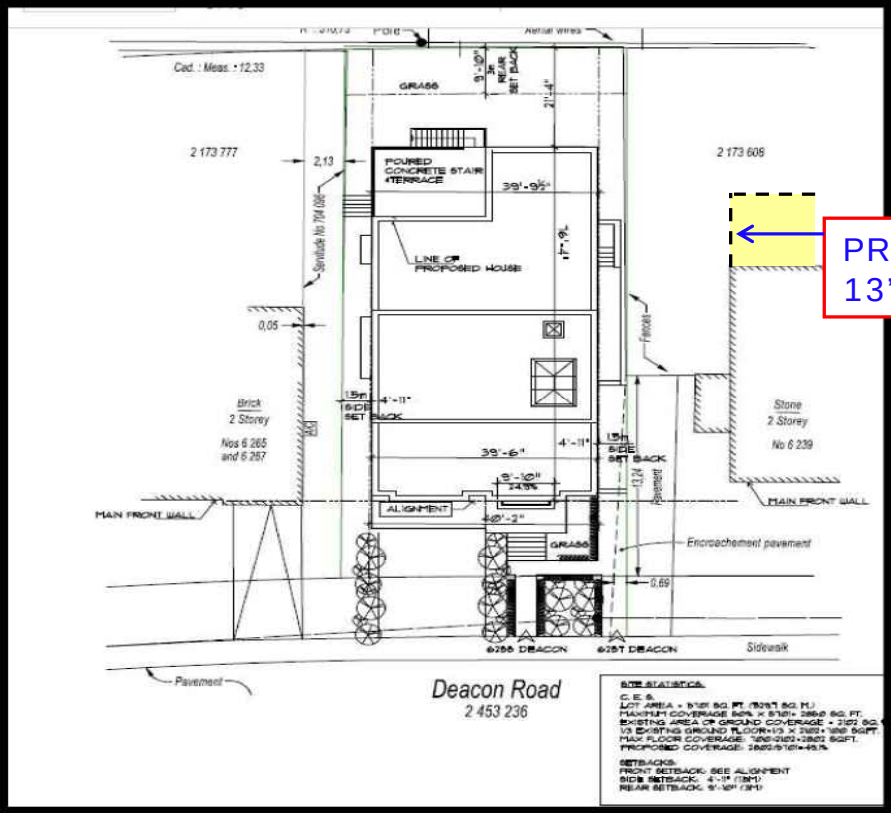
LA DÉCISION RENDUE PAR LE COMITÉ DE DÉMOLITION:

- **Rendue suite à la présentation d'informations erronées**
  - **Mme Goldenberg**
- **Non motivée : Aucun motif au soutien des conditions imposées**
- **Modifiée par la lettre du 31 octobre avec procès-verbal modifié**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

CECI FAISAIT PARTI DE LA PRÉSENTATION FAITE PAR LES SERVICES DE LA VILLE DE MONTRÉAL
LE 24 AOUT, 2016 PENDANT LA SÉANCE DU COMITÉ DE DÉMOLITION

Projet de réutilisation du sol - contexte



Aire du projet de remplacement beaucoup plus importante que celle de l'ancien bâtiment.

PROFONDEUR DU BÂTIMENT VOISIN EXISTANT MAL INDIQUÉE - 13'-4'' PLUS PROFOND QUE MONTRER

Profondeur du bâtiment actuel : 49'

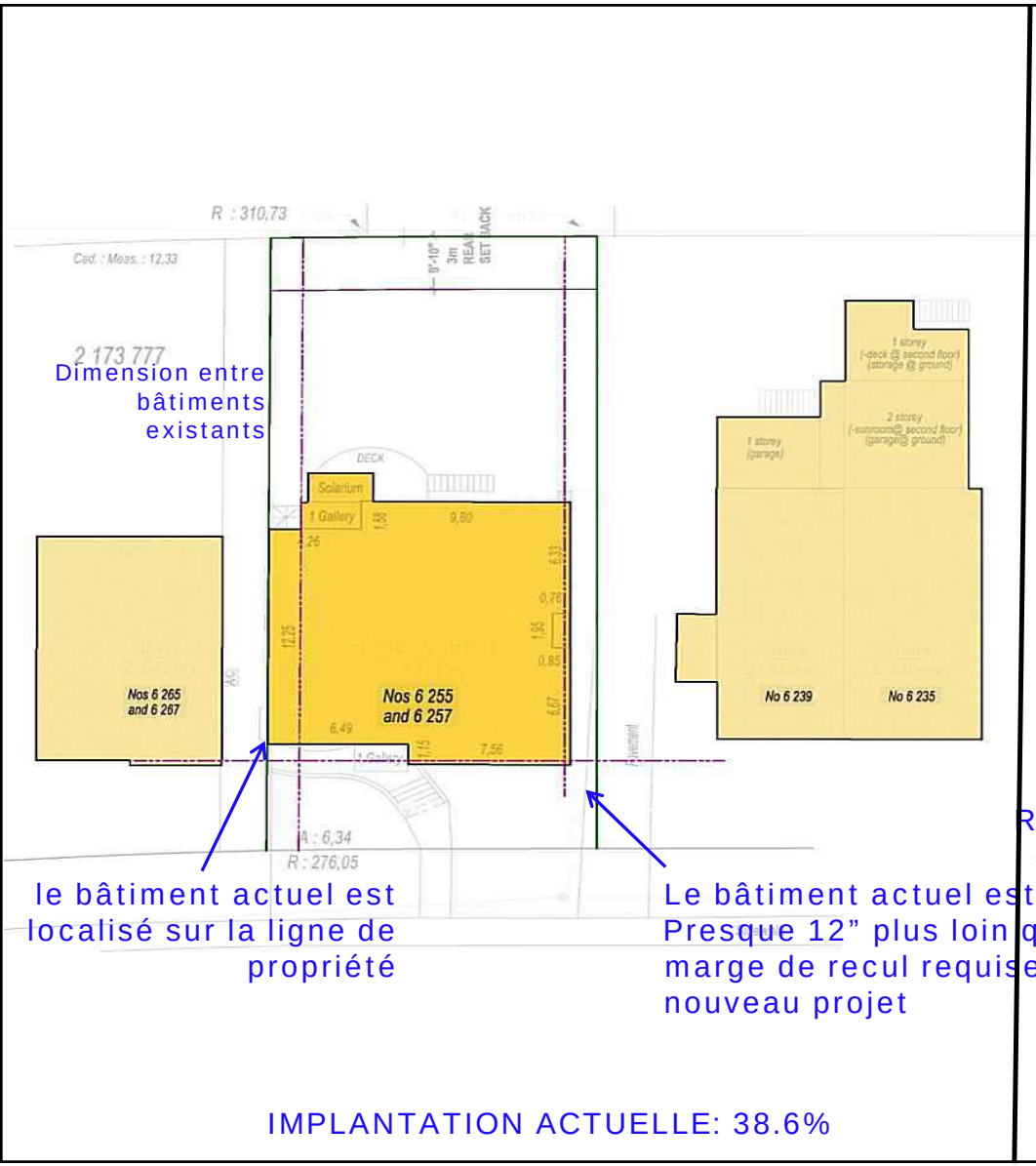
Profondeur du projet de remplacement : 75'4''

LARGEUR DU BÂTIMENT ACTUEL: 46'-0''

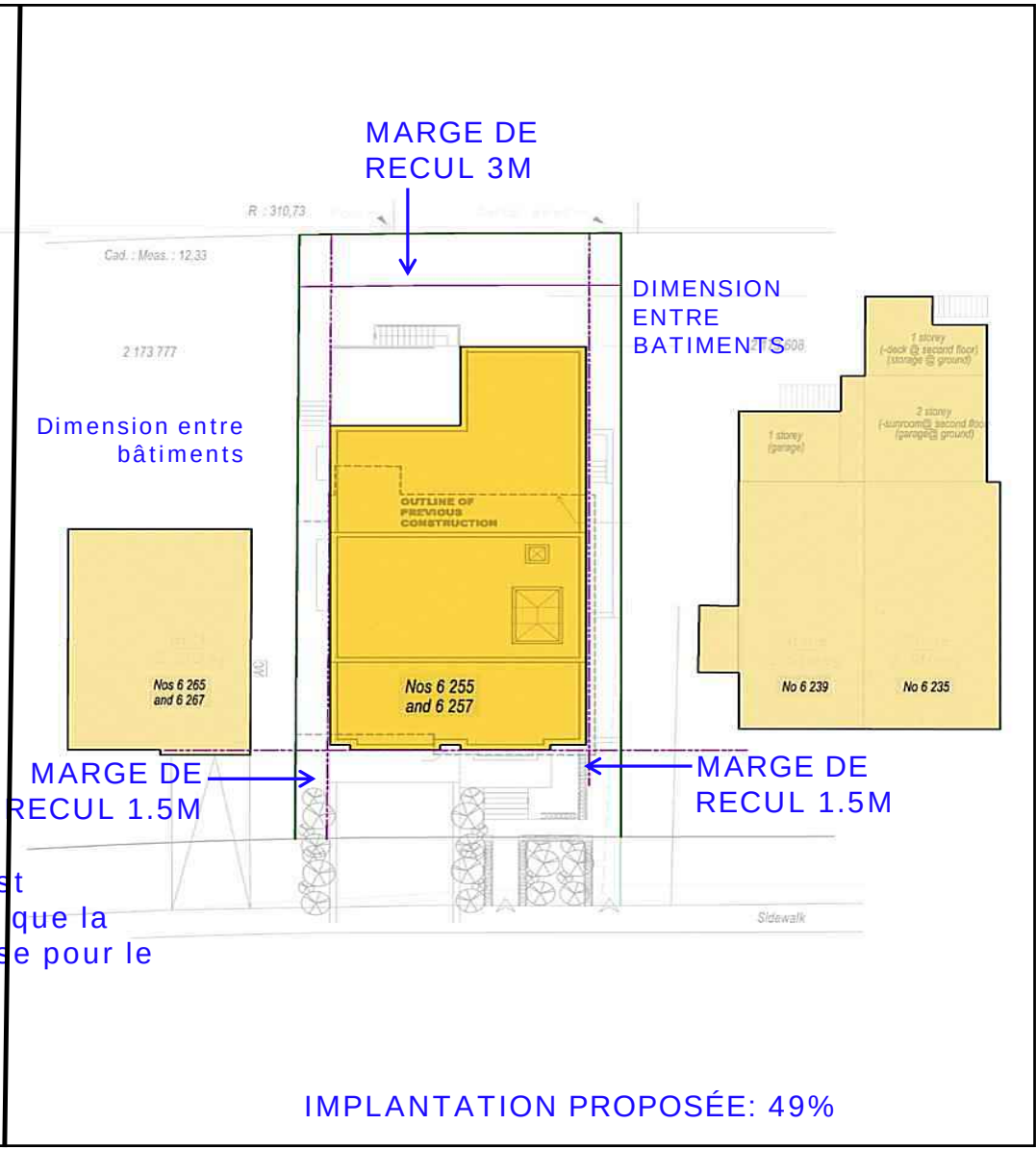
Largeur du bâtiment actuel : 39'

Largeur du projet de remplacement : 39'6 ''

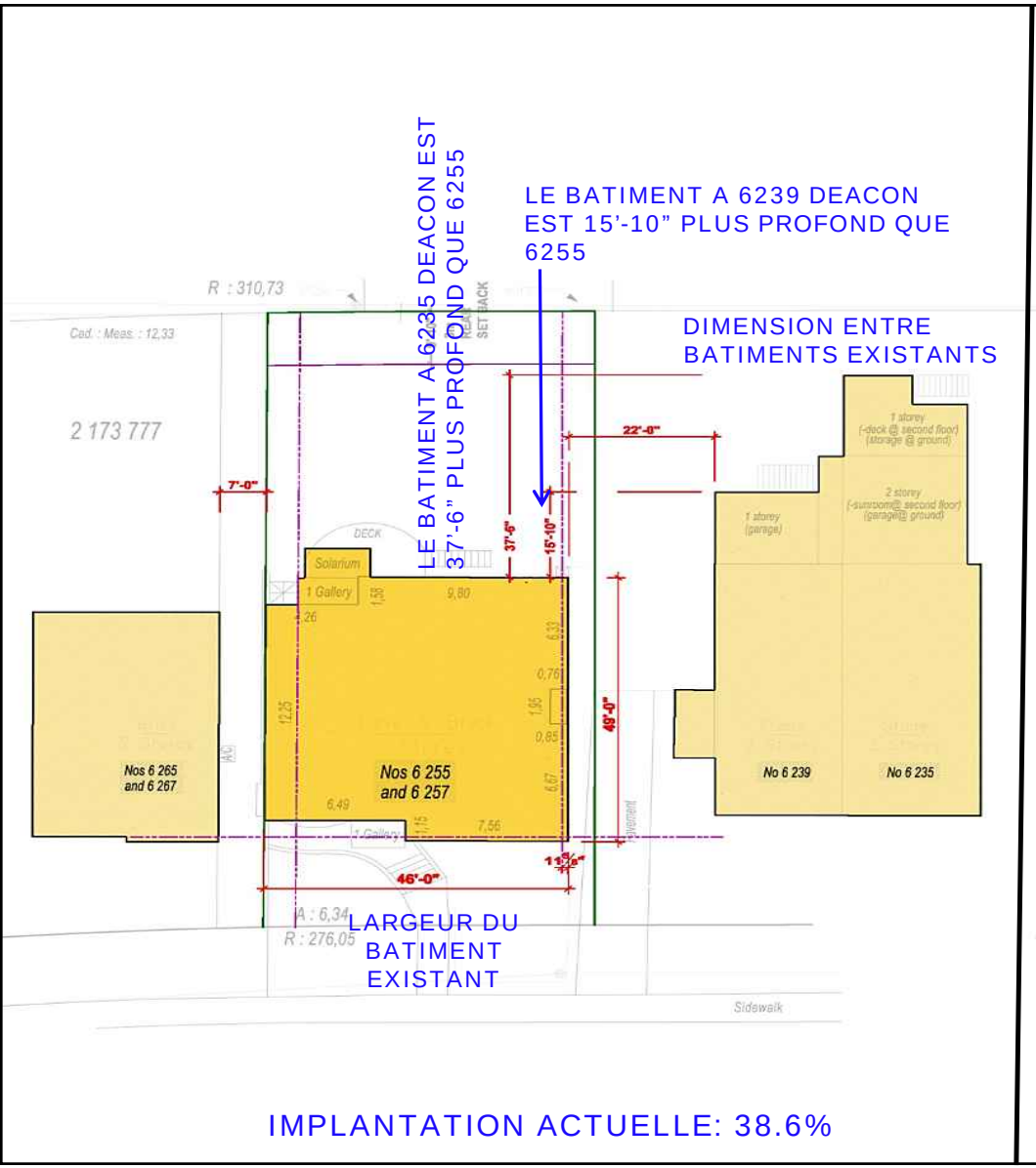
LARGEUR DU PROJET DE REMPLACEMENT RÉDUIT PAR 6'-6''



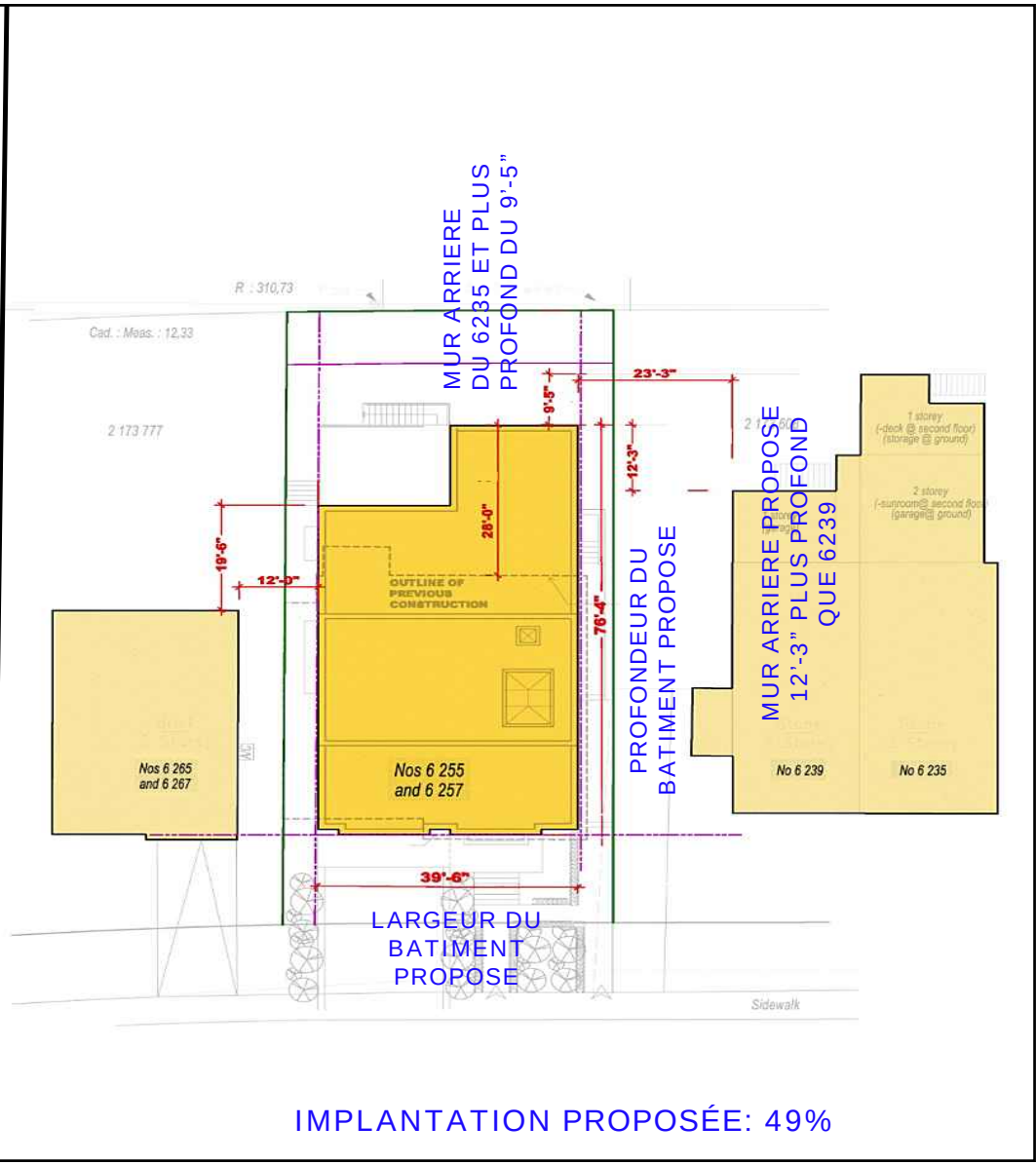
IMPLANTATION ACTUELLE: 38.6%



IMPLANTATION PROPOSÉE: 49%



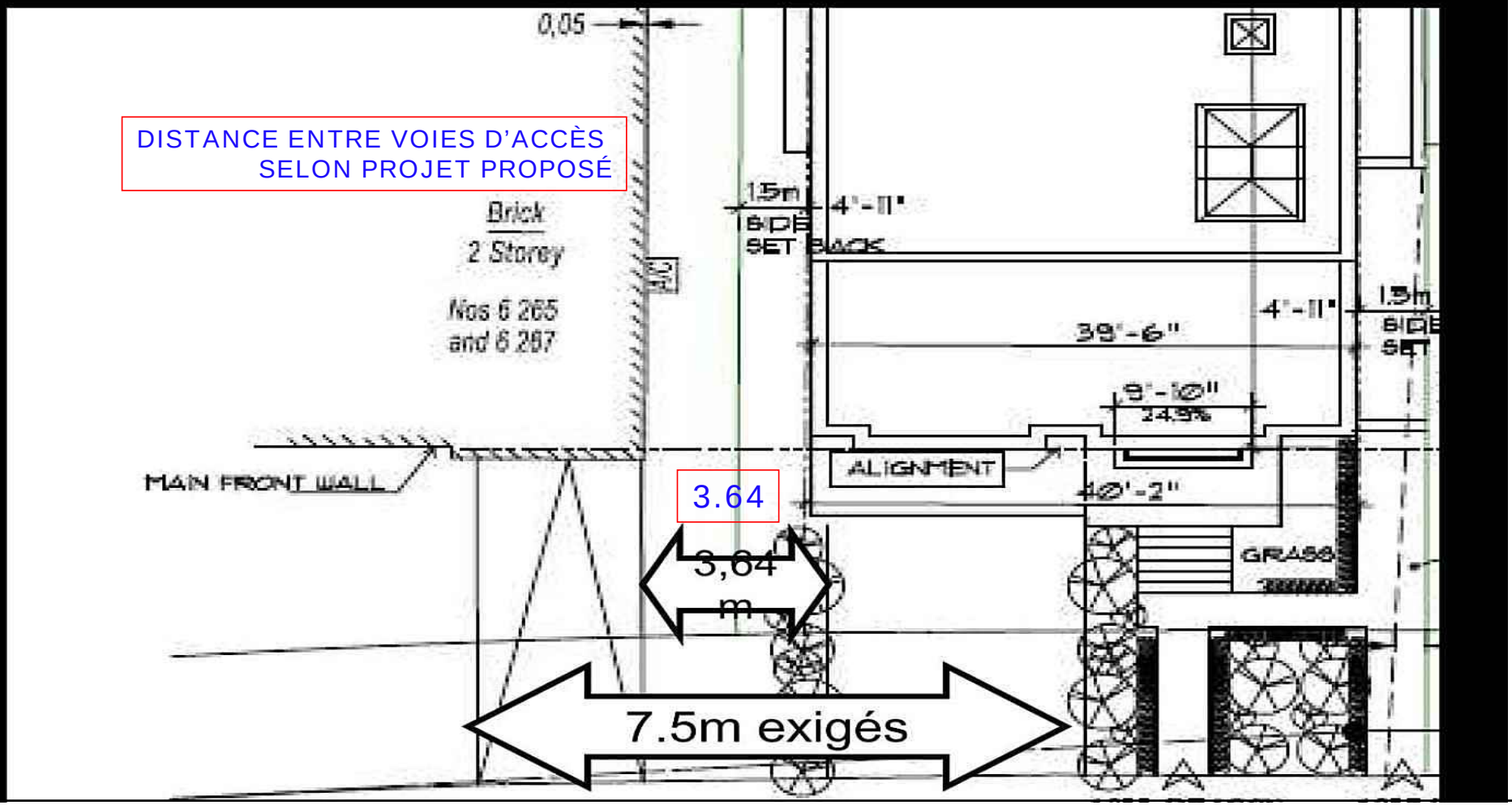
IMPLANTATION ACTUELLE: 38.6%



IMPLANTATION PROPOSÉE: 49%

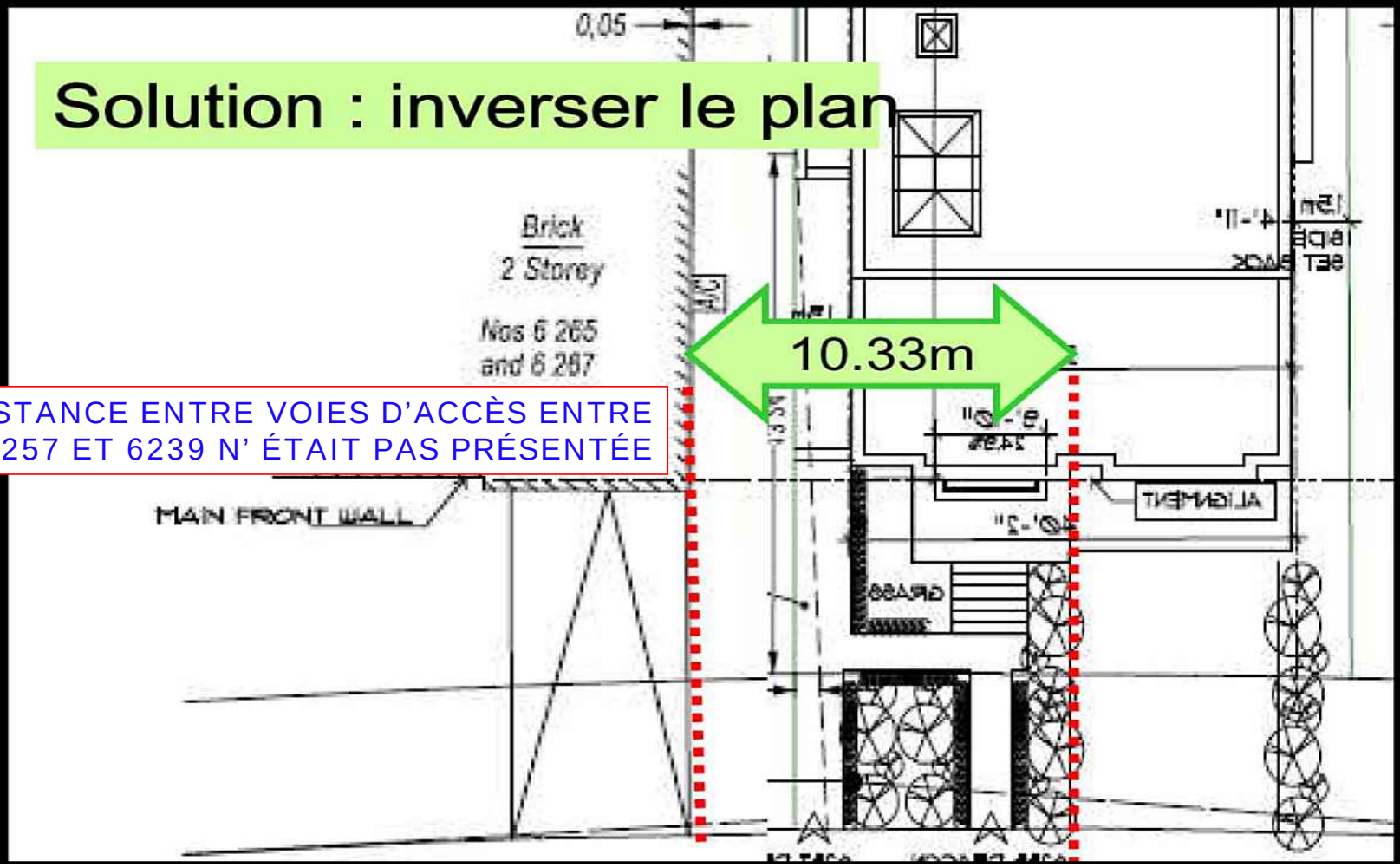
CECI FAISAIT PARTI DE LA PRÉSENTATION FAIT PAR LES SERVICES DE LA VILLE DE MONTRÉAL
LE 24 AOUT, 2016 PENDANT LA SÉANCE DU COMITÉ DE DÉMOLITION

Projet de réutilisation du sol – voie d'accès



CECI FAISAIT PARTI DE LA PRÉSENTATION FAIT PAR LES SERVICES DE LA VILLE DE MONTRÉAL
LE 24 AOUT, 2016 PENDANT LA SÉANCE DU COMITÉ DE DÉMOLITION

Projet de réutilisation du sol – voie d'accès

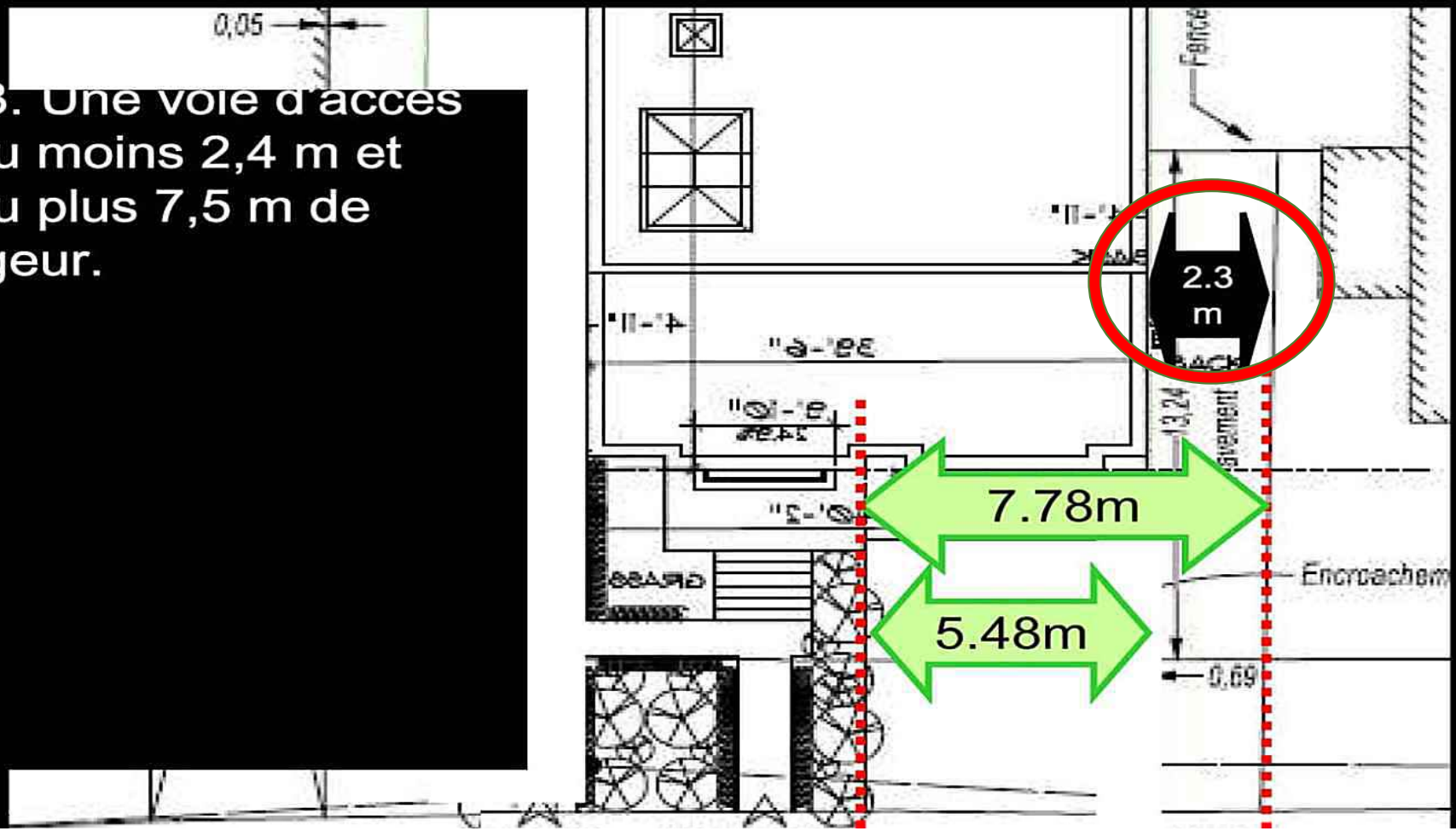


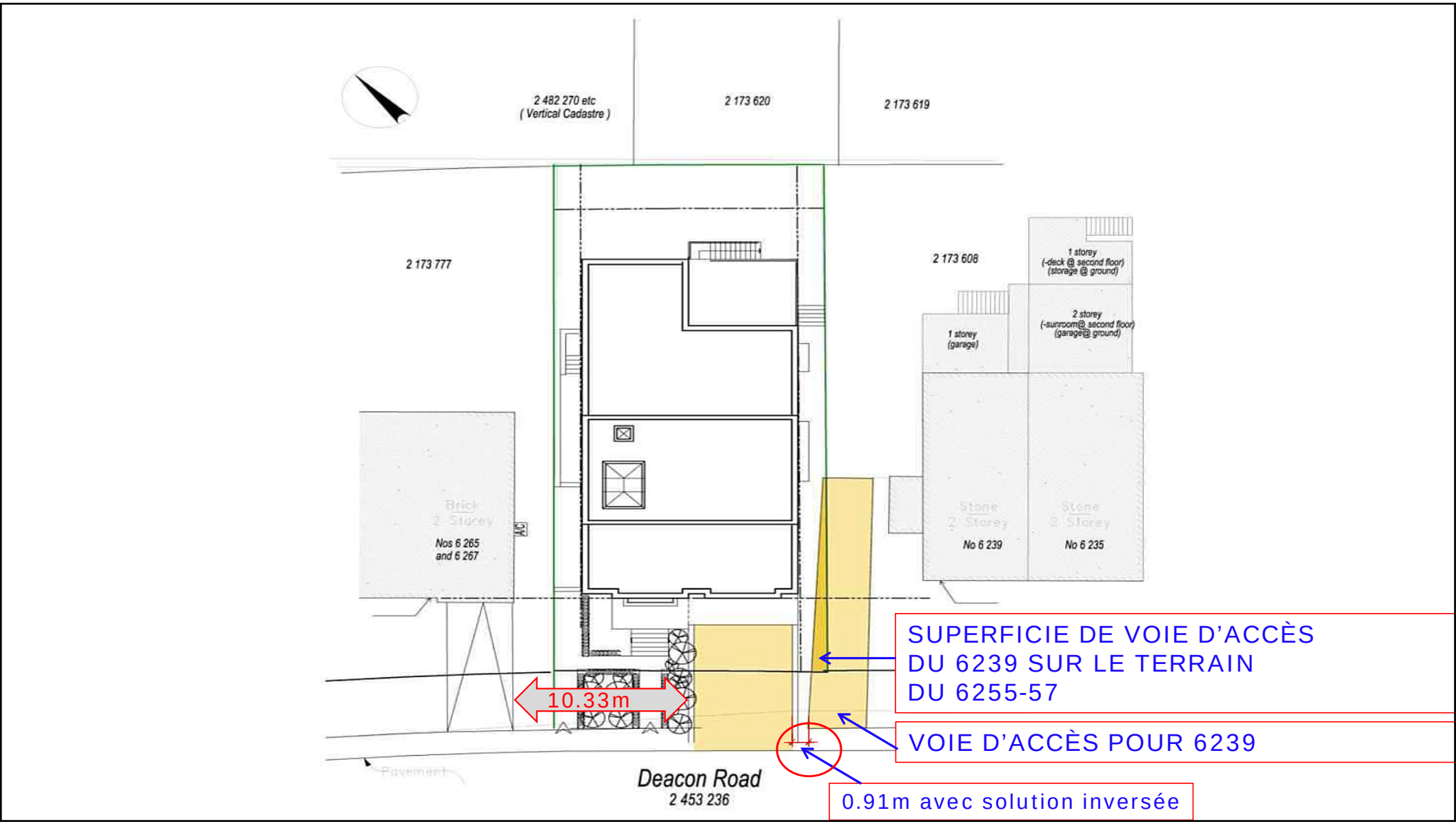
DISTANCE ENTRE VOIES D'ACCÈS ENTRE
6255-6257 ET 6239 N' ÉTAIT PAS PRÉSENTÉE

CECI FAISAIT PARTI DE LA PRÉSENTATION FAIT PAR LES SERVICES DE LA VILLE DE MONTRÉAL
LE 24 AOUT, 2016 PENDANT LA SÉANCE DU COMITÉ DE DÉMOLITION

Projet de réutilisation du sol – voie d'accès

573. Une voie d'accès d'au moins 2,4 m et d'au plus 7,5 m de largeur.




2 482 270 etc
(Vertical Cadastre)
2 173 620
2 173 619
2 173 777
2 173 608
1 storey
(-deck @ second floor)
(storage @ ground)
2 storey
(-sunroom@ second floor)
(garage@ ground)
1 storey
(garage)
Brick
2 Storey
Nos 6 265
and 6 267
MG
Stone
2 Storey
No 6 239
Stone
2 Storey
No 6 235
10.33m
SUPERFICIE DE VOIE D'ACCÈS
DU 6239 SUR LE TERRAIN
DU 6255-57
VOIE D'ACCÈS POUR 6239
0.91m avec solution inversée
Pavement
Deacon Road
2 453 236

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

MOTIFS D'APPELS PROCÉDURAUX:

LA DÉCISION RENDUE PAR LE COMITÉ DE DÉMOLITION:

- **Rendue suite à la présentation d'informations erronées**
- **Non motivée : Aucun motif au soutien des conditions imposées**
- **Modifiée par la lettre du 31 octobre avec procès-verbal modifié**

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

- **L'ÉTAT DE L'IMMEUBLE VISÉ PAR LA DEMANDE,**
- **LA DÉTÉRIORATION DE L'APPARENCE ARCHITECTURALE, DU CARACTÈRE ESTHÉTIQUE OU DE LA QUALITÉ DE VIE DU VOISINAGE,**
- **LE COÛT DE LA RESTAURATION,**
- **L'UTILISATION PROJETÉE DU SOL DÉGAGÉ ET**
- **TOUT AUTRE CRITÈRE PERTINENT, NOTAMMENT, LORSQUE L'IMMEUBLE COMPREND UN OU PLUSIEURS LOGEMENTS:**
  - **LE PRÉJUDICE CAUSÉ AUX LOCATAIRES,**
  - **LES BESOINS DE LOGEMENTS DANS LES ENVIRONS ET**
  - **LA POSSIBILITÉ DE RELOGEMENT DES LOCATAIRES.**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

- **L'ÉTAT DE L'IMMEUBLE VISÉ PAR LA DEMANDE,**
- **LA DÉTÉRIORATION DE L'APPARENCE ARCHITECTURALE, DU CARACTÈRE ESTHÉTIQUE OU DE LA QUALITÉ DE VIE DU VOISINAGE,**
- **LE COÛT DE LA RESTAURATION,**
- **L'UTILISATION PROJETÉE DU SOL DÉGAGÉ ET**
- **TOUT AUTRE CRITÈRE PERTINENT, NOTAMMENT, LORSQUE L'IMMEUBLE COMPREND UN OU PLUSIEURS LOGEMENTS:**
  - **LE PRÉJUDICE CAUSÉ AUX LOCATAIRES,**
  - **LES BESOINS DE LOGEMENTS DANS LES ENVIRONS ET**
  - **LA POSSIBILITÉ DE RELOGEMENT DES LOCATAIRES.**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

- **L'ÉTAT DE L'IMMEUBLE VISÉ PAR LA DEMANDE:**
  - **RAPPORT DE L'INGÉNIEUR D.L. CONSULTANTS:**
    - **TASSEMENTS DIFFÉRENTIELS IMPORTANTS**
    - **FISSURES MAJEURES**
    - **LE BÂTIMENT DOIT DÉMOLI SANS DÉLAI**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION





BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION






BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION





6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

- **L'ÉTAT DE L'IMMEUBLE VISÉ PAR LA DEMANDE,**
- **LA DÉTÉRIORATION DE L'APPARENCE ARCHITECTURALE, DU CARACTÈRE ESTHÉTIQUE OU DE LA QUALITÉ DE VIE DU VOISINAGE,**
- **LE COÛT DE LA RESTAURATION,**
- **L'UTILISATION PROJETÉE DU SOL DÉGAGÉ ET**
- **TOUT AUTRE CRITÈRE PERTINENT, NOTAMMENT, LORSQUE L'IMMEUBLE COMPREND UN OU PLUSIEURS LOGEMENTS:**
  - **LE PRÉJUDICE CAUSÉ AUX LOCATAIRES,**
  - **LES BESOINS DE LOGEMENTS DANS LES ENVIRONS ET**
  - **LA POSSIBILITÉ DE RELOGEMENT DES LOCATAIRES.**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION



BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

•LA DÉTÉRIORATION DE L'APPARENCE ARCHITECTURALE, DU CARACTÈRE ESTHÉTIQUE OU DE LA QUALITÉ DE VIE DU VOISINAGE:

- **MME GOLDENBERG > NOMBREUX ÉCHANGES AVEC LE SERVICE DE FÉVRIER À AOÛT 2016**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

- **L'ÉTAT DE L'IMMEUBLE VISÉ PAR LA DEMANDE,**
- **LA DÉTÉRIORATION DE L'APPARENCE ARCHITECTURALE, DU CARACTÈRE ESTHÉTIQUE OU DE LA QUALITÉ DE VIE DU VOISINAGE,**
- **LE COÛT DE LA RESTAURATION,**
- **L'UTILISATION PROJETÉE DU SOL DÉGAGÉ ET**
- **TOUT AUTRE CRITÈRE PERTINENT, NOTAMMENT, LORSQUE L'IMMEUBLE COMPREND UN OU PLUSIEURS LOGEMENTS:**
  - **LE PRÉJUDICE CAUSÉ AUX LOCATAIRES,**
  - **LES BESOINS DE LOGEMENTS DANS LES ENVIRONS ET**
  - **LA POSSIBILITÉ DE RELOGEMENT DES LOCATAIRES.**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

- **… LE COÛT DE LA RESTAURATION:**
  - **COÛTS DE LA RESTAURATION: 669 039 $**
  - **ÉVALUATION MUNICIPALE: 472 700 $**

  - **LA DÉMOLITION-RECONSTRUCTION EST LA SOLUTION LA PLUS APPROPRIÉE**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

- **L'ÉTAT DE L'IMMEUBLE VISÉ PAR LA DEMANDE,**
- **LA DÉTÉRIORATION DE L'APPARENCE ARCHITECTURALE, DU CARACTÈRE ESTHÉTIQUE OU DE LA QUALITÉ DE VIE DU VOISINAGE,**
- **LE COÛT DE LA RESTAURATION,**
- **L'UTILISATION PROJETÉE DU SOL DÉGAGÉ ET**
- **TOUT AUTRE CRITÈRE PERTINENT, NOTAMMENT, LORSQUE L'IMMEUBLE COMPREND UN OU PLUSIEURS LOGEMENTS:**
  - **LE PRÉJUDICE CAUSÉ AUX LOCATAIRES,**
  - **LES BESOINS DE LOGEMENTS DANS LES ENVIRONS ET**
  - **LA POSSIBILITÉ DE RELOGEMENT DES LOCATAIRES.**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION



BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

- **… L'UTILISATION PROJETÉE DU SOL DÉGAGÉ :**
  - **DESCRIPTION DU PROJET PROPOSÉ: RAPPORT DU SERVICE**
  - **2 DÉROGATIONS MINEURES ACCORDÉES LE 5 OCTOBRE 2016:**
    - **ALIGNEMENT DE CONSTRUCTION: RE MEZZANINE**
    - **DISTANCE MINIMALE ENTRE 2 VOIES D'ACCÈS DE STATIONNEMENT**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

- **… L'UTILISATION PROJETÉE DU SOL DÉGAGÉ : CADRE NORMATIF**
  - **USAGE: H- 2-3** **: H-2** **: OK**
  - **MODE D'IMPLANTATION: ISOLÉ (I),J** **: (I)** **: OK**
  - **HAUTEUR: MIN-MAX : 2-2 ; 9 M** **: 2** **: OK**
  - **IMPLANTATION: 50%** **: 49%** **: OK**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

- **… L'UTILISATION PROJETÉE DU SOL DÉGAGÉ : CADRE NORMATIF**

	RÈGLEMENT	PROPOSÉ	
• MARGES LATÉRALES (ART.71):	1,5 M	: 1,5 M	: OK
• MARGES: ARRIÈRE (ART.75) :	3 M	: 6,5 M	: OK
• LARGEUR VOIES D'ACCÈS(ART.573):	MIN: 5 M MAX : 7,5M	: 5,48 M	: OK

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

- **… L'UTILISATION PROJETÉE DU SOL DÉGAGÉ :**
- **PROGRAMME DE RÉUTILISATION DU SOL DÉGAGÉ PRSD PRÉSENTÉ EST CONFORME AU CADRE NORMATIF DU RÈGLEMENT D'URBANISME 01-276:**
  - **IL DOIT ÊTRE APPROUVÉ TEL QUE PRÉSENTÉ**
- **MME GOLDENBERG, ARCHITECTE**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

41

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

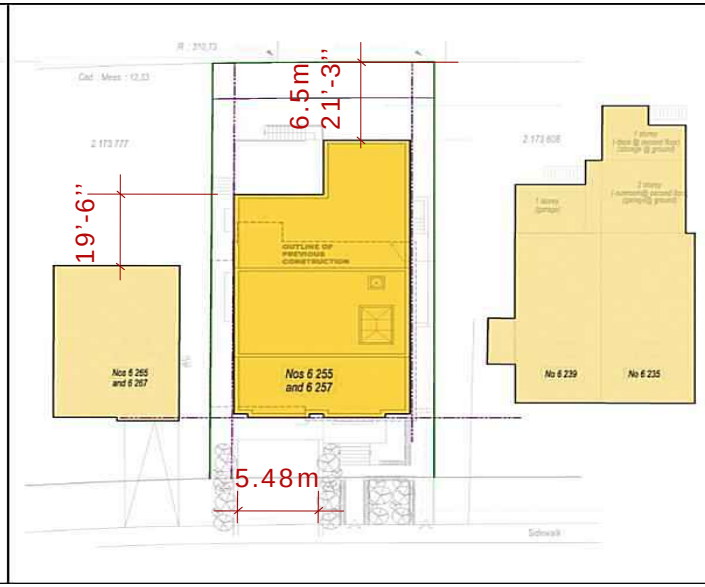
- **… L'UTILISATION PROJETÉE DU SOL DÉGAGÉ :**
- **MME GOLDENBERG, ARCHITECTE: CADRE NORMATIF**
  - **IMPLANTATION ARRIÈRE DU BÂTIMENT: EXIGÉE- PROPOSÉE- IMPOSÉE PAR LE COMITÉ**
  - **DÉROGATION MINEURE POUR :**
    - **L'ALIGNEMENT**
    - **DISTANCE ENTRE VOIES D'ACCÈS AU STATIONNEMENT**
  - **LARGEUR DE LA VOIE D'ACCÈS: EXISTANTE – PROPOSÉE – IMPOSÉE PAR LE COMITÉ**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS



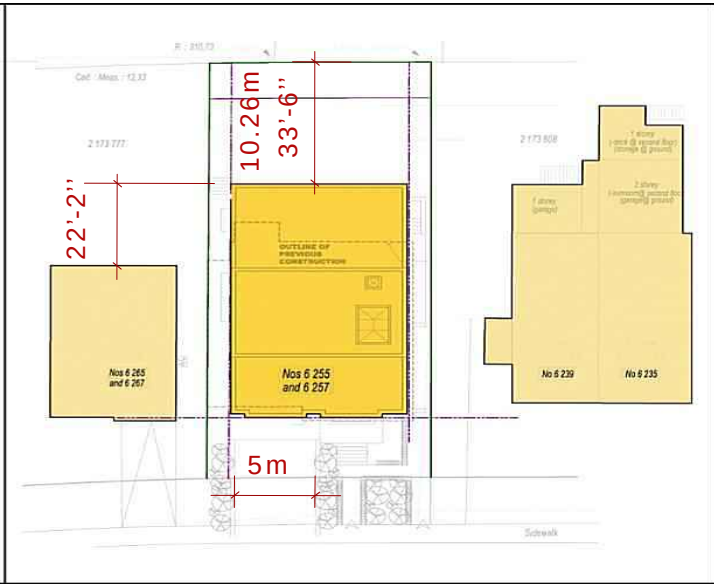
IMPLANTATION ACTUELLE: 38.6%

CONDITION ACTUELLE



IMPLANTATION PROPOSÉE: 49%
ZONAGE = 50%

CONDITION PROPOSÉE



IMPLANTATION IMPOSÉE: 46%

CONDITION IMPOSÉE / COMITÉ ET « RECOMMANDÉE» PAR LE SERVICE

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

- **… L'UTILISATION PROJETÉE DU SOL DÉGAGÉ : PIIA**
- **ART 665 RÈGLEMENT 01-276: APPROBATION /CONSEIL D'ARRONDISSEMENT APRÈS RECOMMANDATION DU CCU**
- **CRITÈRES**
  - **ART. 122.1 ET 112.2 RÈGLEMENT D'URBANISME 01-276**
  - **ART. 668 RÈGLEMENT D'URBANISME 01-276**
- **MME GOLDENBERG, ARCHITECTE: CRITÈRES DE RÉVISION ARCHITECTURALE:**

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

- **… L'UTILISATION PROJETÉE DU SOL DÉGAGÉ :**
  - **PROJET TEL QUE PRÉSENTÉ CONFORME :**
    - **AU CADRE NORMATIF**
    - **AUX OBJECTIFS ET CRITÈRES DU PIIA**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CRITÈRES PERTINENTS: ART. 148.0.10 LAU 2E AL.

AVANT DE SE PRONONCER SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉMOLITION, LE COMITÉ DOIT CONSIDÉRER:

- **L'ÉTAT DE L'IMMEUBLE VISÉ PAR LA DEMANDE,**
- **LA DÉTÉRIORATION DE L'APPARENCE ARCHITECTURALE, DU CARACTÈRE ESTHÉTIQUE OU DE LA QUALITÉ DE VIE DU VOISINAGE,**
- **LE COÛT DE LA RESTAURATION,**
- **L'UTILISATION PROJETÉE DU SOL DÉGAGÉ ET**
- **TOUT AUTRE CRITÈRE PERTINENT, NOTAMMENT, LORSQUE L'IMMEUBLE COMPREND UN OU PLUSIEURS LOGEMENTS:**
  - **LE PRÉJUDICE CAUSÉ AUX LOCATAIRES,**
  - **LES BESOINS DE LOGEMENTS DANS LES ENVIRONS ET**
  - **LA POSSIBILITÉ DE RELOGEMENT DES LOCATAIRES.**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

- **LES CONDITIONS RECOMMANDÉES PAR LE SERVICE ET IMPOSÉES PAR LE COMITÉ DE DÉMOLITION RELATIVES:**
  - **L'IMPLANTATION ARRIÈRE DU BÂTIMENT**
  - **LA LARGEUR DE LA VOIE D'ACCÈS AU STATIONNEMENT**

- **SONT CONTRAIRES NORMES DE ZONAGE APPLICABLES**
- **NE SONT APPUYÉES SUR AUCUNE ÉTUDE ET CONTREDISENT CELLES DU REQUÉRANT**
- **SONT DÉRAISONNABLES ET ARBITRAIRES**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

- **LES CONDITIONS RECOMMANDÉES PAR LE SERVICE ET IMPOSÉES PAR LE COMITÉ DE DÉMOLITION RELATIVES:**
  - L'IMPLANTATION ARRIÈRE DU BÂTIMENT
  - LA LARGEUR DE LA VOIE D'ACCÈS AU STATIONNEMENT

- **SONT CONTRAIRES NORMES DE ZONAGE APPLICABLES**

	Règlement 01-276	Imposé par le Comité	
• Marge arrière minimale :	3 M min.	vs 10,26 M	>300%
• Largeur voie d'accès :	5 Min – 7,5 Max	vs 5,0 M	min=max

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

- **LES CONDITIONS RECOMMANDÉES PAR LE SERVICE ET IMPOSÉES PAR LE COMITÉ DE DÉMOLITION RELATIVES:**
  - **L'IMPLANTATION ARRIÈRE DU BÂTIMENT**
  - **LA LARGEUR DE LA VOIE D'ACCÈS AU STATIONNEMENT**

- **SONT CONTRAIRES NORMES DE ZONAGE APPLICABLES**
- **NE SONT APPUYÉES SUR AUCUNE ÉTUDE ET CONTREDISENT CELLES DU REQUÉRANT**
- **SONT DÉRAISONNABLES ET ARBITRAIRES**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

- **LES CONDITIONS RECOMMANDÉES PAR LE SERVICE ET IMPOSÉES PAR LE COMITÉ DE DÉMOLITION RELATIVES:**
  - **L'IMPLANTATION ARRIÈRE DU BÂTIMENT**
  - **LA LARGEUR DE LA VOIE D'ACCÈS AU STATIONNEMENT**

- **SONT CONTRAIRES NORMES DE ZONAGE APPLICABLES**
- **NE SONT APPUYÉES SUR AUCUNE ÉTUDE ET CONTREDISENT CELLES DU REQUÉRANT**
- **SONT DÉRAISONNABLES ET ARBITRAIRES**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

- **LES CONDITIONS RECOMMANDÉES PAR LE SERVICE ET IMPOSÉES PAR LE COMITÉ DE DÉMOLITION RELATIVES:**
  - **L'IMPLANTATION ARRIÈRE DU BÂTIMENT**
  - **LA LARGEUR DE LA VOIE D'ACCÈS AU STATIONNEMENT**
- **SONT DÉRAISONNABLES ET ARBITRAIRES:**
  - **LE COMITÉ NE PEUT MODIFIER À SA GUISE LES NORMES DU RÈGLEMENT D'URBANISME APPLICABLES AU PROJET PROPOSÉ QUI EST PAR AILLEURS CONFORME**
    - **CE SERAIT UN SPOT ZONING – ZONAGE PARCELLAIRE**
  - **À MOINS DE POUVOIRS SPÉCIFIQUES LE SPOT ZONING EST ILLÉGAL :**
    - **PAS UN PPCMOI – CE PROJET PROPO**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

GARANTIE BANCAIRE:

- **PROPOSÉE PAR LE SERVICE: 50 000 $**
- **IMPOSÉE PAR LE COMITÉ DE DÉMOLITION: 100 000 $**

- **DÉCISION NON MOTIVÉE**
- **JUSTIFICATION ? 50 000 $ -100 000 $: QUELS SONT LES CRITÈRES?**
- **PAS UN PROJET MAJEUR - DUPLEX**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

52

6255, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL - DÉMOLITION

Garantie bancaire :

Évaluation municipale: 472 700 $

- **Selon la nature du projet:**

Est-elle même nécessaire pour un duplex dont le logement principal est destiné à être habité par son propriétaire ?

- **10% = 47 270 $ plus proche de la recommandation du Service**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION

CONCLUSIONS DE L'APPEL DE M. ICZKOVITS:

- **MODIFIER LA DÉCISION RENDUE PAR LE COMITÉ DE DÉMOLITION**
- **DÉCLARER CONFORME LE PROGRAMME PRÉLIMINAIRE DE RÉUTILISATION DU SOL DÉGAGÉ PPRSD SELON L'IMPLANTATION INDIQUÉE AUX PLANS DÉPOSÉS**
- **RETIRER LES CONDITIONS RELATIVES:**
  - **L'IMPLANTATION DU BÂTIMENT À L'ARRIÈRE À L'ACTUELLE**
  - **RÉDUCTION DE LA LARGEUR DE LA VOIE D'ACCÈS AU GARAGE**
- **MODIFIER LE MONTANT DE LA GARANTIE BANCAIRE**

BEAUREGARD AVOCATS S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

6255-57, CHEMIN DEACON, MONTRÉAL – APPEL DÉMOLITION



BEAUREGARD AVOCATS
S.E.N.C.R.L. ATTORNEYS

Le tout respectueusement soumis

Merci de votre attention

Aaron and Pearl Drazin
6270 Deacon Road
Montreal, Quebec H3S 2P5

Déposé au C.A.
du 12 DEC. 2016
Par Me Beauregard

Subject: 6255-6257 Deacon Road

To Whom This May Concern;

We are writing to you regarding the house diagonally across from us under proposed renovation.

We chose to live on Deacon Road since it is an urban, quiet street in a rather upscale community.

We have seen the plans for the construction of 6255-6257 Deacon. They are particularly neat, and we feel that the project will only enhance our block and even bring up the value of our own home.

We are friends with the previous owners and tenants of 6255-6257 Deacon, and have seen the cracks and, in areas, the crumbling inside of the house. We understand that the house must be taken down, and we are not opposed to the construction at all. We are aware of two other homes alongside the one in question where major renovations took place. The owners themselves agree that the best thing would have been to tear the houses down and to have begun from scratch. The block had "settled", leaving homes on that side of the street with deep structural cracks in the foundations. They now have irreparable mold issues to be dealt with for good. If I purchased the house in question, it would only be on the premise of building a new house from scratch.

We look forward to having a beautiful new house replace the old one at 6255-6257 Deacon.

I wish the new owners luck.

Thank you.

Aaron and Pearl Drazin

Déposé au C.A.
du 12 DEC. 2016
Par Me Beauregard

October 11, 2016

Leslie Silber
6286 Deacon Rd.
Montreal, Quebec
H3S 2P5

To Whom It May Concern

My home residence is 6286 Deacon Rd., Montreal since 1990.
I also own a second property, 6280-82 Deacon Rd,, Montreal, since October, 2015.

I have seen the project relating to the property 6255-57 Deacon, pursued by Mr. Avi Iczkovits.
I feel that his proposed construction is going to be a significant improvement from the current building, which is totally out of character of the other properties on the block.
His proposed building is going to enhance and beautify our neighborhood.

I strongly urge that his project be accepted and that he be given the permits to complete the construction.

Sincerely

Leslie Silber

Abraham & Pearl Goldschmiedt
6280 Deacon
Mtl, Qc

Déposé au C.A.
du 12 DEC. 2016
Par Me Beauregard

Oct 5, 2016

To whom this may concern;

We, Pearl and Abraham Goldschmiedt, reside at 6280 Deacon.
We have seen the proposed plan for 6255-6257 Deacon and we are very much in favour of it. We believe that demolishing the home and rebuilding a new one according to the plan we saw, will harmonize with other homes on the block.
The new plan will enhance the street with its modern urban look.

Thank you for your attention;

Pearl and Abraham

Martin Weiss
6294 deacon
Montreal ,Pq,

Déposé au C.A.
du 12 DEC. 2016
Par Me Beauregard

To who it may concern :

I am writing this letter in favour of demolishing and rebuilding the proposed new home on the block .

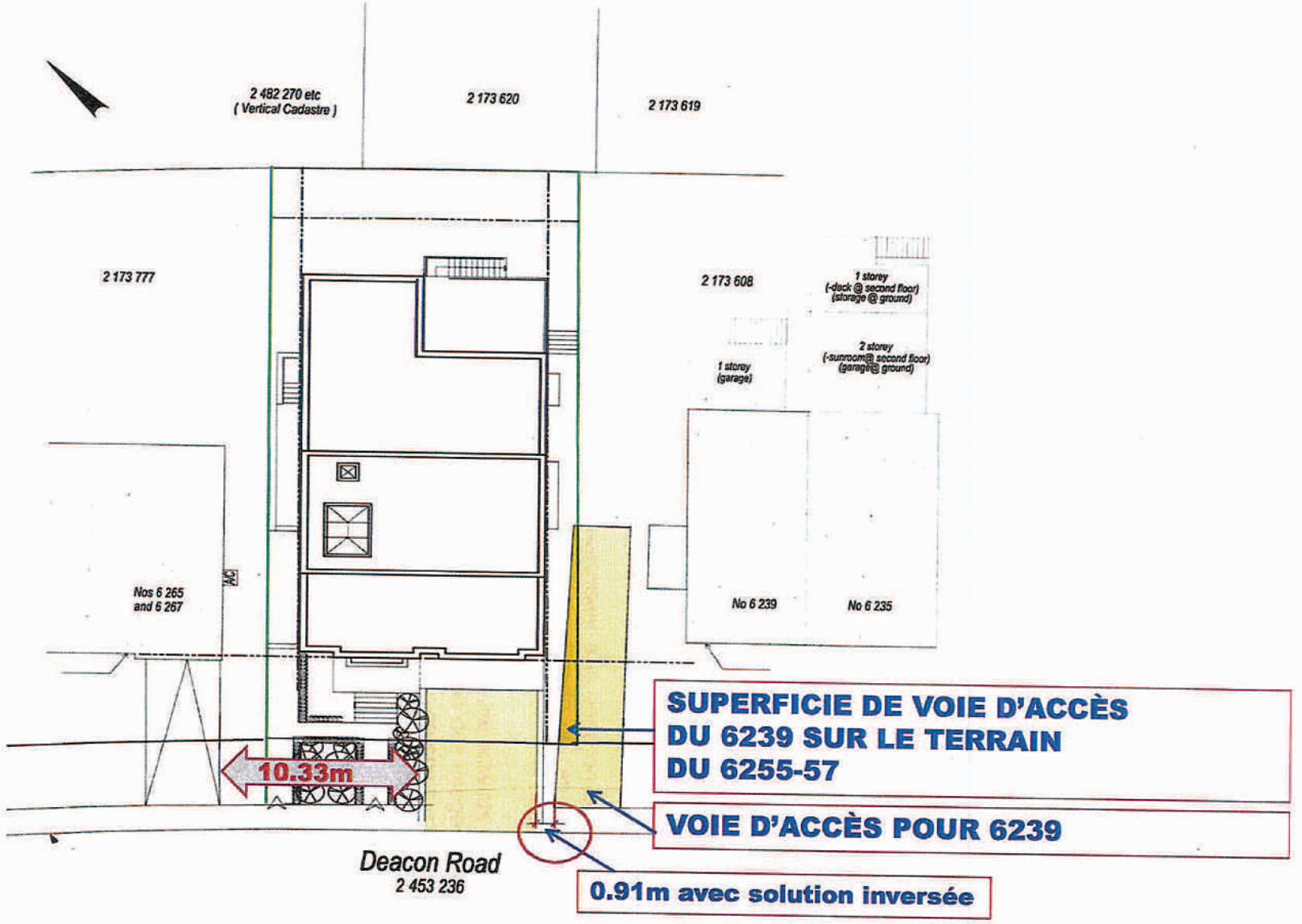
I have seen the plans of the proposed project and I am very excited about it for 2 reasons; first the home in question was a dilapidated uncared for eyesore, crumbling bricks (literally), does not match with any other home on the block and second the new home will bring a fresh updated look to the block while still keeping within the "look" our block has had for years .

The demolition and construction will not bother us and we commend the new owners and wish them luck on there project .

Martin

p.11 B

Déposé au C.A.
du 12 DEC. 2016
Par Me Beauregard



LCM
AVOCATS | ATTORNEYS

Séance extraordinaire du conseil d'arrondissement
Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce
12 décembre 2016

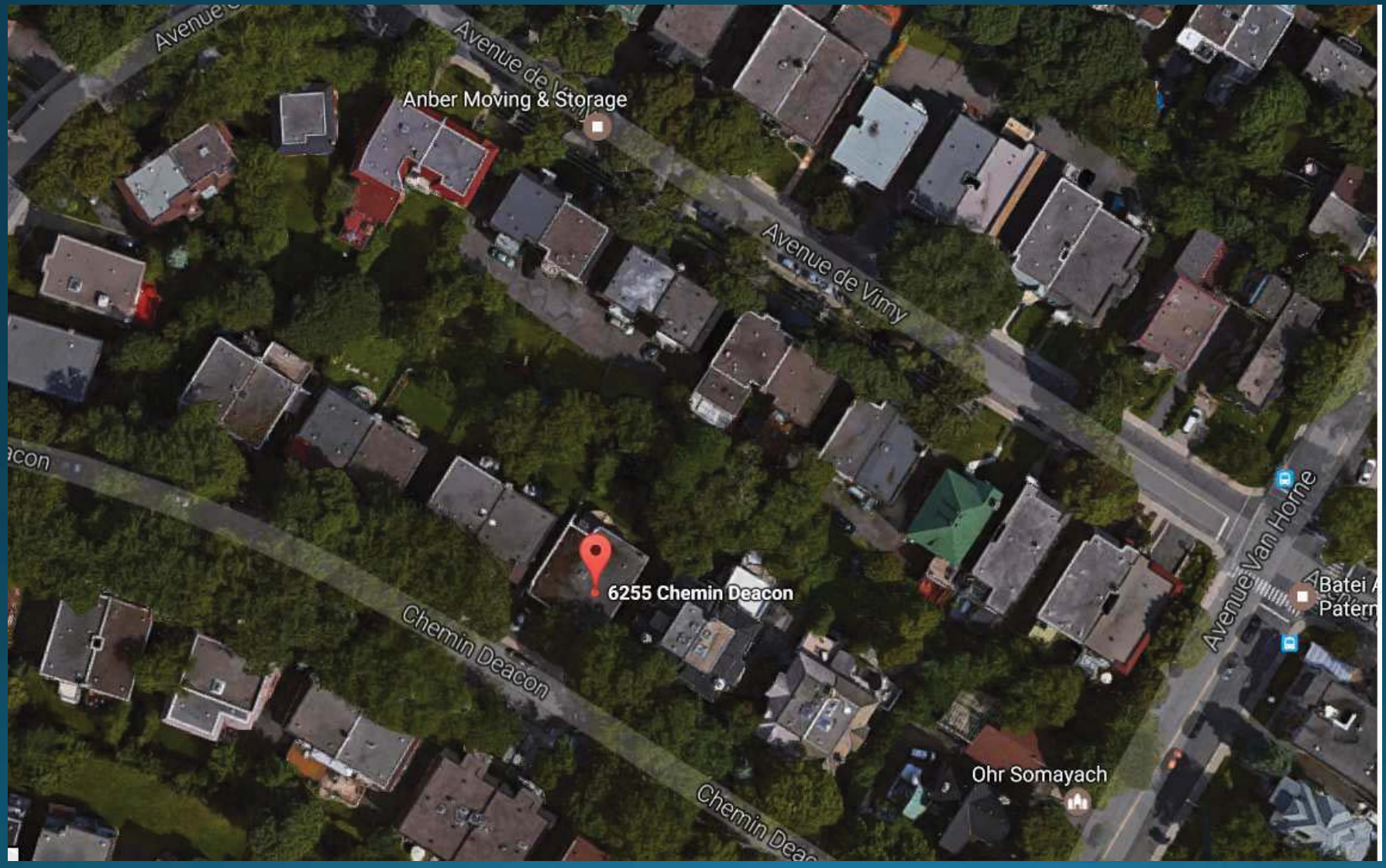
Arguments relatifs à l'appel de la décision du Comité de démolition

Immeuble sis au 6255-6527 Chemin Deacon

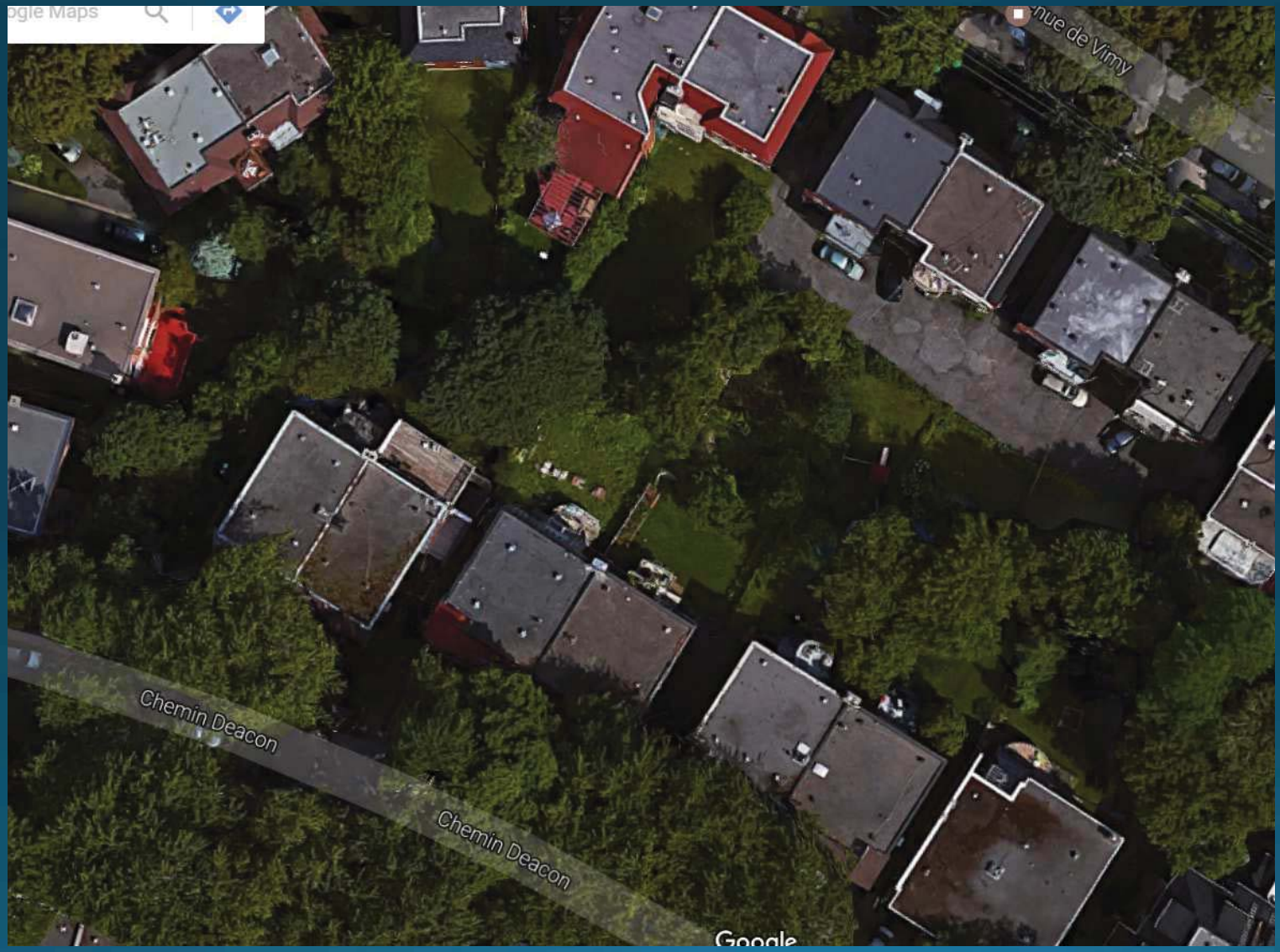
600, de Maisonneuve Ouest, bureau 2700 | Montréal (Québec) H3A 3J2 | www.lcm-bouique.ca

LCM Avocats inc.

Vue aérienne, Chemin Deacon



Vue aérienne, 6239 et 6255-6257 Chemin Deacon



Vue du 6239 vers le 6255-6257, Chemin Deacon



Vue du 6239 vers le 6255-6257, Chemin Deacon



Démolition du 6255-6257, chemin Deacon - distance minimale de 7,5 m entre 2 voies d'accès

Sylvia-Anne DUPLANTIE A : Russell COPEMAN, Peter MCQUEEN, Marvin ROTRAND, Jeremy SEARLE, Aki TCHITACOV, Magda POPEANU, Margaux NARBEY — 2016-12-14 11:21

Envoyé par : Sylvie ARCHAMBAULT

Cc : Stephane P PLANTE, Katerine ROWAN, Geneviève REEVES, Gisèle BOURDAGES, Dominique TURCOTTE, Lionel PEREZ

Historique : Ce message a fait l'objet d'une réponse.

Bonjour,

À la demande de madame Duplantie, je vous transmets les renseignements relatifs au dossier ci-haut mentionné.

À la suite de la séance extraordinaire du CA du 12 décembre 2016, veuillez trouver ci-dessous l'information relative à la distance minimale requise de **7,5 m** entre 2 voies d'accès qui a été demandée par monsieur Perez.

Lors de la présentation du dossier cité en rubrique au comité de démolition du 24 août 2016, le professionnel responsable du dossier a soulevé une non conformité quant à la distance minimale requise de 7,5 m entre 2 voies d'accès. En effet, le projet de remplacement (programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé) proposait une distance de **3,64 m** entre la voie d'accès du voisin de gauche et le bâtiment projeté visé par la demande (figure 1). Ainsi, afin de contrer cette non conformité, le professionnel a proposé d'inverser les plans (figure 2), se basant sur le fait que le bâtiment voisin de droite était un bâtiment unifamilial isolé alors qu'il est en fait un bâtiment unifamilial jumelé (article 573 et figure 3).

Article 573 :

573. Une aire de stationnement doit être directement accessible par une voie publique, par une ruelle ou par une voie d'accès d'au moins 2,4 m et d'au plus 7,5 m de largeur conduisant à une voie publique ou à une ruelle.

Lorsqu'elle conduit à une voie publique, l'aménagement d'une voie d'accès doit respecter les conditions suivantes :

1° la largeur totale des voies d'accès ne doit pas excéder 50 % de la largeur du terrain;

2° une distance minimale de 7,5 m de largeur doit être respectée entre 2 voies d'accès.

L'exigence prévue au paragraphe 2 du deuxième alinéa s'applique aussi par rapport à une voie d'accès située sur un terrain voisin. Toutefois, elle ne s'applique ni à une voie d'accès desservant un bâtiment unifamilial isolé ni à un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 4 étages ou comportant un usage autre que résidentiel.

Figure 1 :

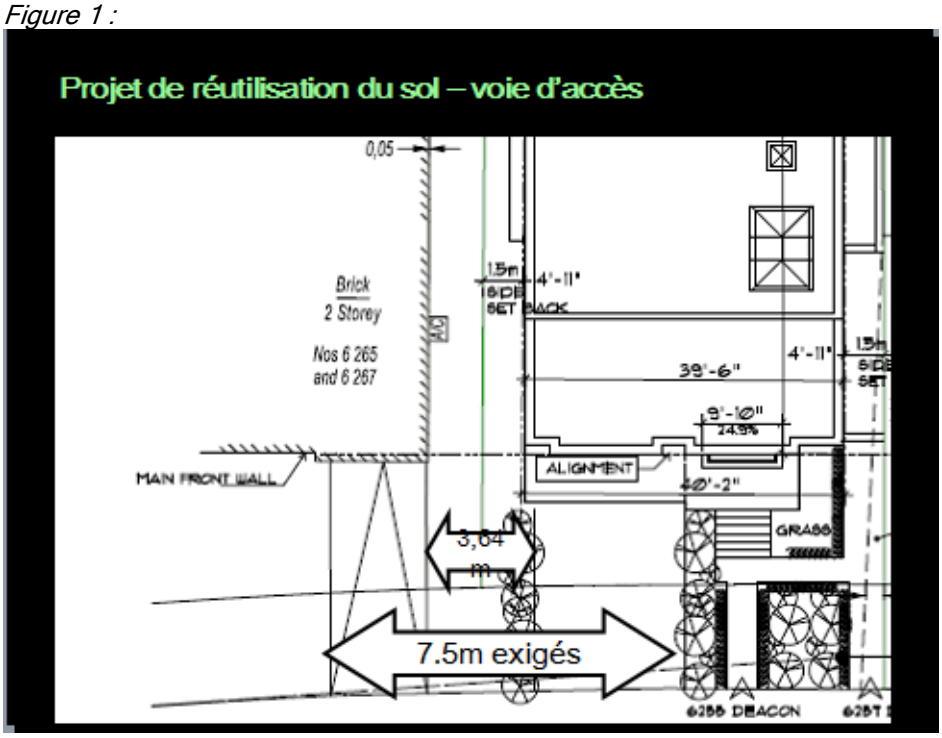


Figure 2 :

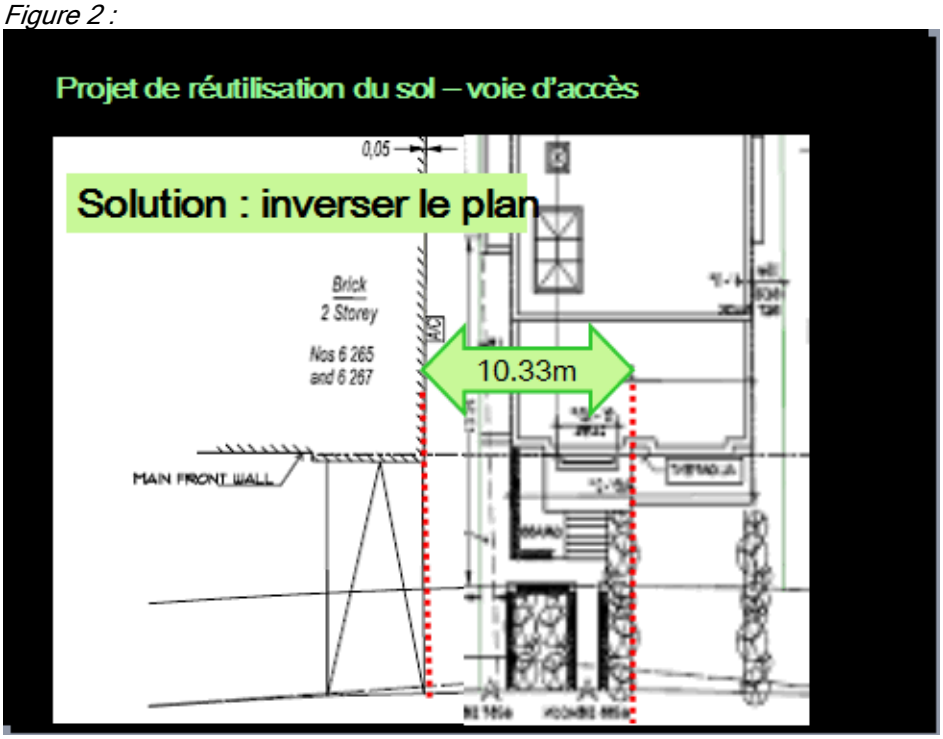
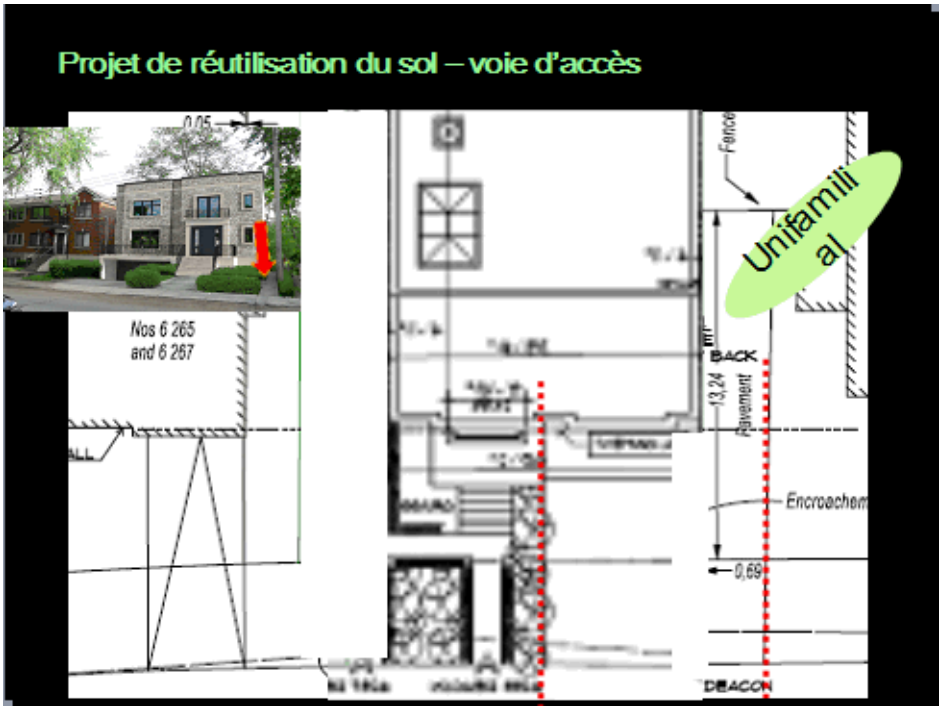


Figure 3 :



Le comité de démolition n'ayant pas retenu le point relatif à l'inversion du plan recommandé par la DAUSE, il a cependant exigé que la largeur de la voie d'accès conduisant au garage soit réduite à 5 m et qu'elle soit **conforme à la réglementation .**

Sachant que la distance entre les 2 voies d'accès n'était pas conforme (3,64 mètres au lieu de 7,5 m), la DAUSE se devait de faire approuver ce point en dérogation mineure. Le dossier a donc été présenté au CA du 5 octobre 2016 et est maintenant conforme.

Enfin, veuillez trouver la pièce ci-jointe en complément d'information.


IMG_0017.JPG

Sincères salutations,

Sylvie Archambault
Secrétaire de direction pour :

Sylvia-Anne Duplantie
Directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

5160, boul Décarie, 4e étage, bureau 410
Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone : 514 872-2345
Télécopieur : 514 868-5050
Courriel : sduplant@ville.montreal.qc.ca

vive375

ville.montreal.qc.ca/cdn-ndg
Suivez-nous :



AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Les opinions véhiculées par ce message sont celles de l'expéditeur et ne reflètent pas nécessairement celles de la Ville de Montréal qui se dégage de toutes responsabilités ou obligations pouvant en résulter.

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163558036**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Soumettre un appel de la décision du comité de démolition relativement à une demande de démolition de l'immeuble situé aux 6255-6257, chemin Deacon (demande de permis 3001117977) et son programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.

CONTENU

CONTEXTE

Le 24 août 2016, le comité de démolition a accordé, avec conditions, la démolition et le projet de remplacement du bâtiment situé aux 6255-6257, chemin Deacon.

La décision du comité de démolition n'est devenue effective qu'à partir du 5 octobre 2016, date à laquelle la dérogation mineure relative à l'alignement de construction et à la distance minimale requise entre deux voies d'accès fut accordée par la résolution CA16 170287.

Ainsi, suite à cette décision, une demande d'appel fut accueillie le 3 novembre 2016 par la Direction des affaires publiques et du greffe. En vertu des articles 25 et 26 du Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009), il revient alors au conseil d'arrondissement d'entendre l'appel et de confirmer la décision du comité ou rendre toute autre décision.

L'appel de la décision du comité porte essentiellement sur le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

BÂTIMENT EXISTANT

Le bâtiment à démolir fut construit en 1965. Il s'agit d'un duplex de deux étages à toit plat et abritant, au sous-sol, un garage accessoire au logement occupant ce niveau et le rez-de-chaussée. Un deuxième logement occupe l'étage du bâtiment. Une brique blanche et une fausse pierre parent sa façade. D'une superficie de 195 m^2, il occupe 36,8 % du terrain et ne comporte qu'une marge latérale.

L'état du duplex à démolir a été inspecté par *D.L. Turner Consultants Inc.* Son rapport fait état de tassements différentiels importants des fondations dus à des empattements sous-dimensionnés, des barres d'armatures insuffisantes et un sol ou des remblais sous les fondations lâches et mous. Il signale également des fissures majeures dans le revêtement de briques, les finis intérieurs des murs et des planchers, ainsi que les murs de blocs. Il conclut que le duplex doit être évacué et démoli sans délai. Le rapport détaille les réparations à effectuer totalisant un montant de 669 039,53 $.
Comme la valeur du bâtiment au rôle d'évaluation (sans le terrain) se chiffre à 472 700 $, le requérant considère donc que la démolition du bâtiment est la solution la plus appropriée.

De plus, le bâtiment ne présente pas de caractéristiques architecturales intéressantes.

PROGRAMME PRÉLIMINAIRE DE RÉUTILISATION DU SOL DÉGAGÉ

Le projet déposé consiste en la construction d'un immeuble résidentiel de 2 logements comportant les principales caractéristiques suivantes :

- Hauteur : 2 étages + mezzanine
- Mode d'implantation : Isolé
- Sous-sol : abrite un logement et un garage double
- Partie du sous-sol, rez-de-chaussée, étage et mezzanine : abrite le logement principal
- Superficie occupée par le bâtiment : 49 %
- Parement extérieur : pierre calcaire Saint-Marc et crépi pour la mezzanine

CADRE RÉGLEMENTAIRE

Règlement régissant la démolition d'immeubles (RCA02 17009)

Le comité de démolition doit non seulement approuver la démolition de l'immeuble en vertu des critères prescrits, mais doit également approuver le projet de remplacement en vertu du Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009). L'article 14 de ce règlement reprend les prescriptions de l'article 148.0.10. de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme :

> ***14.*** *Le comité autorise la démolition s'il est convaincu de l'opportunité de la démolition compte tenu de l'intérêt public et de l'intérêt des parties et en tenant compte des considérations prévues à l'article 148.0.10 de la Loi.*
>
> ***148.0.10.*** *Le comité accorde l'autorisation s'il est convaincu de l'opportunité de la démolition compte tenu de l'intérêt public et de l'intérêt des parties.*
>
> *Avant de se prononcer sur une demande d'autorisation de démolition, le comité doit considérer :*
> *· l'état de l'immeuble visé par la demande;*
> *· la détérioration de l'apparence architecturale;*
> *· du caractère esthétique;*
> *· ou de la qualité de vie du voisinage;*
> *· le coût de la restauration;*
> *· l'utilisation projetée du sol dégagé;*
> *· et tout autre critère pertinent, notamment, lorsque l'immeuble comprend un ou plusieurs logements :*

- *le préjudice causé aux locataires;*
- *les besoins de logements dans les environs;*
- *et la possibilité de relogement des locataires.*

Le comité de démolition peut également imposer toute condition relative à la démolition et à la réutilisation du sol dégagé, et ce, en vertu de l'article 15 de ce Règlement. Il peut ainsi exiger du projet de réutilisation du sol, le respect des dispositions qualitatives telles que prévues dans ce secteur au plan d'implantation et d'intégration architecturale du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

L'immeuble à l'étude s'inscrit dans un secteur de la famille habitation, de la catégorie H.2-3 (bâtiments de 2 ou 3 logements), d'une hauteur de 2 étages et d'un maximum de 9 mètres avec un taux d'implantation maximal de 50%.

Il est également inscrit dans un secteur à normes B. En vertu de l'article 93 de ce règlement, toute nouvelle construction d'un bâtiment dans ce secteur significatif, ou toute modification visible d'une voie publique, doit être approuvée conformément à la section V visant les secteurs et immeubles significatifs à critères ainsi qu'en vertu du titre VIII de ce règlement.

Ainsi, un projet de remplacement doit satisfaire aux critères d'analyse des articles 112.1, 112.2 et 668 :

> ***112.1.*** *Un projet de construction d'un nouveau bâtiment doit tenir compte des critères suivants :*
>
> *1° prendre en considération le caractère des constructions voisines : types de bâtiments, dimensions, mode et taux d'implantation, parements, formes de toits, couronnements, ouvertures, niveaux des accès et saillies;*
> *2° respecter, mettre en valeur ou s'adapter aux qualités du terrain et au caractère d'ensemble du milieu ou y être compatible quant à la forme et aux matériaux, en accord avec la valeur et l'homogénéité du milieu;*
> *3° participer à la cohérence de l'îlot, de l'intersection, de la rue ou du milieu, en accord avec son emplacement, sa visibilité et sa signification dans la ville.*
>
> ***112.2.*** *Lors de l'agrandissement ou de la construction d'un bâtiment, dans le cas où les bâtiments du milieu n'ont pas de caractéristiques communes ou dans le cas où le caractère du milieu ne présente pas d'intérêt architectural ou urbain compatible avec le caractère des milieux voisins, le projet doit contribuer à atténuer les irrégularités du milieu en se basant sur les caractéristiques des bâtiments ayant le plus d'intérêt architectural ou urbain et les caractéristiques communes des milieux voisins, de manière à rehausser la valeur de l'ensemble.*
>
> ***668.*** *Les critères d'aménagement, d'architecture et de design applicables aux fins de la délivrance d'un permis pour un projet visé à l'article 665 sont les suivants :*
>
> *1° conformité du projet aux orientations, objectifs, plans et politiques municipales en matière d'aménagement, d'architecture et de design;*
> *2° qualités d'intégration du projet sur le plan architectural;*
> *3° efficacité des éléments visant à réduire les effets d'ombre et de vent;*
> *4° efficacité et qualités d'intégration des éléments visant à minimiser les impacts sur le milieu d'insertion, au regard de la circulation des véhicules*

et des piétons;
5° capacité de mettre en valeur les lieux publics et de créer un environnement sécuritaire;
6° capacité de mettre en valeur, de protéger ou d'enrichir le patrimoine architectural, naturel et paysager.

RECOMMANDATION DE LA DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES - COMITÉ DE DÉMOLITION DU 24 AOÛT 2016

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises émet un avis favorable au projet de remplacement aux conditions suivantes :

1. La démolition doit être complétée au plus tard 1 an après l'émission du permis de démolition;
2. Le projet de réutilisation du sol doit être substantiellement conforme au plan déposé, mais le plan doit être inversé;
3. La façade au niveau du rez-de-chaussée et de l'étage doit être une pierre Saint-Marc;
4. Malgré la condition 2, la largeur de la voie d'accès conduisant au garage doit être réduite;
5. Un plan de démolition signé et scellé par un ingénieur doit accompagner la demande de permis de démolition;
6. Le projet de réutilisation du sol doit être complété dans les deux ans suivant l'émission du permis de démolition;
7. Une garantie bancaire au montant de 50 000 $ doit être déposée, avant l'émission du permis de démolition, afin d'assurer l'exécution des travaux prévue aux conditions 1 à 4 et 6 précédemment énoncées, exécutables, le cas échéant, au terme du délai prévu pour leur réalisation. Cette garantie bancaire est relâchée dès la réalisation prévue à la condition 6;
8. Les frais relatifs au murage des égouts et de l'aqueduc, ainsi que ceux relatifs à la désaffectation des entrées charretières doivent être déposés avant l'émission du permis de démolition;
9. Le Conseil d'arrondissement doit autoriser préalablement une dérogation mineure à l'alignement.

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à l'octroi d'une dérogation mineure à l'alignement de construction.

RECOMMANDATION DU COMITÉ DE DÉMOLITION - SÉANCE DU 24 AOÛT 2016

D'approuver la démolition du bâtiment principal situé aux 6255-6257, chemin Deacon et le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé, avec les conditions suivantes :

1. L'implantation du bâtiment doit être diminuée de manière à ne pas excéder la limite des murs arrières des propriétés adjacentes ou par l'implantation actuelle du bâtiment existant;
2. Le projet doit présenter deux marges latérales de 1,5 m chacune;
3. La façade au niveau du rez-de-chaussée et de l'étage doit être en pierre Saint-Marc;
4. La largeur de la voie d'accès conduisant au garage doit être réduite à 5 m et doit être

conforme à la réglementation;
5. Un plan de démolition signé et scellé par un ingénieur doit accompagner la demande de permis de démolition;
6. La demande de permis de construction doit être déposée dans les 6 mois à partir de l'entrée en vigueur de l'autorisation de démolir;
7. Le projet de réutilisation du sol doit être complété au plus tard 18 mois après l'émission du permis de démolition;
8. Une garantie bancaire au montant de 100 000 $ doit être déposée, avant l'émission du permis de démolition, afin d'assurer l'exécution des travaux prévue aux conditions 1 à 7 précédemment énoncées, exécutables, le cas échéant, au terme du délai prévu pour leur réalisation. Cette garantie bancaire est relâchée dès la réalisation prévue à la condition 7;
9. Les frais relatifs au murage des égouts et de l'aqueduc, ainsi que ceux relatifs à la désaffectation des entrées charretières doivent être déposés avant l'émission du permis de démolition.

Cette autorisation de démolir sera effective lorsque le conseil d'arrondissement accordera, le cas échéant, une dérogation mineure à l'alignement de construction.

Cette dérogation mineure a permis d'autoriser la construction d'un bâtiment principal avec un alignement de construction dont un minimum de 45 % de la superficie de sa façade est construit à l'alignement de construction. Elle a également permis d'autoriser une distance minimale de 3,5 m entre deux voies d'accès à un stationnement.

DEMANDE D'APPEL

À l'intérieur des délais prescrits, soit le 3 novembre 2016, l'arrondissement a reçu une demande d'appel de monsieur Abraham Iczkovits, propriétaire du bâtiment à démolir. Par cette demande, il souhaite que les éléments suivants soient révisés :

- les limites de l'implantation arrière du bâtiment;
- la largeur de la voie d'accès conduisant au garage;
- le dépôt de la garantie bancaire de 100 000 $.

JUSTIFICATION

À la suite d'un relevé de l'implantation des bâtiments voisins du même côté de l'îlot et de l'analyse de l'étude d'ensoleillement, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande au conseil d'arrondissement de modifier partiellement la décision du comité de démolition et son programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé pour les raisons suivantes :

1. lors de ce relevé sur le terrain, il a été constaté que la projection arrière du bâtiment adjacent sis au 6239, chemin Deacon, était plus grande que ce que montraient les données disponibles, faisant en sorte que le mur arrière de la nouvelle construction devrait être aligné sur la limite du mur arrière de cette propriété en tenant compte des données prises lors du relevé;
2. cette implantation réduite diminuerait les effets d'enclavement et d'ombrage portés sur la propriété située au 6239, chemin Deacon;
3. le nouveau bâtiment aurait peu d'incidence sur la propriété voisine, située aux 6265-6267, chemin Deacon, étant donné la nouvelle marge latérale de 1,5 m et le faible impact sur l'ensoleillement de la cour;
4. la nouvelle implantation offrirait une marge arrière d'environ 10 m, abaissant ainsi le taux d'implantation de 49 % à environ 45 %;
5. la diminution de la largeur de la voie d'accès, passant de 5,5 m à 5 m, permettrait de

diminuer la surface minéralisée, tout en offrant davantage d'espace paysager, en plus de permettre de conserver un espace de stationnement sur rue;
6. le comité d'étude des demandes de démolition peut fixer le montant qu'il considère approprié en guise de garantie du respect des conditions qu'il impose relativement à la démolition d'un immeuble et à un projet de remplacement, et ce, en vertu du paragraphe 4 de l'article 148.0.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et aux pouvoirs accordés aux municipalités en matière de démolition d'immeubles. Le montant de 100 000 $ demandé en garantie bancaire permettrait de s'assurer de l'exécution des travaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La demande de démolition est conforme aux dispositions du Règlement régissant la démolition des immeubles (RCA02 17009).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique TURCOTTE
Conseillère en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-12-05

Gisèle BOURDAGES
Conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél :	514 868-3551	**Tél :**	514 872-7600
Télécop. :		**Télécop. :**	514 872-5050

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Tél : 514 872-2345
Approuvé le : 2016-12-05

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1173558006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approbation des plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour l'émission du permis de transformation visant la modification des dimensions d'une fenêtre pour l'ajout d'une porte d'issue et l'installation d'une rampe d'accès, au 2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine – secteur à normes B – demande de permis 3001267733.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'approuver les travaux proposés aux documents numérotés A-10 à A-13, A-20 à A-23, A-30, A-40 et PA1, signés par Steven Carey, architecte, estampillés le 20 février 2017 et annexés au dossier et faisant l'objet de la demande de permis de transformation 3001267733 pour lequel l'approbation du conseil est requise, en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-03-02 10:49

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173558006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approbation des plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour l'émission du permis de transformation visant la modification des dimensions d'une fenêtre pour l'ajout d'une porte d'issue et l'installation d'une rampe d'accès, au 2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine – secteur à normes B – demande de permis 3001267733.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis a été déposée le 22 décembre 2016 pour le réaménagement intérieur du bâtiment, sans agrandissement, suite au changement d'usage du bâtiment situé au 2450, chemin de la Côte-Sainte-Catherine. En vertu du Règlement 16-064 et du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), une telle demande de permis est assujettie à la préparation de plans qui doivent être étudiés en vertu du titre VIII (Plan d'implantation et d'intégration architecturale – PIIA). De plus, la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chap. 19.1) précise que de tels plans doivent être approuvés par le conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1286: Le 22 novembre 2016, le conseil municipal adoptait le Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé au 2450, chemin de la Côte-Sainte-Catherine (16-064) en vertu de l'article 89, paragraphe 4 de la Charte de la Ville de Montréal. à des fins d'hébergement pour une clientèle ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement.

DESCRIPTION

Le projet vise la modification des dimensions d'une fenêtre pour l'ajout d'une porte d'issue, ainsi que l'installation d'une rampe d'accès menant à cette nouvelle porte.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a évalué et traité cette demande en conformité avec les critères du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

La Division de l'urbanisme a évalué et traité cette demande de permis quant au respect de

l'expression architecturale et de l'intégration au cadre bâti.

Le projet respecte les caractéristiques architecturales du bâtiment, s'intègre au contexte environnant et est conforme aux critères du PIIA.

Lors de sa réunion du 1er mars 2017, le comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce a émis un avis favorable pour cette demande.

Nous recommandons donc l'émission de ce permis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique TURCOTTE
Conseillère en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-27

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Tél :	514 868-3551	**Tél :**	514 872-2345
Télécop. :		**Télécop. :**	514 868-5050

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1173558006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Approbation des plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour l'émission du permis de transformation visant la modification des dimensions d'une fenêtre pour l'ajout d'une porte d'issue et l'installation d'une rampe d'accès, au 2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine – secteur à normes B – demande de permis 3001267733.

Plans : A-10 à A-40.pdf PA1.pdf

Extrait du procès verbal :Extrait_PV_2450, Côte-Ste-Catherine.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique TURCOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-3551
Télécop. :

CARACTÉRISTIQUES DU BÂTIMENT

1. DESCRIPTION DU BÂTIMENT EXISTANT

ANNÉE DE CONSTRUCTION :	1963
AIRE DE BÂTIMENT :	698 m2 (7 515 p.c.)
NOMBRE D'ÉTAGE :	3
NOMBRE DE RUE :	2
TYPE DE CONSTRUCTION:	INCOMBUSTIBLE (BÉTON) LE TOIT VENTILÉ EST EN BOIS
GICLEURS AUTOMATIQUES :	NON
USAGE EXISTANT :	C (MONASTÈRE)
USAGE NOUVEAU :	B–3 (ÉTABLISSEMENT DE SOINS) MAISON DE RÉPIT POUR ENFANTS POLYHANDICAPÉS.

2. EXIGENCES DE CONSTRUCTION

BÂTIMENT ASSUJETTI À LA LOI DU BÂTIMENT: OUI

CODE DE CONSTRUCTION: CCQ – CNB 2010 MODIFIÉ

CLASSIFICATION :	3.2.2.43 MAX 3 ÉTAGES MAX 8 000 m2 (86 111 p.c.) CONSTRUCTION INCOMBUSTIBLE AVEC GICLEURS AUTOMATIQUES
PLANCHERS :	SÉPARATION COUPE–FEU DE 60 MINUTES
MEZZANINES :	SÉPARATION COUPE–FEU DE 60 MINUTES
TOIT :	0 MINUTE
POTEAUX ET ARCS PORTEURS :	ÉGAL À CELUI QUI EST EXIGÉ POUR LA CONSTRUCTION QU'ILS SUPPORTENT.

SÉPARATION COUPE–FEU :

A) ISSUE
- SÉPARATION COUPE–FEU DE 60 MINUTES
- PORTES DE 45 MINUTES

B) CORRIDOR COMMUN / CHAMBRES
- SÉPARATION COUPE–FEU
  SANS DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU
- PORTES PEUVENT ÊTRE MUNIES DE LOQUET À ROULEAU
- LARGEUR DES CORRIDORS : 1 650 mm (65")

C) PUITS D'ACENSEUR
- SÉPARATION COUPE–FEU DE 60 MINUTES
- PORTES DE 45 MINUTES

D) ENTRE GARAGE ET AUTRES USAGES
- SÉPARATION COUPE–FEU DE 90 MINUTES
- PORTES DE 60 MINUTES

E) SALLE MÉCANIQUE ASCENSEUR:
- SÉPARATION COUPE–FEU DE 90 MINUTES
- PORTES DE 60 MINUTES

MOYENS D'ÉVACUATION ;

A) UNE CAGE D'ESCALIER DOIT ÊTRE AJOUTÉE À L'EXTRÉMITÉ DU BÂTIMENT.

B) LES ESCALIERS D'ISSUES DOIVENT RESPECTER CECI :
- LARGEUR : 1 100 mm (43.3")
- MARCHES : AU MOINS 280 mm (11")
- CONTREMARCHES : ENTRE 125 ET 180 mm (5" ET 7")

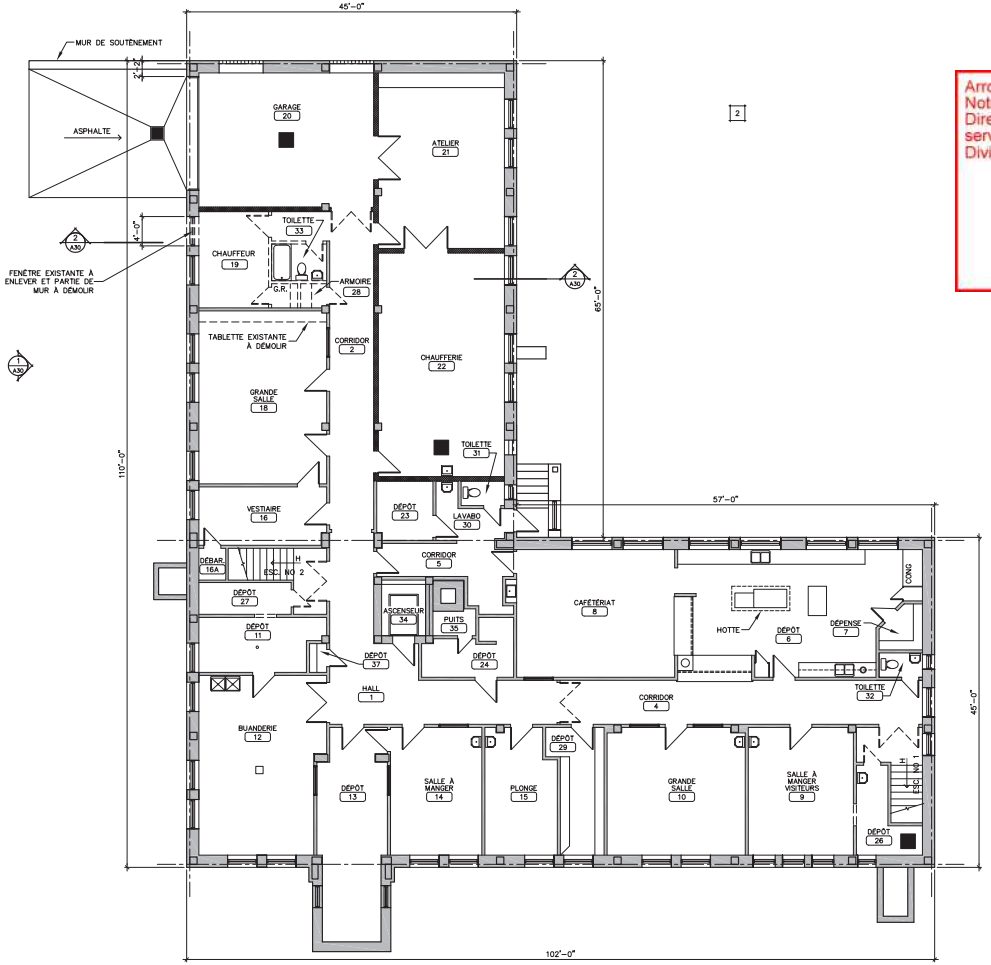
COMPARTIMENTATIONS RÉSISTANT AU FEU DES AIRES DE PLANCHERS :

A) LES AIRES DE PLANCHER CONTENANT DES CHAMBRES DE RÉSIDENTS DOIVENT ÊTRE DIVISÉES EN 2 COMPARTIMENTS, PLUS OU MOINS ÉGAUX.

B) LA SÉPARATION COUPE–FEU ISOLANT LES COMPARTIMENTS DOIT AVOIR 60 MINUTES DE RÉSISTANCE AU FEU. PORTES DE 45 MINUTES.

AJOUTS OBLIGATOIRES POUR LA SÉCURITÉ DES OCCUPANTS :

A) UN RÉSEAU DE GICLEURA AUTOMATIQUES.
B) UN RÉSEAU DE CANALISATION D'INCENDIE.
C) UN SYSTÈME D'ALARME INCENDIE.



PLAN DE SOUS-SOL - DÉMOLITION
ÉCHELLE 1/8" = 1'–0"

1 / A-10

LÉGENDE GRAPHIQUE

- MUR EXISTANT À CONSERVER.
- MUR EXISTANT À DÉMOLIR.
- NOUVELLE CLOISON AVEC DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU.
- PORTE EXISTANTE À CONSERVER.
- PORTE EXISTANTE À DÉMOLIR.
- NOUVELLE PORTE.
- XX / XX RÉFÉRENCE TYPE DU NOM ET NUMÉRO DU LOCAL.
- XX RÉFÉRENCE TYPE DU NUMÉRO DE PORTE.
- X RÉFÉRENCE TYPE DE CLOISON.

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

20 février 2017

Reçu le

SCA
STEVEN CAREY architecte Inc.
102 J.C. Wilson
St-Jérôme J7Y 4X5
T 450 . 565 . 3639
C 514 . 914 . 1209
stevencarey@vkdeotron.ca

GESTIONNAIRE DE PROJET

STRUCTURE

MÉCANIQUE / ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

1. TOUTES LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES SUR LE CHANTIER PAR L'ENTREPRENEUR AVANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. AVISER LE PROPRIÉTAIRE DE TOUTES ANOMALIES QU'IL TROUVERA LORS DE CETTE VÉRIFICATION, DE MÊME QUE DURANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.

2. AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE PLAN.

3. L'ENTREPRENEUR DEVRA EXÉCUTER LES TRAVAUX SELON LES CRITÈRES ET RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ET LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT 2010.

4. LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À STEVEN CAREY ARCHITECTE. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE REPRODUIT OU ADAPTÉ, PARTIELLEMENT OU TOTALEMENT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DE STEVEN CAREY ARCHITECTE.

ARCHITECTURE

ÉMISSION

No	DESCRIPTION	DATE
2	POUR PERMIS	22–12–2016
1	POUR COMMENTAIRES	16–12–2016

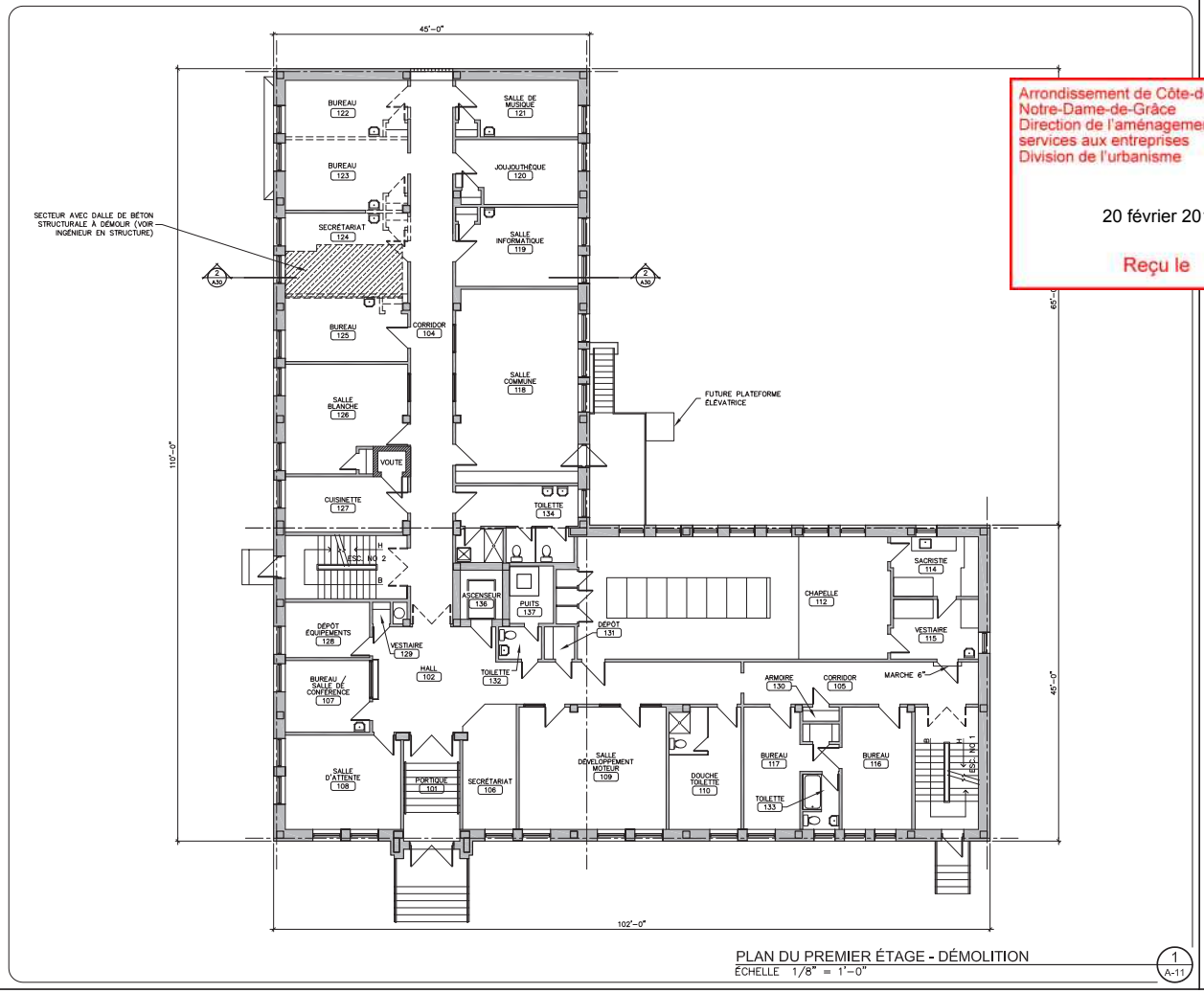
PROJET

AMÉNAGEMENT
CENTRE PHILOU
Intersection Côte-Sainte-Catherie et Stirling, Montréal

TITRE DU DESSIN

PLAN DU SOUS-SOL
DÉMOLITION

DESSINÉ PAR	SC
VÉRIFIÉ PAR	SC
SCEAU	
ÉCHELLE	INDIQUÉE
DATE	OCTOBRE 2016
No DU PROJET	16–123
Nombre DE FEUILLE	12
No DU DESSIN	A-10



PLAN DU PREMIER ÉTAGE - DÉMOLITION
ÉCHELLE 1/8" = 1'-0"

1
A-11

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

20 février 2017

Reçu le

STEVEN CAREY
architecte Inc.

102 J.C. Wilson
St-Jérôme J7Y 4X5
T 450 . 565 . 3639
C 514 . 914 . 1209
stevencarey@vkdeotron.ca

GESTIONNAIRE DE PROJET

STRUCTURE

MÉCANIQUE / ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

1. TOUTES LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES SUR LE CHANTIER PAR L'ENTREPRENEUR AVANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. AVISER LE PROPRIÉTAIRE DE TOUTES ANOMALIES QU'IL TROUVERA LORS DE CETTE VÉRIFICATION, DE MÊME QUE DURANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.

2. AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE PLAN.

3. L'ENTREPRENEUR DEVRA EXÉCUTER LES TRAVAUX SELON LES CRITÈRES ET RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ET LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT 2010.

4. LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À STEVEN CAREY ARCHITECTE. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE REPRODUIT OU ADAPTÉ, PARTIELLEMENT OU TOTALEMENT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DE STEVEN CAREY ARCHITECTE.

ARCHITECTURE

ÉMISSION

No	DESCRIPTION	DATE
2	POUR PERMIS	22-12-2016
1	POUR COMMENTAIRES	16-12-2016

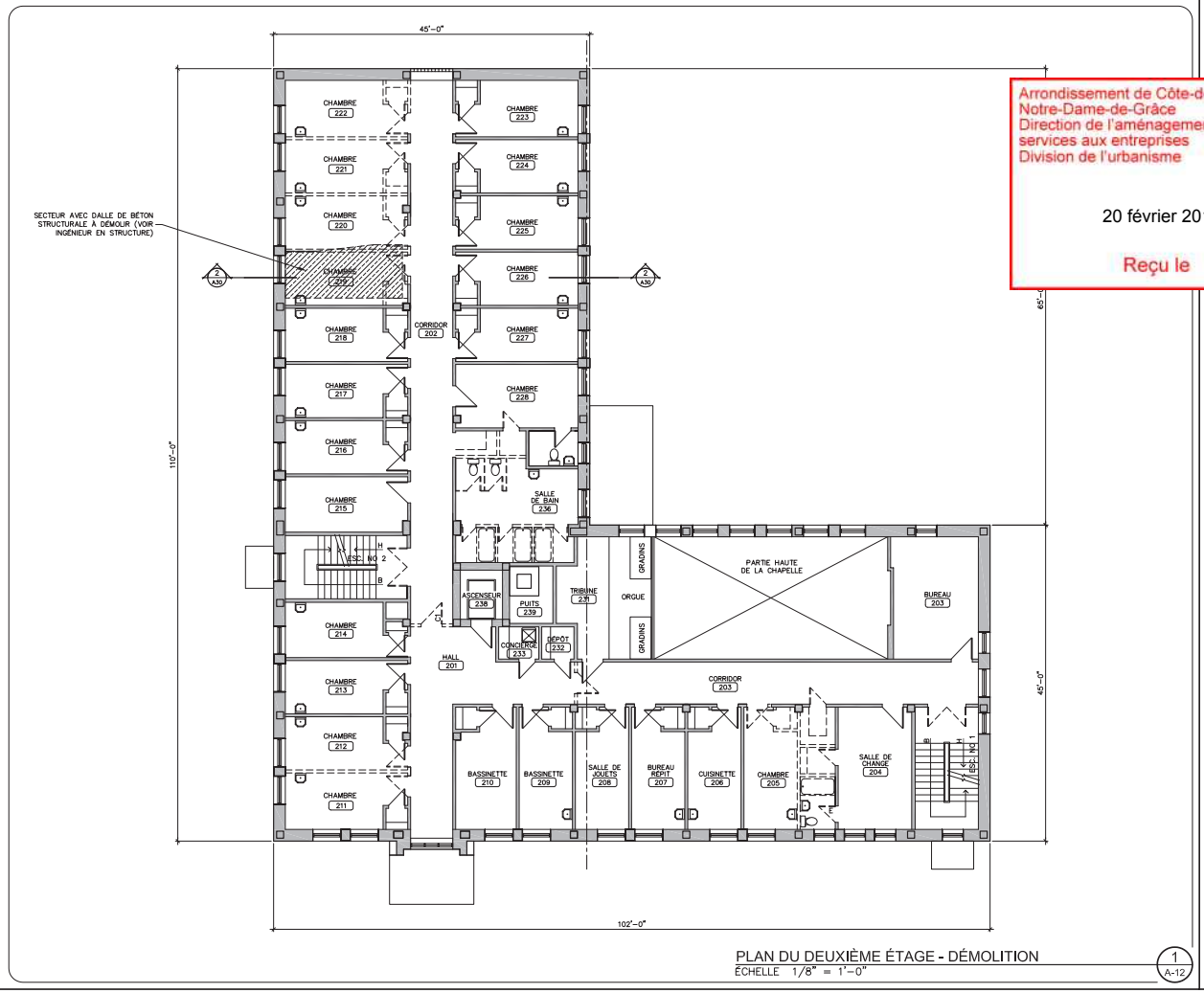
PROJET

AMÉNAGEMENT
CENTRE PHILOU
Intersection Côte-Sainte-Catherie et Stirling, Montréal

TITRE DU DESSIN

PLAN DU PREMIER ÉTAGE
DÉMOLITION

DESSINÉ PAR	SC
VÉRIFIÉ PAR	SC
SCEAU	
ÉCHELLE	INDIQUÉE
DATE	OCTOBRE 2016
No DU PROJET	16-123
Nombre DE FEUILLE	12
No DU DESSIN	A-11



PLAN DU DEUXIÈME ÉTAGE - DÉMOLITION
ÉCHELLE 1/8" = 1'-0"

1
A-12

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

20 février 2017

Reçu le

SCA
STEVEN CAREY architecte Inc.
102 J.C. Wilson
St-Jérôme J7Y 4X5
T 450 . 565 . 3639
C 514 . 914 . 1209
stevencarey@vkdeotron.ca

GESTIONNAIRE DE PROJET

STRUCTURE

MÉCANIQUE / ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

1. TOUTES LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES SUR LE CHANTIER PAR L'ENTREPRENEUR AVANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. AVISER LE PROPRIÉTAIRE DE TOUTES ANOMALIES QU'IL TROUVERA LORS DE CETTE VÉRIFICATION, DE MÊME QUE DURANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.

2. AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE PLAN.

3. L'ENTREPRENEUR DEVRA EXÉCUTER LES TRAVAUX SELON LES CRITÈRES ET RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ET LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT 2010.

4. LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À STEVEN CAREY ARCHITECTE. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE REPRODUIT OU ADAPTÉ, PARTIELLEMENT OU TOTALEMENT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DE STEVEN CAREY ARCHITECTE.

ARCHITECTURE

ÉMISSION

No	DESCRIPTION	DATE
2	POUR PERMIS	22-12-2016
1	POUR COMMENTAIRES	16-12-2016

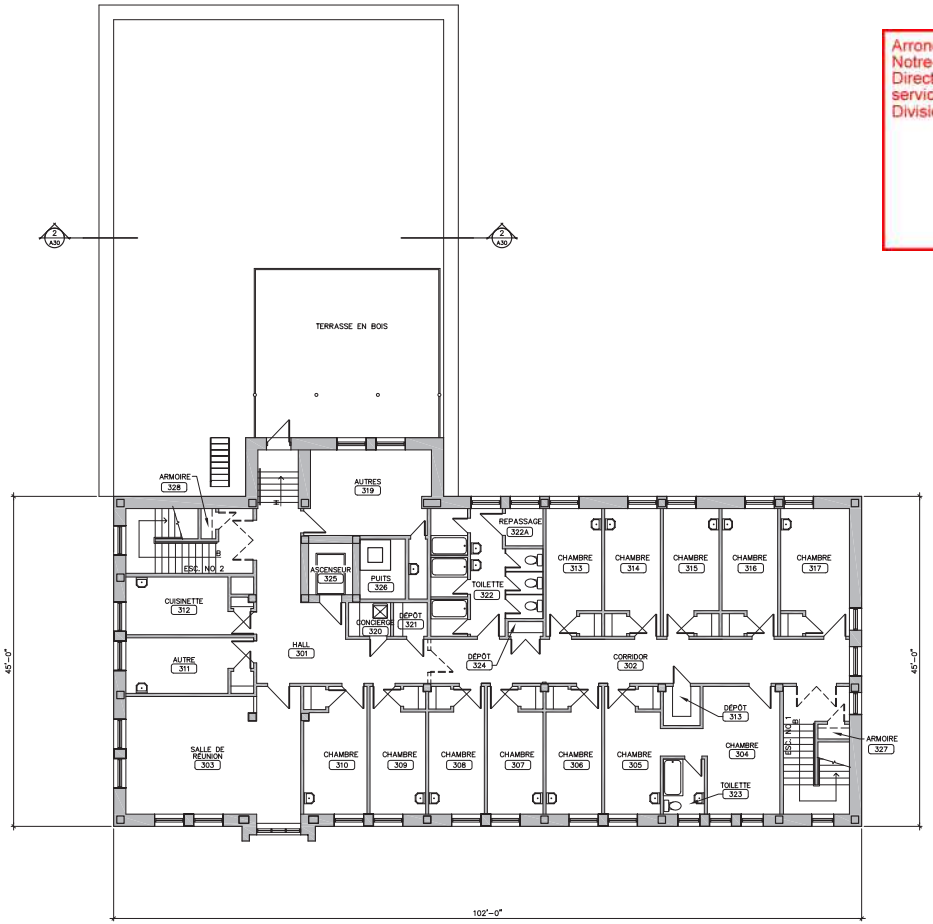
PROJET

AMÉNAGEMENT
CENTRE PHILOU
Intersection Côte-Sainte-Catherie et Stirling, Montréal

TITRE DU DESSIN

PLAN DU DEUXIÈME ÉTAGE
DÉMOLITION

DESSINÉ PAR	SC
VÉRIFIÉ PAR	SC
SCEAU	
ÉCHELLE	INDIQUÉE
DATE	OCTOBRE 2016
No DU PROJET	16-123
Nombre DE FEUILLE	12
No DU DESSIN	A-12



PLAN DU TROISIÈME ÉTAGE - DÉMOLITION
ÉCHELLE 1/8" = 1'-0"

1
A-13

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

20 février 2017

Reçu le

SCA
STEVEN CAREY
architecte Inc.
102 J.C. Wilson
St-Jérôme J7Y 4X5
T 450 . 565 . 3639
C 514 . 914 . 1209
stevencarey@vkdeotron.ca

GESTIONNAIRE DE PROJET

STRUCTURE

MÉCANIQUE / ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

1. TOUTES LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES SUR LE CHANTIER PAR L'ENTREPRENEUR AVANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. AVISER LE PROPRIÉTAIRE DE TOUTES ANOMALIES QU'IL TROUVERA LORS DE CETTE VÉRIFICATION, DE MÊME QUE DURANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.

2. AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE PLAN.

3. L'ENTREPRENEUR DEVRA EXÉCUTER LES TRAVAUX SELON LES CRITÈRES ET RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ET LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT 2010.

4. LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À STEVEN CAREY ARCHITECTE. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE REPRODUIT OU ADAPTÉ, PARTIELLEMENT OU TOTALEMENT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DE STEVEN CAREY ARCHITECTE.

ARCHITECTURE

ÉMISSION

No	DESCRIPTION	DATE
2	POUR PERMIS	22-12-2016
1	POUR COMMENTAIRES	16-12-2016

PROJET

AMÉNAGEMENT
CENTRE PHILOU
Intersection Côte-Sainte-Catherie
et Stirling, Montréal

TITRE DU DESSIN

PLAN DU TROISIÈME ÉTAGE
DÉMOLITION

DESSINÉ PAR SC
VÉRIFIÉ PAR SC
SCEAU

ÉCHELLE INDIQUÉE
DATE OCTOBRE 2016
No DU PROJET 16-123
NOMBRE DE FEUILLE 12
No DU DESSIN A-13

CLOISONS TYPES

1 CLOISON
DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU: 60 MINUTES

–GYPSE 5/8" TYPE "X"
–COLOMBAGE D'ACIER 3 5/8" @ 16" C/C
–LAINE INSONORISANTE 3" EN FIBRE DE ROCHE TEL QUE ROXUL
–GYPSE 5/8" TYPE "X"

ÉPAISSEUR DE LA CLOISON : 5"
HAUTEUR DE LA CLOISON : DALLE À DALLE
DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU : 60 MINUTES

2 SOUFFLAGE EN GYPSE
–2 GYPSES 5/8" TYPE "X" CHACUN
–FOURRURE MÉTALLIQUE 7/8" @ 24" C/C
–CLOISON EXISTANTE EN BLOC DE BÉTON

HAUTEUR DE LA CLOISON : DALLE À DALLE
DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU : 90 MINUTES

3 CLOISON ISSUE
–GYPSE 5/8" TYPE "X"
–COLOMBAGE D'ACIER "CH" 2 1/2" @ 16" C/C
–LAINE INSONORISANTE 1 1/2" EN FIBRE DE ROCHE TEL QUE ROXUL
–PANNEAU D'OSSATURE 1" TYPE "X"
–CAVITÉ VIDE
–CLOISON EXISTANTE EN TERRACOTTA AVEC PLÂTRE

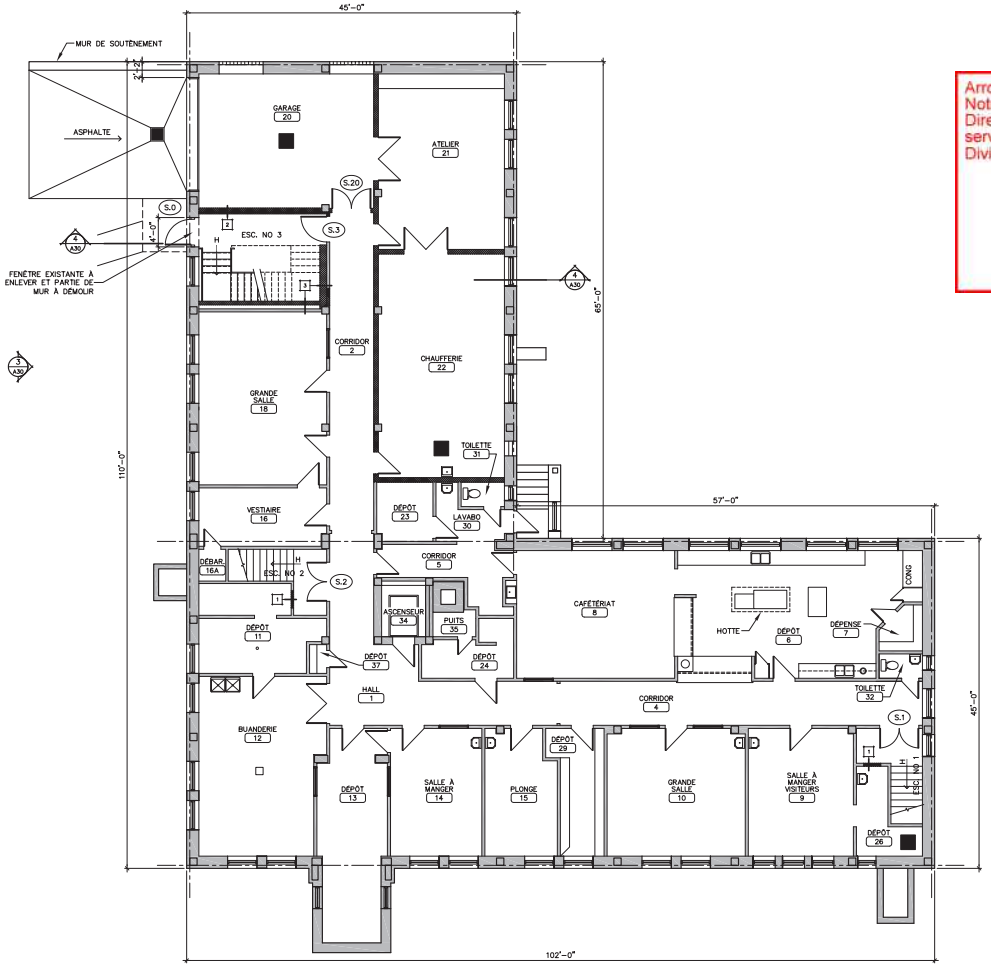
ÉPAISSEUR DE LA CLOISON : VARIABLE
HAUTEUR DE LA CLOISON : DALLE À DALLE
DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU : 60 MINUTES

4 CLOISON CHAMBRE
–2 GYPSES 5/8" TYPE "X" CHACUN
–COLOMBAGE D'ACIER 3 5/8" @ 16" C/C
–LAINE INSONORISANTE 3" EN FIBRE DE ROCHE TEL QUE ROXUL
–2 GYPSES 5/8" TYPE "X"

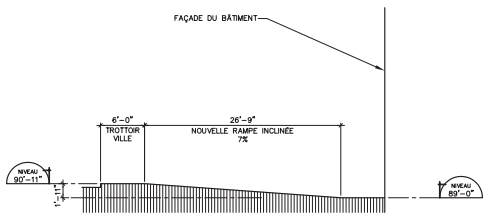
ÉPAISSEUR DE LA CLOISON : 6 1/8"
HAUTEUR DE LA CLOISON : DALLE À DALLE
DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU : AUCUN

LÉGENDE GRAPHIQUE

- MUR EXISTANT À CONSERVER.
- MUR EXISTANT À DÉMOLIR.
- NOUVELLE CLOISON AVEC DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU.
- PORTE EXISTANTE À CONSERVER.
- PORTE EXISTANTE À DÉMOLIR.
- NOUVELLE PORTE.
- XX / XX RÉFÉRENCE TYPE DU NOM ET NUMÉRO DU LOCAL.
- XX RÉFÉRENCE TYPE DU NUMÉRO DE PORTE.
- X RÉFÉRENCE TYPE DE CLOISON.



PLAN DE SOUS-SOL - CONSTRUCTION
ÉCHELLE 1/8" = 1'–0"
1 / A-20



PLAN DE SOUS-SOL - CONSTRUCTION
ÉCHELLE 1/8" = 1'–0"
2 / A-20

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

20 février 2017

Reçu le

STEVEN CAREY architecte Inc.
102 J.C. Wilson
St-Jérôme J7Y 4X5
T 450 . 565 . 3639
C 514 . 914 . 1209
stevencarey@vkdeotron.ca

GESTIONNAIRE DE PROJET

STRUCTURE

MÉCANIQUE / ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

1. TOUTES LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES SUR LE CHANTIER PAR L'ENTREPRENEUR AVANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. AVISER LE PROPRIÉTAIRE DE TOUTES ANOMALIES OU'IL TROUVERA LORS DE CETTE VÉRIFICATION, DE MÊME QUE DURANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.

2. AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE PLAN.

3. L'ENTREPRENEUR DEVRA EXÉCUTER LES TRAVAUX SELON LES CRITÈRES ET RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ET LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT 2010.

4. LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À STEVEN CAREY ARCHITECTE. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE REPRODUIT OU ADAPTÉ, PARTIELLEMENT OU TOTALEMENT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DE STEVEN CAREY ARCHITECTE.

ARCHITECTURE

ÉMISSION

No	DESCRIPTION	DATE
2	POUR PERMIS	22–12–2016
1	POUR COMMENTAIRES	16–12–2016

PROJET

AMÉNAGEMENT
CENTRE PHILOU
Intersection Côte-Sainte-Catherie et Stirling, Montréal

TITRE DU DESSIN

PLAN DU SOUS-SOL
CONSTRUCTION

DESSINÉ PAR	SC
VÉRIFIÉ PAR	SC
SCEAU	
ÉCHELLE	INDIQUÉE
DATE	OCTOBRE 2016
No DU PROJET	16–123
Nombre DE FEUILLE	12
No DU DESSIN	A-20

BORDEREAU DES PORTES ET CADRES

NUMÉRO	DESCRIPTION	LARG.	HAUT.	No. DE PORTE	QUINCAILLERIE
1	PORTE EN ALUMINIUM ISOLÉE, AVEC VERRE DOUBLE TREMPÉ.	46"	84"	S.0	GROUPE 01
2	PORTE D'ISSUE (INTÉRIEUR) ET CADRE EN ACIER PEINTS, RÉSISTANCE AU FEU 45 MINUTES, AVEC VERRE ARMÉ 24" X 30"	2x32"	84"	S.1, S.2, 1.1, 1.2, 2.1, 2.2, 3.1 ET 3.2	GROUPE 02
3	PORTE D'ISSUE (INTÉRIEUR) ET CADRE EN ACIER PEINTS, RÉSISTANCE AU FEU 45 MINUTES, AVEC VERRE ARMÉ 24" X 30"	42"	84"	S.3, 1.3 ET 2.3	GROUPE 03
4	PORTE ET CADRE EN ACIER PEINTS, RÉSISTANCE AU FEU 60 MINUTES	2x32"	84"	S.20	GROUPE 04
5	PORTE EN BOIS (ÂME PLEINE) ET CADRE EN ACIER PEINT	36"	84"	122 ET 222	GROUPE 05
6	PORTE DOUBLE ET CADRE EN ACIER PEINT, RÉSISTANCE AU FEU 90 MINUTES, À ISSUE DOUBLE SENS, AVEC VERRE ARMÉ 5" X 20"	2x34"	84"	201	GROUPE 06

1. VÉRIFIER LES DIMENSIONS SUR PLACE AVANT LA FABRICATION.
2. FERME-PORTE À TOUTES LES PORTES AVEC DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU.

QUINCAILLERIE DE PORTES

Fournir et poser la quincaillerie de finition neuve nécessaires à l'exécution de tous les travaux décrits dans ce devis, indiqués sur les dessins et au bordereau des portes et de la quincaillerie.

La serrure à clé sera sujette à un système de grande-clé maîtresse (voir le propriétaire).

Toute la quincaillerie du projet sera de qualité commerciale (grade 2 Medium Duty), sauf pour les composantes sur les portes internes des logements (chambres, toilettes, etc.) qui seront de qualité résidentielle (grade 3). Les poignées seront à bec de canne.

GROUPE DE QUINCAILLERIE 01 :
- 4 Charnières FNA avec roulement à billes, en acier inoxydable
- 1 Barre anti-panique avec garniture extérieure et serrure à clé
- 1 Ferme-porte
- 1 Seuil avec bris thermique
- 1 Ensemble de coupe-froid par manufacturier de porte

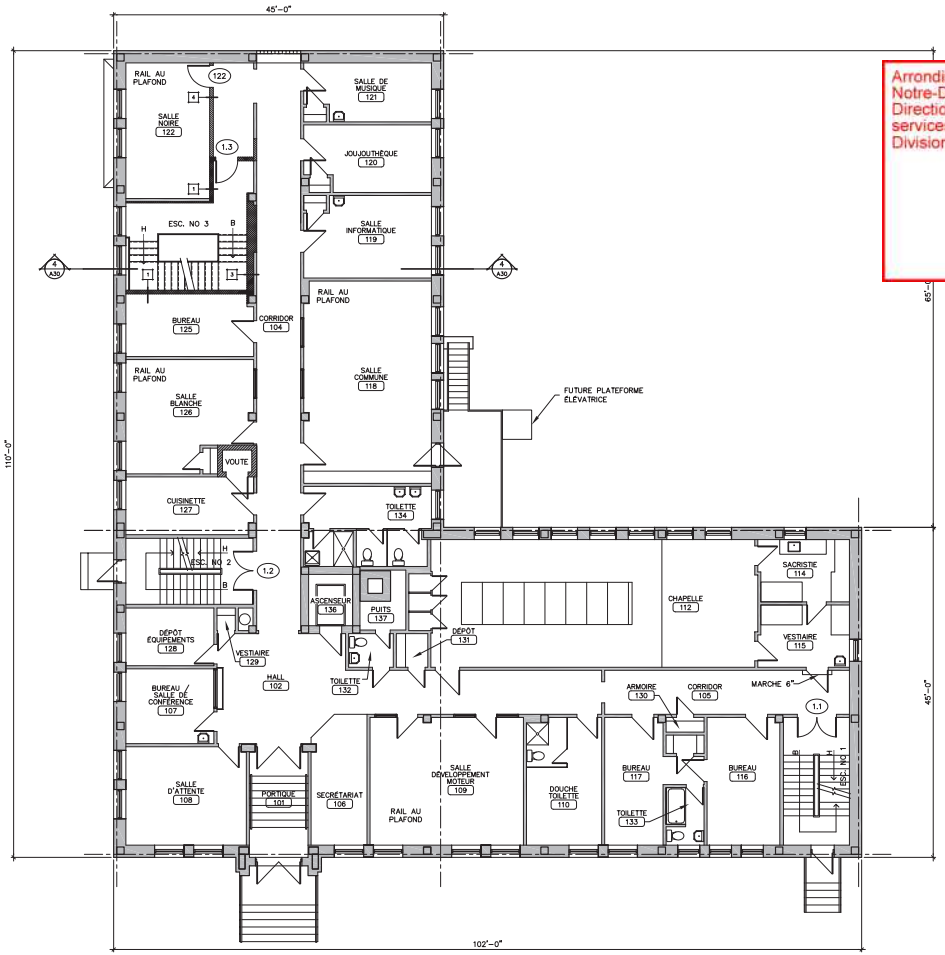
GROUPE DE QUINCAILLERIE 02 :
- 6 Charnières FNA 4.5 x 4
- 2 Barre anti panique Passage avec garniture extérieure
- 2 Ferme-porte (bras régulier)

GROUPE DE QUINCAILLERIE 03 :
- 3 Charnières FNA 4.5 x 4
- 1 Barre anti panique Passage avec garniture extérieure
- 1 Ferme-porte (bras régulier)

GROUPE DE QUINCAILLERIE 04 :
- 6 Charnières FNA 4.5 x 4
- 1 Serrure bureau
- 2 Verrous encastrés
- 2 Butoirs

GROUPE DE QUINCAILLERIE 05 :
- 3 Charnières FNA 4.5 x 4
- 1 Serrure à déterminer
- 1 Ferme-portes (bras parallèle)
- 1 Seuil tombant encastré coupe-feu
- 1 Coupe-froid continue coupe-feu
- 1 Butoir

GROUPE DE QUINCAILLERIE 06 :
- 6 Charnières FNA 4.5 x 4
- 2 Barre anti panique avec garniture extérieure
- 2 Ferme-portes (bras régulier)
- 2 Seuils tombant encastrés coupe-feu
- 1 Coupe-froid continue coupe-feu
- 1 Astragale double (sur chaque porte) coupe-feu
- 2 Retenues magnétiques en position ouverte (installée à la tête de porte)



PLAN DU PREMIER ÉTAGE - CONSTRUCTION
ÉCHELLE 1/8" = 1'-0"

1 / A-21

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

20 février 2017

Reçu le

SCA
STEVEN CAREY architecte Inc.
102 J.C. Wilson
St-Jérôme J7Y 4X5
T 450 . 565 . 3639
C 514 . 914 . 1209
stevencarey@vkdeotron.ca

GESTIONNAIRE DE PROJET

STRUCTURE

MÉCANIQUE / ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES
1. TOUTES LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES SUR LE CHANTIER PAR L'ENTREPRENEUR AVANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. AVISER LE PROPRIÉTAIRE DE TOUTES ANOMALIES QU'IL TROUVERA LORS DE CETTE VÉRIFICATION, DE MÊME QUE DURANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.
2. AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE PLAN.
3. L'ENTREPRENEUR DEVRA EXÉCUTER LES TRAVAUX SELON LES CRITÈRES ET RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ET LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT 2010.
4. LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À STEVEN CAREY ARCHITECTE. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE REPRODUIT OU ADAPTÉ, PARTIELLEMENT OU TOTALEMENT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DE STEVEN CAREY ARCHITECTE.

ARCHITECTURE

ÉMISSION

No	DESCRIPTION	DATE
2	POUR PERMIS	22-12-2016
1	POUR COMMENTAIRES	16-12-2016

PROJET

AMÉNAGEMENT
CENTRE PHILOU
Intersection Côte-Sainte-Catherie et Stirling, Montréal

TITRE DU DESSIN

PLAN DU PREMIER ÉTAGE CONSTRUCTION

DESSINÉ PAR	SC
VÉRIFIÉ PAR	SC
SCEAU	
ÉCHELLE	INDIQUÉE
DATE	OCTOBRE 2016
No DU PROJET	16-123
Nombre DE FEUILLE	12
No DU DESSIN	A-21

DEVIS ARCHITECTURE

01 00 00 GÉNÉRALITÉS :

Tous les matériaux des travaux à démolir doivent être transportés hors des lieux, en conformité aux codes et normes en vigueur. Identifier auprès du propriétaire, les matériaux qui doivent être récupérés et demeurer en la possession du propriétaire.

Aviser les professionnels (architecte et/ou ingénieurs, selon le cas) de toute anomalie, contradiction, erreur, omission et/ou autres conditions similaires relevées au cours de la période d'exécution des travaux.

Pour fin d'approbation, soumettre au propriétaire tous les dessins d'atelier (voir liste ci-jointe), bordereaux de quincaillerie, échantillons ou équivalents proposés avant de débuter les travaux. Tous les matériaux soumis et à utiliser doivent être conformes aux codes et normes en vigueur:

- produits d'étanchéité
- portes, cadres et quincaillerie
- revêtement de plancher
- escalier et ses composantes
- peinture

Respecter toutes les normes relatives à la sécurité du public et des ouvriers dans l'exécution des travaux incluant les zones avoisinantes de la limite de propriété, conformément à S350-M1980. Obtenir et payer tous les permis de construction et certification d'approbation requis pour l'exécution de l'ensemble des travaux.

L'entrepreneur doit respecter et faire respecter les lois, règlements fédéraux, provinciaux et municipaux, ordonnances, décrets, codes, normes, et conventions collectives touchant la construction et la main-d'oeuvre.

L'entrepreneur doit fournir la main-d'oeuvre, l'équipement et les matériaux nécessaires à la réalisation complète des travaux indiqués aux plans et devis. En l'absence de spécifications, tous les travaux devront se réaliser minimalement selon les règles de l'art.

L'entrepreneur doit coordonner les présents plans avec les plans d'ingénierie, de même que fournir et installer les items sous sa responsabilité et décrits aux plans d'ingénierie.

Aucune dimension ne doit être mesurée directement sur les dessins. L'entrepreneur est responsable de prendre les dimensions requises pour les ouvrages à effectuer.

07 84 00 PROTECTION COUPE-FEU :

Isolant de laine minérale: d'une densité de 4 lb/pi3 (65 kg/m3) en morceaux de 2'-0" X 4'-0", pouvant être comprimé en place jusqu'à 75% de sa dimension originale; type pare-feu "Fire-barrier" de Double A/D Distributors Ltd.; homologué et étiqueté no 40J18.7; des ULC.

Enduit à base de "silicone" à un composé: enduit de calfeutrage et/ou enduit auto-nivellant application au pistolet à calfeutrer, à la truelle ou par écoulement, approbation ULC tel que A/D Fire Barrier ou 5100 SP de "Firestop" WH-FSPHV 120-08, ou équivalent, étanche à l'eau.

Apprêts: conformes aux recommandations du fabricant quant au matériau spécifique ou au support visé et à la destination du produit

07 92 00 PRODUITS D'ÉTANCHÉITÉ :

La mise en oeuvre des matériaux des produits d'étanchéité doit être exécuté par un applicateur approuvé et qualifié par le manufacturier des matériaux d'étanchéité. Calfeutrage ignifuge, avec une cote "FT" (feu, température), conforme aux tests de rendement de U.L.C. CAN4-S115-M85 et CAN4-S102-M83, d'assemblage homologué U.L.C. d'une résistance équivalente à la cloison.

Appliquer un joint de calfeutrage ignifuge au pourtour des cloisons avec un degré de résistance au feu et à chacun des percements de conduits mécanique et électrique à travers les cloisons avec degré de résistance au feu.

Appliquer un joint de calfeutrage acoustique pour les cloisons identifiés avec acoustique élevé, de chaque côté des cloisons. Préalablement à la mise en place du calfeutrage, combler les espaces vides avec de l'isolant acoustique. Appliquer un joint de calfeutrage acoustique à chacun des percements de conduits mécanique et électrique à travers les mêmes cloisons.

Appliquer un mince filet de produit d'étanchéité dans le joint séparant le revêtement du mur adjacent de toutes composantes de mobiliers (sommet du dosseret, cabinets, etc.).

Calfeutrage pour travaux extérieurs de type CWS de Dow Corning.

08 11 20 PORTES ET CADRES EN ALUMINIUM :

Entrée: système complet avec barrière thermique intégré, cadre et porte, extrusion d'aluminium alliage AS 6063-T5, prépeint au choix du propriétaire; portes à vantail isolées, série 5020, modèle C035 fabriquées par "Alumico Architectural" ou équivalent approuvé; Extrusions tubulaires de 5" pour les montants latéraux, de 5" pour la traverse du haut et de 7 1/2" pour la traverse du bas. Avec système complet de quincaillerie.

Encadrement extérieur: série 600 fabriquées par "Alumico Architectural" ou équivalent approuvé, anodisé natural clair. Dimensions 1 3/4" x 4 1/2". Meneau horizontal à la base, hauteur 4".

Avec barre panique.

08 14 10 PORTES EN BOIS :

Porte des chambres: porte à âme massive de 1 3/4" d'épaisseur, homologuée ULC 20 minutes, conforme à CAN/CSA-O132.20-90. Avec cadre de bois massif de 1 1/2" d'épaisseur ou cadr en acier homologué ULC 20 minutes.

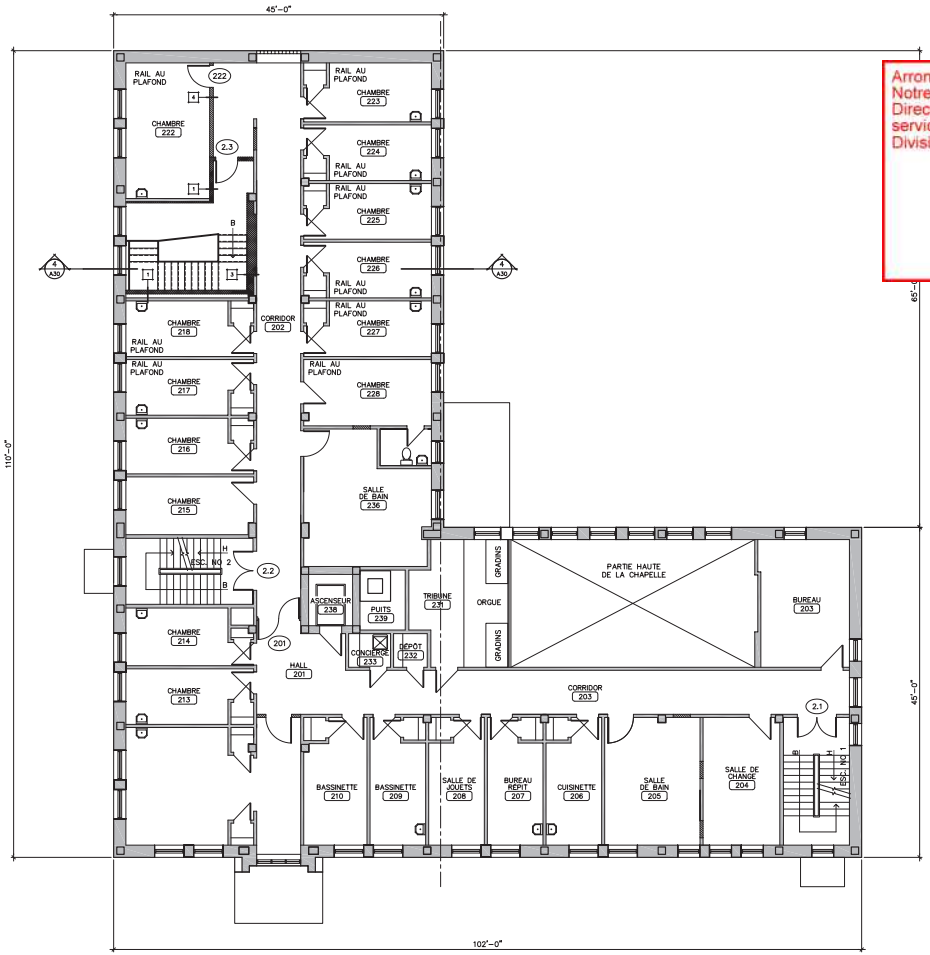
09 21 15 PANNEAUX DE GYPSE, OSSATURE ET ACCESSOIRES :

Exécuter la pose du gypse conformément aux prescriptions de la norme CAN/CSA-A82.31-M91. Panneaux: ordinaire, hydrofuge (pour salles de bain et toilettes) F.C. de type X, à rives amincies et bords arrondis, conformes à CAN/ACNOR-A82.27-M91. Panneau de paroi de puits de 1" d'épaisseur et de type "X".

Fixation des panneaux à l'aide de vis conformes à CAN/ACNOR-A82.31-M91; espacement des vis des panneaux réguliers à 12" d'entraxe aux rives et à 16" d'entraxe au centre des panneaux.

Colombages métallique de type "CH" de 2" pour panneaux de parol de puits.

Laine de fibre de verre (acoustique/cloisons intérieures) de "Fiberglass" conforme à ACNOR A101-M1983.



PLAN DU DEUXIÈME ÉTAGE - CONSTRUCTION
ÉCHELLE 1/8" = 1'-0"

1
A-22

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

20 février 2017

Reçu le

SCA
STEVEN CAREY architecte Inc.
102 J.C. Wilson
St-Jérôme J7Y 4X5
T 450 . 565 . 3639
C 514 . 914 . 1209
stevencarey@vkdeotron.ca

GESTIONNAIRE DE PROJET

STRUCTURE

MÉCANIQUE / ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

1. TOUTES LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES SUR LE CHANTIER PAR L'ENTREPRENEUR AVANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. AVISER LE PROPRIÉTAIRE DE TOUTES ANOMALIES QU'IL TROUVERA LORS DE CETTE VÉRIFICATION, DE MÊME QUE DURANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.

2. AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE PLAN.

3. L'ENTREPRENEUR DEVRA EXÉCUTER LES TRAVAUX SELON LES CRITÈRES ET RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ET LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT 2010.

4. LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À STEVEN CAREY ARCHITECTE. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE REPRODUIT OU ADAPTÉ, PARTIELLEMENT OU TOTALEMENT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DE STEVEN CAREY ARCHITECTE.

ARCHITECTURE

ÉMISSION

No	DESCRIPTION	DATE
2	POUR PERMIS	22-12-2016
1	POUR COMMENTAIRES	16-12-2016

PROJET

AMÉNAGEMENT
CENTRE PHILOU
Intersection Côte-Sainte-Catherie et Stirling, Montréal

TITRE DU DESSIN

PLAN DU DEUXIÈME ÉTAGE
CONSTRUCTION
DEVIS ARCHITECTURE

DESSINÉ PAR	SC
VÉRIFIÉ PAR	SC
ÉCHELLE	INDIQUÉE
DATE	OCTOBRE 2016
No DU PROJET	16-123
Nombre DE FEUILLE	12
No DU DESSIN	A-22

SCEAU

DEVIS ARCHITECTURE / SUITE

09 90 00 PEINTURE :

Préparation des surfaces

.1 La norme canadienne ONGC 85 est la référence pour tous les travaux de peinture. L'application des peintures ne devra pas commencer tant que les surfaces à peindre n'auront pas été préparées convenablement. Toutes les surfaces devront être solides, sèches, propres, exemptes de saleté, poussière, graisse, huile, rouille, projections de mortier, sels et de toute matière étrangère susceptible de compromettre l'adhésion et l'apparence des couches de peinture.

.2 Les surfaces déjà peintes et en bonne condition n'exigent pas d'apprêt, mais devront toujours être dépolies au papier abrasif préalablement.

.3 Poussière et saleté : Enlever en époussetant. S'il subsiste de la saleté, laver et brosser avec un détergent ou un nettoyant alcalin au phosphate trisodique et bien rincer. S'il y a des moisissures, laver avec une solution d'eau et d'eau de javel. Nettoyer adéquatement l'ensemble des conduits existants.

.4 Graisse, huile et goudron : Laver avec un linge imbibé d'un diluant le moins odorant possible en évitant d'étendre les taches sur une plus grande superficie. Essuyer avec des linges sec et propres. Répéter l'opération au besoin.

.5 Planches de gypse : La surface doit être propre et sèche, et les clous et vis bien enfoncés et rebouchés. Poncer les joints s'il subsiste des grains et des rugosités, puis épousseter. Si la peinture existante se décolle, gratter pour enlever toute peinture qui s'écaille et poncer pour adoucir les contours, ragréer.

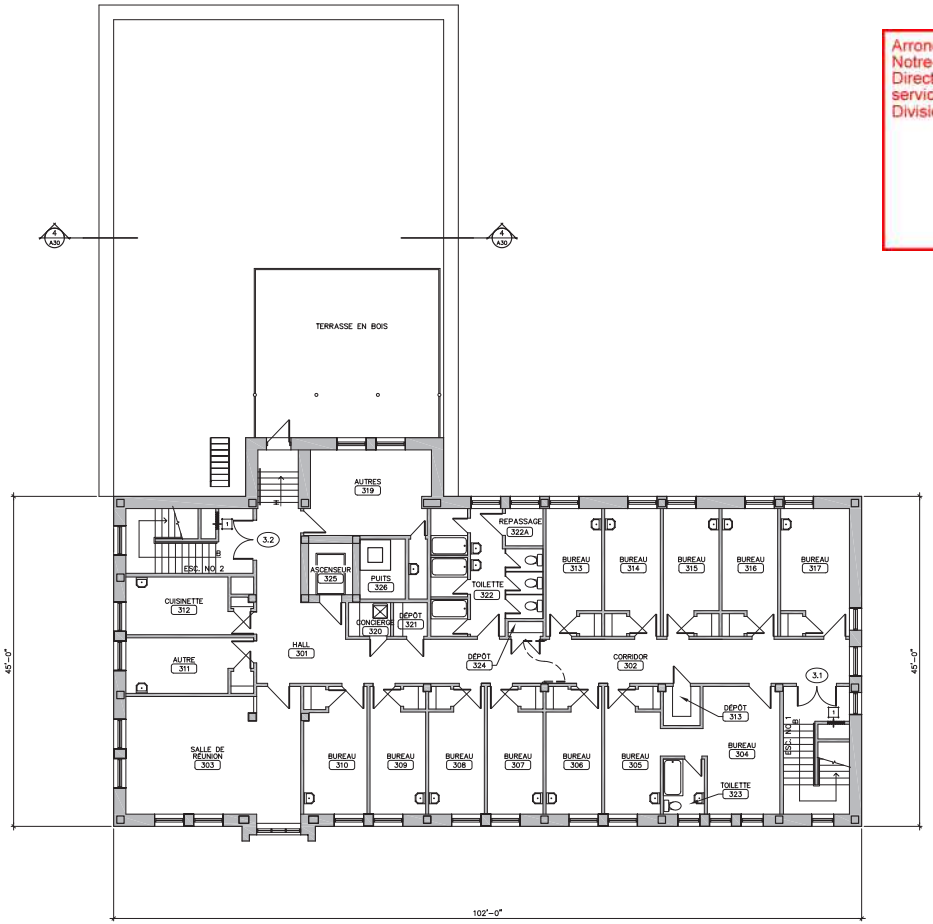
.6 Plâtre : S'assurer que le plâtre a séché et durci dans des conditions favorables de température (Pas moins de 12 °C) et que la pièce a été convenablement aérée. Le plâtre bien sec ne doit pas contenir plus de 6% d'humidité lorsqu'il est mesuré avec l'humidimètre. Reboucher toute fissure au plâtre, à reboucher après avoir élargi la fissure. Enlever les grains et rugosités avec un racloir.

.7 Métaux, portes et cadres d'acier, etc.: Éliminer la rouille, les écailles d'usine, les fondants de soudure et autres contaminants solides à l'aide d'une brosse d'acier. Si la peinture existante se décolle, gratter pour enlever toute peinture qui s'écaille et poncer pour adoucir les contours, ragréer les dénivellations du fini existant avec un mastique sans odeur. Prévoir un dépoussiérage de la pièce complète avant d'appliquer la nouvelle peinture. Au besoin, traiter le métal au nettoyant et dérouillant. Procéder à l'application du primaire antirouille dans le plus bref délai possible après le nettoyage du métal (dès que la surface est sèche.

Aux surfaces de placoplâtre: préparation conforme à ONGC 85-GP-33M; appliquer une couche d'apprêt sceleur au latex 100% acrylique tel que Sico Écosource, et deux couches de peinture de finition au latex 100% acrylique à faible odeur, fini velouté, d'une épaisseur de 1,5 mils par couche, Sico Écosource.

Apprêter les surfaces de métal extérieur et intérieur en usine avec un apprêt conforme à CAN/ONGC-1.40-M89 et selon une préparation conforme à ONGC 85-GP-14M; appliquer une couche d'apprêt au chromate pour métal, selon la norme CGSB 1-GP-181M et deux couches d'uréthane acrylique de type "Rustoleum Sierra performance MétalMax".

Les couleurs sont au choix du propriétaire et ce, pour tous les types de peinture. De plus, selon l'acceptation finale du propriétaire, effectuer des couches supplémentaires sans frais où non-acceptable.



PLAN DU TROISIÈME ÉTAGE - CONSTRUCTION
ÉCHELLE 1/8" = 1'-0"

1 / A-23

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

20 février 2017

Reçu le

SCA
STEVEN CAREY architecte Inc.
102 J.C. Wilson
St-Jérôme J7Y 4X5
T 450 . 565 . 3639
C 514 . 914 . 1209
stevencarey@vkdeotron.ca

GESTIONNAIRE DE PROJET

STRUCTURE

MÉCANIQUE / ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

1. TOUTES LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES SUR LE CHANTIER PAR L'ENTREPRENEUR AVANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. AVISER LE PROPRIÉTAIRE DE TOUTES ANOMALIES QU'IL TROUVERA LORS DE CETTE VÉRIFICATION, DE MÊME QUE DURANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.

2. AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE PLAN.

3. L'ENTREPRENEUR DEVRA EXÉCUTER LES TRAVAUX SELON LES CRITÈRES ET RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ET LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT 2010.

4. LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À STEVEN CAREY ARCHITECTE. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE REPRODUIT OU ADAPTÉ, PARTIELLEMENT OU TOTALEMENT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DE STEVEN CAREY ARCHITECTE.

ARCHITECTURE

ÉMISSION

No	DESCRIPTION	DATE
2	POUR PERMIS	22-12-2016
1	POUR COMMENTAIRES	16-12-2016

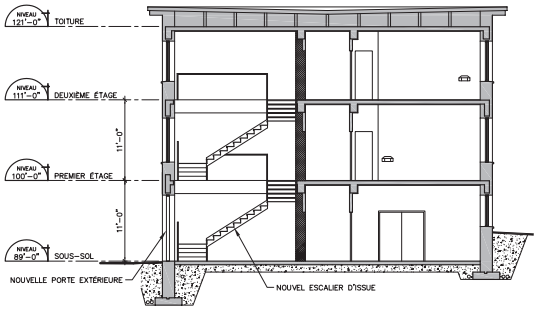
PROJET

AMÉNAGEMENT
CENTRE PHILOU
Intersection Côte-Sainte-Catherie et Stirling, Montréal

TITRE DU DESSIN

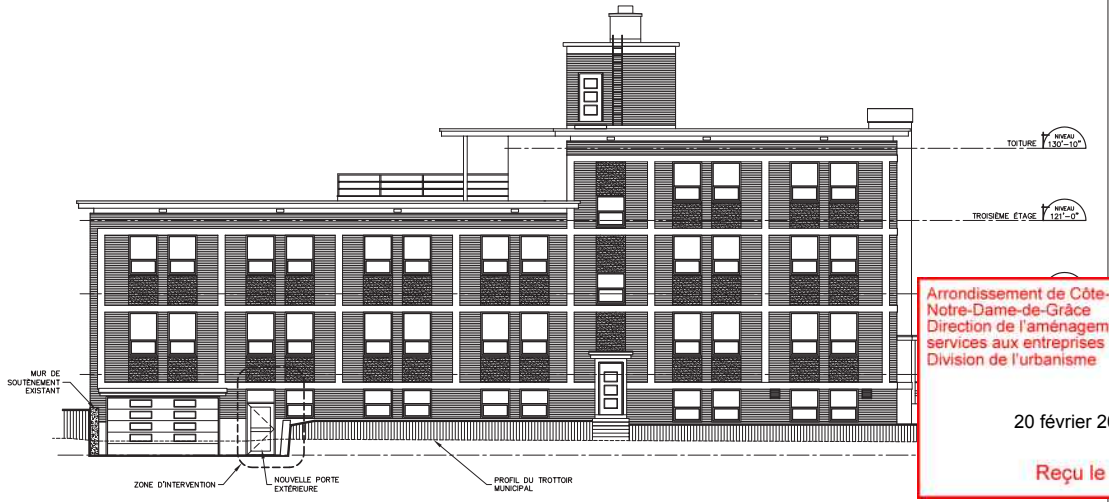
PLAN DU TROISIÈME ÉTAGE
CONSTRUCTION
DEVIS ARCHITECTURE

DESSINÉ PAR	SC
VÉRIFIÉ PAR	SC
SCEAU	
ÉCHELLE	INDIQUÉE
DATE	OCTOBRE 2016
No DU PROJET	16-123
Nombre DE FEUILLE	12
No DU DESSIN	A-23



COUPE TRANSVERSALE / CONSTRUCTION
ÉCHELLE 1/8" = 1'-0"

4
A-30



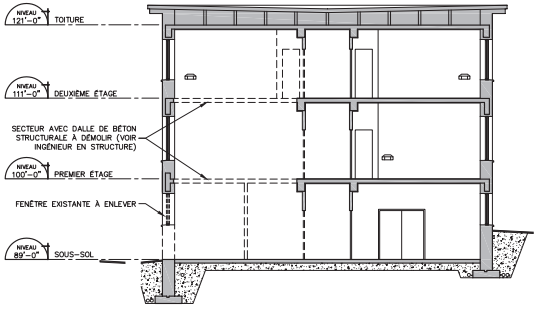
ÉLÉVATION PROPOSÉE / RUE STIRLING
ÉCHELLE 1/8" = 1'-0"

3
A-30

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

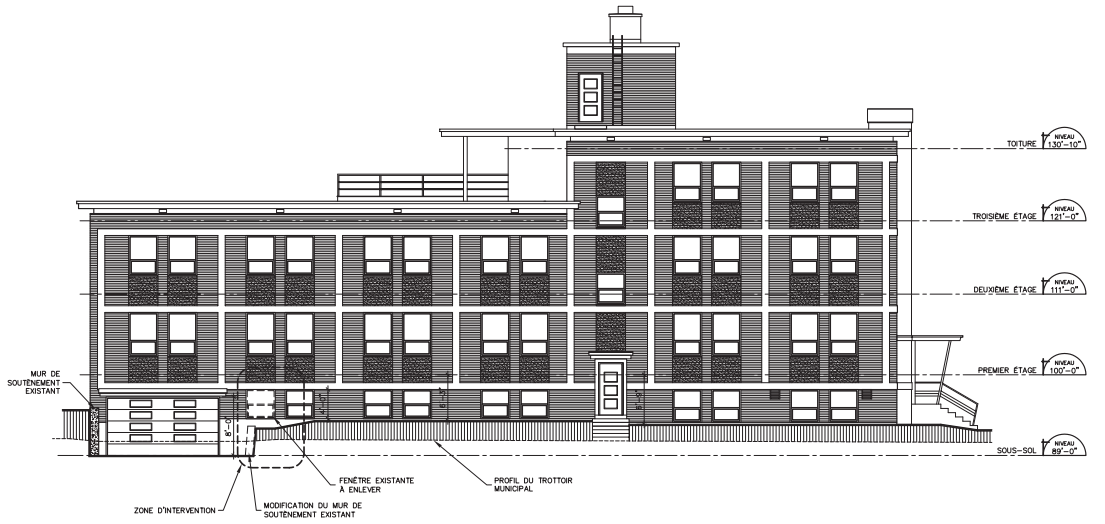
20 février 2017

Reçu le



COUPE TRANSVERSALE / DÉMOLITION
ÉCHELLE 1/8" = 1'-0"

2
A-30



ÉLÉVATION EXISTANTE / RUE STIRLING
ÉCHELLE 1/8" = 1'-0"

1
A-30

SCA
STEVEN CAREY
architecte Inc.
102 J.C. Wilson
St-Jérôme J7Y 4X5
T 450 . 565 . 3639
stevencarey@vkdeotron.ca
C 514 . 914 . 1209

GESTIONNAIRE DE PROJET

STRUCTURE

MÉCANIQUE / ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

1. TOUTES LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES SUR LE CHANTIER PAR L'ENTREPRENEUR AVANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. AVISER LE PROPRIÉTAIRE DE TOUTES ANOMALIES QU'IL TROUVERA LORS DE CETTE VÉRIFICATION, DE MÊME QUE DURANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.

2. AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE PLAN.

3. L'ENTREPRENEUR DEVRA EXÉCUTER LES TRAVAUX SELON LES CRITÈRES ET RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ET LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT 2010.

4. LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À STEVEN CAREY ARCHITECTE. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE REPRODUIT OU ADAPTÉ, PARTIELLEMENT OU TOTALEMENT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DE STEVEN CAREY ARCHITECTE.

ARCHITECTURE

ÉMISSION

No	DESCRIPTION	DATE
2	POUR PERMIS	22-12-2016
1	POUR COMMENTAIRES	16-12-2016

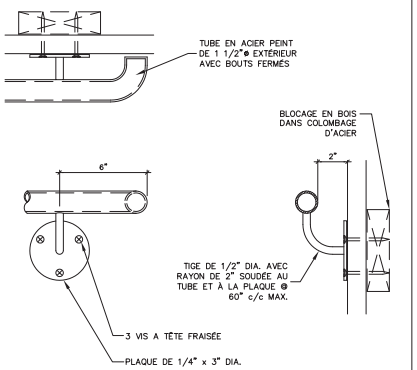
PROJET

AMÉNAGEMENT
CENTRE PHILOU
Intersection Côte-Sainte-Catherie
et Stirling, Montréal

TITRE DU DESSIN

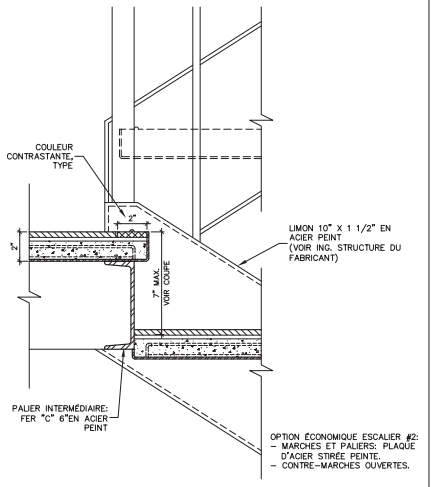
ÉLÉVATIONS ET COUPES
EXISTANT ET CONSTRUCTION

DESSINÉ PAR	SC
VÉRIFIÉ PAR	SC
SCEAU	
ÉCHELLE	INDIQUÉE
DATE	OCTOBRE 2016
No DU PROJET	16-123
Nombre DE FEUILLE	12
No DU DESSIN	A-30



NOTE:
PROLONGER LES MAINS COURANTES HORIZONTALEMENT DE 12" AU SOMMET ET AU BAS DES VOLÉES D'ESCALIER.

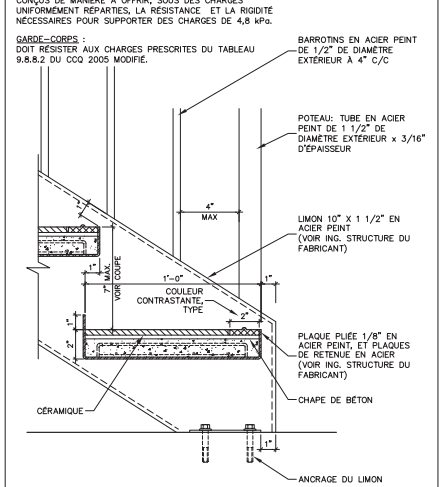
DÉTAIL MAIN COURANTE MURALE
ÉCHELLE 3" = 1'–0" — 7 / A-40



DÉTAIL ESCALIER
ÉCHELLE 3" = 1'–0" — 6 / A-40

CARACTÉRISITIQUES DES ESCALIERS :
CONÇUS DE MANIÈRE À OFFRIR, SOUS DES CHARGES UNIFORMÉMENT RÉPARTIES, LA RÉSISTANCE ET LA RIGIDITÉ NÉCESSAIRES POUR SUPPORTER DES CHARGES DE 4,8 kPa.

GARDE–CORPS :
DOIT RÉSISTER AUX CHARGES PRESCRITES DU TABLEAU 9.8.8.2 DU CCQ 2005 MODIFIÉ.



DÉTAIL ESCALIER
ÉCHELLE 3" = 1'–0" — 5 / A-40

CARACTÉRISITIQUES DES ESCALIERS :
LARGEUR MINIMALE : 3'–10"
ÉCHAPPÉE MINIMALE : 7'–0"
GIRON MINIMAL :11"
MARCHÉ MINIMALE : 12"
HAUTEUR DES CONTREMARCHES MAXIMALE : 7"
CONÇUS DE MANIÈRE À OFFRIER, SOUS DES CHARGES UNIFORMÉMENT RÉPARTIES, LA RÉSISTANCE ET LA RIGIDITÉ NÉCESSAIRES POUR SUPPORTER DES CHARGES DE 4,8 kPa.

MAIN COURANTE MURALE DES DEUX CÔTÉS DE L'ESCALIER (SI PLUS DE 43" DE LARGEUR), CONTINUE SUR TOUTE LA HAUTEUR, INCLUANT LES PALIERS.
PROLONGEMENT HORIZONTAL DE 12" AU SOMMET ET AU BAS DES VOLÉES D'ESCALIER.
DÉGAGEMENT MURAL : 2"
EMPIÉTEMENT MAXIMAL DANS L'ESCALIER : 4"
FIXATIONS : RÉSISTER À UNE CHARGE CONCENTRÉE DE 0,9 kN ET UNE CHARGE UNIFORMÉMENT RÉPARTIE DE 0,7 kN.

GARDE–CORPS : HAUTEUR : 42" SUR UN PALIER ET 36" DANS UNE VOLÉE D'ESCALIER.
DOIT EMPÊCHER L'ESCALADE.
DOIT RÉSISTER AUX CHARGES PRESCRITES DU TABLEAU 9.8.8.2 DU CCQ 2010 MODIFIÉ.

COMPOSANTES DES ESCALIERS INTÉRIEURS :

– LIMONS: ACIER PEINT,
– MARCHES: PANNE D'ACIER AVEC BÉTON ET CÉRAMIQUE.
– CONTRE–MARCHES OUVERTES.
– GARDE–CORPS ET MAIN COURANTE: EN ACIER

* FOURNIR ET INSTALLER UN BANDE DE CARBO
(ÉPAISSEUR 1mm) AU NEZ DES MARCHES ET P
LARGEUR DE L'EMMARCHEMENT, COULEUR CONTR

OPTION ÉCONOMIQUE POUR L'ESCALIER #2
– MARCHES ET PALIERS: PLAQUE D'ACIER STIR
– CONTRE–MARCHES OUVERTES.

* FOURNIR ET INSTALLER UN BANDE DE CARBO
(ÉPAISSEUR 1mm) AU NEZ DES MARCHES ET P
LARGEUR DE L'EMMARCHEMENT, COULEUR CONTR

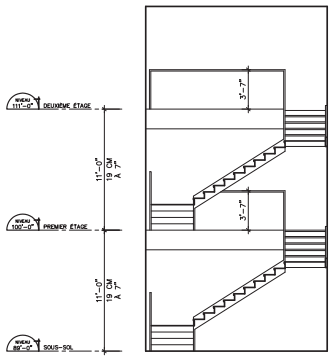
DÉTAIL ESCALIER
ÉCHELLE 3" = 1'–0"

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

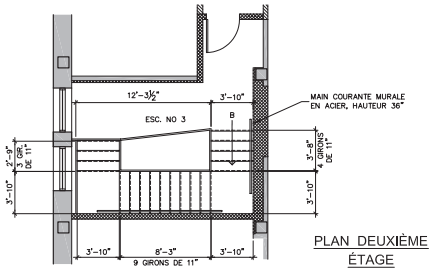
20 février 2017

Reçu le

NOTE :
L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT FOURNIR DES DESSINS D'ATELIER SIGNÉES ET SCELLÉS, POUR L'ENSEMBLE DE L'ESCALIER.

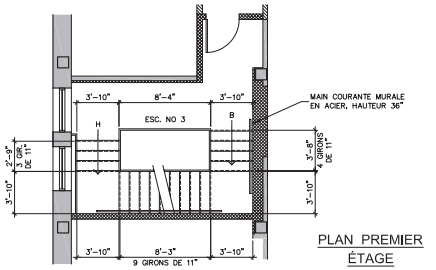


COUPE DE L'ESCALIER #3
ÉCHELLE 3/16" = 1'–0" — 3 / A-40

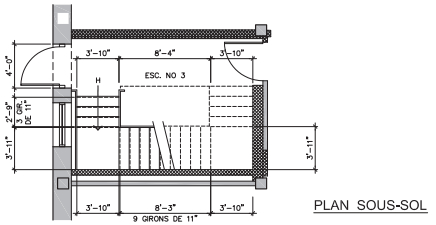


PLAN DEUXIÈME ÉTAGE

PLAN DE L'ESCALIER #3
ÉCHELLE 3/16" = 1'–0" — 2 / A-40



PLAN PREMIER ÉTAGE



PLAN SOUS-SOL

PLAN DE L'ESCALIER #3
ÉCHELLE 3/16" = 1'–0" — 1 / A-40

SCA
STEVEN CAREY architecte Inc.
102 J.C. Wilson
St-Jérôme J7Y 4X5
T 450 . 565 . 3639
C 514 . 914 . 1209
stevencarey@vkdeotron.ca

GESTIONNAIRE DE PROJET

STRUCTURE

MÉCANIQUE / ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES
1. TOUTES LES DIMENSIONS DOIVENT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES SUR LE CHANTIER PAR L'ENTREPRENEUR AVANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. AVISER LE PROPRIÉTAIRE DE TOUTES ANOMALIES QU'IL TROUVERA LORS DE CETTE VÉRIFICATION, DE MÊME QUE DURANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.
2. AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE PLAN.
3. L'ENTREPRENEUR DEVRA EXÉCUTER LES TRAVAUX SELON LES CRITÈRES ET RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ET LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT 2010.
4. LE DROIT D'AUTEUR SUR LE PRÉSENT DOCUMENT APPARTIENT À STEVEN CAREY ARCHITECTE. CE DOCUMENT NE PEUT ÊTRE REPRODUIT OU ADAPTÉ, PARTIELLEMENT OU TOTALEMENT, SOUS AUCUNE FORME IMPRIMÉE OU ÉLECTRONIQUE QUE CE SOIT, SANS L'AUTORISATION EXPRESSE ÉCRITE DE STEVEN CAREY ARCHITECTE.

ARCHITECTURE

ÉMISSION

No	DESCRIPTION	DATE
2	POUR PERMIS	22–12–2016
1	POUR COMMENTAIRES	16–12–2016

PROJET

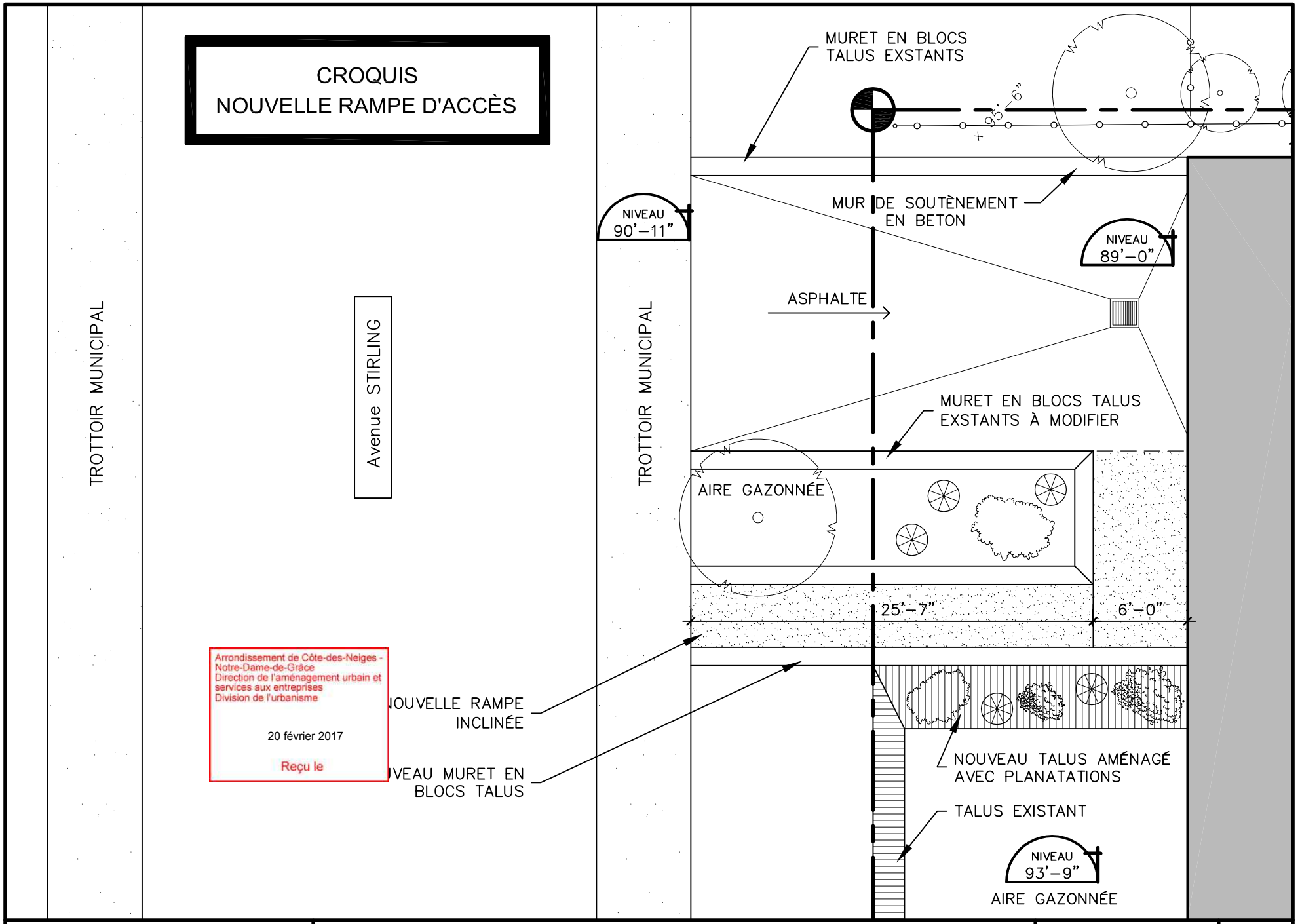
AMÉNAGEMENT
CENTRE PHILOU
Intersection Côte-Sainte-Catherie et Stirling, Montréal

TITRE DU DESSIN
DÉTAILS ESCALIER

DESSINÉ PAR SC
VÉRIFIÉ PAR SC
SCEAU
Ordre des architectes du Québec — STEVEN CAREY — ARCHITECTE

ÉCHELLE INDIQUÉE
DATE OCTOBRE 2016
No DU PROJET 16–123
Nombre DE FEUILLE 12
No DU DESSIN **A-40**

CROQUIS
NOUVELLE RAMPE D'ACCÈS



Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
Division de l'urbanisme

20 février 2017

Reçu le

SCA STEVEN CAREY architecte Inc.
102 J.C. Wilson
St-Jérome
Qc J7Y 4X5
450.565.3639

PROJET

AMÉNAGEMENT CENTRE PHILOU

Intersection Côte-Sainte-Catherie et Stirling, Montréal

ÉCHELLE	1/8" = 1'-0"
DATE	20 / 02 / 2017
NO. PROJET	16.123

PAGE PA1

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance régulière, le mercredi 1er mars 2017, **à 18 h 30**
5160, boul. Décarie, **4e étage, à la salle Est/Ouest**

Extrait du compte rendu

4.5 Approbation des plans en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour l'émission du permis de transformation visant la modification des dimensions d'une fenêtre pour l'ajout d'une porte d'issue et l'installation d'une rampe d'accès, au 2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine – secteur à normes B – demande de permis 3001267733.

Responsable du dossier : Dominique Turcotte, conseillère en aménagement
Adresse: 2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine
Demande de permis : 3001267733

Délibérations du comité

Attendu que la Direction est favorable au projet.

Le comité recommande au conseil d'arrondissement

D'autoriser la modification des dimensions d'une fenêtre pour l'ajout d'une porte d'issue et l'installation d'une rampe d'accès.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1177135001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Renouveler le mandat de Khalil Diop, à titre de membre titulaire du Comité consultatif d'urbanisme, et les mandats de Jean Dufresne, Isabelle Dumas, Alexie Baillargeon-Fournelle et Mark Calce, à titre de membres suppléants, pour la période du 6 mars 2017 au 6 mars 2019.

IL EST RECOMMANDÉ:
De renouveler le mandat de Khalil Diop, à titre de membre titulaire du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, et les mandats de Jean Dufresne, Isabelle Dumas, Alexie Baillargeon-Fournelle et Mark Calce, à titre de membres suppléants, pour la période du 6 mars 2017 au 6 mars 2019.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-27 09:57

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177135001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Renouveler le mandat de Khalil Diop, à titre de membre titulaire du Comité consultatif d'urbanisme, et les mandats de Jean Dufresne, Isabelle Dumas, Alexie Baillargeon-Fournelle et Mark Calce, à titre de membres suppléants, pour la période du 6 mars 2017 au 6 mars 2019.

CONTENU

CONTEXTE

Le mandat de Khalil Diop, à titre de membre titulaire du Comité consultatif d'urbanisme (ci-après « CCU ») viendra à échéance le 17 mars 2017 (CA15 170080).
Les mandats de Jean Dufresne, Isabelle Dumas, Alexie Baillargeon-Fournelle et Mark Calce, à titre de membres suppléants du CCU, viendront à échéance le 7 mars 2017 (CA16 170080).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

14 janvier 2002 - Adoption du règlement CDN/NDG-4 (Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme) visant la constitution du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce.
16 mars 2015 - CA15 170080 - Nomination d'un membre suppléant à titre de membre titulaire du comité consultatif d'urbanisme pour une période de deux ans et comblement de trois postes de membres suppléants pour une période d'un an.

7 mars 2016 - CA16 17 0080 - Nomination de quatre membres suppléants pour le Comité consultatif d'urbanisme pour une période d'un an, soit du 7 mars 2016 au 7 mars 2017 et renouvellement des mandats de Bruce Allan, à titre de membre titulaire, et Jacqueline Manuel, à titre de membre suppléant, pour la période du 17 mars 2016 au 17 mars 2018.

DESCRIPTION

Le mandat de Khalil Diop, à titre de membre titulaire du CCU, arrivera à échéance le 17 mars 2017.
Les mandats de Jean Dufresne, Isabelle Dumas, Alexie Baillargeon-Fournelle et Mark Calce, à titre de membres suppléants du CCU, viendront à échéance le 7 mars 2017 (CA16 170080).

Le présent sommaire vise à renouveler les mandats des membres titulaire et suppléants précités du CCU pour une période de deux ans, tel que le prévoit l'article 7 du *Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme* (CDN-NDG-4).

JUSTIFICATION

La *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1) prévoit à l'article 147 que le conseil d'arrondissement peut, par résolution, nommer les membres et officiers du Comité consultatif d'urbanisme. De plus, selon l'article 7 du *Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme* (CDN/NDG -4), la durée de tout mandat subséquent au premier mandat est de deux ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s/o

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le renouvellement des mandats est nécessaire à la poursuite des activités du CCU.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/o

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-02-15

Katerine ROWAN
Secrétaire recherchiste

Tél : 514 872-9492
Télécop. : 514 868-3538

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Tél : 514 872-2345
Télécop. : 514 868-5050

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél. : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.01

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1177413001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2016.

IL EST RECOMMANDÉ :
De recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2016.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-27 09:54

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1177413001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2016.

CONTENU

CONTEXTE

Suite à l'adoption du Règlement numéro 04-041 relatif à l'utilisation des pesticides, le conseil d'arrondissement doit déposer un rapport annuel faisant état de l'application de ladite réglementation à l'égard de son territoire.
Ce rapport doit être déposé au Conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 170056	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015
CA15 170041	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2014.
CA14 170059	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2013.
CA13 170050	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2012.
CA12 170245	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2011.
CA10 170432	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2010.
CA10 170068	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2009.
CA09 170177	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2008.

CA08 170168	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2007.
CA06 170382	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2006.
CA06 170052	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2005.
CA05 170063	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2004.
CA05 170199	Édicter une ordonnance pour que le chef de division de la Division des parcs et des installations de la Direction des travaux publics soit la personne désignée pour permettre l'utilisation des pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles, dans le cadre de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).
CA04 170163	Édicter une ordonnance en vertu du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides pour permettre l'application de ce Règlement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

Le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides dresse un portrait de l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Ce bilan a été réalisé à partir d'une compilation des données.

JUSTIFICATION

Il est donc demandé au conseil d'arrondissement de prendre connaissance du bilan et déposer ce bilan annuel au conseil municipal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Règlement sur l'utilisation des pesticides vise une protection accrue de l'environnement en contribuant à la préservation des ressources naturelles, à la conservation des milieux naturels et à la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérik GENDRON
Agent technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9390
Télécop. : 514-872-1670

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-21

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1177413001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Objet :	Recevoir le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2016.

Annexe-Liste des interventions 2016.pdf

Bilan_applic_pesticides_2016_CDN-NDG - Final.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérik GENDRON
Agent technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9390
Télécop. : 514-872-1670

Montréal

1555, Rue Carrie-Derick, 2eme étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401559839**

Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2016

Firme : Extermination Cameron Inc. (9312-8023 Québec inc.)

Produits d'exception

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantitée appliquée*
27.07.2016	4400 West Hill		1 Symphoricarpos spp.	Guêpes (Vespula)	Prelude 240 insecticide pyréthrinoïde de synthèse (26509)	2	1,50 L
	2431 Mariette		1 Acer platanoides	Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413)	4	100,00 g
	3797 Old Orchard		1 Acer saccharinum	Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413)	4	425,00 g
29.07.2016	4290 Kindersley		1 Acer platanoides	Guêpes (Vespula)	Konk mousse insecticide en aérosol (25413)	4	100,00 g
08.08.2016	4677 Beaconsfield			Guêpes (Vespula)	Prelude 240 insecticide pyréthrinoïde de synthèse (26509)	2	1,00 L
09.08.2016	5423 Grove Hill		1 Acer platanoides 'Columnare'	Guêpes (Vespula)	Prelude 240 insecticide pyréthrinoïde de synthèse (26509)	2	1,00 L
	4555 Draper		1 Acer saccharinum	Guêpes (Vespula)	Prelude 240 insecticide pyréthrinoïde de synthèse (26509)	2	1,00 L
19.08.2016	4324 Harvard		1 Acer platanoides	Guêpes (Vespula)	Prelude 240 insecticide pyréthrinoïde de synthèse (26509)	2	500,00 ml
	4334 Old Orchard		1 Tilia cordata	Guêpes (Vespula)	Prelude 240 insecticide pyréthrinoïde de synthèse (26509)	2	500,00 ml
	4945 Coronation		1 Acer platanoides	Guêpes (Vespula)	Prelude 240 insecticide pyréthrinoïde de synthèse (26509)	2	500,00 ml

Total firme: 10



Bilan annuel 2016

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines **9**

Personnel dédié à l'application du règlement **10**

Activités de communication et de sensibilisation **11**

Gestion des demandes de citoyens **13**

Formation des employés **15**

Inspections sur les pesticides **16**

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides **17**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides **18**

Évolution des demandes de permis **19**

Infractions et poursuites judiciaires **20**

Lutte intégrée **23**

Conclusion **26**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **27**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

Les orientations et les objectifs actuels de l'arrondissement sont dirigés vers une réduction progressive de tout usage de pesticides et de biopesticides.

Nous visons à contrôler les problèmes d'ordre phytosanitaire par des méthodes de lutte mécaniques mais également par une augmentation de la biodiversité, notamment par l'implantation de végétaux insectifuges et de végétaux hôtes de populations d'insectes prédateurs.

La sensibilisation du grand public sur les alternatives aux pesticides ainsi que sur les bienfaits d'un écosystème diversifié et équilibré est également une priorité de l'arrondissement afin d'atteindre ces objectifs. La connaissance des problématiques et la tolérance envers les insectes nuisibles par le grand public contribue grandement à la réduction de demandes générées concernant le traitement et l'abattage d'arbre.

Un inspecteur en horticulture et arboriculture est responsable du dossier des pesticides. Cependant, tous les membres de l'équipe contribuent à développer, proposer et mettre en œuvre des projets de lutte intégrée. La collaboration entre les différents quarts de métiers est un gage de succès à l'atteinte de ces objectifs.

En 2016, deux projets de lutte intégrée ont été mis en application pour lutter contre le puceron du tilleul et pour réduire les interventions d'extermination de nids de guêpes. L'équipe de communication a apporté une contribution importante à la sensibilisation du grand public sur les alternatives aux pesticides.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	30 000 $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
CM16 0275	2016-02-13	Dépôt du bilan annuel	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015.
CA16 170056	2016-03-21	Dépôt du bilan annuel	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015.
CM15 0241	2015-03-23	Dépôt du bilan annuel	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
			Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2014.
CA15170041	2015-02-13	Dépôt du bilan annuel	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2014.
CA14170439	2014-01-12	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Sommaire 1141371007 - Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la propreté (RCA08 17155).

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

La responsabilité du dossier des pesticides est chapeautée par la Division des parcs. Un agent technique en horticulture et arboriculture et deux inspecteurs en horticulture et arboriculture y sont principalement rattachés.
Deux inspecteurs et un agent technique ont travaillés sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides et sur la lutte intégrée. Un inspecteur a consacré 15 % de son temps sur une période d'environ 40 semaines. L'autre inspecteur a consacré environ 30% de son temps sur une période d'environ 45 semaines. L'agent technique a consacré 25 % de son temps sur une période d'environ 20 semaines. Les salaires des inspecteurs et de l'agent technique sont estimés à 23 187,50$.

Le travail de jardiniers a été requis pour l'installation de pièges collants, la pulvérisation de jets d'eau sur des tilleuls, râteler un carré de sable dans l'aire de jeux d'enfants et l'installation d'affiche de sensibilisation. Le total d'heures travaillées est de 195 et le salaire environ 5850$.

Le travail des élagueurs a été requis pour l'installation de pièges collants et de pièges répulsifs en hauteur. Le nombre d'heures travaillées est de 36.5 et le salaire est d'environ 1 095$.

Nous avons ajouté 35% à la somme des salaires investis afin de couvrir les frais des avantages sociaux. Le montant total approximatif est donc de 40 740$.

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation	3 707,95 $	Conception, impression et distribution de dépliants, de lettres et d'affiches sur le projet de lutte intégrée du puceron du tilleul, conception et impression d'affiches pour le projet de nids de guêpes
Formation	0,00 $	
Lutte intégrée	1 943,15 $	Achat de pièges répulsifs, de pièges collants, de végétaux et location d'une nacelle
Salaires (RH)	40 740,00 $	Agent technique, inspecteur pesticides, inspecteur horticulture, jardiniers, élagueurs
Budget global	46 391,10$	

Personnel dédié à l’application du règlement

Titre d’emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Agent technique	5	Collaboration avec le Service des Grands Parcs, du Verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) sur les différentes actions à entreprendre pour la lutte à l'agrile du frêne, inspections de frênes en vue de qualification et conservation
Inspecteur (pesticides)	14	Rédaction du bilan annuel, recommandation de délivrance de permis d'utilisation de pesticides, inspection et demandes d'exterminations pour nids de guêpes, développement de projets de lutte intégrée, participation aux différentes tables et comités municipal et régional sur les pesticides, inspections de frênes en vue de qualification et conservation
Inspecteur (horticulture)	6	Développement de projets de lutte intégrée, participation aux différentes tables et comités municipal et régional sur les pesticides, inspections de frênes en vue de qualification et conservation
Total	25	

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2016

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Article dans le journal le Citoyen	Sensibiliser les citoyens sur les enjeux de l'extermination des nids de guêpes et information sur le projet-pilote	170000
Avis sur Facebook	Sensibiliser les citoyens sur les enjeux de l'extermination des nids de guêpes et information sur le projet-pilote	170000
Avis aux citoyens	Cet avis avait pour objectif d'informer le citoyen que l'arbre public en façade de leur demeure faisait l'objet d'un projet pilote de lutte intégrée sur le puceron du tilleul	225
Dépliants informatifs	Cet outil avait pour objectif d'informer les citoyens des méthodes de lutte qui seraient utilisées dans le cadre du projet pilote de lutte intégrée sur le puceron du tilleul	125

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Commentaires et recommandations

Il est difficile de dire combien de citoyens sont touchés par les différentes activités de communication. Le journal Le Citoyen est imprimé en 80 000 exemplaires et est également disponible en ligne. Il nous est impossible de savoir combien de gens ont visité le site internet et la page Facebook de l'arrondissement.
Nous estimons que ces informations visaient l'ensemble des résidents.

Lors du dernier bilan, un de nos objectifs était de mettre sur pied une campagne d'éducation et de sensibilisation de la population visant le contrôle des guêpes. En 2016, un article est paru sur Facebook et dans le journal Le Citoyen (Mai 2016) concernant les nids de guêpes. Les citoyens ont ainsi été informés des initiatives de la Ville dans ce dossier mais aussi d'être en mesure de reconnaître les situations où le danger est faible ou nul, tel en hiver.

Des lettres et avis ont été envoyés aux résidents en porte-à-porte sur les rues visées par le projet du puceron du tilleul.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

En 2016, nous avons reçu 191 appels dans la catégorie nommée "Arbre-Maladies et insectes" dans notre relevé des appels obtenus par le système de la Gestion des demandes des citoyens. De ce nombre, plusieurs appels concernent des arbres dépérissants, morts, cariés ou dangereux. Les appels pour des arbres dépérissants sont difficilement quantifiables mais ont été estimés à 60% des appels reçus cette année. Ce qui signifie que nous avons reçu environ 70 appels pour divers maladies et insectes tels que le puceron du tilleul, les fourmis, l'agrile du frêne, le psylle du micocoulier, diverses maladies fongiques et la maladie Hollandaise de l'orme. Pour l'activité "Extermination à l'extérieur", 28 appels ont été reçus pour des nids de guêpes et une demande a été fait à l'interne par un employé. Les demandes pour des nids situés à plus de 6 mètres de hauteur dans un arbre public, sur des propriétés privées, ou tard en automne n'ont pas été traitées. Certains nids ont généré plusieurs appels pour le même endroit. Afin de répondre aux demandes des citoyens, nous avons dû faire appel à une compagnie privée, qui a exécuté 10 services d'exterminations. Nous avons également reçu 28 appels concernant les mauvaises herbes, mais la nature de cette activité inclue également l'entretien du gazon. Les appels concernant l'herbe à poux sont aux nombre de quatre. Aucune intervention ne fut réalisée.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Guêpes	3	26	GDD, demande interne
Guêpes de sable	0	2	GDD
Psylle du micocoulier	0	2	GDD
Fourmis	0	17	GDD
Pucerons	0	15	GDD
Agrile du frêne	15	60	GDD
Arbres et arbustes		121	GDD, domaine public et privé
Herbe à poux		4	GDD, domaine public et privé

Commentaires et recommandations

Pour l'activité Agrile-Divers, 235 demandes ont été générées mais seulement 65 ont été faites par des citoyens, et les autres ont été crées à l'interne en prévision de nos travaux d'abattage. Environ douze demandes concernaient la lettre envoyée par le SGPVMR aux résidants mentionnant que des frênes se trouvaient sur leur propriété. Cette lettre a semé un peu de confusion car plusieurs citoyens n'avaient pas de frênes. Certains ont fait traités des Érables à Giguère et ont reçu la subvention offerte par la ville. Nous recommandons de ne pas affirmer que des frênes soient présents lorsque l'information n'est pas validée par un expert sur le terrain et de mettre en place certaines procédures, par exemple l'annexe de photographies de l'arbre à la demande de subvention, afin de s'assurer que les entrepreneurs ne profitent pas de la situation.

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Comité municipal sur les pesticides	Service de l'environnement	2016-03-31	3
Table des responsables sur les pesticides	Service de l'environnement	2016-05-18	2
Comité régional sur l'agrile du frêne	Service des Grands Parcs	2016-05-31	3
Table des responsables sur les pesticides	Service de l'environnement	2016-09-14	2

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

La structure administrative et opérationnelle qui assure le suivi des inspections et des demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides fonctionne ainsi ;

Les citoyens font des demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides par le biais de Bureau Accès Montréal (311), où ils doivent remplir les formulaires et payer la somme de 10 $ pour l'octroie du permis. Les agents de bureaux transmettent ensuite ces demandes à l'inspecteur en horticulture responsable du dossier des pesticides. Suite à l'analyse de la demande et inspection terrain au besoin, l'inspecteur autorise ou non que l'agent octroie le permis.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué
Choix	

Commentaires et recommandations

Aucune inspection n'a été réalisée en 2016

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés	Usine de produits alimentaires ou pharmaceutiques		x	1
	Sous-total			1
Permis refusés	Exception non reconnue	x		1
	Alternative écologique au problème	x		1
	Sous-total			2

Commentaires et recommandations

En 2016, trois demandes de permis ont été transmises à l'inspecteur.

Un permis a été émis pour une infestation de mouches domestiques dans un marché d'alimentation Provigo. Le pesticide utilisé a été le Dragnet FP no. Homologation: 24175

Une demande incomplète pour utilisation d'herbicide dans une entrée en pierres concassées a été refusée en octobre 2016. L'agent de bureau a été informé de la procédure à suivre pour la transmission des demandes et des alternatives à employer pour le contrôle des mauvaises herbes.

Une demande pour utilisation d'insecticide (Dragnet #24175 et acide borique # 19480) contre les fourmis et les araignées a été refusée. Les infestations d'araignées ne sont plus considérées comme étant une exception permettant l'utilisation de pesticides depuis le 1er Février 2016 et l'acide borique est un pesticide à faible impact autorisé en tout temps.

Autorisations spéciales d’utilisations de pesticides

Cas d’urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
Choix			

Commentaires et recommandations

Aucune autorisation spéciale n’a été émise.

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2014	0	2	2
2015	4	0	4
2016	1	2	3
Total	5	4	9

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole.

4355 Royal: Lors d'une inspection pour un permis d'abattage pour un frêne privé le 07-09-2016, la citoyenne affirme avoir fait traiter 4 frênes et avoir reçus les subventions offertes par la ville. Or, j'ai constaté qu'il s'agissait d'érables à Giguère. Dossier à l'étude

6270 Westbury. Demande de permis d'abattage privé 300114442 09-06-2016.
Raison de la demande: Fourmis charpentières. Demande refusée.
Demande de réclamation 16-004525 14-09-2016.
Objet de la demande: Dommage à la propriété causé par des fourmis dans arbre privé.
Joint à la demande de réclamation: Facture de Groupe Surprenant pour services rendus le 01-06-2016. Permis P550102 Certificat C553044 - Dossier à l'étude

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

Suivi des infractions et poursuites judiciaires

Année	2016	2015	2014
Nombre d'avis écrits	0	0	
Nombre de constats d'infraction	0	0	
Nombre de constats non contestés et payés	0	0	
Nombre de chefs d'accusation déposés devant la cour municipale	0	0	
Nombre de contrevenants condamnés (infractions contestées et jugées)	0	0	
Amendes totales ($)	0	0	

Liste des personnes morales reconnues coupables en 2016

Nom et adresse du contrevenant	Infraction	Lieu de l'infraction	Date/Amende
Monsieur Gazon (3088-0702 Québec inc.) Adresse	Libellé d'infraction	Adresse	Infraction 2014.06.22 Jugement 2016.07.08 Montant payé 600 $

Commentaires et recommandations

Nous souhaitons établir un programme de surveillance à partir des requêtes Pesticides des années passées. Les adresses visées pourraient, par exemple, faire l'objet d'inspections ponctuelles au cour des saisons estivales. Un registre des adresses visées devraient être créé et maintenu à jour.

Lutte intégrée

Mise en contexte

Les principaux problèmes phytosanitaires de l'arrondissement sont l'agrile du frêne, la maladie Hollandaise de l'orme, le puceron du Tilleul et le psylle du micocoulier.

Agrile du frêne

Les actions de contrôle visant l'agrile du frêne sont gérées par le SGPVMR. Les frênes qualifiés pour un traitement ont reçu des injections de TreeAzin. Ces opérations ont été confiées en sous-traitance. Au total, 873 frênes publics ont été traités en 2016. La quantité de TreeAzin utilisée s'élève à 160,245 litres. Pour les interventions faites sur le domaine privé dans l'arrondissement CDN-NDG à l'aide du programme de subvention de la Ville visant le contrôle de l'agrile du frêne, 235 frênes furent traités, totalisant 9591 cm de DHP et 47,955 litres de TreeAzin (no. 30559)

Puceron du tilleul

Le Service de l'environnement de la Ville de Montréal a mené la dernière saison du projet-pilote de lutte biologique du puceron du tilleul dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Le projet, mené sur 3 ans (2014-2016) comprenait un dépistage hebdomadaire de mai à septembre pour suivre l'évolution des populations de pucerons du tilleul ainsi que le relâchement de guêpes parasitoïdes. Les interventions ont eu lieu sur la rue Old Orchard et sur la rue Oxford entre les rues Terrebonne et Monkland. Les résultats, qui semblent prometteurs, nous seront présentés au printemps 2017.

L'arrondissement a également mené un projet pilote contre le puceron du tilleul. Ce projet consiste essentiellement à contrôler les populations de pucerons à un niveau où les inconvénients sont tolérables pour les citoyens. Sur certaines sections des rues Marlowe, Northcliffe et Beaconsfield, un jet d'eau a été pulvérisé sur la cime des arbres ciblés une fois au mois de juillet, des pièges collants ont été installés sur les troncs et quelques pièges ont été accrochés dans certains arbres. Différentes variétés de vivaces ont été distribuées gratuitement aux résidants des rues identifiées lors d'une journée de distribution. Ces vivaces ont l'avantage d'attirer des insectes prédateurs du puceron.

Psylle du micocoulier

Le contrôle du psylle du micocoulier s'est résumé, en 2016 comme en 2015, à l'installation de bâche bleue et de film plastic recouvert de Tangle foot sur les troncs de huit micocouliers sur un tronçon de la rue de la Peltrie.

Maladie Hollandaise de l'orme

Aucune action entreprise en 2016.

Agrile du frêne

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Injection de TreeAzin sur arbres publics	SGPVMR	juillet	873	160 245 L
Injection de TreeAzin sur arbres privés	SGPVMR	juillet-août	235	47 955 L

Puceron du tilleul

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Relâchement de parasitoïdes	Service de l'environnement	mai à septembre	3	
Dépistages hebdomadaires	Service de l'environnement	mai à septembre	+- 16	
Pulvérisation de jet d'eau	Frédérik Gendron	Juillet-août	1	80 arbres
Installation de pièges collants jaunes au troncs	Frédérik Gendron	Juillet-août	1	80 pièges
Installation de pièges collants jaunes en hauteur	Frédérik Gendron	Juillet-août	1	10 pièges

psylle du micocoulier

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Installation de pièges collants bleus au troncs	Véronique Gauthier	fin août à fin octobre	1	8 pièges

Commentaires et recommandations

Nous recommandons de réintégrer les trois projets de lutte intégrée à nos opérations en 2017.

Les résultats sont très encourageants. Aucune extermination de nid de guêpes n'a été réalisée en parc suite aux installations. Cependant, deux nids ont été constatés, soit au parc Van Horne et au parc-école Bedford. Lors du constat de la présence de guêpes dans ce parc, le faux nid n'était plus présent. Aucune intervention n'a été planifiée pour cette problématique puisque l'entretient du parc n'est plus de la responsabilité de l'arrondissement, mais celle de la commission scolaire. Une demande d'extermination a été envoyée pour le parc Van Horne à deux reprises, mais le travail n'a pas été effectué pour diverses raisons. L'expérience devra être répétée dès le printemps, dans tous les parcs et idéalement sur les terrains des installations publiques de l'arrondissement. Nous planifions également de faire l'essai d'installation de pièges répulsifs près de vrais nids ayant fait l'objet de requête afin de déterminer si elles vont fuir. Dans l'affirmative, nous souhaitons connaître le délai de réaction.

Le projet du puceron du tilleul a également donné de bon résultat. Dans les rues où le projet a eu lieu, les citoyens ont dit avoir été satisfaits des interventions, contrairement aux citoyens où le projet n'a pas eu lieu et ont fait connaître leur mécontentement.

Nous souhaitons également ajouter la rue West Hill au projet.

Le contrôle du psylle du micocoulier semble suffisant au niveau de la demande citoyenne. Par contre, les dommages causés aux arbres devront être évalués de façon plus rigoureuse.

Nous sommes également en réflexion quant à l'élaboration d'un plan d'action visant le contrôle de la maladie Hollandaise de l'orme, qui a causé la mort chez plusieurs individus qui avaient été suivis dans les années précédentes.

Conclusion

En 2016, les interventions impliquant l'utilisation de pesticides dans l'arrondissement se sont limitées au contrôle de l'agrile du frêne par l'injection de TreeAzin et à l'extermination de nids de guêpes. Toutes ces interventions ont été confiées en sous-traitance.

Nous avons entrepris plusieurs actions de contrôle mécanique et avons obtenus les résultats escomptés. Nous souhaitons poursuivre nos efforts en ce sens et élargir nos pratiques par l'implantation de végétaux hôtes d'insectes prédateurs et de végétaux répulsifs contre les insectes nuisibles et bonifier nos programmes de contrôle mécanique.

En amont, nous travaillons également en prévention lors de la sélection et la plantation d'arbres. La diversité et la sélection d'espèces tolérantes aux stress urbains, aux maladies et aux insectes est une priorité lors de la planification. Nous tentons également d'améliorer les conditions de croissances et la vigueur des jeunes arbres dès la plantation notamment par l'agrandissement des fosses, le recouvrement des cuvettes avec un paillis organique, l'apport de mychoryzes en carrés de trottoir et la taille de formation dans les premières années. Ces bonnes pratiques visent à réduire les facteurs prédisposants aux stress et aux bris qui rendent les arbres plus vulnérables aux maladies et aux attaques d'insectes.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANSPESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce…
Direction des Travaux Publics
Division de Voirie et Parcs

Auteur (s)
Véronqiue Gauthier

26-01-2017

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.02

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1174535002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 janvier 2017.

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 janvier 2017.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-27 09:55

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1174535002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 janvier 2017.

CONTENU

CONTEXTE

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 janvier 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MAJOR
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-23

Denis GENDRON
Directeur des services administratifs et du greffe

Tél : 514 872-8436
Télécop. : 514 872-7474

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1174535002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 31 janvier 2017.

Décisions déléguées Ressources humaines Janvier 2016.pdf

SDF mois de janvier 2017.pdf

Liste des bons de commande approuvés - janvier 2017.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MAJOR
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS
JANVIER 2017

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
06,0	Déplacement d'un fonctionnaire	4	DSAG	C/M Aqueduc	10 dec 2016	Déplacement
			DSAG	C/D Voirie et parcs	31 dec 2016	Déplacement
			DSAG	C/D Voirie et parcs	31 dec 2016	Déplacement
			DSAG	C/S sports loisirs	24 dec 2016	Déplacement
07,0	Nomination d'un fonctionnaire salarié représenté par une association accréditée	20	DSAG	Aide-Bibliothecaire	14 janvier 2017	Embauche
			DSAG	Préposé aux travaux	31 decembre 2017	Titularisation
			DSAG	Préposé aux travaux	5 novembre 2016	Titularisation
			DSAG	Agent de recherche	28 janvier 2017	Promotion
			DSAG	Agent dev d'activités	1 janvier 2017	Mise en disponibilité
			DSAG	Chargé de communicaition	21 janvier 2017	Embauche
			DSAG	Surveillant d'installations	21 janvier 2017	Embauche
			DSAG	Surveillant d'installations	16 janvier 2017	Reembauche
			DSAG	Secretaire direction premier niveau	7 janvier 2017	Promotion
			DSAG	Aide-Bibliothecaire	7 janvier 2017	retour d'interruption d'affectation
			DSAG	Aide-Bibliothecaire	7 janvier 2017	Embauche
			DSAG	Aide-Bibliothecaire	14 janvier 2017	Embauche
			DSAG	Aide-Bibliothecaire	14 janvier 2017	Embauche
			DSAG	Aide-Bibliothecaire	14 janvier 2017	Embauche
			DSAG	Aide-Bibliothecaire	7 janvier 2017	Déplacement
			DSAG	Aide-Bibliothecaire	24 dec 2016	Déplacement

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS
JANVIER 2017

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
			DSAG	Agent technique	14 janvier 2017	Embauche
			DSAG	Animateur spécialisé	17 dec 2016	Embauche
			DSAG	Stage non renuméré	10 janvier 2017	Embauche
			DSAG	Conseillere planification	28 janvier 2017	Mutation
09,0	Résilation d'un contrat,mise en dispo, mise à pied d'un fonctionnaire par une association accréditée	1	DSAG	Surveillant d'installations	20 decembre 2016	Cessation
13,0	Abolition, transfert ou la modification d'un poste est délégué : 2() au fonctionnaire de niveau B Concerné, dans les autres cas.	7	DSAG	Animateur spécialisé	1 janvier 2017	Conversion banque d'heure
			DSAG	Division travaux publics	1 oct au 31 dec 2016	Approbation mouvements d'affectations
			DSAG	Divsion sports et loisirs	1 oct au 31 dec 2016	Approbation mouvements d'affectations
			DSAG	Division ressources humaines	1 oct au 31 dec 2016	Approbation mouvements d'affectations
			DSAG	Division des parcs	1 oct au 31 dec 2016	Approbation mouvements d'affectations
			DSAG	Cadre PQMO	31 decembre 2016	Autoriser prolongation postes devant arriver à échéance et l'abolition dans le cadre PQMO
			DSAG			Autoriser modifications structure Div. Des Etudes techniques des signature du dossier decisionnel

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de janvier 2017

Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
ANGELY, MARION	12-JANV.-2017	THEORET-LEGAULT, OLIVIER	Frais de stationnement et kilométrage novembre 2016.	71,61
	12-JANV.-2017	THEORET-LEGAULT, OLIVIER	Frais de stationnement et kilométrage décembre 2016.	18,88
	18-JANV.-2017	HARDY, DANIELLE	Frais de kilométrage pour le mois d'octobre 2016.	33,57
	18-JANV.-2017	HARDY, DANIELLE	Frais de kilométrage pour le mois de novembre 2016.	61,90
	18-JANV.-2017	HARDY, DANIELLE	Frais de kilométrage pour le mois de décembre 2016.	23,60
	18-JANV.-2017	DESROCHES, LAURENCE	Remboursement carte de tram pour le mois de janvier 2017.	124,24
	26-JANV.-2017	DESROCHES, LAURENCE	Carte tram pour le mois de février 2017.	124,24
			Total	**458,04**
BOUTIN, PIERRE	26-JANV.-2017	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Impression de cartes professionnelles	17,85
	26-JANV.-2017	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Impression de cartes professionnelles	17,85
	26-JANV.-2017	HOOPER, CHANTAL	Frais - Inscription conférence	238,06
			Total	**273,76**
BROUSSEAU, HELENE	13-DÉC. -2016	PETITE CAISSE VILLE DE	Renflouement petite caisse DSAG	483,22
	26-JANV.-2017	GENDRON, DENIS	Remboursement copie clés.	27,19
			Total	**510,41**
CARRIER, RAYMOND	20-DÉC. -2016	TANIA BALADI	Service - Artiste visuel	600,00
			Total	**600,00**
DESJARDINS, STEVE	18-JANV.-2017	YEDJOUR, NEWFEL	Frais de kilométrage pour le mois de novembre 2016	77,63
	09-JANV.-2017	YEDJOUR, NEWFEL	Frais de déplacements ponctuels du mois d'octobre	39,62
	09-JANV.-2017	ADI, LOUNES	Frais de déplacements ponctuels du mois d'octobre	59,02
	09-JANV.-2017	ADI, LOUNES	Frais de déplacements ponctuels du mois de septembre	50,88
	09-JANV.-2017	ROMAIN, VENDRYS	Frais de déplacements ponctuels du mois d'octobre	139,01
	18-JANV.-2017	ADI, LOUNES	Frais de kilométrage pour le mois de décembre 2016	67,66
	18-JANV.-2017	ROMAIN, VENDRYS	Frais de kilométrage pour le mois de décembre 2016	67,66
	20-JANV.-2017	YEDJOUR, NEWFEL	Frais de kilométrage pour le mois de décembre 2016	62,69
			Total	**564,17**

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de janvier 2017

Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
DUPLANTIE, SYLVIA-ANNE	12-JANV.-2017	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Cartes d'affaires	17,85
	11-JANV.-2017	DESJARDINS, STEVE	Frais de stationnement et du kilométrage de novembre et	142,90
	12-JANV.-2017	DESJARDINS, STEVE	Accessoires de téléphone	50,20
			Total	**210,95**
FRAPPIER, GENEVIEVE	13-JANV.-2017	RACHIELE, LOUIS	Frais de stationnement et kilométrage pour nov. et déc 16	279,29
			Total	**279,29**
GAUDREAULT, SONIA	26-JANV.-2017	ROBILLARD, MYLENE	Accessoire et fourniture de décoration	47,58
	12-JANV.-2017	PETITE CAISSE VILLE DE	Renflouement petite caisse DCSLDS	508,89
	13-JANV.-2017	FORTAICH, STEPHANE	Frais de stationnement et kilométrage pour nov. et déc 16	57,70
	12-JANV.-2017	CARRIER, RAYMOND	Frais de stationnement et kilométrage pour novembvre	155,76
	06-JANV.-2017	CARRIER, RAYMOND	Frais de stationnement et kilométrage pour décembre	151,81
			Total	**921,74**
GENDRON, DENIS	16-JANV.-2017	REEVES, GENEVIEVE	Frais de kilométrage et stationnement de janv. à déc.16	102,83
	18-JANV.-2017	ANGELY, MARION	Frais de kilométrage pour le mois de décembre 2016.	31,57
			Total	**134,40**
LEGER, APRIL	12-JANV.-2017	BACHAND-FLEURENT, JULIEN	Frais de stationnement et du kilométrage de août à déc.16	346,20
	12-JANV.-2017	PAPADAKIS, PANAGIOTA	Frais de stationnement et du kilométrage d'oct. à déc 16	178,39
	12-JANV.-2017	MOHAMMED, NADIA	Frais de stationnement et kilométrage de nov. et déc. 16	71,73
			Total	**596,32**
OUELLET, MARIE-CLAUDE	12-JANV.-2017	LEGER, APRIL	Frais de stationnement et kilométrage pour novembvre	63,47
			Total	**63,47**
PLANTE, STÉPHANE	25-JANV.-2017	GAUDREAULT, SONIA	Remboursement des frais de kilométrage pour déc.16	21,24
			Total	**21,24**
REEVES, GENEVIEVE	11-JANV.-2017	PROVOST, MANON	Frais de représentation	22,84
	11-JANV.-2017	TCHITACOV, AKI	Dépenses pour la rencontre du maire et des directeurs	49,20
	26-JANV.-2017	TCHITACOV, AKI	Remboursement des frais de représentation.	66,24
			Total	**138,28**
THERRIEN, MICHEL	10-JANV.-2017	CHAGNON, JULIE	Frais commissaire à l'assermentation.	35,20
			Total	**35,20**

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Listes des bons de commandes approuvés pour le mois de janvier 2017

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Nom fournisseur	Date d'approbation	Montant de l'engagement	Numéro de l'entente	Description
ANGELY, MARION	1173979	ARIMA CONSEILS INC.	12-JANV.-2017	1 364,84		Concepteur de programme de formation
	1176303	COMITE INTER-E/SES DU MTL METROPOL.	19-JANV.-2017	300,00		Frais - Adhésion et cotisation
	1173998	CLINIQUE DE MEDECINE INDUSTRIELLE DES LAURENTIDES	12-JANV.-2017	104,99		Médecin
	1177748		25-JANV.-2017	104,99		Médecin
	1177788	CYCLONE SANTE INC.	25-JANV.-2017	839,90		Médecin
	1172423	ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	05-JANV.-2017	899,74		Formation en développement interpersonnel / relationnel
	1172151	EDUMICRO INC.	04-JANV.-2017	815,75		Formation en informatique
	1150639	ENVELOPPE LAURENTIDE INC	05-JANV.-2017	26,25		Frais de transport
	1175010	GROUPE LE CORRE ET ASSOCIES INC.	16-JANV.-2017	624,68		Formation en développement interpersonnel / relationnel
	1174987	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	16-JANV.-2017	17,85		Service - Impression
	1177739	SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE	25-JANV.-2017	1 548,57		Conseiller en relation de travail
	1177421	TAXI-CHARGE.	24-JANV.-2017	524,94		Service - Taxi
BAUDIN, CYRIL	1178572	ENTREPRISES FORLINI-DIVISION	27-JANV.-2017	88,19		Vêtement de travail
	1178884	FASTENAL CANADA LTEE	30-JANV.-2017	224,85		Accessoire et pièce de remplacement pour outil
	1178668	HERCULES SLR INC	27-JANV.-2017	314,66		Corde, chaîne et câble
	1178663	REAL HUOT INC.	27-JANV.-2017	375,96		Produit de branchement
	1161379	TECH-MIX	17-JANV.-2017	3 788,11	1157776	Asphalte, bitume
BOUTIN, PIERRE	1174446	9499237 CANADA INC.	13-JANV.-2017	9 337,06		Service - Remorquage
	1171700	ARBO-DESIGN INC.	04-JANV.-2017	5 039,40		Service - Abattage, émondage, élagage
	1177821	CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QC	25-JANV.-2017	8 399,00	781453	Appareil de communication
	1126904	PEPINIERE A. MUCCI INC.	11-JANV.-2017	748,04	1074486	Mélange de terre
	1171790	REMORQUAGE BL	16-JANV.-2017	3 275,61		Service - Remorquage
	1177927	TRANSVRAC MONTREAL LAVAL INC.	25-JANV.-2017	20 997,50		Service - Collecte de matières organiques
BROUSSEAU, HELENE	1177791	CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOC.	25-JANV.-2017	314,96		Service - Destruction de documents
	1174816	MONTREAL STENCIL INC	16-JANV.-2017	261,86		Fourniture d'expédition et étiquette
CARRIER, RAYMOND	1178543	CATHERINE LEVESQUE	27-JANV.-2017	425,00		Service - Artiste littéraire
	1174796	CLAUDETTE L'HEUREUX	16-JANV.-2017	350,00		Service - Artiste littéraire
	1174787	LE THEATRE DU CERISIER	16-JANV.-2017	1 000,00		Service - Artiste littéraire
	1178465		27-JANV.-2017	300,00		Service - Artiste littéraire
	1174125	MAHEU & MAHEU INC.	12-JANV.-2017	1 070,87		Service - Extermination, fumigation
	1178732	R.M. LEDUC & CIE INC.	30-JANV.-2017	1 848,40		Papier, article de papeterie
	1178469	STEVEN ROSENSTEIN	27-JANV.-2017	825,00		Service - Artiste littéraire
	1178357	TECHNOLOGIES STAY CONNECTED INC.	26-JANV.-2017	6 194,26		Logiciel et progiciel
	1096992	TOSHIBA SOLUTIONS D'AFFAIRES	09-JANV.-2017	97,79		Location - Photocopieur
	1164651	VINYLFAB INC.	11-JANV.-2017	15,62		Porte-document
	1178367	VOXEL FACTORY INC.	26-JANV.-2017	320,95		Encre, toner
DESJARDINS, STEVE	1178494	ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	27-JANV.-2017	5 249,37		Location - Clôture, barricade
	1178492	SINISTRE MONTREAL	27-JANV.-2017	1 267,84		Service de barricadage

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Listes des bons de commandes approuvés pour le mois de janvier 2017

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Nom fournisseur	Date d'approbation	Montant de l'engagement	Numéro de l'entente	Description
DUPLANTIE, SYLVIA-ANNE	1177683	L'ASS. DES URBANISTES ET DES AMENAGISTES MUNICIPAUX DU QUEBEC	25-JANV.-2017	700,00		Cotisation corporartive de l'ass. des urbanistes du Qc
	1178727	ALERTE COURRIER P.M.E.	30-JANV.-2017	682,42		Service - Postal, messagerie
	1177680	CUISINE-ATOUT E/SE D'INSERTION INC.	25-JANV.-2017	202,50		Service - Traiteur
	1174139	LES EQUIPEMENTS D'ARPENTAGE CANSEL INC.	12-JANV.-2017	818,90		Logiciel et progiciel
	1177678	LINDA KEMERER	25-JANV.-2017	2 250,00		Formation en développement interpersonnel / relationnel
	1178725	TAXI-CHARGE.	30-JANV.-2017	314,96		Frais - Taxi
FRAPPIER, GENEVIEVE	1175947	AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	18-JANV.-2017	196,11		Équipement pour piscine et jeu d'eau
	1174391	AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	12-JANV.-2017	726,51		Équipement pour piscine et jeu d'eau
	1177373		24-JANV.-2017	3 254,61		Traitement de l'eau
	1174512	ECOLAB	13-JANV.-2017	630,81		Produit d'entretien ménager
	1175941	PLOMBERIE F. DUSSAULT INC.	18-JANV.-2017	1 758,54		Entrepreneur en plomberie
	1177333		24-JANV.-2017	2 073,50		Entrepreneur en plomberie
	1174820	PRODUITS SANY	16-JANV.-2017	152,55	1048199	Équipement et produit d'entretien
	1177675		25-JANV.-2017	103,40		Produit d'entretien ménager
	1177345	ROBERT BOILEAU INC	24-JANV.-2017	204,73		Équipement - Véhicule et appareil
	1177350	SERRURERIE M. GREENE LOCKSMITH INC.	24-JANV.-2017	110,24		Réparation de serrure
	1155870	S/CES FINANCIERS MODSPACE CANADA	11-JANV.-2017	356,75		Location d'une Roulotte
GAUDREAULT, SONIA	1176907	AUDIO CINE FILMS INC	23-JANV.-2017	267,72		Location de film
	1176859	LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	23-JANV.-2017	1 113,29		Service - Impression
	1176904	LES TERMINAUX KENMONT INC.	23-JANV.-2017	1 900,27		Service - Entreposage
	1174328	LOCATION BRAVO INC.	12-JANV.-2017	1 054,58		Location de chauffe patio
	1174344	MORISSET EVENEMENTS INC.	12-JANV.-2017	5 249,37		Location - Équipement de sport
	1174684	RESEAU INDEPENDANT DES DIFFUSEURS D'EVENEMENTS ARTISTIQUES UNIS INC.	13-JANV.-2017	325,46		Frais - Adhésion et cotisation
	1172909	SECURMAX	09-JANV.-2017	2 813,67		Produit de cadenassage
	1174324	SOCIETE DES MUSEES QUEBECOIS	12-JANV.-2017	136,97		Frais - Adhésion et cotisation
	1171865	SERVICES PROFESSIONNELS BRIO INC.	24-JANV.-2017	2 747,04		Entrepreneur en électricité
	1176898	SODEM INC.	23-JANV.-2017	7 664,09		Service – Installation, gestion, entretien
	1096996	TOSHIBA SOLUTIONS D'AFFAIRES	09-JANV.-2017	17,65		Location - Photocopieur
GENDRON, DENIS	1176534	INFORMA CANADA INC.	20-JANV.-2017	335,96		Formation en développement technique
	1178828	LA NOUVELLE TABLEE (1996) INC	30-JANV.-2017	12 778,82		Service - Location et installation de matériel pour les CA
	1178499	LE BARRICADEUR	27-JANV.-2017	587,98		Service - Travaux de barricade
	1176535	LES REALISATIONS FRANCOIS LAPRISE INC.	20-JANV.-2017	14 330,79		Entrepreneur en travaux de finition
	1166359	LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.	19-JANV.-2017	1 995,71		Travaux d'excavation
HOOPER, CHANTAL	1176798	ACKLANDS - GRAINGER INC.	20-JANV.-2017	376,65		Pile, batterie
	1177827	ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	25-JANV.-2017	380,47		Tuyau d'aqueduc
	1174641	APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	13-JANV.-2017	3 060,00		Service - Formation en santé et sécurité
	1177843		25-JANV.-2017	153,00		Service - Formation en développement technique
	1177461	BOUTIQUE COURIR MONTREAL	24-JANV.-2017	451,38		Équipement contre les chutes

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Listes des bons de commandes approuvés pour le mois de janvier 2017

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Nom fournisseur	Date d'approbation	Montant de l'engagement	Numéro de l'entente	Description
HOOPER, CHANTAL	1176679	CENTRE DE TOITURES B & S LTEE	20-JANV.-2017	419,66		Appareil et système de ventilation
	1177259	CHAINES ET ELINGUES ST-PIERRE CANADA	24-JANV.-2017	624,81		Corde, chaîne et câble
	1176272	CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOC. INC.	19-JANV.-2017	314,96	819838	Service - Destruction de documents
	1171803	D MINI-MOTEURS INC.	12-JANV.-2017	182,97		Aiguisage de taille-haies
	1177820	ELECTRICITE PLUS	25-JANV.-2017	254,17		Service - Formation en développement technique
	1176811	ELECTRONIQUE ADDISON	20-JANV.-2017	15,20		Appareil de communication
	1175639	ENGLOBE CORP.	18-JANV.-2017	6 217,73	Hors entente	Traitement/valorisation de matières organiques
	1177454	ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	24-JANV.-2017	4 252,77		Bois de construction
	1171797	ENTREPRISES FORLINI-DIVISION	05-JANV.-2017	255,12	Hors entente	Bottes de travail
	1176711		20-JANV.-2017	131,02	Hors entente	Bottes et accessoires de travail
	1177368		24-JANV.-2017	68,24	Hors entente	Couvre-chaussures
	1177453		24-JANV.-2017	207,25	Hors entente	Bottes de travail
	1178095		26-JANV.-2017	169,45	Hors entente	Bottes de travail
	1177420	EQUIPEMENTS DE SECURITE HOTTE INC	24-JANV.-2017	634,96		Gant
	1151030	EQUIPEMENTS TWIN INC.	18-JANV.-2017	19,79		Réparation/Entretien - Véhicule lourd
	1176275	EXTERMINATION INSPEX INC.	19-JANV.-2017	818,90		Service - Extermination, fumigation
	1176807	FASTENAL CANADA LTEE	20-JANV.-2017	1 376,05		Fil et câble électrique
	1176723	FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES LTEE	20-JANV.-2017	8 323,45	1005686	Puisard et chambre de vanne
	1171811	GAZTEK INC	20-JANV.-2017	304,46		Bouteille pour capteur à gaz
	1175452		17-JANV.-2017	1 181,11		Réparation/Entretien - Outil électrique
	1171814	GROUPE SDM INC	12-JANV.-2017	1 836,23		Service - Dégel de conduites
	1176793	HERCULES SLR INC	20-JANV.-2017	65,10		Crochet
	1177442	HILTI CANADA LTEE	24-JANV.-2017	263,94		Support, renfort et équerre
	1177705	INDUSTRIES DESORMEAU INC.	25-JANV.-2017	516,12		Outil manuel
	1176683	INOLEC	20-JANV.-2017	15,49		Accessoire et pièce de remplacement pour outil
	1171801	KOMUTEL INC	05-JANV.-2017	1 007,88		Système d'enregistrement
	1177700	LEE VALLEY TOOLS LTD.	25-JANV.-2017	1 596,12		Accessoires de portes
	1177448	LEON DESLIPPE	24-JANV.-2017	236,22		Fourniture horticole
	1166778	LES INDUSTRIES MC ASPHALT LTEE	11-JANV.-2017	1 679,80		Asphalte, bitume
	1171805	LOCATION HEWITT INC	12-JANV.-2017	440,67		Réparation/Entretien - Outil électrique
	1177375	MECANIQUE GILLES ROBERGE INC.	24-JANV.-2017	74,33		Accessoire et pièce de remplacement pour outil
	1177400	MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	24-JANV.-2017	138,59		Accessoire et pièce de remplacement pour outil
	1163426	NADEAU INC.	16-JANV.-2017	21,00		Service - Frais de transport
	1140507	PEPINIERE A. MUCCI INC.	11-JANV.-2017	1 658,54	1074486	Melange de terre
	1176842	PRODUITS SANY	23-JANV.-2017	321,31	1048199	Équipement et produit d'entretien
	1177456	QUINCAILLERIE J. CARRIER	24-JANV.-2017	125,98		Accessoire et pièce de remplacement pour outil
	1177146	QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI	23-JANV.-2017	1 049,87		Tuyauterie et raccord
	1177443		24-JANV.-2017	151,32		Matériel de fixation, clou, vis
	1173097	RICCI, TEASDALE HUISSIERS DE JUSTICE	09-JANV.-2017	150,52		Huissier de justice
	1175841		18-JANV.-2017	181,34		Huissier de justice
	1176117		19-JANV.-2017	254,44		Huissier de justice

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Listes des bons de commandes approuvés pour le mois de janvier 2017

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Nom fournisseur	Date d'approbation	Montant de l'engagement	Numéro de l'entente	Description
HOOPER, CHANTAL	1171795	SERRUMAX INC	23-JANV.-2017	1 049,87		Service - Serrurier
	1171818	SERRURIER LACROIX LTEE	10-JANV.-2017	499,32		Service - Serrurier
	1176771		20-JANV.-2017	339,11		Service - Serrurier
	1149671	SERVICES MATREC INC.	18-JANV.-2017	93,96		Location - Toilette chimique
	1173650	STE INTERNATIONALE D'ARBORICULTURE	11-JANV.-2017	270,84		Frais - Inscription pour colloque
	1171802	TECHNOLOGIES METEOROLOGIQUES INC.	16-JANV.-2017	3 716,56		Prévisions météorologiques
	1176785	TENAQUIP LIMITED	20-JANV.-2017	183,58		Outil manuel
	1176922	U. CAYOUETTE INC.	25-JANV.-2017	188,91		Gant
			23-JANV.-2017	356,92		Outil manuel
			23-JANV.-2017	94,43		Accessoire vestimentaire
	1174992	VERMEER CANADA INC.	16-JANV.-2017	678,42		Équipement de protection
			16-JANV.-2017	346,45		Accessoire vestimentaire
			16-JANV.-2017	502,43		Gant
			16-JANV.-2017	6 668,60		Accessoire et pièce de remplacement pour outil
	1175004	JEAN GUGLIA & FILS ENR.	16-JANV.-2017	191,25		Équipement de protection
			16-JANV.-2017	1 845,34		Outil à batterie
			16-JANV.-2017	186,46		Accessoire et pièce de remplacement pour outil
			16-JANV.-2017	2 257,54		Machine et équipement d'aménagement paysager
OUELLET, M-CLAUDE	1176470	ACCES COMMUNICATIONS	19-JANV.-2017	503,94		Location - Appareil de communication
	1175584	COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MTL	17-JANV.-2017	2 808,42		Location - Installation sportive
	1173940	COOPERATIVE DE TAXI MONTREAL	11-JANV.-2017	35,42		Frais - Taxi
	1141766	LOCATION HEWITT INC	18-JANV.-2017	104,99		Équipement de manutention
	1174025	LORGANISME	12-JANV.-2017	2 099,75		Service - Artiste de la scène
	1174007	PLA'C'ART	12-JANV.-2017	678,22		Service - Artiste de la scène
	1174041	SACRE TYMPAN	12-JANV.-2017	7 349,12		Service - Artiste de la scène
	1174021	SERGE LEMONDE	12-JANV.-2017	2 700,00		Service - Artiste de la scène
PLANTE, STÉPHANE	1177759	AMIS DE LA MONTAGNE (LES)	25-JANV.-2017	361,90		Service - Traiteur
	1178342	CIMCO REFRIGERATION TOROMONT INDUSTRIE	26-JANV.-2017	776,91		Réparation/Entretien - Pompe et compresseur
	1178107	GAUFRABEC INC	26-JANV.-2017	501,84		Nourriture pour fins de revente
	1177870	PRODUITS SANY	25-JANV.-2017	643,99	1048199	Produit et équipement d'entretien
	1177871		25-JANV.-2017	319,74	1048199	Produit et équipement d'entretien
	1166638	QUINCAILLERIE ST-HUBERT	25-JANV.-2017	400,01		Location - Appareil et système de chauffage
	1178104	W COMMUNICATION INC.	26-JANV.-2017	377,01		Eau potable - Mesure d'urgence
REEVES, GENEVIEVE	1172894	ALERTE COURRIER P.M.E.	09-JANV.-2017	629,92		Service - Postal, messagerie
	1178491	LE DEVOIR INC.	27-JANV.-2017	8 333,91	1072498	Service - Placement média d'avis public
	1173209	TELUS	10-JANV.-2017	72,58		Appareil de communication
	1178490		27-JANV.-2017	397,96		Appareil de communication
	1135742	THE SUBURBAN NEWSPAPER	09-JANV.-2017	393,31		Service - Placement média d'avis public
	1174247	WOLTERS KLUWER QUEBEC LTEE	12-JANV.-2017	1 945,00		Misde à jour règlements municipalités
	1174249		12-JANV.-2017	1 268,00		Mise à jour accès à l'information

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Listes des bons de commandes approuvés pour le mois de janvier 2017

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Nom fournisseur	Date d'approbation	Montant de l'engagement	Numéro de l'entente	Description
THERRIEN, MICHEL	1173055	AGENCE DOUBLE XPRESSO INC.	09-JANV.-2017	15 748,12		Service - Infographie, graphisme
	1172227	ALERTE COURRIER P.M.E.	04-JANV.-2017	12,01		Service - Postal, messagerie
	1178647	ASS. COMMUNICATEURS MUNIC. DU QC	27-JANV.-2017	262,47		Frais - Adhésion et cotisation
	1178291	CAFE 92 DEGRES INC.	26-JANV.-2017	2 967,58		Service traiteur
	1172215	COMPUGEN INC.	04-JANV.-2017	419,94	1163303	Écrans
	1173222	GROUPE COMMUNAUTAIRE L'ITINERAIRE	10-JANV.-2017	15 748,12		Service - Distribution
	1173992	GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	12-JANV.-2017	156,75		Service - Agence de sécurité, gardiennage
	1172903	IMPRIME-EMPLOI	09-JANV.-2017	253,02		Service - Impression
	1172958	IMPRIMERIE REFLET LTEE	09-JANV.-2017	8 892,44		Guide, brochure et affiche
	1176351	LE DIPLOMATE AUDIOVISUEL	19-JANV.-2017	1 325,31		Location - Équipement d'éclairage et de sonorisation
	1173025	LES TRADUCTIONS TERRY KNOWLES INC.	09-JANV.-2017	5 249,37		Service - Rédaction, révision
	1175233	LOCOMOTIVE INC.	17-JANV.-2017	6 299,25		Service - Hébergement (site web, serveur)
	1174795	PUBLICATIONS FILCAN INC.	16-JANV.-2017	419,95		Service - Placement média d'avis public
	1177394	ROBERT DEVOST GRAPHISTE INC.	24-JANV.-2017	10 498,75		Service - Infographie, graphisme
	1176728	SUBSTANCE STRATEGIES NUMERIQUES	20-JANV.-2017	3 076,13		Formation médias sociaux et accompagnement
	1177412	TURCOTTE DESIGN INC.	24-JANV.-2017	2 295,03		Concepteur graphique, infographiste
	1175230	VIDEOTRON S.E.N.C	17-JANV.-2017	465,89		Service - Télédiffusion
	1173692	W COMMUNICATION INC.	11-JANV.-2017	2 510,25		Article promotionnel
TROTTIER, PASCAL	1175871	TRANSELEC / COMMON INC.	18-JANV.-2017	2 762,85	1045712	Signalisation routière

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 65.01

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1174570006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion pour la création d'un Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Attendu que l'article 5 de la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* stipule que « la participation des citoyennes et des citoyens aux affaires de la Ville contribue au renforcement de la confiance envers les institutions démocratiques, au renforcement du sentiment d'appartenance à la ville ainsi qu'à la promotion d'une citoyenneté active »;
Attendu que la *Stratégie jeunesse montréalaise 2013-2017* de la Ville de Montréal veut « favoriser le renforcement d'une jeunesse engagée, adéquatement formée, physiquement et culturellement active, épanouie et reconnue dans son milieu de vie »;

Attendu que le Conseil jeunesse de Montréal a été créé en 2002 pour « assurer la prise en compte des préoccupations jeunesse dans les décisions de l'administration municipale »;

Attendu que, selon le recensement de 2011, les moins de 25 ans comptent pour 30 % de la population de l'arrondissement de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce;

Attendu que les décisions prises par l'arrondissement ont des conséquences sur la vie présente des jeunes ainsi que sur leur avenir;

Attendu que l'arrondissement est le palier de gouvernement le plus près de la population, et qu'il est donc pertinent de faire appel à ce segment de la population dans le cadre de la démocratie locale et de la participation citoyenne;

Attendu que plusieurs arrondissements ont créé leur propre Conseil jeunesse;

Attendu que le Conseil jeunesse aura pour mission de conseiller le maire et les élus sur les enjeux de la jeunesse et de s'assurer de la prise en compte des préoccupations de ce groupe dans les décisions de l'arrondissement;

Attendu que le budget annuel alloué à cette instance sera de 2 000 $;

IL EST RECOMMANDÉ:

De mandater les services de l'arrondissement pour coordonner la création du Conseil

jeunesse de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce sur le modèle du Conseil jeunesse de Montréal afin qu'il soit constitué et en fonction d'ici la fin de l'année 2017.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-03-01 14:45

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1174570006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion pour la création d'un Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

CONTENU

CONTEXTE

Motion préparée à la demande de Monsieur Lionel Perez, conseiller du district de Darlington.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-27

Denis GENDRON
Directeur
Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 70.01

2017/03/06
19:00

Dossier # : 1174570002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Confirmer la participation de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce à l'événement « Une heure pour la terre 2017 » qui aura lieu le samedi 25 mars 2017 de 20 h 30 à 21 h 30.

ATTENDU QUE le 25 mars prochain, de 20 h 30 à 21 h 30, se tiendra l'événement international *Une heure pour la Terre 2017* inauguré en 2007 à Sydney, Australie, et parrainé par le Fonds mondial pour la nature (*World Wildlife Foundation*);
ATTENDU QUE cet événement a été créé pour sensibiliser la population à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques, en misant sur un geste simple, comme éteindre les lumières pendant une heure;

ATTENDU QU'en 2016, plus de 12 700 monuments et enseignes réparties dans 178 pays et territoires, ont éteint leurs lumières pendant une heure dans le but de combattre le réchauffement global.

IL EST RECOMMANDÉ :

De confirmer la participation de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce à l'événement *Une heure pour la Terre 2017* , événement parrainé par le Fonds mondial pour la nature et qui se tiendra le samedi 25 mars 2017 de 20 h 30 à 21 h 30;

D'inviter les commerces et les résidants de l'arrondissement à s'impliquer activement dans cet événement;

D'encourager les arrondissements de la Ville de Montréal et les municipalités de l'agglomération de Montréal à se joindre à l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce en confirmant leur participation respective à l'événement;

De transmettre une copie de la présente résolution à Me Yves Saindon, greffier de la Ville de Montréal, pour dépôt au conseil municipal.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2017-02-27 09:59

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174570002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Confirmer la participation de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce à l'événement « Une heure pour la terre 2017 » qui aura lieu le samedi 25 mars 2017 de 20 h 30 à 21 h 30.

CONTENU

CONTEXTE

Le samedi 25 mars prochain, de 20 h 30 à 21 h 30, se tiendra l'événement international *Une heure pour la Terre 2017* inauguré en 2007 à Sydney, Australie, et parrainé par le Fonds mondial pour la nature (*World Wildlife Foundation*).
Cet événement a été créé pour sensibiliser la population à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques, en misant sur un geste simple, comme éteindre les lumières pendant une heure et vise à rassembler les humains dans le but de protéger la planète.

Des centaines de millions de personnes dans le monde s'unissent chaque année pour soutenir le plus grand événement de l'environnement de l'histoire. Cet événement est souligné dans plus de 178 pays et territoires et un grand nombre de sites naturels et bâtis de notre patrimoine mondial éteignent leurs lumières pendant une heure dans le but de combattre le réchauffement global.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

· Résolution CA08 170053 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2008* ;
· Résolution CA09 170062 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2009* ;
· Résolution CA10 170027 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2010* ;
· Résolution CA11 170049 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2011* ;
· Résolution CA12 170020 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2012* ;
· Résolution CA13 170056 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2013* ;
· Résolution CA14 170060 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2014 ;*
· Résolution CA15 170043 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2015;*

· Résolution CA16 170054 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2016.*

DESCRIPTION

L'événement a été créé pour sensibiliser la population à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques en misant sur un geste simple comme éteindre les lumières pendant une heure.

JUSTIFICATION

Le présent dossier décisionnel a été préparé à l'initiative de Monsieur Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon.
L'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce espère que sa participation à l'événement *Une heure pour la Terre 2017* , de concert avec d'autres grandes villes du monde, renforcera le leadership de la Ville de Montréal en matière de préservation de l'environnement et incitera encore plus de Montréalais à adopter des habitudes quotidiennes de conservation d'énergie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le site Internet dont l'adresse est la suivante : www.earthhour.org, explique comment participer à l'événement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-01-18

Denis GENDRON
Directeur
Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474